

THÉORIE COMMUNISTE

LA CONJONCTURE



Classes et genres (encore)

Activisme (à nouveau)

Communisation (toujours)

Tunisie. Egypte (un début)

N° 24

THÉORIE COMMUNISTE

LA CONJONCTURE



Classes et genres (encore)

Activisme (à nouveau)

Communisation (toujours)

Tunisie. Egypte (un début)

N° 24

THÉORIE COMMUNISTE

THÉORIE COMMUNISTE

N° 24

DÉCEMBRE 2012

Directeur de publication

Roland Simon

BP 17

84300 Les Vignères

Site

<http://www.theoriecommuniste.org>

tc@communisation.net

Sommaire

TEL QUEL

RÉPONSES AUX AMÉRICAINES

UNE RÉPONSE À TC SUR LE GENRE COMMENTAIRES SUR LA
CONTRADICTION, SOCIÉTÉ, RACE, TOTALITÉ

NOTES DE LECTURE SUR LE BLACK FEMINISM

DU KOCHARI, DU JASMIN... ET DE LA CHARIA

C'EST AU PRÉSENT QUE NOUS PARLONS DE COMMUNISATION

SUR L'AMBIVALENCE SUPPOSÉE DU CONCEPT DE COMMUNISME

L'ACTIVISME (ENCORE UNE FOIS)

L'ASYSTÉMIE ET L'ILLÉGITIMITÉ DE LA REVENDICATION, ICI ET LÀ....

« JE LUTTE DES CLASSES »

VINGT-HUIT THÈSES SUR LA SOCIÉTÉ DE CLASSES (KOSMOPROLET
N°1) : UN COMMENTAIRE CRITIQUE

UNE LETTRE

SENONEVERO

DÉJÀ PARUS

TEL QUEL

LE MOMENT RÉVOLUTIONNAIRE COMME CONJONCTURE

LIRE LÉNINE (les *Thèses d'Avril*, les *Lettre de loin*, en général tous les textes entre février et octobre 1917) comme on lit Machiavel, Clausewitz ou Sun-Tzu, ni plus ni moins : un théoricien du moment décisif des conflits, c'est-à-dire un théoricien de la *conjoncture*, du « moment actuel ». Il reste de bon ton de citer Machiavel, Clausewitz ou Sun-Tzu, pourtant l'un était au service des Princes italiens, l'autre du roi de Prusse, et le troisième... alors pourquoi pas Lénine.

« Ni la nature ni l'histoire ne connaissent de miracles ; mais chaque tournant brusque de l'histoire, et notamment chaque révolution, offre une telle richesse de contenu, met en jeu des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports entre les forces en présence que, pour un esprit vulgaire, bien des choses doivent paraître miraculeuses. » (*Lettre de loin* 1, 7 mars 1917, Œuvres, t. 23, p. 325.)

« [...] en raison d'une situation historique d'une extrême originalité, *des courants absolument différents*, des intérêts de classe *absolument hétérogènes*, des tendances politiques et sociales *absolument opposées* se sont *fondus* avec une "cohésion" remarquable. » (*ibid.*, p. 330.)

« La première révolution (1905) a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et à la lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, révélé les unes aux autres et au monde entier *toutes les classes* (et les principaux partis) de la société russe quant à leur nature réelle, quant au rapport réel de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts immédiats et lointains. » (Lénine, *ibid.*)

« Avec la proclamation de la République sur la base du suffrage universel s'effaçait jusqu'au souvenir des mobiles et des objectifs limités qui avaient précipité la bourgeoisie dans la révolution de Février. Au lieu de quelques rares fractions de la bourgeoisie, c'était toutes les classes de la société française qui étaient soudain projetées dans l'orbite du pouvoir politique, contraintes de délaisser les loges, le parterre, et la galerie pour jouer en personne sur la scène révolutionnaire ! » (Marx, *Les Luites de classes en France*, Ed. de La Pléiade, Œuvres politiques, t. 1.)

Encore faut-il pour précipiter toutes les classes sur la scène révolutionnaire qu'existe comme dit Lénine un « puissant régisseur » : « Cette révolution de huit jours [la révolution de février] a été jouée, s'il est permis de se servir d'une métaphore, comme

après une dizaine de répétitions générales et partielles ; les “acteurs” se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places et tout le décor en long et en large. [...] Il a fallu encore un grand, un vigoureux, un tout-puissant “régisseur” capable, d’une part, d’accélérer énormément la marche de l’histoire universelle et, d’autre part, d’engendrer des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales d’une intensité sans précédent ¹. » (Lénine, *Lettre de loin 1*.)

« D’après la conception matérialiste de l’histoire, le facteur déterminant dans l’histoire est, *en dernière instance* [souligné dans le texte], la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n’avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu’un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le *seul* déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classe et ses résultats – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses, et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la *forme*. » (Engels, *lettre à Joseph Bloch*, 21 septembre 1890.)

« Il n’y a qu’à regarder le *18 Brumaire* de Marx où il s’agit presque uniquement du rôle *particulier* joué par les luttes et événements politiques, naturellement dans la limite de leur dépendance générale des conditions économiques. Ou le *Capital*, par exemple le chapitre sur la journée de travail, où la législation, qui est bien un acte politique, agit de façon si radicale. Ou encore le chapitre sur l’histoire de la bourgeoisie (le 24^e chapitre). » (Engels, *lettre à Conrad Schmidt*, 27 octobre 1890.)

Quelques citations et un peu de provocation dans les signatures. Mais la principale provocation de ces citations est de nature théorique et elle définit l’objet de ce texte qui n’est rien de moins que la remise en chantier de la compréhension du capital comme contradiction en procès et de la production de la mécanique de son dépassement, que nous définirons dans le concept de *conjoncture*.

CAPITAL COMME CONTRADICTION EN PROCÈS ET CONJONCTURE

Le programmatisme : une contradiction simple et homogène

Bien sûr, il y a le cours du capital comme contradiction en procès : « Le capital est une contradiction en procès : d’une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d’autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. » (Marx, *Fondements de la critique de l’économie politique*, Ed. Anthropos, t. 2, p. 222.)

Cette contradiction était l'essence de tout, elle avait une forme simple et homogène, comprenait tout, expliquait tout, mais... comme une avalanche emporte tout sur son passage. Tout le reste n'était que phénomènes et accidents, contingences. Auprès de l'économie toutes les autres instances du mode de production capitaliste ne faisaient que de la figuration. La segmentation même du prolétariat, la multiplicité des contradictions dans lesquelles étaient engagés ces segments, la contradiction entre les hommes et les femmes, les autres classes entraînées dans la lutte avec leurs propres objectifs, n'étaient que les ombres projetées au fond de la caverne par la réalité substantielle toujours déjà là de l'unité de la classe et du devenir du capital comme contradiction en procès. Poser la contradiction, c'était *ipso facto* saisir le procès de son abolition et la production de son dépassement.

Bien sûr, c'était le mouvement naturel du programmatisme où la contradiction entre les classes se résout dans la victoire d'un de ses termes. Jusqu'à la crise de la fin des années 1960 et la restructuration qui s'ensuivit, le capital comme contradiction en procès était bien le contenu de la contradiction entre prolétariat et capital, elle se situait à ce niveau par la production et la confirmation, à l'intérieur même de cette contradiction en procès, d'une identité ouvrière par laquelle se structurait le cycle de luttes comme la concurrence entre deux hégémonies, deux gestions, deux contrôles de la reproduction.

Le programmatisme en tant que théorie et pratique historiquement définies de la lutte des classes est le dépassement du capital comme contradiction en procès par la *libération* du travail et l'*affirmation* du prolétariat. Et quand, quelques fois, il était question des femmes, leur émancipation consistait à être naturellement, gaiement et volontairement mères et tout aussi librement travailleuses. La résolution de la contradiction entre les hommes et les femmes était réellement évacuée vers un avenir post-révolutionnaire et indéfini par la configuration de la contradiction entre les classes mais aussi par celle de la contradiction entre les genres, car le travail et la population demeuraient, après la révolution, plus que jamais la principale force productive et en conséquence les femmes demeuraient des femmes. Les luttes de femmes demeuraient prises dans le paradoxe de l'affirmation de l'identité féminine et de la revendication de l'indépendance et de l'égalité avec les hommes (sur la base de la reconnaissance de cette identité) **2**.

Ainsi, la théorie de la révolution communiste a pu longtemps se contenter de la *seule* contradiction entre le prolétariat et le capital. Cette seule contradiction, parce qu'elle se résolvait par la victoire d'un de ses termes, il suffisait de la saisir et de l'énoncer dans sa *forme simple et homogène*, laissant comme circonstances accidentelles et phénomènes les formes multiples, diverses, immédiates de son existence par lesquelles elle se distribue dans de multiples existences du rapport d'exploitation (elle n'existe que dans cette distribution) et les multiples niveaux de ses formes d'apparition. Cela suffisait pour rendre compte du devenir contradictoire du mode de production capitaliste et du mouvement de son abolition. Nous n'avions pas besoin d'autre chose.

Les théoriciens programmatiques de la conjoncture situaient eux-mêmes leur réflexion dans le cadre de cette réalité.

« Apprécier tout “moment actuel”, non seulement du point de vue de son originalité présente, d’aujourd’hui, mais encore en tenant compte de ressorts plus profonds » écrivait Lénine dans les *Lettres de loin*. C’est à l’envers que nous devrions maintenant écrire cette phrase : « non seulement du point de vue de ses ressorts profonds, mais encore et surtout en tenant compte de son originalité présente, d’aujourd’hui ». La question de la conjoncture existait mais celle-ci n’était qu’une enveloppe que venait crever la contradiction essentielle se révélant. Le caractère concret d’une situation révolutionnaire n’est pas la contingence où se réalise la nécessité, cette nécessité nous la rencontrons dans un présent concret et défini. La nécessité du Procès Contradictoire du Capital ne fraie pas sa voie dans la contingence des circonstances. Dans toute situation où les contradictions entre les classes et entre les femmes et les hommes sont intriquées et a fortiori dans une situation révolutionnaire, nous nous trouvons à l’intérieur d’un résultat de cette intrication, mais nous n’agissons jamais dans Le Procès Contradictoire du Capital en général, mais dans le concret de la situation, de la conjoncture, dans le *moment actuel*. La situation était décomposée en un caractère invariant, substantiel, et des circonstances historiques particulières, entre l’essentiel et le phénoménal, entre la puissance et l’acte ³, mais rien n’existe autrement qu’en actes et l’existant en actes est *tout* le concret ou le réel.

Il y avait donc le cours du capital comme contradiction en procès. On en connaît la définition de Marx dans les *Grundrisse*, elle est insuffisante.

Classes et genres : redéfinition du capital comme contradiction en procès

L’originalité du cycle de luttes actuel qui a accompagné la restructuration du rapport entre prolétariat et capital dans les années 1970 est double. Pour la lutte de classe, cette originalité consiste à avoir conféré à la contradiction entre le prolétariat et le capital comme contenu essentiel son propre renouvellement, c’est-à-dire l’identité entre la constitution et l’existence du prolétariat comme classe et sa contradiction avec le capital. Dans sa contradiction avec le capital qui le définit comme classe, le prolétariat est dans un rapport contradictoire avec sa propre existence comme classe.

Pour la contradiction entre les hommes et les femmes, cette originalité est de lui avoir conféré comme contenu essentiel et problématique *l’existence naturelle du corps féminin*, le sexe et la sexualité comme définition des femmes. Non seulement le travail et la population comme force productive sont un problème pour le capital, mais encore, dans la phase actuelle du mode de production capitaliste, avec la faillite du programmatisme, ils ont, l’un et l’autre, perdu tout contenu de revendication et d’affirmation contraire au capital. Quand le travail et la population comme principales forces productives (celles qui les résument toutes) deviennent, en tant que puissance révolutionnaire, un problème pour eux-mêmes (elles le sont toujours pour le capital, c’est en cela qu’elles ont pu être le fondement de la perspective libératrice du programmatisme) cela signifie qu’être une

femme est apparu comme contradiction ⁴. La revendication des droits, de l'indépendance et de l'égalité en s'intriquant avec la question du corps produit et rencontre dans le fait d'être femme sa propre limite. Quand la « nature » est mise en jeu, elle ne reste pas longtemps naturelle. « Etre femme » est ce qui ne va plus de soi. Le genre se met à précéder le sexe.

Avec la faillite du programmatisme, le capital comme contradiction en procès est devenu l'unité dynamique que les contradictions de classes et de genres construisent. La contradiction entre femmes et hommes est elle-même une autre contradiction que celle entre prolétariat et capital. Quatre éléments, deux contradictions, une seule dynamique, celle du capital comme contradiction en procès qui ne se décompose pas, qui ne s'autodétermine pas comme contradiction entre les classes et contradiction entre les hommes et les femmes mais qui est concrètement construite par ces deux contradictions (cf. « Réponses aux Américaines »).

Partir de la reproduction (biologique) et de la place spécifique des femmes dans cette reproduction c'est présupposer comme donné ce qui est le résultat d'un processus social. Le point de départ est ce qui rend cette place spécifique comme construction et différenciation sociale : les modes de production jusqu'à aujourd'hui. Jusqu'au capital inclus où la chose devient contradictoire, la source principale de ce surtravail est bien sûr le travail, ce qui signifie l'augmentation de la population. L'augmentation de la population comme principale force productive n'est pas plus un rapport naturel que n'importe quel autre rapport de production. Mais, posséder un utérus ne signifie pas « faire des enfants », pour passer de l'un à l'autre il faut tout un dispositif social d'appropriation et de mise en situation (de mise en fonction) de « faire des enfants », dispositif par lequel les femmes existent. Posséder un utérus est une *caractéristique* anatomique et non déjà une *distinction*, mais « faire des enfants » est une distinction sociale qui fait de la *caractéristique* anatomique une *distinction naturelle*. Il est dans l'ordre de cette construction sociale, de ce dispositif de contrainte, de toujours renvoyer ce qui est socialement construit, les femmes, à la biologie. La nécessaire appropriation du surtravail, phénomène purement social (le surtravail ne tient pas à une supposée surproductivité du travail) qui suppose le travail et la population crée les genres et la pertinence sociale de leur distinction sur un mode sexuel et *naturalisé*.

Pas de surtravail sans travail, pas de travail sans population comme principale force productive. Là où nous avons exploitation, nous avons la création des catégories femme et homme, leur *naturalisation* inhérente à l'objet même de leur construction, et par là l'appropriation de toutes les femmes par tous les hommes. La construction simultanée et interdépendante des contradictions de genres et de classes introduit les clivages de chacune de ces catégories dans l'autre, mais aussi les contradictions propres à la construction sociale de chacune de ces catégories qui deviennent des contradictions inhérentes à l'autre. Inextricable, l'expérience est toujours impure.

Mais, il ne suffit pas de dire qu'aucune expérience ni aucun sujet ne sont purs, comme une constatation, c'est cette « impureté » qu'il faut fouiller et construire dans son intimité.

La contradiction entre le prolétariat et le capital suppose celle entre les hommes et les femmes, de même que celle-ci suppose la première, l'exploitation. Nous retrouvons notre formule : quatre éléments, deux contradictions, une dynamique. Mais cette formule s'enrichit du fait qu'aucune des deux contradictions n'est telle sans l'existence conjointe de l'autre.

C'est du surtravail que viennent les hommes et les femmes, leur distinction donc leur contradiction ; c'est du même surtravail que viennent les classes et leur contradiction. L'existence du surtravail, c'est l'existence de deux contradictions. Chacune a dans l'autre non seulement sa condition mais encore ce qui la fait être une contradiction, c'est-à-dire un procès remettant en cause ses propres termes dans leur rapport.

Cette existence conjointe qui fait de chacune une contradiction n'est pas une rencontre ou une somme mais existe pour chaque contradiction dans ses propres termes, dans son « langage ».

Entre le prolétariat et le capital, c'est l'existence même du travail comme force productive (la contradiction entre hommes et femmes) qui est, dans les termes du rapport, ce devenir du rapport conflictuel en contradiction : le travail comme unique mesure et source de la richesse. Cela fait que la lutte des classes a pour dynamique et objectif l'abolition des classes (et non un simple déplacement du curseur entre travail nécessaire et surtravail sur la ligne de la journée de travail), ce qui est le capital comme contradiction en procès. C'est la définition des femmes, c'est-à-dire la contradiction entre les hommes et les femmes (la définition est en elle-même la contradiction) qui se joue sur le travail.

Entre les hommes et les femmes, c'est l'existence du surtravail et de sa relation au travail nécessaire (la contradiction entre les classes) qui est, dans les termes du rapport, ce devenir du rapport conflictuel en contradiction. Le surtravail et sa relation au travail nécessaire font que le conflit entre hommes et femmes a pour dynamique et objectif l'abolition des conditions inhérentes à l'individualité que sont être une femme ou un homme, ce qui est le capital comme contradiction en procès. Autrement dit : cette contradiction entre surtravail et travail nécessaire est celle par laquelle la population comme principale force productive (la distinction de genres) est abolie comme nécessité. Contrairement à ce que nous écrivions dans TC 23, la révolution n'est pas « suspendue à l'abolition des genres », ni « ne pourra échapper à leur dépassement » car c'est l'une et l'autre dans leur mouvement spécifique et se déterminant réciproquement comme contradiction qui construisent le capital comme contradiction en procès. Ce n'est pas un hasard si dans tous les moments révolutionnaires les deux contradictions se sont toujours jointes, entrecroisées, confortées et le plus souvent confrontées.

La population comme principale force productive (la population et la productivité du travail comme synthèse des forces productives), c'est-à-dire le travail comme problème dans le mode de production capitaliste est la dynamique propre de la contradiction entre les hommes et les femmes (et non la forme qu'elle prend). Elle est la dynamique propre d'une contradiction particulière par laquelle celle-ci existe bien comme *particularité de la totalité* : le capital comme contradiction en procès. La distinction de genres et la contradiction entre hommes et femmes dans son contenu spécifique et sur tous ses fronts doit être prise en compte comme l'autre particularité de cette totalité : dans leur différence et leur unité. L'unité comme unité vivante, active, c'est la relation nécessaire entre ces deux contradictions (le surtravail) par laquelle *l'unité les fait siennes* et agit effectivement comme leur unité. L'unité ou totalité porte la relation entre ses termes (classes et genres) à une contradiction pour eux-mêmes ; le tout est là actif et distinct comme relation entre des parties qui deviennent, par son action, les siennes.

La contradiction entre hommes et femmes ne fait pas irruption dans la contradiction de classes, elle la module constamment, de même que l'exploitation module constamment la contradiction entre hommes et femmes. Leur intrication constitue une succession de configurations historiques de la lutte des classes ainsi que de la contradiction entre hommes et femmes, elle définit un cycle de luttes. La lutte des femmes ne voulant pas demeurer ce qu'elles sont a une histoire : de la revendication de l'égalité des droits civils et politiques, de la revendication de l'égalité dans le travail à la remise en cause de leur propre définition (dans le féminisme des années 1970 où le corps même devient l'objet de la revendication et de la critique sociale) qui dépasse le paradoxe du féminisme énoncé par Joan W. Scott. Il est faux de dire que la lutte des classes dépend (est suspendue), quant à son dépassement, de la contradiction entre les hommes et les femmes, de même qu'il serait faux de dire que le dépassement des catégories homme et femme dépend de la lutte des classes. Particularités d'une même totalité en tant que contradictions spécifiques (par leur spécificité, le tout n'est pas une autodétermination) elles construisent et se construisent constamment comme un seul et même mouvement (à l'intérieur duquel leur relation d'intrication conflictuelle est toujours historiquement spécifique) de succession de cycles de luttes (luttes des classes/contradiction de genres et l'une parce que l'autre) toujours historiquement définis. *Deux contradictions, quatre éléments mais un seul mouvement, une seule dynamique*, celle du capital comme contradiction en procès dont chaque contradiction par sa spécificité existe comme particularité de cette totalité (le piège spéculatif c'est l'autodétermination du tout). Les luttes qui constituent ces cycles sont toujours, considérées dans la *dynamique unique* du capital comme contradiction en procès, dans l'intrication nécessaire et conflictuelle (la lutte des classes a toujours affaire avec la contradiction générale entre hommes et femmes, de même que cette dernière a toujours affaire avec le clivage des classes) des contradictions de classes et de genres [5](#).

Si l'abolition de la distinction de genres est une nécessité du point de vue de la « réussite » de la communisation, ce n'est pas au nom de l'abolition de toutes les médiations, ni parce que la révolution serait « suspendue » à la nécessité de cette abolition. Prendre les choses ainsi relève d'une démarche téléologique et normative. C'est dans son caractère concret, immédiat, que cette contradiction entre hommes et femmes s'impose dans la réussite de la communisation contre ce que ce rapport implique de violence, d'invisibilisation, d'assignation à une place de subordination. Si l'abolition de la distinction de genres s'impose comme une nécessité de la communisation, c'est que la contradiction qui définit les femmes existe dans la vie courante, et c'est de cette situation, de cette contradiction, dont nous partons pour parler de la nécessité de l'abolition des genres. Travail domestique, place dans la division du travail, modalités d'insertion dans le procès immédiat de production, formes « atypiques » du salariat, violence quotidienne dans la conjugalité, famille, négation et appropriation de la sexualité féminine, le viol et/ou la menace du viol, sont les divers fronts où se jouent la contradiction entre les hommes et les femmes qui a pour contenu leur définition et assignation contrainte (aucun de ces éléments n'est fortuit). Tous ces fronts sont les lieux d'une lutte permanente opposant deux catégories de la société formées comme naturelles et déconstruites comme telles par les femmes dans leur lutte.

ne question à l'autre : vers le concept de conjoncture

Cette redéfinition du capital comme contradiction en procès *indiquait* la réponse à une question qui avait le seul défaut de ne pas avoir été posée. Dès que l'on considère le capital en tant que contradiction en procès comme la construction de deux contradictions qui, bien que conjointes, ne se confondent pas, on désigne une situation révolutionnaire ou de crise comme une *conjoncture*. Dans une sorte de quiproquo, en répondant à la question du capital comme contradiction en procès, nous indiquions dans notre réponse la présence d'une autre question : celle de la nature de son dépassement et pas seulement la question de la nature de son cours.

Il s'agit donc de reformuler adéquatement la question.

D'une part, nous savions que le capital comme contradiction en procès est une « tension à l'abolition de la règle » mais cette tension ne nous donne que la possibilité ou la nécessité du dépassement mais ne nous dit pas ce qu'il est [6](#).

D'autre part, nous savions que le pas que la lutte de classe et celle des femmes doivent franchir (la production de l'appartenance de classe et de la distinction de genres comme contrainte extérieure) est précisément le contenu de ce qu'est le dépassement. Mais ce contenu ne nous dit pas comment la « tension » devient en lui une réalité effective et efficace.

Enfin, nous savons que si nous pouvons parler au présent de la révolution comme communisation c'est parce que la lutte de classe actuelle contient, à l'intérieur d'elle-même, la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, elle

contient des écarts ⁷ : « Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir/abolir. » (*Le moment actuel*, Sic 1.) A la suite des deux précédentes, lorsqu'on en arrive à cette dernière proposition, le concept de *conjoncture* en découle.

Comment la structure contradictoire du devenir du mode de production capitaliste, cette « tension à l'abolition de sa règle », se transforme-t-elle en situation révolutionnaire ? Evidemment, la question n'est pas de savoir quand et où une telle chose advient, mais quelle est la nature de cette transformation, non pas ce qui la produit (nous l'avons cerné dans *Le moment actuel*, dans *La théorie de l'écart* et dans la *Réponse aux Américaines*) ⁸ mais *la nature de ce qui est produit*.

Conjoncture : unité et formes de manifestation

La nature de ce qui est produit est une *conjoncture*, un *moment actuel*.

C'est la théorie de la révolution comme communisation, non comme prospective mais comme présent de l'appartenance de classe comme limite de la lutte en tant que classe, et présent de la contradiction entre hommes et femmes qui remet en cause leur définition, qui frappe d'obsolescence le paradigme théorique du cours d'une contradiction simple et homogène, parce que se résolvant dans la victoire d'un de ses termes.

Bien sûr donc, il y a *La Contradiction* qu'est le capital comme contradiction en procès, unité dynamique des contradictions de classes et de genres, elle est *une* et *essentielle*, mais dans son *efficacité historique* elle n'existe que dans toutes ses *formes de manifestations*. Aucune de ses formes, politiques, juridiques, relations internationales, idéologiques, etc., aucune des formes de relations entre les instances fonctionnelles du capital (capital industriel, capital financier, capital marchand), aucune des formes particulières dont elle affecte chaque fraction du prolétariat et les assignations de genres, et par lesquelles elle se réfracte à tous les niveaux du mode de production, réfractions qui sont sa condition même d'existence, aucune n'est un pur phénomène sans lequel *La Contradiction* pourrait tout aussi bien exister. Les conditions immédiatement existantes sont ses conditions d'existence. Elle ne produit pas son dépassement, sa négation, la trop fameuse négation de la négation, aussi « inéluctable que les lois de la nature » et de la dialectique, comme un *devoir être* du simple fait que *La Contradiction* est posée. Dynamique des contradictions de classes et de genres, c'est dans toutes les formes dans lesquelles elle existe réellement, dans leur combinaison à un moment donné, dans une *conjoncture*, qu'elle est révolutionnaire. En tant que telle, elle n'est qu'un concept.

C'est la manière dont on comprend dans son *efficacité historique* le capital comme contradiction en procès et pas seulement la contradiction entre le prolétariat et le capital qui est maintenant en jeu. Non seulement les formalisations « classiques » du capital comme contradiction en procès se limitent à la seule théorie de la lutte des classes, mais

encore elles se proposent de dissoudre les formes d'apparition pour les ramener à une sorte d'unité essentielle interne. Précisément, ces formalisations ne comprennent pas ces formes comme *formes d'apparition* de cette essence interne (comme si on parlait du capital sans la concurrence, de la valeur sans le prix de marché), elles affirment, avec la fatuité de ceux qui sont sûrs d'eux, l'essence interne par la négation paresseuse et condescendante des formes d'apparition qu'elles exorcisent comme vulgaires apparences au nom de l'invariance substantielle du concept. Bien sûr, « l'essence interne » sera entourée de milliers de *circonstances* mais sans jamais comprendre que ces « circonstances » sont nécessaires et définitoires de cette « essence interne ». C'est une méthode théorique et toute une compréhension du capital comme contradiction en procès, c'est-à-dire une compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital et de la relation, non saisie comme contradiction, entre hommes et femmes qui sont ici en jeu. En un mot nous n'étions pas sortis du programmatisme.

Les lois de reproduction du mode de production capitaliste sont identiques à celles de son abolition : le capital comme contradiction en procès ou la baisse tendancielle du taux de profit ne sont pas des déterminations économiques objectives sous-tendant les contradictions entre les classes et les genres mais directement leur existence comme unité. Ces affirmations sont tout autant d'une terrible exactitude que maintenant d'une terrible inutilité si nous nous contentons de les comprendre comme l'expression d'un mouvement contradictoire simple et homogène et non comme une multitude de contradictions « partielles » au niveau de l'exploitation et de tous les dispositifs sociaux par lesquels les femmes sont assignées à leur nature, par laquelle elles sont femmes. Le capital comme contradiction en procès c'est une multitude de formes d'actions et de luttes à tous les niveaux du mode de production. Son dépassement est une conjoncture, c'est-à-dire l'unité d'une multitude de contradictions à tous les niveaux du mode de production devenant une *unité de rupture*.

Ce que nous entendons par conjoncture n'est pas la rencontre des deux contradictions que nous avons exposées (prolétariat/capital ; hommes/femmes), elles ne se rencontrent jamais parce qu'elles sont toujours déjà conjointes. Ce que l'une et l'autre de ces contradictions et leur unité nous amène à produire c'est que le capital comme contradiction en procès n'est pris comme *objet de transformation* que dans la multiplicité de ses formes et niveaux d'apparition sans lesquels il n'existe pas. C'est la multiplicité des formes d'apparition de cette unité à tous les niveaux du mode de production qui définit une conjoncture et plus précisément la cristallisation dans une instance du mode de production des contradictions multiples qui désignent (momentanément) cette instance comme dominante. La construction de l'unité comme unité dynamique de deux contradictions contient déjà en elle-même, dans le processus de sa construction, ses conditions d'existence, c'est-à-dire son existence, comme intrication de multiples niveaux

du mode de production. En cela le concept de conjoncture est celui de la crise de sa reproduction.

Conjoncture : l'autoprésupposition du capital, une mécanique qui se grippe

Non seulement la révolution n'est pas le résultat de la transcendance de la montée en puissance de la classe, la victoire et l'affirmation de sa situation dans le mode de production capitaliste, mais encore, le contenu de ce saut qualitatif est de se retourner contre ce qui l'a produit. Ce retournement, c'est le bouleversement de la hiérarchie des instances du mode de production qui est la mécanique de son autoprésupposition. Toutes les causalités et l'ordonnance *normale* des instances du mode de production (économie, relations de genres, droit, politique, idéologie, etc.) concourant dans cette normalité à sa reproduction se trouvent minées.

Une conjoncture est à la fois une *rencontre* et une *défaillance*. Elle est *défaillance* de la totalité sociale qui jusque-là unissait toutes les instances d'une formation sociale (politique, économique, sociale, culturelle, idéologique) ; elle est *défaillance* de la reproduction des contradictions formant l'unité de cette totalité. Il y a de l'aléatoire, de la rencontre, des choses de l'ordre de l'événement dans une conjoncture : un dénouement qui se produit et se reconnaît dans l'accidentel de telle ou telle pratique. Ainsi une conjoncture se présente comme ce qui arrive dans la mesure où « ce qui arrive » forme la condition particulière de ne pas savoir « ce qui peut arriver », elle est le moment où peut s'exercer la puissance de faire de « ce qui est » plus que ce qu'il contient, de *créer* en dehors des enchaînements mécanistes de la causalité ou de la téléologie du finalisme.

Une conjoncture est aussi une *rencontre* de contradictions qui avaient leur propre cours et leur propre temporalité, n'entretenaient entre elles que des relations d'interactions : luttes ouvrières, luttes étudiantes, luttes des femmes, conflits politiques à l'intérieur de l'État, conflits dans la classe capitaliste, cours mondial du capital, reproduction de ce cours dans une aire nationale, idéologies dans lesquelles les individus menaient leurs luttes. La *conjoncture* est le moment de ce carambolage des contradictions, mais ce carambolage *prend forme* selon la détermination dominante que *désigne* la crise qui se déroule dans les rapports de production, dans les modalités de l'exploitation ⁹. La conjoncture est une crise de la détermination autoreproductrice des rapports de production qui se définit par une hiérarchisation déterminée et fixe des instances du mode de production.

Une conjoncture est cette situation propre aux périodes de crises où le mouvement du capital comme contradiction en procès n'est plus une seule contradiction (entre les classes ou entre les genres) ni même l'unité simple et homogène des deux. Le capital comme contradiction en procès ne s'impose plus comme le sens toujours déjà là de chacune de ses propres formes d'apparition. Une conjoncture est ce moment historique où la contradiction entre les classes, celle entre les hommes et les femmes sont prises comme objets de transformation dans la multiplicité des contradictions, des divisions de genres et des segmentations de classe qui jouent conflictuellement entre elles, et enfin des

conditions réelles, concrètes, immédiates qui sont ce par quoi et seulement ce dans quoi existe le capital comme contradiction en procès. Les contradictions se recomposent, s'unissent en une *unité de rupture*, la pratique révolutionnaire, les mesures communisatrices, bouleversent la hiérarchie des instances du mode de production par laquelle sa reproduction était le sens immanent de chacune. Au-delà de cette immanence, de cette autoprésupposition qui contient et nécessite la hiérarchie établie des instances, il y a de l'imprévisible et de l'événement. La conjoncture est la mécanique, les rouages intimes, du saut qualitatif en lequel se brise la répétition du mode de production. C'est ce concept de conjoncture, devenu nécessaire à la théorie des contradictions de classes et de genres comme théorie de la révolution et du communisme, que ce texte tente d'approcher.

« Moment actuel », « conjoncture », sont des concepts qui en période de crise deviennent essentiels, incontournables, qui s'imposent comme la connaissance adéquate du cours historique des choses dans son acception la plus immédiate.

Toutes les formes d'existence de cette contradiction en procès doivent être saisies comme ses propres conditions d'existence dans lesquelles seulement elle existe, elle n'est rien d'autre que la totalité de ses attributs.

Au tout début de *Travail salarié et capital* (1849), Marx écrit : « Les journées de juin, la chute de Vienne, la tragi-comédie qui se joua à Berlin, les efforts désespérés de la Pologne, de l'Italie et le Hongrie, l'Irlande affamée jusqu'à l'épuisement, tels étaient *les moments principaux où se résumait la lutte des classes* [c'est nous qui soulignons] engagée entre la bourgeoisie et la classe ouvrière [...]. Au cours de 1848, nos lecteurs ont vu la lutte des classes prendre *des formes politiques colossales* [idem]. Le moment est donc venu d'examiner les rapports économiques eux-mêmes. Sur ces rapports, en effet, se fondent, et l'existence de la bourgeoisie, et sa domination de classe, et l'esclavage des travailleurs. »

Dans les ouvrages historiques comme *Les Luites de classes en France* (1848), on pourrait multiplier les citations dans lesquelles Marx rend compte d'un événement en déplaçant sans cesse les dominances et les déterminations (en multipliant les angles d'attaques, bien que l'expression soit en fait mauvaise parce qu'elle présuppose l'existence de l'objet et seulement le changement des angles de vision, alors que c'est de la constitution de l'objet dont il s'agit dans les variations de dominances et de déterminations), tant et si bien que dans *Les Luites de classes*, on ne sait plus très bien combien de classes composent la société, tant on passe sans cesse de la notion de « situation de classe » à celle de « position de classe » par les variations de dominance constituant l'événement. La *Guerre civile en France* serait également très intéressante à étudier de ce point de vue pour définir théoriquement le concept de conjoncture.

Dans la citation de *Travail salarié et capital*, Marx pose (volontairement ou non, en 1849 il n'a pas encore le concept de mode de production) une différence entre conjoncture et analyse générale abstraite et conjointement l'unité entre les deux. La

conjoncture c'est le processus de ce « résumé » (« se résumait la lutte de classes »), de cette *concentration* en un lieu, en un moment. Toute la question de la conjoncture se trouve dans l'unité de cette différence et de cette unité. On peut l'approcher par le jeu entre détermination et dominance entre les instances d'un mode de production, par les diverses temporalités qui constituent l'histoire comme autant de déterminations qui lui sont nécessaires, par lesquelles elle existe et non comme une décomposition de l'histoire comme objet qui leur préexiste.

La conjoncture est inhérente à la révolution comme communisation : autotransformation du sujet. Toutes les manifestations de l'existence sociale, c'est-à-dire pour chaque individu « les conditions inhérentes à son individualité » (*Idéologie allemande*), sortent de leur rapport hiérarchisé du mode de production et se recombinaient – de façon mouvante car créant des situations nouvelles – dans leur relation de détermination et de dominance. Ces manifestations deviennent ainsi objet de contradictions et de luttes dans leur spécificité et non comme effet et manifestation d'une contradiction fondamentale et supprimées seulement « en conséquence » [10](#).

Quand lutter en tant que classe est la limite de la lutte de classe, quand le fait d'être femme est la limite des luttes de femmes [11](#), la révolution devient une lutte contre ce qui l'a produite. Toute l'architecture du mode de production, la distribution de ses instances et de ses niveaux se trouvent entraînées dans un processus de bouleversement de la normalité/fatalité de sa reproduction définie par la hiérarchie déterminative des instances du mode de production. C'est parce qu'elle est ce bouleversement et seulement si elle l'accomplit que la révolution est ce moment où les prolétaires se débarrassent de toute la pourriture du vieux monde qui leur colle à la peau [12](#), tout comme les hommes et les femmes de ce qui constitue leur individualité (cf. note 4). Il ne s'agit pas d'une conséquence mais du mouvement concret de la révolution où toutes les instances du mode de production (idéologie, droit, politique, nationalité, économie, genres, etc.) peuvent être tour à tour la focalisation dominante de l'ensemble des contradictions. La révolution comme communisation aura à se nourrir de l'impureté, de la non-simplicité, du procès contradictoire du mode de production capitaliste. Changer les circonstances et se changer soi-même coïncident : c'est la révolution, c'est une *conjoncture*. Une théorie de la conjoncture c'est une théorie de la révolution qui fait sienne le fait que « Ni au premier, ni au dernier instant, l'heure solitaire de la dernière instance – l'économie – ne sonne jamais » (Althusser, *Contradiction et surdétermination*, in *Pour Marx*, p. 113), parce qu'il n'est pas dans la nature de la révolution de la faire sonner. Ce n'est pas une formule littéraire que de dire que la révolution est une transgression de l'histoire, de sa temporalité, et ce n'est pas sans raison que Walter Benjamin notait que les révolutionnaires tiraient sur les horloges.

Une théorie de la révolution comme rupture contre ce qui la produit, comme communisation, doit passer par une théorie de la conjoncture. Dans un mode de production, toutes les instances qui le composent ne vivent pas au même rythme, elles occupent une région dans la structure globale du mode de production qui leur assure leur statut et leur efficacité de par la place spécifique assignée à une de ces instances. Il se trouve que dans le mode de production capitaliste, l'économie est à la fois l'instance déterminante et l'instance dominante, ce qui n'était pas le cas dans d'autres modes de production (cf. la citation de Marx de la note 10).

Une conjoncture est une crise de cette assignation, elle peut donc être une *variation de la dominance* (politique, idéologie, rapports internationaux [13](#)) à l'intérieur de la structure globale du mode de production *sur la base de la détermination par les rapports de production*.

Nous retrouvons ce qui fait fondamentalement du concept de conjoncture un concept nécessaire de la théorie de la révolution : le bouleversement de la hiérarchie déterminative des instances du mode de production. Une conjoncture désigne le mécanisme même d'une crise comme crise de l'autoprésupposition du capital.

C'est, dans la crise de la reproduction, ce déplacement des instances comme dominantes et déterminations qui est *le comment* de la tension à l'abolition de la règle devenant la réalité effective de la remise en cause de l'appartenance de classe et de l'assignation de genre, c'est ainsi que le capital comme contradiction en procès est pris comme objet de transformation, se retourne contre lui-même : il n'est plus cet automatisme simple et homogène se résolvant toujours en lui-même. Quand l'unité se défait (du fait des rapports de production qui sont la détermination) cela signifie que l'assignation de toutes les instances du mode de production est en crise. Il se produit alors un jeu de dominante désignée dans lequel rien n'est fixe : le mistigri circule. Une conjoncture c'est l'effectivité du jeu qui abolit sa règle.

angle mort

La structure globale du mode de production capitaliste est une contradiction en procès, cela signifie que simultanément, d'une part elle ne produit que sa propre reproduction et que, d'autre part, elle est un jeu qui abolit sa règle. Mais en en restant là, on ne peut s'approcher plus près de la révolution (le fameux « angle mort »). Il faut donc ne pas changer de registre mais voir que ce registre des rapports de production n'est pas la totalité du mode de production même s'il en est la structure déterminante.

Le jeu qui abolit sa règle nous mène seulement au bord de ce qu'est une conjoncture (ou ce que Lénine théorisait sous le terme de « moment actuel »). La production interne de la *transgression* de la structure qu'est le mode de production capitaliste passe par la constitution d'une conjoncture. L'importance de ce concept à l'intérieur de celui de « capital comme contradiction en procès » nous fait comprendre la révolution comme un

événement qui passe au-delà de ses causes, *contre celles-ci* (c'est la communisation), en tant que renversement déterminé du déterminisme des rapports de production.

L'activité dans la lutte de classe n'est pas le simple reflet des conditions qui la constituent, elle crée de l'inadéquation : « Les révolutions prolétariennes, par contre [contrairement aux révolutions bourgeoises qui “se précipitent de succès en succès... et rapidement atteignent leur point culminant”, nda], comme celles du xix^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : *Hic Rhodus, hic salta !* » (Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Ed Soc, p.16-17.)

On peut trouver ici la description d'une conjoncture ou d'un événement, c'est-à-dire une situation qui excède ses causes, *qui se retourne contre elles*. Si le capital est une contradiction en procès ou si le cours de son accumulation est celui de son abolition, c'est là que se situent l'activité, le choix, la liberté, l'indéterminé : le retournement comme lutte de classe et dans les luttes, le retournement des lois de reproduction du mode de production contre elles-mêmes. Mais nous devons ici faire attention de ne pas reproduire une mécanique semblable à la mécanique hégélienne des « ruses de la Raison » : la raison historique ne faisant que semblant d'abandonner son cours pour mieux se retrouver elle-même. L'événement n'est pas une ruse de la Raison. Les lois de reproduction du capital comme contradiction en procès nous disent pourquoi il y a des événements mais elles n'en sont pas la cause, la question de la causalité et de l'événement est posée à nouveaux frais.

L'événement crée une discontinuité, du nouveau, et qui par là ne peut être réduit à un simple moment dans un processus successif continu comme prolongation de ses causes : dans les crises révolutionnaires, les révolutionnaires sont occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, écrit Marx au début du *18 brumaire*. Il poursuit : « La révolution sociale du xix^e siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du xix^e siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre projet. » L'événement va contre ses causes : *hic Rhodus, hic salta*.

Dans une conjoncture, les lois de reproduction d'un système sont celles de son renversement car une conjoncture – défaisance et rencontre – est le retournement des

causes contre elles-mêmes. Ce que dit simplement Lénine dans la fameuse citation de *La Maladie infantile* sur « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ».

« Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploiters ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois C'est seulement lorsque "*ceux d'en bas*" ne veulent plus vivre et "*ceux d'en haut*" ne *peuvent plus* continuer à vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher... » (Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, Œuvres, t. 31, pp. 80-81.)

Quels sont maintenant ces « courants absolument différents », ces « intérêts de classe hétérogènes », ces « tendances politiques opposées », cette « richesse de contenu » et ces « combinaisons inattendues » qui affectent « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » ?

« CEUX D'EN HAUT » ET « CEUX D'EN BAS »

mençons par « ceux d'en haut »

Dans la restructuration du capitalisme qui s'est mise en place à partir du milieu des années 1970 ont disparu les contraintes sur l'accumulation que représentaient les rigidités des marchés du travail nationaux, les protections sociales telles qu'elles existaient, la division de l'économie mondiale en blocs issus de la guerre froide et les développements nationaux protégés que cela permettait dans la « périphérie » de l'économie mondiale. À l'époque, la crise du modèle social fondé sur le modèle productif et « l'État-providence keynésien » ou « fordiste » ¹⁴ aboutit à la financiarisation, au démantèlement et à la délocalisation de la production industrielle, à la destruction d'un pouvoir ouvrier, d'une identité ouvrière confirmée par la reproduction du capital, à la dérégulation, à la fin de la négociation collective, à la privatisation, à l'évolution vers le travail temporaire et flexible. La formation d'un marché global du travail de plus en plus unifié comme un continuum de segmentations, la mise en place de politique néolibérales, la libéralisation des marchés, et la pression internationale à la baisse des salaires et à la détérioration des conditions de travail a représenté une contre-révolution dont le résultat est que la contradiction entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction elle-même du rapport d'exploitation, au niveau de l'implication réciproque du prolétariat et du capital.

Dans la crise actuelle ce sont ces caractéristiques définitoires du capitalisme restructuré qui de dynamiques se sont retournées en limites et contradictions du développement, qui de contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit sont devenues les axes portant cette baisse. C'est bien le capitalisme restructuré qui est spécifiquement entré en crise. Les contradictions et les limites qui explosent actuellement sont celles-là mêmes qui avaient constitué la dynamique du système et en avaient défini les conditions de développement.

Un mode d'exploitation de la force de travail à l'échelle mondiale, de mise en valeur du capital, est à bout de souffle et s'effondre dans son exacerbation. Toutes les fractions nationales de la classe capitaliste mondiale cherchent à le sauver en en renforçant les caractéristiques, tant et si bien que son unité vole en éclats.

Actuellement, les États-Unis redoutent un effondrement et une implosion de l'Europe, cet « homme malade du monde », mais font tout, afin de se sauver eux-mêmes, pour que cette éventualité advienne ; la Chine, l'Inde, le Brésil, sont pris en tenailles entre leur rôle fonctionnel dans le système qui s'effondre et leur propre développement acquis qu'ils ne peuvent encore faire valoir pour lui-même ; dans des zones entières comme l'Asie centrale, l'Amérique centrale, ou en Afrique, bourgeoisie, bureaucratie, mafias, police et armée gèrent les investissements étrangers, les activités pouvant s'articuler avec la valorisation mondiale, se découpent des monopoles. Pendant ce temps, pour une grande partie de la population, le constant décalage que crée l'accumulation du capital entre la masse de main-d'œuvre libérée disponible et son absorption comme force de travail, devient la condition d'existence de toutes sortes d'activités reproductives pour cette population même et très souvent nécessaires aux secteurs plus performants de cette accumulation : chantiers, services fournis aux classes moyennes et supérieures des « beaux quartiers », fournitures de certaines matières premières recyclées, etc.

Dans les pays arabes du pourtour méditerranéen, les révoltes prolétariennes et interclassistes ont signifié la faillite d'une classe capitaliste construite comme une oligarchie clientéliste se confondant avec les appareils répressifs de l'État métamorphosant en activités produisant de la rente toute production ou service pouvant entrer dans le flux de la valorisation mondiale du capital. Toute activité économique susceptible d'entrer dans ce flux est accaparée, en connexion avec l'État, par une fraction de la bourgeoisie et devient l'objet d'un monopole se coulant dans la forme d'un monopole naturel (centres touristiques, activités d'import/export, campagne de vaccination, téléphonie, fourniture de main-d'œuvre, immobilier, etc.). Cette fraction de la bourgeoisie était devenue un « pouvoir », c'est-à-dire que *dans l'État*, elle a pouvoir *sur l'État*. Cette classe dominante ne possède pas en elle-même les ressources et la dynamique de sa propre recomposition. C'est ce vide qu'occupe pour l'instant l'islam politique, il lui faut pour être actuellement la « révolution » comme ordre rétabli être simultanément l'État et le peuple. En cela, dans les mains des islamistes, l'État est toujours menacé dans sa séparation d'avec la société et les luttes de classes, ce que leur rappelle vigoureusement, en Egypte, l'armée.

Au niveau mondial, dans ce mode d'accumulation qui s'effondre, il y avait déconnexion entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail.

Cette déconnexion était un zonage géographique du mode de production capitaliste : des hypercentres capitalistes regroupant les fonctions hautes dans la hiérarchie de l'organisation des firmes (finance, haute technologie, centres de recherche, etc.) ; des zones secondes avec des activités nécessitant des technologies intermédiaires, regroupant la

logistique et la diffusion commerciale, zones à la limitation floue avec les périphéries consacrées aux activités de montages souvent en sous-traitance ; enfin, des zones de crises et « poubelles sociales », soumises de temps à autre à quelques expéditions sécuritaires préventives, dans lesquelles prospèrent tout une économie informelle sur des produits légaux ou non, économie qui le plus souvent s'articule avec les autres niveaux de la valorisation du capital et de la reproduction de la force de travail employée par ailleurs.

Si la valorisation du capital est unifiée au travers de ce zonage, il n'en est pas de même de la reproduction de la force de travail. Chacune de ces zones a des modalités de reproduction spécifique. Dans le premier monde : des franges à hauts salaires avec privatisation des risques sociaux imbriquées dans des fractions de la force de travail où sont préservés certains aspects du « fordisme » et d'autres, de plus en plus nombreuses, soumises à un « nouveau compromis » dont le contenu est *l'achat global de la force de travail* ¹⁵. Dans le deuxième monde : régulation par des salaires bas, imposés par une forte pression des migrations internes et la grande précarité de l'emploi, îlots de sous-traitance internationale plus ou moins stables, peu ou aucune garantie des risques sociaux, migrations de travail. Dans le troisième monde : aides humanitaires, trafics divers, survie agricole, régulation par toutes sortes de mafia et de guerres, mais aussi par la revivification des solidarités locales et ethniques. Ce zonage se doit d'être une mise en abyme : chaque niveau d'échelle, du monde au quartier, reproduit cette tripartition. La disjonction est totale entre la valorisation mondiale unifiée du capital et la reproduction de la force de travail adéquate à cette valorisation. Entre les deux, la relation réciproque de stricte équivalence entre production de masse et modalités de la reproduction de la force de travail, qui définissait le fordisme, a disparu.

Ce zonage était une détermination fonctionnelle du capital : maintenir, malgré la rupture entre les deux, des marchés mondiaux en expansion et une extension planétaire de la main-d'œuvre disponible, cela *en dehors de toute relation nécessaire sur une même aire de reproduction prédéterminée*. La rupture d'une relation nécessaire entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail a brisé les aires de reproduction cohérentes dans leur délimitation régionale ou même nationale.

Dans la crise actuelle de cette phase du mode de production capitaliste issue de la restructuration des années 1970, ce zonage avec sa mise en abyme de chaque segment, détermination définitoire de cette phase, est par là-même entré en crise. On assiste, d'une part, à un mouvement de fuite en avant : les capitaux quittent la Chine pour le Vietnam, le Vietnam pour le Cambodge ou l'Indonésie ; en Afrique – Afrique de l'Ouest, République démocratique du Congo, Sahel – le racket, la violence armée étatique ou para-étatique, le massacre de populations, deviennent un mode ordinaire d'appropriation de ressources et de rentes ; un pays comme la Russie s'enfonce dans un processus de désintégration rentière. D'autre part, principalement en Amérique du Sud, en même temps que se poursuit la concentration de la population dans d'immenses bidonvilles, des

programmes sociaux cherchent à jeter les bases d'une intégration de cette population dans des circuits formels de l'économie. Que cela soit dans sa fuite en avant ou dans les tentatives d'intégration formelle, c'est ce zonage qui est entré en crise dans la crise actuelle. Il tend à devenir contre-productif. L'identité, dans la crise actuelle, entre crise de suraccumulation et de sous-consommation signifie que la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail est devenue un problème. Dans cette identité de la crise, la déconnexion qui était fonctionnelle à une phase du mode de production devient contradictoire à sa propre poursuite. Cela tant au niveau de l'architecture mondiale de la réalisation faisant des États-Unis le consommateur en dernier ressort, qu'au niveau, tout aussi important et peut-être plus pour la suite, du développement « national » des « capitalismes émergents ». On ne reviendra pas en arrière, mais la mondialisation peut prendre un autre tour indéfinissable actuellement et qui ne pourrait être qu'une fonction de nouvelles modalités de la valorisation et du rapport d'exploitation.

Cette déconnexion était un système mondial. La Chine, l'Inde, le Brésil, etc., y avaient leur place à la fois comme puissances économiques autonomes montantes et pièces de cette structure mondiale. Que la Chine ou l'Inde parviennent à se constituer pour elles-mêmes en tant que marché intérieur dépend d'une révolution dans les campagnes (privatisation de la terre en Chine ; disparition de la petite propriété et des formes de métayages en Inde) mais aussi et surtout d'une reconfiguration du cycle mondial du capital supplantant la globalisation actuelle (une renationalisation des économies dépassant/conservant la globalisation, une définanciarisation du capital productif...). C'est dire que cette hypothèse est hors de notre portée actuelle car hors de ce cycle de luttes, elle suppose la révolution telle que ce cycle la porte battue et, dans cette défaite, une restructuration du mode de production capitaliste.

Toute la géographie de la reproduction mondiale du capital et son zonage en abyme se délite. Ce qui faisait système ne le fait plus : austérité, baisse du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail n'alimentent plus les assignations sur une valorisation future du capital financiarisé qui s'alimente lui-même à la « planche à billets ». C'est la monnaie elle-même dans toutes ces fonctions qui tend à devenir le nœud de la crise, c'est-à-dire que la crise du capital, *parce que crise du capital*, devient une *crise de la valeur* [16](#). C'est-à-dire de la façon la plus sensible, une crise de tout ce qui fait les relations définissant l'unité de la classe capitaliste, c'est sa cohésion interne dans la multiplicité de ses liens financiers, de crédits, d'échanges qui s'effrite.

Si la société est le résultat final du procès de production en tant qu'il est subsumption du travail sous le capital, c'est la société qui se trouve alors en déshérence de représentation. La société civile, cette réorganisation par l'État des rapports de production, se désagrège en multiples fractions aux contours changeants. Aucune représentation politique et étatique n'est plus légitime comme universalisation réelle des intérêts particuliers de la

classe dominante unifiée. *Cette classe dominante elle-même ne croit plus en son État.* C'est la bourgeoisie elle-même qui supprime l'autonomie relative de l'État et de la politique vis-à-vis de l'économie, le jetant dans la tourmente immédiate de tous ses conflits internes et de son conflit fondamental avec le prolétariat. Si bien que le dernier rempart idéologique de cet État mis à nu ce sont ceux qui d'une certaine façon le conteste qui le dresse au nom de sa propre existence idéale (l'indignation). Cette contestation n'en signifie pas moins que toutes les médiations idéologiques (partis, syndicats, système éducatif, etc.) qui cimentent la reproduction sociale et convoquent même les intérêts divergents des classes dans une reproduction antagonique du système ne jouent plus leur rôle.

Si : « Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.3, p. 19-20), alors la restructuration, comme structure mondiale d'exploitation en place depuis le début des années 1990 a consisté à dépasser tout ce qui peut faire obstacle à la fluidité de cette reproduction en éliminant tous les points de cristallisation. L'impossibilité de continuer à exploiter et à gouverner comme avant est toujours historiquement spécifiée. Actuellement, pour la classe capitaliste, cette spécificité historique c'est la connexion dans le procès de valorisation de toutes les instances du mode de production et de toutes les déterminations fonctionnelles (productive, marchande, financière) du capital comme valeur en procès. Il peut y avoir restructuration, mais il n'y a pour l'instant aucune fonctionnalité du capital ou instances de la reproduction du mode de production qui puisse être son vecteur. La classe capitaliste doit détricoter la totalité : le capital financier et le capital productif, l'État et la reproduction de la force de travail, les aires nationales et la mondialisation, les productions idéologiques et le rapport classes/individus/État/rapports de production comme vécu de ces relations. Pour l'instant, l'aspect central du « moment actuel » se caractérise par l'exacerbation, au moment où elles ne font plus système, de toutes les déterminations de la phase d'accumulation qui est entrée en crise.

À la fin du xix^e siècle, la cartellisation et la fuite en avant dans l'accumulation de la section I (celle des biens de production) est la réaction du mode de production capitaliste au déséquilibre entre les sections de la production qui avait mené à la baisse du taux de profit et à la « grande dépression » ; au début des années 1930, Hoover précède Roosevelt ; au début des années 1970, les politique de « relance keynésienne » précèdent Thatcher, Reagan et le plan de rigueur socialiste français de 1983 ; au début des années 2010 la pression sur la valeur de la force de travail pour accroître le taux de plus-value et la déflation par la dette redoublent. Chaque fois, dans une première phase de la crise, la réaction spontanée de la classe capitaliste est d'accentuer ce par quoi la catastrophe est arrivée. C'est alors le cours de la lutte des classes, dans ses formes historiquement spécifiées

par la nature du rapport d'exploitation qui entre en crise, qui détermine la suite. Il n'y a pas de téléologie du mode de production capitaliste.

Dans le cadre de la crise du mode de valorisation du capital à l'échelle mondiale, la classe capitaliste est contrainte à sa recomposition, à réévaluer les relations entre ses diverses fractions, à passer de nouveaux compromis avec les couches sociales de l'encadrement, à redéfinir ses hiérarchies internes et nationales. Il ne s'agira pas d'un recentrage économique national mais d'une accentuation du zonage de la valorisation du capital et de la mise en abyme de ce zonage, ce qui signifie à la fois une accentuation de la segmentation et de la précarisation de la classe ouvrière, *mais aussi une multiplication des zones intermédiaires et centrales* dans les périphéries ainsi que de leurs propres interrelations, en même temps qu'une paupérisation de la classe ouvrière dans les zones centrales ouvrirait la voie à une plus grande diffusion de ce zonage que l'on appellerait « réindustrialisation » ou « relocalisation ». Actuellement, les « filets sociaux » organisent cette paupérisation comme une forme dispersée et dédiée à certaines consommation d'un revenu minimum garanti qui a toujours été un procédé de baisse de la valeur de la force de travail employée (cf. la note 15 sur l'achat global de la force de travail). Après avoir été la condition et la forme même de la restructuration dans les années 1980, la financiarisation du capital productif ¹⁷ est devenue un obstacle à la valorisation du capital ¹⁸. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de ce mode de production que la classe capitaliste doit se recomposer et réinventer toutes ses formes de domination et d'exploitation. Ce qui nous importe maintenant c'est que de Los Angeles à Shanghai en passant par Francfort, Athènes et Le Caire « ceux d'en haut ne peuvent plus vivre et gouverner comme autrefois » ; mais surtout, ce sont les caractéristiques actuelles de « l'impossibilité, pour ceux d'en bas, de vivre comme autrefois » qui sont déterminantes.

« ceux d'en bas » ?

D'un côté, ce qui, pour « ceux d'en haut », est l'impossibilité de continuer à exploiter et à gouverner comme avant, est, de l'autre, maintenant, pour la classe exploitée, « ceux d'en bas » dans leur immense diversité, la mise en question de son existence même de classe dans cette impossibilité à vivre *comme autrefois*. Dans sa contradiction au capital, c'est sa propre existence comme classe qu'elle affronte, c'est sa lutte nécessaire en tant que classe qui est devenue une contradiction pour elle-même. Du côté du prolétariat, avec la disparition de l'identité ouvrière, la situation commune d'exploités n'est rien d'autre que leur séparation. La tension à l'unité existe dans le heurt avec les séparations, mais elle est alors, pour les prolétaires, identique à la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure. La crise actuelle est une crise du rapport salarial tant comme capacité de valorisation du capital que comme capacité de reproduction de la classe ouvrière en tant que telle.

Plus d'identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, plus d'unité de la classe préalable à la révolution, la définition même du mode de production capitaliste issu de la restructuration des années 1970, l'absolue fluidité, signifie que cette restructuration est, sur ses propres bases, *sans fin* et qu'elle existe comme multiplicité de contradictions et de luttes.

L'attaque et la destruction de ce qui pouvait encore apparaître comme les caractéristiques d'un noyau stable de la classe ouvrière est un processus continu, même si ce « noyau stable » n'est plus le principe structurant de la reproduction de la force de travail mais une simple particularité dans la segmentation générale de cette force de travail, dont la précarité et la menace permanente du chômage (menace de devenir un simple surnuméraire) est le principe général. Quand, en France, à l'automne 2010, une fraction de la classe ouvrière revit de façon idéale le mythe de l'identité et de l'unité ouvrières, la lutte contre la réforme des retraites synthétise une multiplicité de luttes locales qui ont toutes en commun de mettre en mouvement des fractions ouvrières stables menacées ou éliminées par la fermeture ou la restructuration de leur entreprise. L'identité ouvrière est revécue de façon idéale parce qu'elle n'est plus le sens du rapport au capital mais cet « idéal » n'est pas fortuit, il se nourrit de luttes locales et trouve une forme synthétique adéquate dans le sujet même de la retraite, symbole de la dignité ouvrière [19](#).

De leur côté, chômeurs et précaires ne sont plus depuis longtemps un accident des luttes ouvrières, un simple scandale vis-à-vis du travail salarié. Le chômage n'est plus cet à côté de l'emploi nettement séparé, la segmentation de la force de travail, la flexibilité, la sous-traitance, la mobilité, le temps partiel, la formation, les stages, le travail au noir, ont rendu floues toutes les séparations. Si l'on passe d'une considération du chômage en termes de stocks, à une considération en termes de flux, la conclusion s'impose : les chômeurs travaillent. Leur situation actuelle dans le rapport d'exploitation est celle d'une particularité qui dans la lutte tend à se faire valoir comme définitoire du rapport actuel d'exploitation.

C'est là un point central de la restructuration comme abolition de tous les points de cristallisation du double moulinet de la reproduction du capital : le procès de reproduction d'un côté de la force de travail dans son dénuement face au capital ; la reproduction de l'autre des conditions objectives du travail comme capital face au travail dans sa subjectivité. Chacun de ces procès peut être plus ou moins fluide. La fin de la dichotomie entre travail et chômage est un moment essentiel de cette fluidité qui pose la contradiction entre les classes au niveau de leur reproduction, c'est également, pour la détermination de la lutte de classe, la disparition de l'identité ouvrière telle qu'elle pouvait être confirmée dans la reproduction du capital. Avec la lutte des chômeurs s'impose quasiment comme une évidence que la lutte du prolétariat ne contient plus aucune confirmation de lui-même, cela ne tient pas au chômage en lui-même, mais à son inscription actuelle dans le rapport d'exploitation.

L'enjeu des luttes de chômeurs et de précaires est de recomposer la contradiction qu'est l'exploitation à partir du chômage et de redéfinir à partir de lui ce qu'est l'emploi salarié. Dans leur existence actuelle (différente de ce qui avait pu exister dans les années 1930), les luttes des chômeurs et précaires, en définissant le chômage et la précarité au cœur du travail salarié, posent la question centrale de la lutte révolutionnaire, c'est-à-dire *comment une classe agissant strictement en tant que classe peut abolir les classes*, comme une question pratique, comme cours et enjeu de la lutte des classes.

La lutte des chômeurs et précaires a le contenu fondamental suivant : l'emploi salarié sous sa forme classique s'est effondré, la situation de chômeur qui lui était liée s'effondre avec lui. Dans les luttes de chômeurs et précaires de la période actuelle *c'est la redéfinition des chômeurs, la formulation sociale de leur identité qui est le point de départ de la reformulation de l'emploi salarié*. C'est un *renversement historique* : jusqu'au début des années 80, c'est la définition de l'emploi salarié qui définit le chômage. L'enjeu de la lutte des chômeurs et précaires, quelle que soit son ampleur et la capacité à atteindre son but, est la recomposition de la classe autour des chômeurs, ce qui en fait un monstre social, ce qui concrétise dans le prolétariat la contradiction constitutive de l'accumulation capitaliste entre, d'une part, la nécessité de tout mesurer en temps de travail et de poser l'exploitation du travail comme question de vie ou de mort et, d'autre part, l'inessentialisation du travail vivant immédiat par rapport à ce que le capital concentre en lui de forces sociales. Cette contradiction inhérente à l'accumulation capitaliste, et qui fait du capital une contradiction en procès, prend alors la forme bien particulière de la définition de la classe face au capital. Toute la logique de la reproduction capitaliste est dans le mouvement inverse : ramener le chômage à sa définition par rapport au travail salarié, par rapport à l'emploi.

Mais nous savons que le capital comme contradiction en procès est la construction de deux contradictions, et s'il y bien un point où la conjonction de ces deux contradictions n'est pas un long fleuve tranquille, c'est bien lorsqu'il est question de chômage et de précarité.

La montée du travail féminin durant les trente dernières années est essentielle dans l'instauration de cette porosité entre chômage, emploi et précarité devenant dominante. Dans ses caractéristiques actuelles (les femmes ont toujours travaillé), le développement du travail féminin suit la destruction de l'identité ouvrière, le développement de la précarité et de la flexibilité dont elles sont les premières victimes. Le travail à temps partiel c'est avant toute chose du travail féminin, d'où l'importance de la présence des femmes et de leur action, par exemple dans la lutte des chômeurs de l'hiver 1997-1998 en France, dont le signal est donné par la manifestation féminine du samedi 15 novembre 1997. Mais si la lutte est commune, la contradiction entre hommes et femmes est partout présente, tant dans le cours de la lutte, les formes d'activités et les rôles impartis aux unes

et aux autres que, fondamentalement dans des situations qui ne sont pas identiques et des buts qui ne sont pas forcément communs.

« Ce que l'on observe, écrit Margaret Maruani, de façon tout aussi prononcée, c'est la ténacité des mécanismes de discrimination, de division sexuelle du travail et c'est aussi l'apparition de nouvelles formes d'inégalités. Si la crise de l'emploi n'a pas, comme dans d'autres périodes, chassé les femmes de l'emploi, si elle ne les a pas renvoyées dans leur foyer, elle a accentué leur vulnérabilité aux intempéries du marché du travail. Si bien que l'on voit *se recréer, et pas seulement se perpétuer*, des différences entre hommes et femmes qui vont complètement à contre-courant de l'irrésistible montée de l'activité féminine. La féminisation du marché du travail ne s'est pas accompagnée d'une mixité du monde du travail. Les professions féminisées ont continué à se féminiser, les métiers masculins sont restés des "métiers d'hommes", des bastions imprenables. [...] La concentration des femmes dans un tout petit nombre de secteurs d'activité reste un des traits dominants de la structure de l'emploi. » (Margaret Maruani, *Emploi des femmes : un tableau contrasté*, in AC : *Données et arguments* t.2, p 106, Ed Syllepse.) Mais, ces différences entre hommes et femmes, loin d'aller à contre-courant de « l'irrésistible montée de l'activité féminine », en sont la principale raison.

Si la notion d'armée de réserve est devenue caduque pour parler de l'emploi féminin, pourtant le temps partiel essentiellement féminin fait partie de la « tolérance sociale », et, spontanément, cette tolérance est présente dans les mouvements de chômeurs. Il y a des situations auxquelles personne n'échappe, si le chômage est général, il est aussi sélectif, celui des femmes revient même moins cher. Dans l'Union Européenne, un chômeur sur deux reçoit des indemnités, ce n'est le cas que pour une chômeuse sur trois.

Par la présence massive des femmes dans les luttes des chômeurs et précaires, c'est le renversement historique de la définition réciproque entre chômage et emploi salarié, comme enjeu de la lutte de classes qui se joue. Mais si ce renversement historique dont nous parlions au début de ces paragraphes sur les luttes de chômeurs et précaires dépend de la capacité du prolétariat à reconnaître le tort « particulier » fait aux femmes comme sa situation générale, cette reconnaissance ne va pas de soi mais du caractère toujours déjà lié des contradictions de classes et de genres et de la confrontation de leurs protagonistes.

Comme pour les chômeurs et précaires, avec les sans-papiers, c'est toujours dans une particularité que la situation générale existe comme segmentation qui conforte la particularité dans laquelle elle existe. Partout dans le monde, la contradiction interne de tous les mouvements de sans-papiers consiste à lutter contre la clandestinité, à vouloir être un « prolo ordinaire », alors que leur existence même signifie la disparition du « prolo ordinaire ». Mais, la « perversité » de la *précarisation généralisée* consiste à renforcer la *segmentation* dans la généralité même. L'existence du sans-papiers exprime alors cette généralité dans la particularité de sa situation : l'absence juridique de papiers. Les hiérarchies sont conservées. Comme revendiquer de ne plus être un clandestin ne peut

plus signifier revendiquer d'être un « prolétaire ordinaire », dans l'existence même du clandestin, c'est le « prolétaire ordinaire » qui est en voie de disparition, mais pour cela le clandestin doit le demeurer [20](#).

Mais là également la forte féminisation des mouvements migratoires à l'échelle mondiale et de la clandestinité qui souvent les accompagne n'est pas qu'une caractéristique supplémentaire de la chose ne changeant rien à sa nature et à celle des luttes, à leur signification et à leur terrain. La segmentation de la force de travail, indissociable du rapport hommes/femmes et de l'assignation des femmes à leur rôle dans la reproduction de la force de travail, est devenue une segmentation mondiale. « Les données indiquent une tendance à la polarisation non seulement des revenus salariaux mais aussi de la qualité de l'emploi. L'examen des emplois nouvellement créés est central pour mon analyse de la capacité des secteurs de croissance émergents à produire à la fois des emplois hautement qualifiés et des emplois de très piètre qualité, comme conséquence du capitalisme avancé. [...] L'organisation sectorielle, les types d'emplois et l'organisation du marché du travail renforcent la tendance à la polarisation. Ce modèle explique en partie la demande de travailleurs à bas salaires dans les entreprises des secteurs économique avancés et dans les ménages de professionnels hautement qualifiés. Les villes globales constituent un carrefour où se rencontrent nombre de ces nouvelles tendances d'organisation et où l'on trouve précisément une concentration disproportionnée des emplois de type supérieur et inférieur. [...] Le genre joue un rôle stratégique dans l'émergence et le fonctionnement de certains de ces processus de restructuration. [...] Le rôle stratégique du genre dans les villes est manifeste, tant dans la sphère de la production que dans celle de la reproduction sociale des secteurs avancés de l'économie urbaine. [...] Dans la sphère de reproduction sociale, le genre devient stratégique pour la main-d'œuvre professionnelle hautement qualifiée pour deux raisons. D'abord la disparition de la travailleuse domestique qu'était l'"épouse" dans ces ménages, compte tenu des longues journées de travail à fournir, et ensuite, du fait des nouvelles exigences professionnelles. On observe dans les villes globales une prolifération de ce que l'on pourrait appeler le "ménage professionnel sans épouse", précisément au moment où ces ménages doivent présenter un mode de vie à la pointe du progrès. Je propose de reconceptualiser ces ménages comme faisant partie de l'infrastructure stratégique des villes globales, et les travailleurs domestiques à bas salaires comme des travailleurs de maintenance stratégiques pour cette infrastructure. [...] Les femmes migrantes et minorisées constituent une source de main-d'œuvre privilégiée pour ce type de travail domestique, à l'intersection clé entre les conditions de vie des pays du Sud global et des villes globales du Nord et du Sud. En outre, être une femme migrante ou minorisée contribue à couper le lien entre le fait d'occuper une fonction importante dans l'économie capitaliste mondiale et la possibilité de devenir une force, comme cela était le cas dans l'histoire des économies

industrialisées. » (Saskia Sassen, *Mondialisation et géographie globale du travail*, in *Le Sexe de la mondialisation*, ouvrage collectif, Ed. Les presses de Sciences Po, pp. 34-38.)

Ce phénomène de féminisation croissante des migrations internationales que Sassen étudie dans le cadre des « villes globales » est majoritaire en ce qui concerne les mouvements en provenance d'Amérique latine depuis les années 1990 : plus de 60 % pour les migrations bolivienne, colombienne et péruvienne vers l'Espagne et jusqu'à 70 % pour les migrations dominicaine vers l'Espagne et brésilienne vers le Portugal. Ce que Sassen analyse pour des catégories sociales particulières dans les « villes globales » est un mouvement massif et général.

« La “crise du *care*” dans les pays européens – résultant de la hausse des taux de participation des femmes à la force de travail, du vieillissement de la population découlant de la chute des taux de fécondité, associé à un allongement de l'espérance de vie, et de la “nucléarisation” accrue de la famille – a été partiellement résolue grâce à la main-d'œuvre étrangère, notamment grâce aux femmes d'Amérique latine ²¹. [...] Les immigrés fournissent ainsi l'aide nécessaire pour que les femmes et les hommes des classes moyennes européennes puissent participer à la force de travail rémunérée. Leur contribution implique d'une part, les tâches de reproduction sociale telles que les soins aux enfants, le travail domestique et d'autres tâches liées à la famille, et, de l'autre, les soins aux personnes âgées ²². Pour ces raisons, les femmes immigrées trouvent plus facilement un emploi que les hommes, avec des rémunérations relativement faibles pour le pays d'accueil, mais suffisamment élevées pour inciter à émigrer. [...] La constitution de familles transnationales implique non seulement une évolution significative des relations entre les sexes, mais également fait partie du “nouvel ordre du genre” associé à la mondialisation. Les rôles des femmes subissent des changements contradictoires. D'une part, il y a des inversions de rôles, symbolisées par leur décision d'émigrer et de trouver un emploi à l'étranger avant que les hommes ne le fassent, ou par leur nouveau rôle dans l'entretien de la famille à travers les envois d'argent. Ces deux faits représentent pour les femmes un accroissement de leur autonomie individuelle et financière, qui peut contribuer au processus de “défaire le genre”. Par ailleurs, le maternage transnational implique également une continuité dans les rôles traditionnels des femmes, [...] l'attention que les femmes émigrées portent à leurs enfants ne cesse pas dès lors que celles-ci sont physiquement absentes ²³. » (Lourdes Beneria, *Travail rémunéré, non rémunéré et mondialisation de la reproduction*, in *Le Sexe de la mondialisation*, op. cit., pp. 77-78.)

La clandestinité est comme intrinsèque à ces emplois *féminins*. « La division sexuelle et ethnique du travail à l'échelle internationale assigne les femmes à des emplois précaires, dans des secteurs d'activité socialement dévalorisés : services, hôtellerie et restauration, santé, petit commerce et industrie (assemblage textile) La plupart participent de fait à un *transfert international du travail de reproduction sociale* [c'est nous qui soulignons]. Quant

à leur présence dans des activités liées à la commercialisation du sexe, elle est entre autres liée à la mobilité des hommes – des touristes en tout genre, ou encore des militaires, paramilitaires ou des pacificateurs militarisés. Ces activités ne sont généralement pas reconnues comme du travail et sont invisibilisées, ou se situent en dehors du cadre réglementé. Les appellations en France et dans certains pays voisins font d'ailleurs référence aux termes "aide" ou "assistance" et non au travail : *domestic helper*, *Haushaltshilfe*, assistante maternelle, aide-ménagère, *assistenza* ou *collaborazione familiare*. » (Mirjana Morokvasic, *Le genre est au cœur des migrations*, *ibid.*, pp. 106-107.) Cette absence de recrutement dans des emplois légaux s'accompagne souvent de l'informalisation et de la tolérance de fait des entrées. En Allemagne, par exemple, se développe un « modèle circulatoire » (Mirjana Morokvasic) dans lequel s'engagent les femmes de l'Est. En Italie ou en Espagne, les régularisations successives permettent d'absorber périodiquement la masse des travailleurs accumulée : sur 600 000 personnes régularisées au début des années 2000 en Italie, 300 000 étaient dans le service domestique [24](#).

D'un côté, cette émigration féminine maintenant massive s'effectue sur la base de rapports de genres établis qu'elle conforte tant chez les employeurs que chez les employées, les migrantes ne mettent pas en cause les rapports entre les hommes et les femmes. La plus grande partie des migrations féminines obéit à des normes sexuées et aux rapports de domination des femmes par les hommes. Au-delà du travail domestique, les infirmières originaires du Kerala massivement présentes dans les pays du Golfe financent ainsi leur dot, les commerçantes tunisiennes en Italie investissent l'argent gagné dans la dot de leurs filles, les Moldaves travaillant en Russie dans toutes sortes d'emplois le font pour être de « bonnes mères ». De nombreuses femmes, travailleuses domestiques, en provenance de l'Europe de l'Est, organisent leur migration sous forme de rotation autogérée : rarement plus de cinq par groupe, elles alternent des périodes de travail en Allemagne et des périodes plus longues en Pologne, le système repose sur la solidarité et la réciprocité entre les participantes. Ainsi, tout en travaillant dans des foyers allemands ou belges, elles demeurent disponibles et présentes au sein de leur famille. La rotation est rythmée par les obligations familiales en Pologne. De même les commerçantes tunisiennes s'organisent pour éviter des séjours prolongés à Naples et se servent des hommes comme prête-noms pour leur entreprise commerciale, une façon de ne pas défier la position masculine.

Cependant, d'un autre côté, même si c'est de façon marginale, les femmes migrantes s'appuient sur ces rapports de genres dans leur propre intérêt. Pour l'employée philippine, se marier avec un Japonais est l'alternative au retour aux Philippines ; l'infirmière du Kerala, en finançant elle-même sa dot, commence à s'affranchir de son père et de ses frères, elle a « gagné » son mari ; la commerçante tunisienne investit dans la dot de sa fille

mais aussi dans son éducation et le mari n'est qu'un prête-nom dans un réseau de commerce en norias de plus en plus féminisé dans la région euro-méditerranéenne.

Cette utilisation introduit des segmentations nouvelles et des contradictions chez les immigrés et les sans-papiers. À partir d'enquêtes effectuées aux États-Unis, Morokvasic soutient que : « En dépit d'inégalités sexuées inhérentes au marché du travail, les femmes "gagnent" dans la migration, tandis que les hommes perdent en statut social dans le nouveau contexte. [...] Même lorsque les femmes n'arrivent pas à intégrer le marché du travail, elles sont néanmoins gagnantes parce qu'elles jouissent d'un accès aux institutions et aux ressources qu'elles n'auraient pas eu dans leur pays d'origine. [...] Les recherches sur la migration de retour confirment que les femmes sont plus réticentes au retour au pays que les hommes. Les femmes seraient mieux intégrées et plus enclines à l'installation dans le pays de destination, alors que les hommes cherchaient à le fuir pour retrouver les valeurs et les normes qui leur sont favorables et qui leur font défaut en situation migratoire, dans un milieu jugé hostile. » (*ibid.*, pp. 107-108.)

L'informalité et le recours au travail clandestin souvent féminin dans les grandes villes des pays développés (New-York, Londres, Paris ou Berlin) déprécient un grand nombre d'activités pour lesquelles existe une demande effective croissante et qui devraient en conséquence se trouver en position favorable. Les immigrants et les femmes auxquels il est facile d'imposer de bas salaires ou de faibles revenus absorbent les coûts de cette informalité. Mais les effets sont différents sur les femmes et les hommes. Saskia Sassen souligne que dans les « villes globales », cette informalité qui fait totalement partie des activités globales les plus avancées « réintroduit la communauté et la maison en tant qu'espaces économiques importants. [...] Par contraste, le fordisme et la production de masse avaient placé le travail rémunéré loin des femmes et des maisons. [...] Les femmes immigrantes gagnent une autonomie personnelle et une indépendance relativement plus grande tandis que les hommes perdent du terrain. [...] Ce sont elles qui, dans la famille, recourent aux services publics. Cela leur donne une chance d'être intégrées dans la société au sens large et d'être les médiatrices entre le ménage et l'État. » (*La Globalisation. Une sociologie*, Ed. Gallimard, pp. 126-127.)

La participation de plus en plus importante et parfois majoritaire des femmes aux mouvements de migrations internationales fait que l'exploitation de cette main-d'œuvre immigrée (et souvent clandestine dans les secteurs d'emplois féminins) ne peut plus être abordée en dehors de son intrication avec les rapports de genres. En effet, les femmes ne viennent pas s'ajouter quantitativement aux travailleurs immigrés et/ou clandestins en tant que simples éléments neutres faisant nombre, c'est spécifiquement dans leur définition de femmes qu'elles participent à ces mouvements internationaux. Il semble que la place des femmes dans les mouvements migratoires mondiaux pose de façon conjointe les rapports de genres et les rapports de classes. De façon conjointe mais non indifférenciée ou identique. Pour les femmes, les rapports de genres sont intriqués aux

modalités de leur exploitation. Leur insertion dans l'économie mondiale au travers des migrations est toujours sexuée, mais cette sexuation est non seulement leur rapport au capital mais devient aussi quelque chose mis en mouvement dans leur rapport à tous les hommes et en premier lieu aux travailleurs migrants hommes. Alors que pour les hommes, la migration et la clandestinité ne renvoient qu'à une situation économique, pour les femmes ce sont les rapports de genres qui informent la situation économique. Il ne s'agit pas de dire simplement que, pour les femmes, les migrations internationales ajoutent quelque chose ou qu'elles ont une signification supplémentaire, mais que la sexuation de ces migrations est une dynamique générale de leur effectuation. La lutte des travailleurs immigrés et encore plus des clandestins est traversée par la contradiction entre hommes et femmes qui en devient une caractéristique essentielle si ce n'est définitoire.

Au-delà de la lutte en tant que chômeurs, précaires, immigré(e)s clandestins ou non, dans les banlieues des métropoles capitalistes, en France en 2005, en Angleterre en 2011, ou en Algérie à la moindre occasion, et un peu partout dans le monde quotidiennement, une population excédentaire de surnuméraires (gérée par le racisme, la police, la prison, l'émigration et les guerres locales), par l'émeute, ne revendique rien et attaque sa propre condition dans tout ce qui la produit, la définit *et la maintient*. Quand, comme en Grèce en 2008, les émeutes s'étendent et durent, elles définissent comme leurs cibles et globalement comme leur enjeu la reproduction des rapports sociaux, mais elles n'atteignent ce niveau qu'en définissant dans leurs pratiques cette reproduction comme *coercition*. Vivant quotidiennement cette reproduction comme séparée et aléatoire par rapport à la production même, pour les acteurs de ces émeutes, être une classe est l'obstacle que leur lutte en tant que classe doit franchir et abolir, mais ils posent cet obstacle, formalisent cette contradiction et ils en restent là. Dans les émeutes grecques de 2008, ce ne fut qu'ainsi, séparée de la production, autonomisée dans les formes institutionnelles de cette reproduction et celles de l'échange que l'appartenance de classe fut produite, comprise et combattue comme contrainte extérieure. La remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe ne put être telle que parce que l'action était demeurée séparée au niveau de la reproduction. Ici aussi, *la généralité de la situation attaquée demeure prisonnière de la particularité des acteurs en lutte* [25](#).

De même, dans les émeutes dites « de banlieues », le contenu général qu'elles revêtent n'existe que dans une forme particulière qui loin d'être une simple enveloppe est sa possibilité même d'existence. On peut voir le contenu général mais le voir de façon abstraite : la situation de cette force de travail ne serait qu'une forme transitoire et annonciatrice en attendant que les acquis sociaux du monde du travail aient été éliminés par le processus de dérégulation. En quelque sorte un terrain d'expérimentation de statuts entièrement précarisés qui seront ensuite généralisés en totalité ou en partie à l'ensemble des salariés. Dans une telle vision, la généralité de la fraction de la classe ouvrière qui s'est révoltée est abstraite, c'est-à-dire dans une identité non-médiatisée avec sa particularité.

Pour trois raisons. D'abord, la précarisation n'est pas comprise comme segmentation, dans sa généralité elle n'est pas particularisée. Ensuite cette généralité, comme généralisation, est une simple extension quantitative qui n'est pas comprise comme rupture historique, restructuration du rapport entre le travail et le capital, engageant en cela des figures historiques du prolétariat différentes. Enfin, à partir de ces deux premières incompréhensions, la précarité n'est pas comprise comme générale en ce qu'elle structure l'ensemble du rapport d'achat-vente entre le travail et le capital (y compris les segments « protégés »), mais en ce qu'elle éliminerait purement et simplement ce qui n'est pas elle, c'est encore ici la rupture historique et la segmentation qui disparaissent.

Ainsi ce contenu ne devient général qu'exprimé par une fraction et par les conflits que l'existence même de cette fraction implique à l'intérieur de la classe ouvrière. La généralité n'est pas quantitative, elle n'est pas non plus cachée sous la gangue des apparences, elle inclut les discontinuités et les ruptures historiques, elle se produit. Même si la fraction « stable » de la classe ouvrière ne possède plus en elle-même sa propre raison d'être mais n'est qu'un segment de la décomposition de la force de travail, elle peut voir dans ces émeutiers sa propre déstabilisation. On peut craindre que cela n'ira pas sans conflits, y compris des conflits racialisés.

Il y a fort à parier que toute action de grande ampleur contenant la remise en cause et l'attaque par le prolétariat de tout ce qui le définit et qui commencera comme l'action d'une *fraction* de la classe, quelle qu'elle soit, ne pourra aller sans affrontements à l'intérieur du prolétariat. Le prolétariat est une classe de ce mode de production, il a en lui son existence, l'abolition du capital sera l'abolition du prolétariat par lui-même, il nous faut alors admettre que son auto-transformation dans l'abolition du capital puisse être un conflit à l'intérieur du prolétariat lui-même. Le prolétariat affronte sa propre condition (ce qu'il est et ne veut plus être) parce que son être est tout entier en face de lui dans le capital, mais cela signifie que, tant que sous quelque forme parcellaire ou atypique que cela soit, le capital se reproduit, il est la reproduction de cet être, il reproduit avec lui les prolétaires, dans une situation révolutionnaire cela ne pourra aller sans *conflits internes*. Il serait dangereusement angélique de ne pas concevoir que, dans les cités et ailleurs, le refus de tout ce qui fait maintenant l'exploitation peut nous donner des conflits aux allures absurdes et barbares entre ce refus même et ce qui continue à être et être vécu comme « être un travailleur ». Dans les cas de la France, mais ce n'est pas une exception, depuis plus de vingt ans, le chômage de longue durée, la relégation liée à la perte d'emploi, la réclusion dans les HLM dégradées, la compression des revenus, l'échec scolaire des enfants, rapprochent les conditions de l'ex noyau dur de la classe ouvrière de celles des groupes dont ils pouvaient se croire éloignés, ou qu'ils pouvaient imaginer moins bien armés qu'eux.

L'affirmation d'être un travailleur n'exprime plus rien au-delà du capital, mais seulement la hantise d'être précipité à nouveau dans le monde auquel on entendait échapper, une

manière de restaurer une identité, de conjurer le déclassé. Il n'est pas jusqu'au « racisme ordinaire » qui ne soit, alors, une façon de marquer la distance qu'on voudrait ne pas voir abolie avec ceux qui sont encore un peu moins. Jusque dans leur organisation matérielle, le procès de travail, les conditions de reproduction de la force de travail, atomisent les ouvriers et les mettent en concurrence : responsabilisation individuelle sur la qualité, les délais ; éloignement physique des postes de travail ; éclatement des horaires ; évaluation personnelle et entretien avec le supérieur direct, file d'attente à Pôle emploi, liste d'attente dans les offices de HLM... L'atomisation est telle et la perte de l'identité ouvrière confirmée par et dans la reproduction du capital si inexorable que l'État et la Nation, les communautés les plus abstraites et parce que les plus abstraites, peuvent seules être fantasmées comme la communauté de cette individualisation (comme ailleurs la religion, lorsque les communautés traditionnelles éclatent). Cette identité se forge dans la délimitation et la différence d'avec les exclus de la vie nationale, immigrés et même chômeurs « nationaux » auxquels on reprochera les « avantages » octroyés par les « élites mondialisées ». Tout se mêle ici : l'identité nationale et l'ancienne fierté du travail. L'identité nationale revendiquée c'est avant tout le mépris vis-à-vis des « exclus », reposant sur la crainte d'en être.

« Être un travailleur » implique alors la délimitation entre « nous » et les « autres », elle s'inscrit dans un mouvement interne au rapport entre travail, welfare et services publics (habitats, écoles, hôpitaux, Poste, etc.), c'est la revendication d'un État « qui marche ». Le critère de la délimitation c'est *l'ordre* qui surdétermine le « bon fonctionnement » de l'accès au travail, au welfare, aux services publics. Cet ordre c'est la légitimité exclusive du *travail salarié* que menacent le « chômeur professionnel » (toujours l'autre), le « clandestin », le « dealer », « celui qui vit des allocations familiales », tous ceux dont une identité particulière peut être imaginativement la source d'un « avantage », d'une « dérogation » à la règle commune. La délimitation n'a rien de naturel, elle construit ses termes, elle est plastique, elle passe maintenant entre cet ordre et ce qui le menace dont la figure paradigmatique est le « jeune Arabe » ou la « bande de Blacks » et, comme le nazisme avait inventé les « enjuivés », ceux dont le comportement quotidien est assimilé à ce paradigme. Comme toujours le groupe « racial » (puisque c'est de cela dont il s'agit) est une complète construction historique qui suit les linéaments des circonstances particulières ²⁶ : le jeune « Gaulois » peut être « Arabe » et l'Algérien qui a 25 ans de chaîne derrière lui « Français ».

La racialisation de la lutte de classe est sous-jacente à la segmentation de la force de travail, d'autres clivages peuvent apparaître et de tels conflits seront potentiellement présents dans le processus même de la communisation *parce qu'en tant qu'abolition du capital, elle est abolition du prolétariat*.

Partout dans le monde, une population excédentaire pour la valorisation capitaliste s'oppose à l'ordre capitaliste mondial identifié à sa forme dominante étasunienne. Les

interventions américaines, de l'OTAN ou de l'ONU sont des activités inscrites dans la *restructuration sans fin* : après la fin des nationalismes, populismes et autres « développements autocentrés », aucun cadre national ou régional d'accumulation du capital ne doit émerger (entre protectionnisme et libéralisation, avec la Chine, l'Inde ou le Brésil l'affrontement est rude). Les formes d'interventions sont celles de la discipline. Si le principal résultat du capital c'est la reproduction du face-à-face entre le prolétariat et le capital, que de ce face-à-face découle ipso facto le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi. De Gibraltar à l'Indonésie ce n'est pas une supposée peau de chagrin du développement capitaliste qui pose problème mais au contraire l'énorme développement spécifiquement capitaliste qui y a eu lieu depuis 25 ans. La situation de la force de travail y est fondamentalement la même que dans les aires les plus développées : la force de travail existe face au capital comme force de travail sociale globale. Mais alors qu'elle est dans les aires développées *globalement* achetée par le capital et *individuellement* utilisée, il n'y a pas d'achat global dans les nouvelles périphéries, d'où l'importance de la disciplinarisation de la force de travail. La discipline « gère » les ruptures au niveau du troisième moment de l'exploitation [27](#), elle est nécessaire face à un prolétaire transformé en « pauvre », face au désir/haine de la richesse et des États Unis, face aux tendances velléitaires mais bien réelles de rejet de l'« Occident » et de sécession. Il faut simultanément écraser tout ce qui peut restaurer un espace et une cohésion nationale (c'est le rôle d'Israël au Proche et Moyen-Orient) et maintenir et renforcer ce qui au travers de l'islam politique est contrôle et reproduction sociale : « l'assistance sociale » et le contrôle de la petite production marchande et de ses réseaux.

Par l'énorme saccage social mondial des économies locales de survie, c'est une extension de l'accumulation intensive qui se réalise. La mondialisation n'est pas une tache d'huile sur un espace *donné*, mais une structure d'accumulation, *construction* d'un espace comme diraient les géographes : disjonction entre un échappement de la reproduction de la valorisation et des conditions de l'accumulation vers « le haut » et de la reproduction de la force de travail et des conditions de sa disponibilité et de sa mobilisation vers « le bas ». Nous sommes entrés dans un monde capitaliste étrange dans lequel plus les modes de reproduction de la force de travail semblent s'éloigner des « règles théoriques » de la subsumption réelle, plus le mode de production devient totalement et partout, sous des conditions, des contradictions et des formes de luttes particulières, spécifiquement capitaliste. Mais c'est alors un monde dont la reproduction réclame des interventions militaro-policières permanentes.

Partout dans le monde également, mais toujours *dans des contradictions et des modalités spécifiques* l'asystémie de la revendication salariale s'est imposée [28](#). Le salaire n'est plus un élément de la régulation d'ensemble du capitalisme ; il y a déconnexion entre

reproduction de la force de travail et valorisation du capital ; il y a déconnexion entre revenu et consommation par l'implication financière massive des revenus salariaux (l'endettement et les fonds de pensions deviennent la parade à l'exclusion du salaire direct et indirect du mode de régulation) ; la segmentation de la force de travail devient fonctionnelle à ce régime des salaires.

On peut ajouter qu'aucune résurrection des relations salariales telles qu'elles étaient dans les aires centrales du capital ne verra le jour dans le développement du salariat dans les pays actuellement dits « émergents ».

Actuellement, la revendication salariale voit son caractère central redéfini dans la lutte des classes. Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail est toujours définitoire de la lutte des classes. Mais, maintenant, dans la lutte sur ce partage c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production et rien que cela, qu'apparaît pratiquement et conflictuellement, dans le rapport même au capital qui le définit comme classe, que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger nécessaire*.

« Aux États-Unis, le revenu moyen par foyer est à son plus bas niveau depuis 15 ans, le recul des gains du travail constitue une constante pour 90 % des salariés américains depuis 10 ans. [...] Un couple moyen avec deux enfants a perçu, en 2010, 4 120 dollars par mois pour son travail, soit 7,1 % de moins qu'en 1999. Quelle que soit l'année, la rémunération moyenne d'un salarié américain en dollars constants, n'a plus jamais dépassé le niveau atteint en 1978. [...] Les 20 % les mieux payés bénéficient de 50,2 % du total des rémunérations contre 49,7 % en 2007, les deux cinquièmes des salariés les moins rémunérés qui n'en percevaient déjà que 12,5 % il y a quatre ans, n'en reçoivent plus que 11,8 %. » (Le Monde du 16 septembre 2011.)

Toujours aux États-Unis, même durant une phase de croissance élevée comme entre 2002 et 2005 : « 1 % des ménages au sommet de l'échelle – a gagné 268 milliards de dollars alors que les 50 % des ménages qui sont situés au bas de l'échelle ont perdu 272 milliards de revenus (Saskia Sassen, *Mondialisation et géographie globale du travail*, in *op. cit.*, p. 35).

En Allemagne : « En 2001, avant les réformes de M. Schröder favorisant la flexibilité, les entreprises de plus de dix salariés employaient 29,7 millions de personnes, contre 31,5 millions en 2011. Soit presque deux millions de postes en plus. Mais en 2001, on comptait 23,7 millions d'emplois normaux – à temps plein et à durée indéterminée (CDI) et 5,9 millions de contrats atypiques – temps partiel, intérim, contrats à durée déterminée (CDD). En 2011, l'Allemagne ne compte plus que 23,6 millions d'emplois "normaux", légèrement moins que dix ans auparavant, et au contraire 7,9 millions

d'atypiques. Comme si tous les emplois créés outre-Rhin depuis dix ans étaient d'une façon ou d'une autre précaires. Un quart de la population active n'a donc pas de contrat "normal". Les femmes sont particulièrement concernées : en 2010, 2,3 millions d'hommes avaient un contrat atypique (sur 16 millions d'actifs), mais 5,5 millions de femmes étaient dans cette situation (sur 14,8 millions d'actives). Résultat, la part des bas salaires dans la population augmente. En 2010, 20,6 % des salariés dans les entreprises de plus de dix personnes ne percevaient qu'un bas salaire, c'est-à-dire, selon la définition internationale, une rémunération inférieure aux deux tiers du salaire médian. Ils étaient 18,7 % deux ans plus tôt (*Le Monde* du 12 septembre 2012). Et ce ne sont pas les augmentations cosmétiques négociées en mai-juin 2012 dans la fonction publique et la métallurgie (qui ne touchent que le noyau central de la classe ouvrière, toujours plus restreint) qui changent grand-chose [29](#).

Cependant, que l'on soit en Europe occidentale, ou dans l'ex-Europe de l'Est, aux États-Unis, en Chine, en Inde ou au Brésil, cette asystémie n'est pas identique à elle-même, n'engage pas le prolétariat dans une contradiction identique avec le capital. En Europe occidentale elle articule le salaire direct au salaire différé et est le signe de la restructuration sans fin. Elle redouble la segmentation de la force de travail et renvoie au chômage massif des jeunes. En Europe orientale, elle signifie la délocalisation d'activités productives dont la rentabilité dépend de la rencontre entre une main-d'œuvre qualifiée et de bas salaires. En Inde et surtout en Chine, la revendication est asystémique au sens où elle ne fait pas (encore ?) système avec l'accumulation du capital. En Chine, si les salaires augmentent, leur part dans la valeur ajoutée des entreprises diminue (de 53,6 % à 41,4 % entre 1982 et 2005) et la consommation intérieure ne représente que 35 % du PIB, dix points de moins qu'en 2000.

En Chine, en Inde, on ne passera plus de la multiplication des actions revendicatives multiformes, touchant tous les aspects de la vie et de la reproduction de la classe ouvrière à un vaste *mouvement ouvrier*. Ces actions revendicatives tournent souvent « paradoxalement » à la destruction des conditions de travail. Les grandes concentrations ouvrières en Inde ou en Chine s'inscrivent pour l'instant dans une segmentation mondiale de la force de travail. Tant par leur définition mondiale que par leur propre inscription nationale elles ne peuvent être considérées comme une renaissance ailleurs de ce qui a disparu en « Occident ». C'est un système social d'existence et de reproduction qui définissait l'identité ouvrière et qui s'exprimait dans le mouvement ouvrier et non la simple existence de caractéristiques matérielles quantitatives. Cependant, le caractère à la fois asystémique et inévitable de la revendication salariale la situe dans une relation contradictoire au capital tant national qu'étranger là aussi particulière. Plus haut, nous avons, à grands traits, présenté la situation à dépasser pour que la Chine ou l'Inde parviennent à se constituer pour elles-mêmes en tant que marché intérieur. Mais les linéaments de nouveaux développements capitalistes *sont là*, de même qu'ils sont là dans

les révoltes arabes de l'année 2011, et ces linéaments définissent eux aussi des perspectives, des courants *hétérogènes* à l'intérieur du cours de la crise.

De la Tunisie à la Syrie, la confrontation sociale et politique s'est organisée autour de deux pôles opposés : d'un côté une classe capitaliste construite comme une oligarchie clientéliste se confondant avec les appareils répressifs de l'État ; de l'autre, un « mouvement de rue » venu des masses urbaines prolétarisées, des concentrations ouvrières, des classes moyennes marginalisées, d'une petite paysannerie sans perspectives. La pente naturelle de la lutte de classe a été un interclassisme dont le contenu propre est la *politique* : la formation d'une *société civile*.

La revendication de production d'une société civile a été, spécifiquement, ce contenu politique de l'interclassisme, elle est devenue le contenu de toutes ces révoltes, la revendication qui les a unifiées. Par *société civile* nous entendons l'ensemble des instances, associations, organisations, institutions, dispositifs de négociations et de traduction des conflits, par lesquelles les rapports de production du mode de production capitaliste existent dans leur histoire spécifique sur une aire nationale en tant que représentation et articulation de leur reproduction vis-à-vis du pouvoir politique et des appareils directement étatiques. Cette revendication a été comme l'éther dans lequel ont baigné toutes les motivations et revendications propres à chacune des composantes de ces révoltes et qui leur a donné leur coloration particulière. Elle n'a détourné, ni trompé aucun acteur de ces révoltes dans la mesure où elle a été le contenu de l'interclassisme qui pour chaque composante était *inclus* dans son opposition particulière à la classe dominante.

Que ce soit de par les modalités et les formes de l'exploitation directe de la force de travail, de par la création de masse d'exclus et de chômeurs ou d'un prolétariat flottant du sous-emploi à l'économie informelle, que ce soit de par l'éviction des classes moyennes et des entrepreneurs indépendants, et finalement de par les formes directes et violentes de domination sur l'ensemble de la société nécessaires à la transformation en génératrices de rentes de toutes les activités entrant dans la valorisation mondiale du capital, chaque composante du mouvement trouvait dans sa raison particulière d'entrer en scène la cause du développement interclassiste de sa lutte. Enfin, parce que les profits deviennent des investissements quasi exclusivement ciblés sur ces activités, délaissant « l'économie nationale » et les infrastructures, parce qu'ils sont consommés en tant que revenus ou parce qu'ils sont « exportés », cette valorisation du capital par génération de rentes confine la grande majorité de la jeunesse dans des activités économiques marginales, informelles, sans avenir et dont la rue est le théâtre. La rue est non seulement un lieu mais une forme de lutte adéquate à cet interclassisme politique, non seulement parce qu'elle est le lieu d'activité de la masse prolétarienne urbaine de sans-réserve qui forme les plus gros bataillons de ces révoltes mais c'est par le pouvoir de la rue et la prise des places que s'exerce le pouvoir politique de ces masses partout où se trouve la même polarisation entre

une classe capitaliste rentière profondément intégrée à la valorisation mondiale du capital et *son envers*, son principal produit, un prolétariat urbain informel.

Les partis islamistes portent une réponse *politique* globale de la classe capitaliste à la question de la distinction et de l'articulation entre les rapports de production, la société civile et l'État. Ils n'apporteront aucune solution à la misère, à l'effondrement économique, au chômage ; les contradictions entre les classes, les grèves et les émeutes se poursuivront. Mais il sera possible de circonvenir les luttes économiques, sociales et politiques dans leur espace propre, de leur faire adopter la langue de l'État et de rendre la répression légitime.

« Voter la religion », ce n'est pas voter pour une personne ou un parti, c'est voter pour une médiation sociale, c'est-à-dire une représentation de la reproduction de la société comme un tout prenant la forme de l'universalité. Dignité, confiance, importance des valeurs, honnêteté, bien public, justice, communauté, bienveillance, moralité, entraide familiale, etc. C'est ainsi que les luttes se sont comprises elles-mêmes : réclamer du travail, une adduction d'eau ou le ramassage des ordures, sont des demandes concrètes et triviales mais c'est « sous des formes idéologiques que la lutte est menée ». Les islamistes sont maintenant le parti de l'ordre, mais le parti de l'ordre issu de la « révolution ».

L'ordre, c'est l'ordre moral. L'ordre moral n'est pas le simple enjolivement spirituel du travail de restauration de l'État et de recomposition de la classe dominante, il a un contenu économique et social bien matériel, immédiat et concret, il donne à la société civile comme compromis social entre les classes sa viabilité en soumettant la moitié de la population, les femmes, à l'autre moitié, les hommes. C'est de la façon dont les effets de la crise sont majoritairement reportés sur les femmes (chômage, précarité, baisse de salaire, accroissement du travail domestique, distribution de crédit ou tontine, etc.) dont il s'agit et de la reproduction de la distinction de genres dans le cours des luttes dans les quartiers et les usines. Le programme de restauration d'une vie publique non corrompue économiquement et moralement passe par un accroissement et une légitimation de l'exclusion des femmes. Il est dans la nature de la vie publique d'exister dans son opposition à la vie privée, il est dans la nature de cette opposition, dans les rapports sociaux capitalistes, d'être une distinction de genres. L'ordre familial est le garant et la condition de la moralité de la société civile.

La famille et la condition féminine deviennent pour *toutes les classes sociales* le contenu du rapport idéologique adéquat aux enjeux des luttes de classes en cours comme redéfinition de la relation entre rapports de production/société civile/État et comme recomposition de la classe dominante qui sous sa forme et ses modalités d'actions et d'enrichissement antérieurs en était arrivé à menacer l'État lui-même. L'ordre moral signe sur la face voilée des femmes l'acte de naissance de la société civile comme lieu de compromis où se règlent dans la société que représente l'État les conflits définissant les rapports de production [30](#).

Que la tendance générale, mais ce n'est qu'une tendance générale, soit, dans la lutte de classe à la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, n'empêche ni la revendication salariale quelle que soit son asystémie, ni la « défense des acquis », ni, là où les conditions économiques, tant au niveau de l'articulation mondiale du procès de production immédiat que des modalités du seul procès de travail, l'apparition, dans des moments de conflits, de velléités autogestionnaires. Nous pouvons évoquer l'Argentine du début des années 2000, mais aussi d'autres cas en Europe, en Asie et ailleurs en Amérique du Sud où des gouvernements dits « populistes » ne survivraient pas sans l'appui même turbulent d'une large fraction du prolétariat. Ce qui n'empêche que nous pouvons affirmer, par exemple, que ce qui s'est passé d'essentiel en Argentine, c'est que toutes les formes d'auto-organisation, d'autonomie, de récupération, d'assemblées ont immédiatement rencontré leurs limites sous la forme d'une opposition et d'une contradiction interne les traitant comme perpétuation de la société capitaliste. On s'auto-organise comme chômeurs de Mosconi, ouvrières de Bruckman, habitants de bidonvilles, mais ce faisant quand on s'auto-organise, on se heurte immédiatement à ce que l'on est qui, dans la lutte, devient ce qui doit être dépassé. L'unification est impossible sans être précisément l'abolition de l'auto-organisation, sans que le chômeur, l'ouvrier de Zanon, le squatteur ne puissent plus être chômeur, ouvrier de Zanon ou squatteur. Soit il y a unification, mais alors il y a abolition de cela même qui est auto-organisable, soit il y a auto-organisation mais alors l'unification est un rêve qui se perd dans les conflits que la diversité des situations impliquent. Dans la défense de ses intérêts immédiats, le prolétariat est amené à s'abolir parce que son activité dans l'« usine récupérée » ne peut plus s'enfermer dans l'« usine récupérée », ni dans la juxtaposition, la coordination, l'unité des « usines récupérées », ni de tout ce qui est auto-organisable.

Le prolétariat ne peut lutter contre le capital sans mettre en cause toutes les déterminations qui le définissent lui-même dans son implication avec le capital. C'est ce que l'on a vu poindre dans la contradiction interne des projets productifs (auto-organisation de la classe dont toutes les modalités effectives bouleversent toutes les déterminations définissant la classe) et dans les conflits entre structures auto-organisées.

Enfin d'un bout à l'autre de la planète du capital, il y a, parmi ces « courants absolument différents », ces « intérêts de classe et de fractions de classe absolument hétérogènes », l'entrée en lutte des classes moyennes prolétarisées ou en voie de l'être, ou simplement qui sans changer de place dans la division du travail voient leur niveau de vie terriblement menacé.

Les classes moyennes se caractérisent, entre autres, par cette menace constante de la prolétarianisation et par un travail tout aussi constant et acharné de reconstitution des hiérarchies. Travail, jusqu'à maintenant, majoritairement couronné de succès dans la mesure où les classes moyennes sont une création fonctionnelle inscrite dans les rapports de production capitalistes. Tout s'origine dans la contradiction entre prolétariat et capital,

mais nous devons considérer toute l'extension et le développement contenu dans le concept d'exploitation : le salariat comme rapport de production *et* rapport de distribution ; la distinction entre travail simple et travail complexe (constitutif de la valeur, temps de travail social moyen) – ces deux premiers points permettent d'introduire structurellement l'importance et la pertinence de la hiérarchie des revenus ; la dualité de la coopération (le travail salarié implique la concentration des moyens de production face à lui dans la production à grande échelle) ; le travailleur collectif ; la circulation de la valeur (A-A') ; la distinction entre travail productif et improductif (qui ne doit pas être substantialisée sous la figure de personnes) ; la nécessaire reproduction du rapport avec toutes les instances et activités qui lui sont liées. Ce sont toutes ces déterminations intrinsèques au rapport entre prolétariat et capital qui non seulement segmentent le prolétariat mais encore se cristallisent dans la production des classes moyennes : ambivalence du salaire, coopération, reproduction, travail complexe (auxquelles on peut ajouter les inégaux niveaux de développement de l'accumulation capitaliste qui viennent surdéterminer tout cela). C'est la cristallisation sociale de ces déterminations, les ordonnant de façon particulière qui, à partir d'elles, donnent les classes moyennes.

Dans le mouvement dit des Indignés, on ne peut qu'être frappé par l'extrême diversité des origines sociales des participants, la diversité des réclamations. Revendications et rêves renforcent l'évidence de cette diversité. *Cette diversité est aussi entre ceux qui sont déjà dans la situation combattue et ceux qui de toute évidence savent, sans y être encore, qu'ils vont y tomber.* En ce qui concerne la Grèce, mais la chose semble assez générale, les camarades de Blaumachen soulignent que le mouvement en réussissant, c'est-à-dire en attirant ceux qui sont d'ores et déjà dans la situation contre laquelle il s'élève, en quelque sorte se saborde et n'y survit pas. Cela fait penser au mouvement anti-CPE en France à la suite des émeutes de banlieues de 2005 : un mouvement qui ne pouvait aller qu'à la compréhension de lui-même comme mouvement général contre la précarité mais qui se faisant se sabordait lui-même dans sa spécificité étudiante. Déjà aux États-Unis, la différence entre les mouvements de New-York et d'Oakland marque cette dynamique et cette coupure, de même qu'en Europe le peu de succès du passage de l'occupation des places aux comités de quartier (hormis occasionnellement à Barcelone). La limite essentielle qui pour l'instant structure ces mouvements est que le combat sur la reproduction générale de la force de travail occulte dans les *rapports de distribution* la détermination de ces derniers par les *rapports de production*. Parfois cette limite affleure comme contradiction interne au mouvement et dynamique de celui-ci.

Le slogan avancé par le mouvement new-yorkais, les 99 % contre le 1 %, signifie l'ensemble de la population contre non pas une classe définie dans des rapports de production (en effet toute la production serait de « notre » côté) mais contre une bande (un gang) de prévaricateurs. Le chiffre même dit que ce n'est pas une « coupure » de classe. Cette coupure ne peut pas ne pas faire penser au saint-simonisme de la classe des

industriels : tous ceux qui participent réellement à la production y compris les « bons » banquiers. Au mieux nous sommes ici dans l'opposition entre riches et pauvres, ce qui n'a jamais défini des classes mais qui n'est pas sans importance pour la lutte de classes, dans la mesure où leur définition et leur opposition (l'exploitation) impliquent le revenu comme reproduction de la force de travail à un pôle et la concentration de la richesse à l'autre.

On peut reprendre ici un extrait de TC 20 : « Les classes ne sont ni des sommes d'individus regroupés par un intérêt commun, découpées sociologiquement dans la totalité de la société, ni de pures activités historiques comme l'*IS* et une partie de l'ultra-gauche, au début des années 1970, l'ont cru. Il faut dire cette chose triviale : le prolétariat c'est la classe des travailleurs productifs de plus-value. Ce n'est qu'une fois une telle chose dite que l'on définit la classe de façon historique parce qu'on a alors posé une contradiction, l'exploitation, et la polarisation de ses termes. Le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction qu'est la baisse tendancielle du taux de profit, en activités contradictoires. La contradiction qui résulte, dans le mode de production capitaliste, du rapport entre l'extraction de plus-value et la croissance de la composition organique du capital se développe comme péréquation du taux de profit sur l'ensemble des activités productives et structure comme rapport contradictoire entre des classes *l'ensemble de la société*. Dans cette polarisation ce sont les catégories de la société du capital qui se dissolvent comme prolétariat contre le capital et la classe capitaliste. »

Dire que le mouvement est interclassiste, ce n'est pas en conséquence le *disqualifier*, c'est tout d'abord le reconnaître *tel qu'il est*, c'est finalement « enfoncer une porte ouverte », mais c'est surtout être capable d'en reconnaître les limites en les nommant précisément et cela d'une façon non normative. Il est inutile de dire : « le mouvement n'est pas suffisamment ceci ou cela » ou « trop ceci ou cela ».

L'interclassisme est simplement une de ces limites. Dans ces mouvements dits des Indignés comme, dans de toutes autres circonstances, avec les « révoltes arabes », l'interclassisme est le mouvement dans lequel la classe ouvrière rencontre sa propre appartenance de classe comme une limite de son action en tant que classe. Car s'il y a interclassisme cela signifie qu'il y a aussi des ouvriers, des chômeurs, des précaires, etc. *L'interclassisme n'est pas pour les prolétaires un détournement mais le point où, dans certaines conditions, les amène leurs propres luttes*. Il s'agit d'une des formes de la situation générale actuelle de la lutte de classe. Mais il ne faut pas s'y tromper, c'est au travers des conflits internes d'une telle situation, conflits internes à ces mouvements, que cette situation générale peut devenir le fait de faire de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure l'enjeu même de la lutte.

Que, pour le prolétariat, agir en tant que classe soit la limite de son action en tant que classe est maintenant une situation objective de la lutte de classe, que cette limite soit construite dans les luttes en tant que telle et devienne *l'appartenance de classe comme contrainte extérieure* est un *enjeu* dans ces luttes : niveau du conflit avec le capital ; conflits

à l'intérieur même des luttes. L'interclassisme est l'un de ces conflits. Cette transformation est une détermination de la contradiction actuelle entre les classes, mais elle est chaque fois la spécificité d'une lutte à un moment donné, dans des conditions données. Nous n'aurons jamais un « mouvement purement prolétarien, libre de toutes médiations ». En outre, la forme et le contenu *politiques* de cet interclassisme, dans sa propre compréhension de lui-même, ne doit pas être négligé : « Il faut ensuite (pour qu'une révolution ait lieu) que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires (l'indice de toute vraie révolution est une rapide élévation au décuple, ou même au centuple, du nombre des hommes aptes à la lutte politique, parmi la masse laborieuse et opprimée, jusque-là apathique), qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires son prompt renversement. » (Lénine, *La Maladie infantile du communisme*, op. cit., p. 81.)

Il est exact que nous trouvons chez les Indignés tous les thèmes du *démocratisme radical*, y compris « un autre monde est possible », mais un mouvement social ne se définit pas seulement par ce qu'il dit de lui-même. Le moment, le contexte ne sont plus les mêmes, les mêmes éléments différemment découpés et combinés ont alors une autre signification. Le grand changement c'est que les Indignés, contrairement au *démocratisme radical*, n'expriment pas maintenant la formalisation de toutes les limites des luttes actuelles. Dans son discours à OWS (Occupy Wall Street), Naomi Klein ne s'y est pas trompée, « notre mouvement, a-t-elle dit en substance, se situait dans un capitalisme prospère, en 1999, au sommet d'un cycle économique ». Le capitalisme devait alors se comporter de façon *fairplay* puisqu'il était l'horizon indépassable. Le *démocratisme radical*, dans ce moment de ce cycle économique pouvait non seulement être la formalisation des limites des luttes et les entériner, mais encore, il était le projet social construit sur le cours même de ces luttes comme luttes revendicatives.

Le *démocratisme radical* était bel et bien le projet d'achèvement des luttes revendicatives et *en tant que telles* elles ne pouvaient en avoir d'autre. L'évolution du temps de travail devait être porteuse d'émancipation dans le temps libre ; l'allocation universelle devait devenir passage progressif à l'activité bénéfique à l'individu et à la société, c'est-à-dire l'abolition de l'exploitation à l'intérieur du salariat ; la revendication salariale devenait partage des richesses ; la mondialisation et la finance, devenues première par rapport à ce dont elles étaient la mondialisation (le capital), étaient l'exploitation.

On peut reprendre aujourd'hui les mêmes thèmes mais ils ont une toute autre signification depuis le début de la crise, depuis les émeutes grecques, les émeutes de banlieues en France, les émeutes anglaises de l'été 2011 et globalement, de façon quotidienne, l'asystémie de la revendication salariale. *Le silence des uns en dit long sur la vacuité des réclamations des autres*. Ces dernières ne formalisent plus et n'entérinent plus les limites des luttes. Dans son discours et dans sa forme même (les campements autogérés) c'est une *dissidence* qui s'exprime et qui redouble à sa manière l'asystémie de la

revendication. Si cette dissidence n'a aucun projet autre qu'elle-même, en tant que telle elle peut s'habiller de tous les mots qui étaient ceux du démocratisme radical. Mais ceux-ci n'ont plus le même sens. Là où les mots avaient une charge positive (démocratie directe, développement durable, contrôle de la finance, etc.) ils ont maintenant une charge négative : « Vous ne nous représentez plus. » Même quand se déploient les plus beaux discours sur une refondation sociale, les mots que profèrent les professionnels de la représentation contestataire ne font qu'habiller la peur, le désespoir et la rage ou... l'impuissance alternative. Le démocratisme radical formalisait et entérinait les limites des luttes, les Indignés sont la limite autogérée de leur propre mouvement, c'est-à-dire de leur propre raison d'être : la mise en coupe réglée de *l'ensemble des salariés*.

Il s'agit de *politique* et de *distribution*. Par là, il n'y a pas de contradiction entre la raison d'être de ce mouvement et le discours que pour l'instant il tient sur lui-même. En tant que fondamentalement, dans sa spécificité historique (la spécificité historique n'est pas le phénomène de la vraie réalité de la baisse tendancielle du taux de profit), *crise du rapport salarial*, la crise actuelle met en mouvement toutes les couches et classes de la société qui vivent du salaire. C'est de salaire dont il est question parce que c'est de distribution dont il s'agit et le salaire c'est *le prix du travail*, forme fétiche nécessaire de la valeur de la force de travail quand, comme dans le mode de production capitaliste, on ne travaille pas deux fois (pour le travail nécessaire et pour le surtravail). Comme *prix du travail*, le salaire en appelle à l'injustice de la *distribution*, c'est normal [31](#). L'injustice de la distribution a un responsable qui a failli à sa mission : l'État.

Sous le couvert de « tous les salariés », ce sont des « intérêts absolument différents » mais pas forcément « hétérogènes » qui sont alors mobilisés. D'autant plus que c'est de l'axe même portant la baisse du taux de profit dans cette phase du capital maintenant entrée en crise dont il est question. Dans TC 16, p. 101, nous écrivions : « Croissance faible, chômage comme moment du rapport salarial (et non plus opposé), modification du rôle et du fonctionnement de la domination américaine, retour des crises de cycles courts, régulation financière de la péréquation du taux de profit, sont des caractéristiques du rapport capitaliste restructuré *et des axes autour desquels se modulera sa crise*. Dans le rapport capitaliste tel qu'il s'est restructuré, les axes qui portent la baisse du taux de profit apparaissent au niveau de la péréquation, au niveau de la transformation de la plus-value en capital additionnel, *au niveau de la reproduction* (dans la première phase de la subsumption réelle ces axes se définissaient au niveau de la reproduction collective de la force de travail, et au niveau du procès de travail). La contradiction interne de cette phase de la valorisation se situe *entre le travail immédiatement productif et la condition même de ce travail productif : être une force de travail socialisée, le "general intellect"*. » Nous sommes entrés dans cette crise et elle comporte le moment de l'interclassisme de la « force de travail socialisée » dans toute son ambiguïté actuelle comme lieu et terme de la contradiction portant dans sa spécificité la baisse tendancielle du taux de profit. En ce sens

l'interclassisme est une détermination actuellement incontournable de la lutte des classes. Le « travailleur collectif » n'est pas le nouveau nom du prolétariat, mais son problème *et* un moment dynamique de sa lutte.

La lutte sur la distribution, sur le salaire comme prix du travail est une forme instable. Dans les modes de production antérieurs au capital, la plus-value est concrètement visible, pourtant elle ne peut être reconnue et définie dans son essence que dans le mode de production capitaliste (procès de mise en valeur de la valeur) où elle est cachée. La plus-value n'est plus alors une *forme* au même titre que le profit, la rente ou l'intérêt, elle est le *surtravail*. Dans le mode de production capitaliste, le mode spécifique d'extraction de ce surtravail est un mode de constitution des revenus (un mode de répartition), c'est la constitution du profit, de l'intérêt, de la rente. Leur constitution en revenus est une forme transformée de la plus-value dans laquelle les revenus sont directement reliés non au surtravail mais directement à l'élément du procès de production auquel ils se rattachent. Le travail quant à lui donne le salaire.

Dans le mode de production capitaliste, la lutte des classes est d'abord inscrite dans les *formes* (salaire, profit-intérêt, rente) du procès de production, elle n'est d'abord qu'un affrontement de forces à l'intérieur de certaines limites directement déterminées par le procès de production. Il faut des conditions particulières pour que les formes soient pratiquement désignées pour ce qu'elles sont, des « formes transformées ». Dans leur généralité interclassiste, les mouvements des Indignés de par le monde, dans ce qu'ils peuvent avoir de commun, désignent simultanément le salaire comme prix du travail, forme de répartition, et, de par la même généralité, tous les revenus comme dépendants du travail, ceux de la rente, du profit, de l'intérêt. Le salaire comme *prix du travail* désigne alors ce qu'il cache : le salaire comme *valeur de la force de travail*, travail nécessaire, et tous les autres revenus comme formes transformées du surtravail. « Nous ne paierons pas votre crise. » Mais cette désignation est encore idéologique car, pour ce mouvement, son existence même, c'est-à-dire ses conditions d'existence, c'est-à-dire les conditions existantes, c'est-à-dire ce qui lui permet d'exister et par là le définit, c'est-à-dire ce qui lui permet d'effectuer cette désignation est en même temps le masque de la spécificité du travail productif.

Avec l'interclassisme nous touchons au fait que pour que le concept de classe soit produit, il faut que les subdivisions de classe le soient aussi. Quand on parle de salaire la détermination à partir des rapports de production est insuffisante, il faut également le déterminer à partir des rapports de distribution dans la mesure où ils s'articulent sur les rapports de production. On ne peut produire le salaire en tant que forme de la distribution/consommation directement et uniquement à partir des rapports de production. Si le salaire comme catégorie de la production détermine le salaire comme catégorie de la distribution, les deux catégories ne se recouvrent pas. Il existe une différence entre la classe ouvrière telle qu'elle est définie par la participation au revenu

social sous la catégorie du salaire, et qui, comme telle, englobe tous les travailleurs productifs et non productifs nécessaires au procès de travail et la classe ouvrière telle qu'elle est déterminée par le salaire comme catégorie de la production dans le rapport salaire/plus-value, et qui, comme telle, n'englobe que le travail productif. L'interclassisme est *aussi* un jeu de subdivision de la classe ouvrière dans l'ambiguïté sociale, concrète, du salaire. Et ce jeu descend dans la rue, car les structures descendent dans la rue : à ce moment-là elles s'appellent des sujets.

Le moment actuel de la crise que l'on peut définir comme crise du rapport salarial (cf. *Le moment actuel*, Sic 1, novembre 2011) se définit premièrement comme délégitimation du politique (la crise du rapport salarial est crise des formes de distribution et redistribution) que dénonce le mouvement au nom d'une vraie politique, deuxièmement comme clôture de l'avenir perçu comme ascension sociale, et troisièmement comme généralité de l'attaque sur tous les revenus salariaux. En cela, ce moment non seulement frappe, entre autres, les classes moyennes et les fait sortir dans la rue, mais encore les formes mêmes de ce moment de la crise font momentanément des classes moyennes les représentants de ce moment dans une jonction conflictuelle avec chômeurs et précaires. Ce qui donne au mouvement à la fois son air bon chic bon genre et son aspect incontrôlable. Le mouvement des Indignés est pris dans un étau : lié au capital par le dépit, il cherche à faire valoir son allégeance à tous les idéaux de la société bourgeoise que de ce point de vue il ne saisit que comme société civile, interaction des individus dont le résultat leur échappe ; nostalgique de l'ascension sociale par les quelques acquis matériels de ses acteurs et surtout par la détention de son « capital » culturel, il rêve de restaurer le capitalisme des « Trente Glorieuses » ou même celui qui jusqu'à peu lui permettait, à crédit, de satisfaire ses projets d'ascension.

Lié par la crise du rapport salarial et par l'effondrement brusque de la situation de ses acteurs, subissant la pression de la crise dans laquelle les rapports de distribution et le salaire comme prix du travail désignent malgré eux ce qu'ils cachent, le mouvement est obligé de se mentir à lui-même, de louvoyer, de chercher à durer pour durer. Il ne peut éviter sa faillite, car il est impossible de s'arracher aux griffes des *rapports de production* sans quitter le terrain de la distribution (qui est également celui des grèves et revendications ouvrières). Mais quitter ce terrain n'est pas une simple question de discours théoriques et d'analyses justes, cela est impossible sans que *toutes les contradictions* qui opposent « ceux d'en bas » à la reproduction de l'état de choses existant se conjuguent, fusionnent, en une conjoncture qui soit une *unité de rupture*.

Enfin, traversant toutes ces segmentations, ces conflits et contradictions divers et parfois même les constituant, partout l'exploitation est un processus de racialisation et d'ethnisation. Quels que soient les États ou les régions, jamais la contradiction entre le prolétariat et le capital ne se donne à voir en clair, comme la contradiction simple de

deux termes existant dans la pureté de leur concept. *Les formes d'apparition sont essentielles à la définition de ce qui « apparaît ».*

Parce que l'exploitation capitaliste est universelle, parce que le capital peut s'emparer de tous les modes de production ou les faire coexister avec lui, en exploiter la force de travail ou la détacher de ses anciennes conditions d'existence, le mode de production capitaliste est une construction historique qui fait coexister dans son moment présent les différentes strates de son histoire. La bourgeoisie est rapidement devenue occidentale et blanche parce qu'elle a immédiatement grandi dans sa rivalité avec l'Orient (on n'est pas Occidental parce que l'on vit au ponant), parce qu'elle a fait de l'Europe le centre de l'économie-monde asservissant le monde à un modèle et le hiérarchisant, car ce modèle n'en tolère aucun autre. Mais, de même que les strates historiques ne deviennent pas automatiquement des moments synchrones, ce n'est pas pour cela que ce mode de production crée sans cesse des races et des ethnies. Pour cela, il faut l'intervention de quatre de ses déterminations essentielles : son inégal développement comme loi de son accumulation ; l'aspect historique de la valeur de la force de travail ; la division du travail ; la personnalisation et subjectivation des rapports sociaux. La racialisation est la combinaison des trois premières dans la quatrième.

Dans les rapports de production capitalistes, nous n'avons pas affaire à des « individus concrets » en tant qu'immédiatement existant comme individus singuliers dans leur unité, mais seulement aux individus en tant qu'ils remplissent certaines fonctions déterminées comme supports de celles-ci : « *porteurs* de force de travail », « *représentants* » ou « *fonctionnaires* » du capital, « femmes » ou « hommes ». Leur individualité est un effet des rapports de production, elle ne préexiste pas, elle n'est pas le fait d'un sujet et les rapports de production ne sont pas une « rencontre » intersubjective. C'est la personnalisation des rapports sociaux qui est la production des individus comme sujets. Le sujet c'est l'individu produit comme le centre ou l'intersection de toutes les déterminations. Le sujet concentre le tout en lui-même, si bien qu'on pourrait dire qu'il est, comme la fameuse monade de Leibniz, une « partie totale ». Le sujet devient le centre à partir duquel il serait possible de connaître et de construire l'articulation de toutes les déterminations du mode de production capitaliste. La personnalisation c'est la conjonction en un individu de déterminations sociales *se manifestant de façon renversée comme existence de cet individu comme sujet*, ses rapports devenant son actualisation comme son œuvre. Ce renversement, cette personnalisation [32](#), est tout aussi nécessaire que le fétichisme qui, attachant des rapports sociaux à des choses, *attache ces choses à des individus* promus et convoqués alors comme sujets dans ce même fétichisme : le travail aux ouvriers, les moyens de production aux capitalistes, la terre aux propriétaires fonciers.

Les inégaux niveaux de développement jusqu'à leur mise en abyme dans le capitalisme actuel, la division du travail, l'aspect historique de la valeur de la force de travail, dans leur combinaison s'attachent à un individu promu au rang de représentation centrale,

d'intersection, dont les déterminations sociales sont renversées en manifestation de lui-même, en expression de son individualité, elles sont personnalisées. Ces trois facteurs sont les agents pertinents de l'invention des distinctions *et de leur variation* ou disparition (à Marseille, un Italien ou un Espagnol ne sont plus que de sympathiques joueurs de boules). Cet individu n'est pas « noir », « peul », « juif », « rom » ou « arabe ». C'est cette intersection, cette promotion de la combinaison comme sujet, promotion en figure centrale originaire, qui en fait un Noir, un Peul, etc. La racialisation n'appartient pas au concept même du capital (à la différence de la distinction de genre inhérente au travail comme force productive), mais celui-ci donné, elle est une forme de manifestation nécessaire. La transformation du rapport social en chose, c'est-à-dire « paradoxalement » en sujet est aussi bien une transformation de cette chose en rapport social entre sujets. En quelque sorte, le sujet est *l'héritier* du mouvement qui le crée. Cette inversion est la façon réelle dont les rapports de production n'agissent que *dissimulés* en tant que volontés et décisions de sujets.

Mais alors toute la construction sociale s'efface d'elle-même dans le mouvement même où elle s'effectue dans la mesure où il lui est inhérent d'être le fait d'un sujet « partie totale » qui n'existe plus comme « porteur » ou « représentant » mais sujet constitutif et constituant. La distinction de races ou d'ethnie joue alors son propre rôle selon des déterminations prescrites par elle-même dans *l'autonomie du domaine d'action qu'elle se crée* : un Noir peut devenir président des États-Unis, il reste un Noir, et un prolétaire noir n'est pas un prolétaire blanc. Existant pour elle-même dans son domaine d'action la distinction peut même être l'objet d'une activité politique instrumentale comme on l'a vu en France lors de la grande vague de grèves dans l'automobile dans les années 83-84. La distinction est une idéologie et en tant que telle efficace comme assignation et relation des individus à leurs conditions d'existence et de reproduction, c'est-à-dire à leurs relations aux rapports de production. Il ne suffit pas de dire que la distinction de race crée une essentialisation hiérarchique des individus, qu'elle est un produit du mode de production, on en reste à faire de la description le concept de sa propre explication si l'on ne dit pas que c'est dans *la personnalisation des rapports sociaux comme production de sujets* que réside la question [33](#).

Ce que nous avons dit à propos des luttes de sans-papiers, de chômeurs et de précaires, des migrants et clandestins, de la racialisation, est en fait une condition générale : chaque fois *la généralité de la situation attaquée demeure prisonnière de la particularité des acteurs en lutte*. Dans les bidonvilles sud-américains les prolétaires qui ne se battent pas pour de l'argent mais pour ce que l'argent permet d'avoir (nourriture, eau, logement) ne créent pas de liaisons avec les autres fractions du prolétariat ; en Chine il n'y a pas de convergence entre les trois grandes catégories de luttes : les paysans contre l'accaparement des terres ; les travailleurs migrants ; les ex-ouvriers des grandes entreprises d'État. En Europe occidentale la tendance est à : « cela ne me concerne pas, mais seulement ceux qui

sont opprimés, exploités, dans *cette* situation ». Quand une « unité » apparaît, comme en France sur les retraites à l'automne 2010, elle s'exprime sous la forme du spectre de l'identité ouvrière.

L'unité du prolétariat n'est pas une donnée objective toujours sous-jacente attendant de se manifester ou existant eucharistiquement dans chaque lutte particulière, elle est dans chaque cycle de luttes une construction historique, la dernière en date fut l'identité ouvrière.

Soyons matérialistes ou au moins pragmatiques. Comment pourrait exister une solidarité se référant à une identité commune d'exploités et d'exploitées ? On ne peut pas juger les différences comme seulement accidentelles et purement formelles. Elles sont intrinsèques à la définition même de l'exploitation et plus profondément encore à ce que définit le surtravail : les classes et les genres. Dans les rapports sociaux capitalistes, je peux avoir la meilleure volonté du monde et la meilleure conscience de classe anti-corporatiste, antiraciste, antisexiste possible, cela ne change rien si objectivement ou légalement, dans le cadre du travail ou de la reproduction sociale, les situations dans lesquelles j'existe sont telles qu'elles me favorisent.

On ne peut faire comme si les différences, les segmentations ne reposaient sur rien, n'étaient pas objectives vis-à-vis d'une entité supérieure : la situation commune d'exploités. L'unité de la classe par l'identité ouvrière était une situation et une construction historique et non un donné de fait objectif. *Objectivement*, le travailleur blanc et homme n'est pas une travailleuse noire et on comprend qu'il n'ait pas envie de le devenir. Ils ne pouvaient s'unir (difficilement et en invisibilisant toutes sortes de situations) que dans une « identité ouvrière », c'est-à-dire une forme historique de lutte et de représentation et non de par une situation commune d'exploités qui n'est qu'une abstraction permettant de construire et comprendre toutes les situations historiques.

« Pour s'unir, les ouvriers doivent briser le rapport par lequel le capital les "rassemble" [...]. On ne peut pas vouloir simultanément l'unité du prolétariat et la révolution communiste, c'est-à-dire cette unité comme un *préalable* à la révolution, une condition. Il n'y aura plus d'unité que dans la communisation, c'est elle seulement qui en s'attaquant à l'échange et au salariat unifera le prolétariat, c'est-à-dire qu'il n'y aura plus d'unité du prolétariat que dans le mouvement même de son abolition. Les hagiographes des luttes revendicatives parlent d'"unité" en l'air, sans pouvoir préciser en rien la forme concrète qu'elle revêt, si ce n'est l'unité formelle du politique ou des formes d'organisation venant coiffer ce qui est divisé et qui le reste tant que la classe demeure dans la lutte revendicative. Cette unité est toujours ce qu'il faudrait *ajouter* aux luttes.

« Les ouvriers se forgent comme classe révolutionnaire, en révolutionnant les rapports sociaux, c'est-à-dire tout ce qu'ils sont dans les catégories de l'échange et du salariat. Dans les luttes salariales, ils ne voient apparaître ni "forces", ni "projet", mais l'impossibilité de s'unifier sans attaquer leur propre existence comme classe dans la division du travail et

toutes les divisions du salariat et de l'échange, sans se remettre en cause comme classe, sans engager une pratique révolutionnaire. [...] Des mesures communisatrices parties d'un point "quelconque" (certainement de façon quasi simultanée d'une multitude de points) de la planète capitaliste auront cet effet d'unification rapide ou alors seront écrasées. » (Théorie Communiste, *L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle*, brochure juin 2006, pp.37- 39.)

Il ne s'agit pas de dire que plus la classe est divisée, mieux c'est, mais que la *généralisation* des luttes du prolétariat n'est pas synonyme de leur *unité* et encore moins du dépassement de la contradiction entre les femmes et les hommes (que la citation précédente laisse même de côté), c'est-à-dire du dépassement de différences considérées comme purement accidentelles et formelles. Ce qui se joue dans ces différences, dans cette segmentation, dans la contradiction entre les femmes et les hommes, dans la discontinuité, c'est *la création d'une distance avec cette unité « substantielle » de la classe objectivée dans le capital*. Non seulement l'unité de la classe ne peut plus se constituer sur la base du salariat et de la lutte revendicative, comme un préalable à son activité révolutionnaire, mais encore cette activité est traversée par et traverse elle-même la contradiction de genres.

La révolution comme communisation amène à faire son deuil de l'unité préalable de la classe et intègre les contradictions internes, les conflits entre les segments du prolétariat, la contradiction entre hommes et femmes, la racialisation de l'exploitation et de la distinction de genres. La révolution dans la mesure où elle est abolition du prolétariat et des genres n'ira pas sans violences internes, il n'y a pas d'unité préalable à la révolution. L'unité ne se fera pour le prolétariat que dans son abolition, ce qui ne pourra aller sans conflits internes du fait de sa reproduction toujours impliquée par celle du capital jusqu'à son abolition. Manque encore le « puissant régisseur » qui précipitera tout cela en une « unité de rupture » dans laquelle *toutes les contradictions* qui opposent « ceux d'en bas » à la reproduction de l'état de choses existant se conjuguent, fusionnent en une conjoncture.

UNE « UNITÉ DE RUPTURE »

Il faut reconnaître actuellement une multiplicité de contradictions, multiplicité que l'on peut également désigner comme multiplicité des formes d'apparition par lesquelles seulement la contradiction dans son unité (le mode de production capitaliste comme contradiction en procès) existe. La contradiction dans son unité n'est rien d'autre que la totalité de ses attributs : son essence est son existence même.

Les contradictions qui opposent les classes moyennes, les chômeurs et précaires, les masses excédentaires des périphéries ou des banlieues, le « cœur stable » de la classe ouvrière, les ouvriers employés mais constamment menacés, etc., au capital, à sa reproduction, à l'exploitation, à l'austérité, à la misère, etc., ne sont pas identiques entre elles et encore moins à la contradiction entre les femmes et les hommes. De même, la classe capitaliste n'est pas un bloc unique et homogène, ni les nations ou ensemble régionaux structurant le cours mondial de la valorisation du capital. Il serait même d'une

simplification extrême que de considérer que ces deux ensembles de contradictions (celles internes à « ceux d'en haut », celles internes à « ceux d'en bas ») ne s'interpénètrent pas, que le prolétaire brésilien est étranger au conflit que son capitalisme émergent entretient avec les États-Unis et les « vieux centres du capital » et que les hommes contre les femmes ne puissent être également des prolétaires contre l'exploitation capitaliste.

Parce que la révolution ne peut plus être affirmation d'un prolétariat se reconnaissant *pour lui-même* en tant que force révolutionnaire dans le mode de production capitaliste *face* au capital, parce qu'elle n'est plus le mouvement d'une *contradiction simple* entre prolétariat et capital ayant dans sa seule énonciation la nécessité de sa solution en ce que celle-ci était la victoire d'un de ses termes, parce que (dans un mouvement commun) la contradiction entre hommes et femmes portent sur leur propre définition qui est celle du travail et de la population comme principale force productive et unique source de la valeur et de la valorisation, pour tout cela le concept de conjoncture est devenu inhérent au concept même de révolution comme communisation. Le capital comme contradiction en procès est toujours (et plus que jamais) l'unité dynamique de ces deux contradictions dans le cycle de luttes actuel. C'est l'une et l'autre en en faisant leur unité et en se situant à ce niveau qui signifient que le dépassement du capital comme contradiction en procès est l'abolition de la valeur, du travail comme seule source et mesure de la richesse, de la population comme principale force productive. Inversement, l'unité du prolétariat et l'unicité de sa contradiction avec le capital étaient inhérentes à la révolution comme affirmation du prolétariat, à son érection en classe dominante généralisant sa condition (avant de l'abolir...) et à la libération des femmes en tant que telles.

Toute lutte du prolétariat ou lutte de femmes (chacune a en elle-même l'existence de l'autre sans se confondre avec elle) se produit et se développe dans les catégories de la reproduction et de l'autoprésupposition du capital. Par définition, qu'elles soient luttes de classe ou luttes de femmes, formellement indépendantes ou intriquées, les luttes n'existent toujours que « surdéterminées », c'est le rêve programmatique qui veut une classe qui se dégage de son implication réciproque avec le capital et s'affirme en tant que telle dans une pureté autodéterminée, une classe subsistant par elle-même (les femmes suivent). Dans cette « surdétermination » ne réside aucun détournement, mais c'est l'existence et la pratique réelles en tant que classe ou en tant que genre que l'on trouve, car si les contradictions de classes et de genres construisent le capital comme contradiction en procès et se construisent réciproquement elles-mêmes comme contradiction (parce que c'est du surtravail que viennent l'une et l'autre), cela signifie que classes et genres existent et agissent dans les catégories définies dans la reproduction du capital qui les subsume.

Le caractère diffus, segmenté, éclaté, corporatif des conflits, c'est le lot nécessaire d'une contradiction entre les classes et d'une contradiction entre les genres qui se situent au niveau de la reproduction du capital. Mais c'est parce qu'il ne s'agit pas d'une somme d'éléments juxtaposés, mais d'une diffusion produite à partir d'une modalité historique du

capital comme contradiction en procès, qu'un conflit particulier, de par ses caractéristiques, par les conditions dans lesquelles il se déroule, par la période dans laquelle il apparaît, quelle que soit sa position dans les instances du mode de production, peut se trouver en situation de polariser l'ensemble de cette conflictualité qui jusque-là apparaissait comme irréductiblement diverse et diffuse. C'est la *conjoncture comme unité de rupture*.

Nous avons déjà dit que pour s'unir, les ouvriers doivent briser le rapport salarial par lequel le capital les « rassemble » et que si, pour être une classe révolutionnaire, le prolétariat doit s'unir, il ne peut maintenant s'unir qu'en détruisant les conditions de sa propre existence comme classe. La seule unification du prolétariat est celle qu'il réalise en s'abolissant, c'est-à-dire qu'elle est l'unification de l'humanité. Non pas abstraitement par la réconciliation de l'homme et de son essence objectivée face à lui (séparation dont le prolétaire serait la forme achevée et en tant que telle portant son dépassement), mais parce que les mesures communisatrices en supprimant les bases de leur reproduction affrontent toutes les classes et les intègrent dans le mouvement du prolétariat en train de se dissoudre lui-même comme classe : processus révolutionnaire hautement complexe et à haut risque. Processus d'autant plus complexe que pris sous le seul angle de la contradiction entre le prolétariat et le capital, il ne peut rendre compte de lui-même, ni même cette contradiction rendre compte d'elle-même. Comme exposé plus haut : la contradiction entre le prolétariat et le capital suppose celle entre les hommes et les femmes, de même que celle-ci suppose la première.

On ne peut mener une révolution sans prendre de mesures communistes, sans supprimer les sphères publique et privée, sans dissoudre le travail salarié, communiser l'alimentation, le vêtement, le logement, se procurer toutes les armes (destructrices, mais aussi les télécommunications, la nourriture, etc.), intégrer les sans-réserves (y compris ceux que nous aurons réduits nous-mêmes à cet état), les chômeurs, les paysans ruinés, les étudiants paumés et sans attache. Parler de révolution menée par une « catégorie » qui représente 20 % de la population et qui est en train de faire des « grèves » pour demander à l'État qu'il satisfasse ses « intérêts », c'est une plaisanterie. Chacune de ces mesures implique un conflit entre les femmes et les hommes *et* une résolution de ce conflit ne serait-ce que comme la reconnaissance de son existence comme condition de la poursuite du mouvement. Chaque approfondissement social, chaque extension dissolvent les dispositifs de définition des genres, donnent chair et sang aux nouveaux rapports, en même temps qu'ils permettent d'intégrer toujours plus de non-prolétaires à la classe communisatrice en train de se constituer et de se dissoudre simultanément.

La dictature du mouvement social de communisation est ce processus global d'intégration de l'humanité au prolétariat. La stricte délimitation du prolétariat par rapport aux autres couches, sa lutte contre toute production marchande sont en même temps un processus qui *contraint* les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la « classe

de l'encadrement social » à rejoindre la classe communisatrice, elle est donc définition, exclusion et, en même temps, démarcation et ouverture, effacement des frontières et dépérissement des classes et de la distinction de genres. Les mesures communistes sont la réalité du mouvement où le prolétariat se définit dans la pratique comme le mouvement de constitution de la communauté humaine. Le mouvement social en Argentine, parce qu'il y a été confronté, a posé la question du rapport entre les hommes et les femmes, des rapports entre prolétaires en activité (salariés), chômeurs, exclus et couches moyennes. Il n'a apporté que des réponses extrêmement parcellaires dont la plus intéressante est sans doute son organisation territoriale. Dans cette situation, les pourfendeurs radicaux de l'interclassisme et des organisations particulières de femmes comme divisant le mouvement ou les propagandistes de l'unanimité nationale démocratique incluant *entre autres* les revendications des luttes de femmes, sont les militants de deux types différents de défaite. La révolution qui ne peut plus être dans ce cycle de luttes que communisation dépasse le dilemme entre les alliances de classes léninistes ou démocratiques et « le prolétariat seul » de Gorter de même que le dilemme entre organisations féminines spécifiques et intégration indifférenciée dans le grand tout du prolétariat en lutte, car dans l'organisation spécifique c'est de la disparition de la spécificité dont il est question.

Dans le cycle de luttes actuel, l'association ne se fera plus que dans la destruction directe du rapport salarial et de la distinction de genres. Qu'importe l'événement qui catalysera ce saut. Il sera toujours impossible de déterminer l'endroit ou plutôt la multiplicité des lieux où seront prises les premières mesures communisatrices. Cet « angle mort » n'est pas la reconnaissance d'une impossibilité de connaissance, cet angle mort est connu en tant que tel dans le concept de conjoncture et ce dernier désigne la forme concrète inhérente à la révolution comme communisation. On ne peut pas juxtaposer une vision qui reste celle de « l'ancien mouvement ouvrier » du xix^e siècle et de la majeure partie du xx^e et un contenu de la révolution qui remet en cause la conception même de la contradiction qui présidait à la pratique politique et revendicative de la classe ouvrière généralisant sa situation comme libération du travail et résolvant la « question féminine ». Non seulement la contradiction était suffisante dans sa *simplicité* et son *homogénéité*, mais encore elle était *unilatérale*.

Le capital comme contradiction en procès suffit à définir l'exploitation et la distinction de genres, c'est-à-dire la contradiction entre le prolétariat et le capital et celle entre femmes et hommes qui consubstantiellement la construisent, elle suffit, en outre, à définir la possibilité (ou même la nécessité...) de la révolution. Cependant, elle n'est comprise comme situation révolutionnaire et plus précisément comme situation de *rupture révolutionnaire* qu'à partir du moment où elle est conçue comme l'ensemble de ses formes d'apparition, c'est-à-dire comme étant l'ensemble de ses conditions d'existence qui sont son existence.

Cette contradiction ne devient une rupture que dans une accumulation de *circonstances* et de *courants* telle qu'ils « fusionnent » en une unité de rupture quand ils regroupent l'immense majorité du prolétariat et des classes moyennes dans une attaque contre un mode de production que les classes dirigeantes sont impuissantes à défendre. Ce qui ne définit pas cette rupture comme pacifique, mais ces classes sont déchirées à l'instant suprême, sans solution, sans politique, sans idéologie, sans dirigeant de rechange, prises dans leur propre concurrence, les linéaments d'une restructuration, *toujours présents dans une crise*, ne formant pas système. La révolution est une lutte sur tous ces fronts qui peuvent tour à tour prendre le caractère de front central ou dominant.

Bien sûr, le procès contradictoire fondamental est actif dans toutes ces contradictions, mais il serait absurde et *idéaliste* (relevant d'une conception hégélienne de l'Histoire avec un grand « H ») de prétendre que ces contradictions et leur fusion n'en soient que le *pur phénomène*. Les contradictions relèvent de différents niveaux du mode de production et même celles qui relèvent directement des rapports de production ne sont pas de simples accidents d'une forme pure que serait « le capital comme contradiction en procès », ni même l'exploitation, qui est toujours, non seulement de fait mais par nature, un procès circonstancié, particulier, divers. Toutes ces contradictions, *si* elles se fondent pour former une unité, une conjoncture révolutionnaire, ne s'évanouissent pas comme de purs phénomènes dans l'unité intérieure d'un procès contradictoire simple. L'unité qu'elles constituent dans cette fusion qu'est la rupture révolutionnaire, elles la constituent à partir de ce qu'elles sont en propre, de leur efficacité propre. En constituant cette unité, elles reconstituent et accomplissent bien l'unité fondamentale qui les anime, mais ce faisant elles indiquent aussi la nature de cette contradiction : elle est inséparable de la société toute entière, inséparable de ses conditions formelles d'existence. Elle est elle-même intérieurement affectée par ces conditions qui sont ses *conditions d'existence*, c'est-à-dire, plus immédiatement encore, les *conditions existantes*. Etre intérieurement affectée, c'est pour l'unité être toujours une structure hiérarchisée (et non un ensemble dans lequel un principe unique se diffuse de façon uniforme et restant toujours semblable à lui-même : la nature en Egypte, la politique en Grèce, la loi à Rome, la religion au Moyen-âge, l'économie depuis les Temps modernes.) avec une instance déterminante, parfois également dominante [34](#), des instances dominantes désignées par la précédente, des permutations hiérarchiques, etc. C'est dans la hiérarchie, dans le caractère déterminant et/ou dominant de tel ou tel niveau du mode de production, dans la désignation des dominantes, que *l'unité* existe.

Une telle approche de la conjoncture révolutionnaire comme unité de rupture pourrait avoir toutes les *apparences* du « pluralisme », de « l'empirisme », de la « théorie des facteurs », quand on évoque ces circonstances multiples et exceptionnelles qui se fondent en une révolution. Lorsque nous nous livrons à cette énumération, nous ne nous livrons pas à la simple description d'une situation donnée, à une énumération empirique

d'éléments divers et exceptionnels, cette énumération a un sens théorique. Ce sens est celui de la définition d'une conjoncture, le « moment actuel », pour reprendre l'expression de Lénine dans la *Première Lettre de loin*. Cette énumération ne fait que livrer la matière première spécifique qui perd son existence d'éléments juxtaposés comme matière première en se constituant comme conjoncture. Ces éléments n'existent eux-mêmes en tant que tels, c'est-à-dire éléments juxtaposés et matière première, que comme formes de manifestation de leur unité déterminée dans les rapports de production, *unité dont ils sont eux-mêmes les conditions d'existence*.

« On ne peut donc demander comment la forme s'ajoute à l'essence, car elle n'est que le paraître de cette même essence dans soi-même, la réflexion propre immanente à elle. » (Hegel, *Science de la logique, la doctrine de l'essence*, Ed. Aubier, pp. 97-98.)

Cependant les apparences et l'essence ne coïncident pas parce qu'il est *dans la nature même de la structure du tout d'être ses effets* (les lois du capital d'être concurrence entre capitaux ; la valeur d'être prix ; la plus-value d'être profit, etc.). « La vérité scientifique est toujours paradoxale au jugement de l'expérience journalière qui ne saisit que l'apparence trompeuse des choses. » (Marx, *Salaires, prix et plus-value*, Pléiade, t. 1, p. 508.) Ce type d'affirmation est continué dans l'œuvre de Marx. La relation entre apparences et concept ne se limite pas à une différence entre diversités et généralité ou abstraction, mais entre mystification et compréhension. Le concept, dit Marx dans l'*Introduction* de 1857, est élaboré « à partir de la vue immédiate et de la représentation », mais « la totalité concrète en tant que totalité pensée, en tant que représentation mentale du concret, est en fait un produit de la pensée, de la conception ». L'essence ne correspond pas immédiatement à son apparence qui ne manifeste que l'opposition désordonnée de termes dont les relations apparaissent contingentes. Pourtant, l'essence n'est pas ailleurs que dans ce désordre.

Il y a une surface de la société capitaliste, mais une surface sans profondeur. L'essence n'est pas ailleurs que sur cette surface mais elle ne lui correspond pas parce que les effets de la structure du tout (le mode de production) ne peuvent être l'existence même de la structure qu'à la condition d'en être l'inversion au travers de ses effets. Ici nous rencontrons *la réalité de l'idéologie*.

L'essence n'est ni une chose réelle (réellement existante particularisée), ni un simple mot, c'est une relation constitutive. La plus-value n'est pas une idée, ou une abstraction, sous lesquelles peuvent être rangées les différences spécifiques et corollairement une réalité logée dans ces objets spécifiques (rente, profit, intérêt). Elle n'est pas non plus un universel abstrait de la réalité première des formes spécifiques. L'essence n'est pas ce qui existe idéalement dans chaque forme spécifique ou ce qui servirait, de l'extérieur, à classer ces formes spécifiques : l'idéologie ne serait alors qu'un reflet déformé de cette essence. Ce qui est essentiel, ce sont les relations (incluant l'illusion objective et efficace). Relations actives que ces formes spécifiques établissent entre elles, ce sont ces relations qui définissent ce qu'elles ont en commun : l'essence. Ces relations naissent, non seulement

l'essence est contradictoire mais encore elle est une génétique. C'est le seul contenu effectif (réel) de l'essence. Elle ne se substitue pas aux êtres divers et finis en les résorbant dans une unité extérieure ou en les niant en ce qu'elle serait leur « vraie vérité intérieure ».

Les contradictions se déplacent, se condensent, c'est l'existence même du *moment actuel*. C'est l'existence, la seule existence, du procès contradictoire en général et non sa manifestation *dans les circonstances* ou pire sa *réalisation*. Dans les luttes et dans une situation révolutionnaire, ce procès c'est telles ou telles contradictions particulières et actuelles. On réfléchit et on agit dans le présent sur le présent, sur la *nécessité à accomplir*, sur les moyens et les voies de sa production.

Une conjoncture est constituée de contradictions multiples et inégales, s'il est possible de remonter au capital comme contradiction en procès en tant qu'unité dynamique de la contradiction entre les classes et de la contradiction entre les genres, c'est-à-dire à un procès contradictoire *simple* comme à la détermination fondamentale de cette multiplicité et de ces inégalités, ce n'est pas pour autant que l'on peut réduire la multiplicité à la simplicité *comme à une origine* produisant les autres contradictions comme ses phénomènes. En effet, ce procès contradictoire simple lui-même *existe toujours déjà dans la multiplicité* sans laquelle il n'existerait pas lui-même. On ne peut pas réduire la complexité et la multiplicité à la simplicité et à l'unité, comme on réduit à une origine, ou comme on réduit des apparences à leur vérité (nous sommes ici complètement à l'opposé du développement hégélien : il n'y a pas d'unité originaire simple). La conjoncture a toujours une dominante par laquelle elle a pour unité sa complexité et sa multiplicité même. Au cours de la lutte, selon les résultats momentanés et à dépasser qui apparaissent, selon les aspects changeants des rapports de forces, les points ou les « acquis » où se sclérose la communisation, cette dominante change, les contradictions permutent de place dans la totalité. C'est alors là, sur ce qui est peut être momentanément le point nodal, qu'il faut tirer pour continuer à démembrer l'ordre existant. Mais si les dominantes permutent (politique, économique, idéologique, polarisation des contradictions sur telle ou telle lutte de telle ou telle fractions du prolétariat, etc.), jamais la conjoncture n'est un pluralisme de déterminations s'additionnant et indifférentes entre elles.

Les formes contingentes ne sont pas le pur phénomène d'une contradiction essentielle. Cette dernière n'est pas l'essence dont les formes et les divers niveaux du tout social qu'elle détermine seraient autant de phénomènes, en seraient si bien les phénomènes que pratiquement le procès contradictoire essentiel pourrait exister sans eux, pourrait exister *avant eux* ou *après* (mythe d'un début conceptuel réel). Les contingences sont essentielles à l'existence même de la contradiction essentielle, elles en constituent réellement les *conditions d'existence*. La forme d'apparition, la contingence (qui en fait n'en est plus une car la contradiction n'est pas du tout indifférente à l'existence de ses « formes ») n'est pas le pur phénomène de la structure, elle en est aussi la condition d'existence. Ce

conditionnement d'existence des contradictions les unes par les autres ne tombe pas dans la circularité, n'annule pas la totalité comme structure à dominante ni dans un éclectisme facile et additif, mais pas non plus dans une interconstruction *indifférenciée*.

Ce conditionnement est, à l'intérieur même de la réalité des conditions d'existence de chaque contradiction, la manifestation de cette structure à dominante (c'est la grande différence avec la totalité hégélienne) qui fait l'unité du tout. Il faut considérer chaque contradiction comme une réflexion des conditions d'existence de la contradiction (dans son sens essentiel) à l'intérieur d'elle-même. Par là il est théoriquement permis de parler de conditions sans tomber dans l'empirisme ou l'irrationalité du « c'est ainsi » et du « hasard », les conditions sont l'existence réelle (concrète, actuelle) des contradictions constituant le tout parce que c'est fondamentalement la contradiction dans son sens essentiel qui leur assigne ce rôle, non comme un pur phénomène à côté d'elle, sans lequel elle pourrait tout autant être, mais comme une de ses conditions d'existence même. On parle des *conditions d'existence* du tout en parlant des *conditions existantes* : réflexion dans la contradiction même de ses conditions d'existences. C'est parce que chaque contradiction réfléchit en elle la structure à dominante du tout complexe où elle existe, donc l'existence actuelle de ce tout, donc ses conditions actuelles, qu'elle ne fait qu'un avec elles. Pour en revenir à la formule précédente : on parle bien des conditions d'existence du tout en parlant des conditions existantes. Au-delà de la causalité déterministe et univoque, au-delà de l'expressivité entière du tout dans chacune de ses parties ou de ses effets, la question est celle de l'efficace d'une structure sur ses éléments à laquelle Marx répond bien souvent par ses « coquetteries » hégéliennes (façon de faire appel à une solution inadéquate tout en la maintenant à distance) [35](#). Il existe également la réponse métaphorique : « Dans toutes les formations sociales, c'est une production déterminée qui assigne à toutes les autres leur rang et leur importance : les rapports essentiels jouent un rôle déterminant vis-à-vis des autres. On obtient ainsi un éclairage général qui baigne toutes les couleurs et en modifie la tonalité particulière ; autrement dit chaque éther détermine le poids spécifique de chacune des formes d'existence. » (Marx, *Préface de 1857*.)

La fixité de la hiérarchie entre les instances du mode de production capitaliste construit une existence linéaire du temps, un lien de causalité qui relie les événements de façon successive dans une temporalité purement quantitative : c'est le donné, ce qui est là. La conjoncture est la crise que porte en elle cette temporalité de l'autoprésupposition du capital, moment de rupture contre le continuum de la temporalité homogène et quantitative, bouleversement de la hiérarchie des instances et de la détermination économique, discontinuité du processus historique : conjoncture.

« C'est "l'économisme" (le mécanisme), et non la véritable tradition marxiste, qui met une fois pour toutes en place la hiérarchie des instances, fixe à chacune son essence et son rôle, et définit le sens univoque de leurs rapports ; c'est lui qui identifie à jamais les rôles et

les acteurs ne concevant pas que la nécessité du processus consiste dans l'échange des rôles "selon les circonstances" ; c'est l'économisme qui identifie d'avance et à jamais la contradiction-déterminante-en-dernière-instance avec le *rôle* de contradiction dominante, qui assimile à jamais tel ou tel "aspect" (forces de production, économie, pratique...) avec le *rôle* principal, et tel autre "aspect" (rapports de production, politique, idéologie, théorie...) avec le *rôle* secondaire, – alors que la détermination en dernière instance par l'économie s'exerce justement, dans l'histoire réelle, dans les permutations de premier rôle entre l'économie, la politique, et la théorie, etc. » (Althusser, *Contradiction et surdétermination*, in *Pour Marx*, p.219.) La variation est l'existence de l'invariant.

La conjoncture est avant tout un changement de temporalité, une sortie du répétitif, la porte étroite, vite refermée, par laquelle peut arriver un autre monde. La conjoncture est la pratique consciente que c'est maintenant que cela se joue, aussi bien l'héritage du passé que la construction de l'avenir, elle est un présent, le moment du à *présent*. Ce qui fut entrevu de plus fort en mai 68, plus qu'un monde sans capital, sans argent, sans autorité, c'est quelque chose que l'on ne connaît que complaisant et grotesque parce que séparé et donc sans importance, dans l'amitié ou dans l'amour. Chacun de nos gestes, chacune de nos pensées, de nos actions avait pour les autres un sens, elles étaient des actions réelles. La répétition avait disparu, nous nous construisions continuellement dans la relation avec les autres ; le sentiment intime que rien n'échappait. *C'était de l'action*, ce que nous faisons était totalement significatif parce qu'efficace instantanément et pas seulement dans un sens politique, mais individuel, c'était l'efficacité réaliste qui n'était plus efficace. Nous n'étions plus fractionnés, comme individus nous étions nos actions aux autres existant comme d'autres moi-même irréductibles. Nous avons furtivement vu, depuis un ailleurs, le monde capitaliste et toutes les formes d'aliénation, comme ces astronautes qui de la Lune ont vu la Terre et qui, depuis, sont tous atteints d'un syndrome étrange d'inactualité.

Nous avons tenté de montrer que l'on ne peut aborder concrètement et envisager de comprendre une rupture révolutionnaire à partir d'une certaine idée abstraite et assez rassurante d'un schéma dialectique contradictoire épuré, simple, se résolvant du seul fait de son existence : la « belle » contradiction en procès. Ce procès n'est jamais simple, il est toujours spécifié par les formes et les circonstances historiques concrètes dans lesquelles toujours, par définition, il s'exerce. L'exception est toujours la règle, jamais le fondement économique ne joue à l'état pur. On peut même aller, avec Marx, jusqu'à dire : « Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou

philosophiques, bref, *les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout* [c'est nous qui soulignons]. » (Marx, *Préface de 1859*.)

Etrange tout de même ces « formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit (une révolution) et le mènent jusqu'au bout ».

Après avoir exposé les grandes articulations de ce qui deviendra les Livres II et III du *Capital*, Marx conclut une lettre à Engels datée du 30 avril 1868 de la façon suivante : « En conclusion, nous en arrivons aux *formes de manifestation* [souligné dans le texte] qui servent de point de départ dans la conception vulgaire : la rente venant de la terre ; le profit (intérêt), du capital ; les salaires, du travail [la fameuse “formule trinitaire” – le fétichisme propre au capital – exposée à la fin du Livre III, nda]. [...] Finalement, ces trois éléments (salaires, rente, profit (intérêt)) constituent les sources de revenus des trois classes des propriétaires fonciers, des capitalistes et des travailleurs salariés, nous avons la lutte de classe, comme la conclusion dans laquelle le mouvement et l'analyse de toute cette merde se résout. »

C'est un fait remarquable que Marx passe aux classes et à la lutte de classe à partir des formes de manifestation après avoir consacré des milliers de pages à montrer qu'elles n'étaient pas l'essence, le concret de pensée, du mode de production capitaliste. C'est que les formes de manifestations ne sont pas des phénomènes que l'on pourrait écarter pour trouver dans l'essence la vérité de ce qui est et celle des pratiques justes [36](#). Nous pouvons par là avancer un peu dans la compréhension de ces « formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience du conflit et le mènent jusqu'au bout ».

L'idéologie est la façon dont les hommes (et les femmes...) vivent leurs rapports à leurs conditions d'existence comme objectives face à eux comme sujets, en ce sens l'idéologie n'est pas tant un reflet déformé dans la conscience de la réalité, mais un ensemble de *solutions pratiques* résolvant en la justifiant et l'entérinant cette séparation de la réalité en objet et en sujet.

La réalité apparaît d'elle-même comme *présupposée et se présupposant*, c'est-à-dire comme *monde*, comme *objet*, face à l'activité qui, face au monde, définit le sujet. Le défaut principal de tous les matérialismes critiqué par Marx dans la première thèse sur Feuerbach n'est pas seulement une erreur théorique, il est l'expression de la vie de tous les jours [37](#). Comme nous l'avons dit précédemment, l'essence n'est pas ailleurs que sur cette surface mais elle ne lui correspond pas parce que les effets de la structure du tout (le mode de production) ne peuvent être l'existence même de la structure qu'à la condition d'en être l'inversion au travers de ses effets. C'est *la réalité de l'idéologie*. En bref, l'idéologie c'est la vie quotidienne.

Cette définition de l'idéologie intègre ce que l'on conçoit habituellement comme idéologies en tant que problématiques intellectuelles. Même dans ce sens, l'idéologie n'est pas un leurre, un masque, un ensemble d'idées fausses. On sait bien que, dans ce sens,

l'idéologie est dépendante de l'être social mais cette dépendance implique son autonomisation, c'est la puissance paradoxale des idées. La théorie de l'idéologie n'est pas une théorie de la « conscience de classe » mais une théorie de classe de la conscience. La division entre travail matériel et travail intellectuel traverse toutes les sociétés de classes et tous les individus, si l'idéologie existe toujours dans les formes de l'abstraction et de l'universel c'est de par cette division qui plaçant le travail intellectuel du côté de la classe dominante donne à ce que produit ce travail la forme de l'universel que revêt toute domination de classe. La puissance paradoxale des idées et de leur universalité, cette inversion des représentations et de leurs fondements est parallèle à l'inversion réelle qui préside à l'organisation de la production, l'exploitation de la classe des producteurs entraîne que la production de la vie matérielle est réellement inversée, à l'intérieur d'elle-même, dans la production même de la vie matérielle. S'il est exact que « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie mais la vie qui détermine la conscience », il n'en est pas moins vrai que *c'est la vie qui « fait croire » que c'est la conscience*. Les représentations bourgeoises sont des idéologies, et des idéologies tout à fait fonctionnelles et elles deviennent des institutions tout à fait réelles. La justice, le droit, la liberté, l'égalité sont des idéologies, mais lourdement matérielles quand on se retrouve devant un tribunal, en prison ou dans un bureau de vote. La bourgeoisie, dit le *Manifeste*, a façonné un monde à son *image*, mais l'image est alors la chose : la production d'idéologie est partie prenante de la production et des conditions de la vie matérielle. Les représentations ne sont pas un doublet plus ou moins inadéquat de la réalité mais des instances actives de cette réalité qui en assurent la reproduction *et en permettent la transformation*.

L'idéologie circule partout dans la société, elle n'est pas l'apanage de quelques activités spécialisées « haut de gamme ». Le rapport de la classe exploitée au procès de production est lui aussi de nature idéologique, ce rapport ne pouvant être identique à celui de la classe dominante, il semble au premier abord que nous ayons affaire à l'affrontement de deux idéologies. Au premier abord cela est vrai. Cette « seconde » idéologie est critique, subversive même, mais seulement dans la mesure où elle est le langage de la revendication, de la critique et de l'affirmation de cette classe *dans le miroir que lui tend la classe dominante*. L'idéologie est toujours l'idéologie de la classe dominante parce que l'intérêt particulier de la classe dominante est le seul intérêt particulier à pouvoir *objectivement* se produire comme universel.

Que les individus assument ou s'insurgent contre les tâches prescrites par les diverses instances du mode de production, ce rapport est une expérience qui n'est pas tant un objet de connaissance qu'une reconnaissance qui, comme toute expérience, est de l'ordre de l'évidence. Les représentations idéologiques sont efficaces parce qu'elles renvoient aux individus une image vraisemblable et une explication crédible de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent et sont constitutives de la *réalité* de leurs luttes.

Qu'en est-il alors de la pratique révolutionnaire comme communisation ? Elle est production du nouveau non comme développement ou victoire d'un terme préexistant dans la contradiction, ou rétablissement d'une unité antérieure (négation de la négation), mais comme suppression déterminée de l'ancien et suppression, dans cette suppression, du sujet qui supprime. Si, dans ce moment ultime, le rapport d'implication réciproque contradictoire entre le prolétariat et le capital et la contradiction hommes/femmes demeurent déterminants (dans leur existence conjointe du capital comme contradiction en procès), dans ces circonstances bien particulières (celle de la conjoncture), ils désignent l'idéologie comme lieu de la contradiction dominante.

Dans son mouvement, dans les formes qu'elle prend et abandonne, la lutte révolutionnaire se critique elle-même. C'est parce que cette lutte, jusqu'à son terme, est scindée entre d'une part, ce qui demeure un mouvement objectif qui n'est pas une illusion, les contradictions du mode de production capitaliste, et, d'autre part, dans cette objectivité, la pratique de son abolition qui le désobjective, qu'elle demeure structurellement idéologique. Elle vit de la séparation de l'objet et du sujet. C'est parce que la dissolution de l'objectivité constitue un *sujet* en tant que tel, et qui se considère ainsi, que l'idéologie (invention, liberté, projet et projection) est inhérente à sa définition et son action [38](#).

N'ayant aucune base objective développée précédemment, le communisme est une production prise dans la contradiction d'un rapport contradictoire objectif dont le dépassement doit se produire alors comme la formalisation consciente et volontaire d'un projet car le procès de la révolution récuse toujours son état présent comme étant son aboutissement. Projet *idéologique* car il récuse son fondement objectif *dans son état présent* comme étant sa raison d'être, il place le futur, *le devoir-être*, comme compréhension du présent et comme pratique dans le moment actuel.

Dans la révolution communiste, toutes les configurations sociales (les formes qui faisaient société) se mettent à tomber dans le vide et même des situations antérieures, des contradictions que l'on croyait dépassées, relevant de modes de production antérieurs au mode de production capitaliste resurgissent. Nous en sommes actuellement à augurer la possible survenue dans la crise, du fait des caractéristiques du cycle de luttes et de la nature historique spécifique de cette crise, de pratiques constituant une *conjoncture* révolutionnaire. La conjoncture révolutionnaire c'est la transgression interne des lois de reproduction du mode de production, parce que les lois qui mènent le développement du mode de production capitaliste n'ont de finalité *que du point de vue d'un acteur intérieur à ces lois* [39](#). Les lois qui mènent le capitalisme à sa perte ne produisent pas un idéal dont on attend la venue avec fatalisme, cette finalité est une organisation immanente de la lutte des classes que les luttes du prolétariat peuvent *pratiquement* déchiffrer. Ce déchiffrement est une organisation pratique des luttes selon les cibles et les enjeux de la cristallisation

mouvante des dominantes, de leur relation et autonomie vis-à-vis de la détermination des rapports de production, c'est une conjoncture révolutionnaire.

Nous écrivions plus haut : « Il y a de l'aléatoire, de la rencontre, des choses de l'ordre de l'événement dans une conjoncture : un dénouement qui se produit et se reconnaît dans l'accidentel de telle ou telle pratique. Ainsi une conjoncture se présente comme ce qui arrive dans la mesure où "ce qui arrive" forme la condition particulière de ne pas savoir "ce qui peut arriver", elle est le moment où peut s'exercer la puissance de faire de "ce qui est" plus que ce qu'il contient, de *créer* en dehors des enchainements mécanistes de la causalité ou de la téléologie du finalisme. » Cette puissance est projet, elle est idéologie.

Dans l'objectivité du processus révolutionnaire, le communisme est projet [40](#), c'est la forme idéologique du combat dans laquelle il est mené jusqu'au bout.

ANNEXE

ATTENTION QUAND IL S'AGIT DE CONJONCTURE, L'ANNEXE PEUT ÊTRE L'ESSENTIEL.

On trouvera à la suite un texte/tract diffusé à Athènes après la manifestation du 19 novembre 2011 et un bref commentaire de ce texte/tract.

is toi aucun rouage ne tourne...

« *Dans la situation actuelle, les gens ne descendront dans la rue que quand ils auront peur. Et ils descendront d'un coup, tous ensemble... A ce moment-là on va dresser en face d'eux le Parti communiste pour qu'il les arrête.* » Ce pronostic étonnamment exact a été émis en 2007 par un vieux trotskiste lors d'une discussion de café. Dans ce texte nous allons nous efforcer de comprendre ce que signifie pour l'évolution de la lutte des classes en Grèce le positionnement du Parti communiste grec (KKE) ouvertement en tant que police [41](#) – l'important événement du 20 octobre – et quel est son rapport avec l'évolution de la crise.

Nous allons commencer notre analyse en tentant une lecture critique de la position de base de tous ceux qui qualifient l'attitude du PC comme une « trahison de la classe ouvrière » et qui plus est pourquoi les défenseurs de cette position regrettent que « nous nous battions *entre nous* ». Ce point de vue semble ignorer ou oublier quel est le rôle du KKE dans la lutte des classes en Grèce. Mais en fait il ne s'agit pas d'une inattention. Il ne s'agit pas non plus d'une omission ni d'une méprise. Ce que cette conception ne perçoit pas est déterminé par l'essence de ce qu'elle voit, par la structure de sa vue, par le noyau même de son contenu. Ce qu'elle voit c'est la révolution comme triomphe de la classe ouvrière, la transformation de la société capitaliste en société d'ouvriers, bref la révolution telle que le KKE aussi prétend la concevoir (avec lui-même à la place des patrons, s'entend). C'est pourquoi cette critique accuse le KKE de « trahison » dans la recherche d'un *but commun*. Elle considère même que le KKE trahit l'objectif commun de la société ouvrière « libre » parce que, de par sa pratique et son discours, il met en avant la

constitution de la forme politique d'un État ouvrier aux dépens de l'autogestion ouvrière de la production. C'est en ce sens que cette critique s'insurge contre l'utilisation par le KKE du slogan « Sans toi aucun rouage ne tourne – *Ouvrier*, tu peux faire sans patrons. »

Quoique cela puisse paraître paradoxal au premier abord, c'est dans ce slogan que se trouve la substance de l'évènement du 20 octobre. Le contenu de ce slogan exprime le point de vue du KKE (et pas *seulement* lui, ce qui est très important) dans l'affrontement qui se produit historiquement dans la période actuelle entre les pratiques de la lutte de classe. Quand on lit attentivement ce slogan, on voit que le mot *ouvrier* donne la clé pour la compréhension du contenu de la révolution d'après le KKE (et pas seulement). Cette révolution n'abolit pas l'ouvrier en tant qu'ouvrier, elle n'abolit pas le prolétaire, elle n'abolit pas les « rouages », c'est-à-dire qu'elle n'abolit pas la production de la valeur. Au contraire, elle appelle l'ouvrier à se battre (ou à se ranger comme un mouton derrière les bergers, dans le cas du KKE) pour continuer à être ouvrier, à « faire tourner les rouages ». L'expression utopique « sans patrons » signifie « de sa propre initiative », donc ayant des patrons qui seront eux aussi des ouvriers (soi-disant maîtres d'eux-mêmes) ou alors ayant comme patron le « parti des ouvriers ». Derrière la pratique opportuniste du KKE s'appropriant un « slogan des anarchistes » se trouve la substance du maintien du travail comme activité séparée des humains après la révolution, avec tout ce que cela entraîne.

L'attitude du KKE, consistant à défendre – dans ce moment critique pour le capital et l'État – le Parlement et la police contre les attaques d'une fraction du prolétariat, est parfaitement compatible avec ce slogan. D'autant plus que ces attaques contre l'État et la propriété ne deviennent possibles qu'en étant soutenues par une très grande partie du prolétariat, comme cela est apparu clairement le 19 octobre. La défense du travail ne peut se faire dans un vide historique, il n'y a pas de forme anhistorique du travail (comme le laisse entendre le slogan « Nous voulons du travail, pas du chômage », etc.). Il s'agit forcément de la défense du travail tel qu'il se trouve constitué dans le présent historique. Et par la suite, la révolution d'après le KKE sera la restructuration du travail sur la base de ses termes historiquement déterminés (d'ailleurs c'est ce qu'ont fait les bolcheviques quand ils ont pris le pouvoir en Russie en prenant part à la révolution prolétarienne de 1917, et ce qu'ont essayé de faire les syndicalistes de la CNT quand ils ont assumé la gestion des usines après l'insurrection prolétarienne de l'Espagne en 1936). Si nous combinons ces conclusions avec la stratégie du KKE – revendiquer pour soi-même un rôle de plus en plus important dans la reproduction de la classe ouvrière, donc se renforcer en tant que mécanisme de reproduction des rapports capitalistes qui opère en parallèle avec l'État ou parfois comme « rouage » de la machine étatique – alors il devient patent, dans le cadre de l'importance grandissante de la répression pour la reproduction de la classe ouvrière, que le KKE *doit* jouer le rôle de la police.

Et à propos de ceux qui se sont attaqués au KKE ? Car si l'on suit cette ligne de pensée, comment expliquer qu'une partie de ceux qui se sont attaqués à la fraction rouge de la

police, qui leur barrait la route vers sa fraction kaki, partagent dans une grande mesure la conception du KKE sur la révolution ? Ceux qui leur reprochent de seulement se disputer avec le KKE pour le contrôle de l'avenue Amalias et – par extension – pour la direction politique du mouvement ont-ils raison ? Ce point de vue est en partie fondé, mais l'erreur se trouve déjà dans le contenu de la question (qui doit prendre la direction politique du mouvement ?). La substance de l'évènement du 20 octobre se cache sous la surface de cet affrontement politique. La réponse à la question de savoir *pourquoi cet affrontement se produit, quel est son contenu réel et pourquoi il arrive à constituer un problème central de la* *lutte de classe* [42](#) *dans plusieurs pays* ne peut être cernée que si l'on arrive à sortir de la bipolarisation gauche/anarchistes (qui est une bipolarisation des révolutions passées, « *la tradition de toutes les générations mortes écrasant de son poids le cerveau des vivants* »). Pour en sortir il faudrait se pencher un peu sur le contenu du camp « anarchiste », ou black-bloc, ou nommé selon les goûts de chacun (quoique la difficulté de lui trouver un nom stable démontre déjà quelque chose). Tout le monde sait que, parmi les « gens qui se battent », la partie appartenant organiquement à la structure des groupes de l'« anarchie militante » est dorénavant très petite, et de plus en plus petite à mesure que la crise s'approfondit. On sait également que, parmi ceux qui se battent, on peut dorénavant trouver des travailleurs, souvent sans que leur pratique soit dénoncée par leurs syndicats (par ex. la Fédération des Travailleurs des Collectivités Locales), des chômeurs et même des petits bourgeois (par ex. des propriétaires de taxis) qui subissent une prolétarianisation en pente raide. Les « gens » qui provoquent d'une façon ou d'une autre les émeutes de la période récente NE SONT PAS, dans leur majorité écrasante, des anarchistes organisés, et l'influence des anarchistes organisés sur eux est minime et en diminution constante. Il s'agit plutôt d'un amalgame de jeunes prolétaires (et pas que jeunes à mesure que la crise s'aggrave) qui ont un boulot précaire ou sont chômeurs, et aussi de lycéens ou étudiants. Les pratiques de ces gens, d'habitude des émeutes sans revendication précise ou dans le cadre de luttes revendicatives, expriment l'impasse actuelle de la revendication, l'absence d'avenir qui a été produite dans cette crise en tant que crise de l'existence même d'un salaire et donc crise de la reproduction du prolétariat. Ces gens NE SONT PAS des « révolutionnaires » qui se battent parce qu'ils auraient une « conscience de classe ». Ils sont les vecteurs des pratiques produites par le fait que des prolétaires sont exclus du travail, par la dégradation violente de la condition des couches moyennes, par la course folle de la crise du capitalisme restructuré, aussi bien que par la tentative d'y faire face de la part du capital avec un nouveau round d'attaque qui va jusqu'à remettre en cause l'existence même du salaire. Les pratiques de ces gens sont aussi sans issue, si on les considère du point de vue de la recherche d'une stratégie pour la victoire de la classe ouvrière et la réalisation d'une société ouvrière. Mais c'est précisément l'impasse de ces pratiques qui préfigure leur dépassement dans la lutte de classe, un dépassement qui ne signifiera pas leur imposition à l'encontre d'autres pratiques mais qui sera produit dans le

cours de leur coexistence conflictuelle avec les pratiques revendicatives. Ce dépassement ne pourra être produit qu'au stade où cet affrontement ne sera pas seulement une reproduction de la dynamique des émeutes sans revendication précise, mais aussi la prise de mesures concrètes et leur mise en œuvre. Cet affrontement se produit objectivement, et les choix quelconques des individus sont surdéterminés par l'avancée foudroyante de la crise. Il ne s'agit donc pas d'un affrontement entre anarchistes et KKE devant le Parlement, cela n'est que l'apparence et une telle compréhension ne sert que les intérêts politiques spécifiques des anarchistes *politiquement* organisés et du KKE et ses petits compagnons de route. Il y aura certainement, des deux côtés de l'« affrontement devant le Parlement », des tentatives d'en extraire de la plus-value politique, et il se peut que sur le court terme ces tentatives paraissent aboutir (et cela aussi : des deux côtés). Toutes ces tentatives consisteront à se mettre en avant comme celui qui se soucie le plus de l'« unité de la classe ouvrière », et tout deux vont se servir presque des mêmes termes dans leurs accusations réciproques. Mais le développement de la crise s'accélère, et sous peu l'évènement du 20 octobre ressemblera à un petit jeu inoffensif ne se composant que de pierres, de deux ou trois Molotov et de quelques centaines de bâtons garnis de chiffons rouges.

L'affrontement qui est apparu en termes de fétichisme politique comme un affrontement entre anarchistes et KKE devant le Parlement se produit comme un affrontement interne entre des pratiques du prolétariat dans tout le cycle de luttes qui a commencé avec la restructuration des années 80 (90 pour la Grèce). Il constitue la substance de ce cycle de luttes, et maintenant, dans la crise, toutes les contradictions qui l'ont engendré et développé se condensent et se rencontrent. Cet affrontement a été produit historiquement comme un résultat de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la lutte des classes, et n'est pas le produit de « stratégies », de « trahisons », de « conscience de classe » et autres constructions idéologiques. Les deux camps qui se forment à grande vitesse dans la condensation du temps historique ont des contours mouvants ; et ce qui semble aujourd'hui, à travers le dépassement de ses propres limites, préfigurer la révolution paraîtra demain divisé, ses contradictions internes, qui peuvent paraître aujourd'hui peu importantes, vont exploser. L'approfondissement de la crise mènera les pratiques au-delà du « stade des émeutes », dans lequel à l'évidence nous nous trouvons aujourd'hui. Les révoltés de demain (qui n'est peut-être pas si lointain) seront contraints à prendre des mesures de continuation de la lutte qui seront en même temps des mesures de survie : des mesures communistes qui toucheront le noyau de la production de plus-value et qui seront aussi l'édification de nouveaux rapports sociaux. Dans le camp qui contestera l'existence même de la valeur vont, par exemple, exploser les contradictions du militarisme et du sexisme, qui accompagnent inévitablement les émeutes. Des conflits internes viennent, de nouvelles divisions sont inéluctables.

Nous nous trouvons dans le tourbillon, il n'y a plus rien qui puisse nous sortir de là. Toute tentative de saisir la structure des rapports de notre époque, toute tentative de nous affranchir d'une conception politique de la révolution, d'une conception qui, étant *politique*, appartient au monde révolu des révolutions passées, ne manquera pas de contribuer à la critique de ce monde – d'un monde qui de toute façon tremble, qui, en tant qu'ensemble de rapports sociaux, est menacé de destruction totale par la révolution qui vient.

Des agents du chaos

Quelques mots de commentaire

Quand les camarades grecs présentent ce qu'il s'est passé lors de la manifestation du 19 novembre 2011 à Athènes, cela permet d'approcher en situation ce que nous appelons conjoncture.

Ils présentent une situation qui permet de parler de programmatisme, d'identité ouvrière, d'unité de la classe, d'asystémie de la revendication salariale, de mesures communistes, de cycle de luttes, tout cela de façon événementielle.

Cette présentation cerne le mouvement d'éclatement d'une situation en multiples contradictions, la conjonction en un « moment actuel » d'intérêts opposés et hétérogènes qui se produisent, se précisent et se dépassent dans leurs affrontements, en un mot c'est l'essence même de ce que pourrait être une *conjoncture* qui est condensée dans ces trois pages et saisie comme telle. Sous l'effet de la crise et du « pas à franchir » de la lutte de classe, la contradiction entre le prolétariat et le capital telle qu'on l'appréhende comme *immédiatement* à l'œuvre n'est plus cette contradiction simple et homogène qui était théoriquement notre objet, elle est devenue l'ensemble de ses propres déterminations, de toutes ses formes d'apparition, y compris ses formes politiques, idéologiques, juridiques, qui ne sont pas de purs phénomènes, des manifestations, mais bien ce sans quoi elle n'existe pas. Toutes les classes et surtout toutes les fonctions et dynamiques jusque-là tenues comme absorbées dans une contradiction simple entre prolétariat et capital sont maintenant révélées à elles-mêmes et aux autres. Cette hétérogénéité des « acteurs » et des projets, ces conflits, ce sont les conditions mêmes d'existence de cette contradiction. Apparaît même que la définition économique de la crise et de la situation n'est déterminante que dans la mesure où elle se désigne elle-même comme affrontements politiques, comme hétérogénéité et conflits dans la lutte entre prolétariat et capital et à l'intérieur même du prolétariat. Cette détermination économique s'impose comme efficace dans le cours historique comme politique et comme idéologie.

Nous avons dans ces quelques pages à l'œuvre l'exposition et la compréhension d'une conjoncture. Avec un peu d'humour, mais sans ironie aucune, on pourrait dire que c'est aussi beau que du Lénine dans les quelques mois précédant Octobre.

[1.](#) La Grande Guerre est le « régisseur » évoqué ici par Lénine.

[2.](#) Revendiquer l'égalité et l'absence de différence au nom d'un groupe et par l'action d'un groupe que l'on a défini comme particulier (Joan W. Scott *La Citoyenne paradoxale*, Ed. Albin Michel ; titre original *Only Paradoxes to Offer*,

Harvard University Press, 1996).

3. Aristote distingue dans l'Être, la « puissance » qui est son principe essentiel et « l'acte » qui est la manifestation présente de ce principe (entre les deux intervient la « forme »). La plupart des théories actuelles du mode de production capitaliste et de la lutte des classes sont aristotéliennes, c'est-à-dire idéalistes. Le concept, qui est un « concret de pensée » est pour elles une part concrète du réel qui se décompose en cette matière nucléaire conceptuelle (un oxymore) et la gangue, l'enveloppe des circonstances. Comme dans tous les idéalismes le processus de pensée et le concret sont assimilés et même confondus.

4. « Tant que la contradiction n'est pas apparue, les conditions dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elles permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle *ce sont donc des conditions de leur manifestation actives de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les conditions déterminées dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave. » (Marx, *L'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p. 98.)

5. Nous laissons de côté une question épineuse (peut-être parce que mal posée) : de droit (conceptuellement), aucune des deux contradictions n'a de primauté sur l'autre ; de fait (historiquement), la contradiction entre les hommes et les femmes reçoit de la lutte de classe, dans chaque période révolutionnaire, son ticket d'entrée. Cette question pourrait n'être induite que par le paradigme programmatique qui a contraint autant l'historiographie ouvrière et militante qu'universitaire.

6. A travers la baisse du taux de profit, l'exploitation est *un procès constamment en contradiction avec sa propre reproduction* : le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. C'est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est-à-dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu'en se valorisant : *la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes*. Le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe : la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital pour lequel il est *constamment nécessaire et toujours de trop* : c'est la baisse tendancielle du taux de profit, la contradiction entre surtravail et travail nécessaire (devenant contradiction du travail nécessaire).

L'exploitation est ce drôle de jeu où c'est toujours le même qui gagne (parce qu'elle est subsomption), en même temps et, pour la même raison, *c'est un jeu en contradiction avec sa règle et une tension à l'abolition de cette règle*. C'est l'objet comme totalité, le mode de production capitaliste, qui est *en contradiction avec lui-même dans la contradiction de ses éléments* parce que cette contradiction à l'autre est pour chaque élément une contradiction à soi-même, dans la mesure où l'autre est son autre. Dans cette contradiction qu'est l'exploitation, c'est alors son aspect non symétrique qui nous donne le dépassement. *Quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même nous définissons la situation et l'activité révolutionnaire du prolétariat*.

7. Agir en tant que classe c'est actuellement d'une part n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Nous appelons « écart » les situations et les pratiques qui expriment cette dualité.

8. *Le moment actuel* (Sic n° 1) ; *La théorie de l'écart* (TC 20) ; *Réponse aux américaines* (dans ce n°, TC 24).

9. « Ce qui est clair, c'est que ni le premier (le Moyen-âge) ne pouvait vivre du catholicisme, ni la seconde (Athènes et Rome) de la politique. Les conditions économiques d'alors expliquent au contraire pourquoi là le catholicisme et ici la politique jouaient *le rôle principal* [souligné par nous] » (Marx, *le Capital*, Ed. Sociales, t. 1, p. 93.)

10. Cela peut être la famille comme être de la ville ou de la campagne.

11. Cf. la longue grève des caissières de supermarchés sur les horaires pour pouvoir s'occuper de leur famille, mais aussi, dans un autre registre, les luttes sur l'avortement et la contraception : « Il y a une objection plus fondamentale à l'idée que sexualité et procréation sont naturellement liées et qu'il faut un effort humain pour les dissocier. Cette objection c'est que l'on présuppose que la sexualité humaine est naturellement hétérosexuelle et naturellement d'un type fécondant. Or, bien au contraire, il faut un effort humain, un effort culturel pour que les possibilités sexuelles

des êtres humains soient canalisées vers un type de sexualité qui produit éventuellement la fécondation et la reproduction. » (Delphy, *L'Ennemi principal*, t. 1, p.80, Ed. Syllepse.)

12. « Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste, comme aussi pour mener à bien la chose elle-même ; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, par une *révolution* ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe *dominante*, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de *balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après* [souligné par nous] et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. » (Marx, *L'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p.68.)

13. Que l'on pense à la prise des Tuileries le 10 août 1792 ou à la Commune de Paris en 1871.

14. S'il est possible de reprendre à l'école de la régulation le terme de « fordisme », il faut éviter son piège méthodologique : la transformation d'un principe d'intelligibilité de la période construit *ex post* en principe réel posé *ex ante*. Il s'agirait d'un plan qui s'est réalisé et non d'une trouvaille mise en place dans le cours de la lutte des classes, non seulement dans son origine, mais en continu. La « cohérence du régime d'accumulation » ne se limite pas à être un outil d'interprétation des enchaînements économiques et de la lutte des classes, elle se voit conférer une réalité intrinsèque. La restructuration dite fordiste s'est imposée à la suite d'une défaite ouvrière dans la guerre, la résistance et l'immédiat après-guerre, et les mécanismes de formation des salaires sont le résultat d'une dynamique conflictuelle. Dans son énoncé par les régulationnistes, le « compromis fordiste » se présente comme une régulation *présidant* à un type de croissance capitaliste, la « régulation » apparaît comme première et non comme le résultat *a posteriori* des conflits de classes (ce qui signifie qu'il n'y a pas de « régulation » dans le sens régulationniste que les auteurs utilisent).

15. La classe capitaliste achète pour son usage global une certaine somme de travail productif – par l'intermédiaire de l'État ou d'organismes paritaires, et de plus en plus d'organismes privés dont c'est la fonction – et en complète la valeur selon l'usage qu'en fait tel ou tel capitaliste. Le salaire devient non le paiement d'une force individuelle à partir d'elle-même, mais une quote-part de la valeur générale de la force de travail disponible. La force de travail est alors présupposée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capital), mais réellement en ce que le capital paie sa reproduction individuelle *en dehors même de sa consommation immédiate qui pour chaque force de travail est accidentelle*. Le capital n'est pas soudain devenu philanthrope, dans chaque travailleur il reproduit quelque chose qui lui appartient : la force productive générale du travail devenue extérieure et indépendante de chaque travailleur et même de leur somme. Inversement, la force de travail directement en activité, consommée productivement, voit son travail nécessaire, lui revenant en fraction individuelle, défini non par les besoins exclusifs de sa propre reproduction, mais en tant que fraction de la force de travail générale (représentant la totalité du travail nécessaire), fraction du travail nécessaire global. *Il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité.*

16. Nous qualifions spécifiquement l'étape actuelle de la crise de crise du rapport salarial. « Mais cette crise structurelle (du rapport salarial) prépare une crise de la création monétaire (crise du mode de production capitaliste ayant les formes spécifiques de la phase d'accumulation caractérisée par la financiarisation de la valorisation et les modifications monétaires structurelles initiées en 1971) qui, dans la crise du rapport salarial dans laquelle elle s'inscrit, conserve et dépasse cette dernière en devenant *crise de la valeur*. Crise de l'activité humaine comme commensurable. Crise de la création monétaire et crise du rapport salarial se construisent réciproquement l'une dans l'autre. Dans le mode de production capitaliste, la valeur n'est la forme sociale généralisée des produits dans l'échange que parce qu'elle est valeur en procès, parce qu'elle ne se perd jamais grâce à l'échange avec la force de travail. La crise de la création monétaire, crise de la monnaie comme forme autonomisée de la valeur, n'est pas seulement une crise de la circulation, une crise des échanges, mais une crise de l'échange de marchandises en tant que ces marchandises sont capital, c'est-à-dire sont porteuses de plus-value, de temps de travail excédentaire. Une crise de la création monétaire advenant historiquement comme crise du rapport salarial ou une crise du rapport salarial comme crise monétaire est une crise de la valeur comme capital ou du capital comme valeur, c'est-à-dire, en synthèse, une crise de la valeur en procès : la seule crise de la valeur. Cette conjonction n'était pas inscrite de toute éternité dans le concept de capital mais advient comme crise d'une phase spécifique du mode de production capitaliste. L'unité, comme crise de la valeur, de la crise de la création monétaire intégrant la crise du rapport salarial désigne alors, en tant que crise de la valeur, le capital comme contradiction en procès comme son contenu historique concret. [...] être une contradiction en procès est pour le capital sa dynamique même, mais cette dynamique devient, *saisie dans les caractéristiques immédiates de cette crise*, la contradiction du jeu qui abolit sa règle. » (*Le moment actuel*, SIC 1, pp. 111-112.)

17. Il ne s'agit pas ici, en aucune façon, de « parasitisme » du capital financier sur le capital productif, cf. *Too Much Monkey Business* TC 22.
18. Contradiction dans le capitalisme financiarisé entre l'augmentation du taux de profit et celle du taux d'accumulation, cf. *Too Much Monkey Business*, TC 22, p.117.
19. Cf. Louis Martin, *Je lutte des classes. Le mouvement contre la réforme des retraites en France, automne 2010*, Ed. Senonevero, 2012.
20. Sur cette dialectique de la généralité et de la particularité de la lutte des sans-papiers, cf. Roland Simon, *Le Démocratisme radical*, Ed. Senonevero, pp. 169-207. L'analyse se réfère aux mouvements de l'hiver 1996-1997.
21. L'auteur indique en note que neuf femmes équatoriennes sur dix immigrées en Espagne sont engagées dans le travail domestique et ajoute que « le pourcentage est encore plus élevé dans le cas de celles qui n'ont pas de papiers en règle. » Ce qui est intéressant même si cela ne laisse qu'une faible marge pour le « encore plus ».
22. Dans *Machete*, un film remarquable sur l'émigration mexicaine aux États-Unis, un milicien qui patrouille sur la frontière, dans un éclair de lucidité, se demande qui, à ce prix, va s'occuper de sa vieille mère s'il élimine tous les clandestins.
23. En outre, l'auteur relève plus loin que lorsque des mères laissent des enfants derrière elles, ce sont essentiellement des femmes qui s'en chargent, des membres de la famille. Aux Philippines, grand pays pourvoyeur de main-d'œuvre féminine selon un système institutionnalisé par l'État, « l'idéologie de la domesticité des femmes reste intacte » (Gioconda Herrera, *Etudes sur les migrations des femmes équatoriennes*.)
24. En Espagne ou en Italie, l'emploi de femmes étrangères comme domestiques ne touche pas seulement les classes moyennes mais aussi une partie de la classe ouvrière.
25. cf. Théo Cosme, *Les Emeutes en Grèce*, Ed. Senonevero, 2010.
26. Comme les Arméniens et les Azerbaïdjanais qui s'entretuent chez eux et deviennent des « Caucasiens » à Moscou.
27. L'exploitation est constituée de trois moments : le face-à-face de la force de travail et du capital, la subsumption du travail sous le capital, la transformation de la plus-value en capital additionnel. Ici, c'est ce troisième moment que nous prenons plus particulièrement en compte. Cette transformation de la plus-value en capital additionnel n'est jamais acquise : de par la concurrence bien sûr au niveau le plus superficiel, aussi de par le fait que cette transformation implique la rencontre du capital marchandise et de l'argent comme capital ou moyen de circulation (c'est la possibilité générale des crises), mais surtout parce qu'elle implique la transformation sous-jacente de la plus-value en profit, donc le rapport de la plus-value au capital total engagé et, dans le renouvellement des cycles de production, l'augmentation de la composition organique. La baisse du taux de profit est constamment l'angoisse au cœur de l'autoprésupposition ou, sans littérature, le caractère jamais acquis de cette transformation de la plus-value en capital additionnel, et donc du renouvellement du procès.
28. Dans de nombreux textes antérieurs, nous avons utilisé le terme d'« illégitimité », si nous préférons le terme d'« asystémie », c'est pour éviter la connotation morale d'illégitimité ou simplement la compréhension étrange mais possible selon laquelle les prolétaires « ne devraient pas » revendiquer. Cependant « illégitimité » renvoie aussi à quelque chose de réel : la construction et la condamnation, parfois idéologiquement efficace, par la classe capitaliste, de la revendication salariale.
29. Voir Sedasy, *En passant : dualisme, dernières nouvelles*, in blog *Restructuration sans fin*. En règle générale, ce blog présente d'excellents commentaires théoriques en quasi temps réel de l'actualité sociale et économique.
30. Avec quelques modifications, nous avons repris ici quelques lignes du texte *Du kochari, du jasmin et de la Charia* publié dans ce même numéro de *Théorie communiste*.
31. Il est normal que, comme « prix du travail », le salaire en appelle à l'injustice de la distribution, car en tant que tel il n'est plus la seule source de valeur mais un revenu attaché à un facteur de la production au côté du capital et de la terre, qui eux aussi sont alors attachés à un revenu.
32. A la place de « personnalisation », le terme de « naturalisation » aurait pu convenir, mais nous préférons conserver ce dernier terme pour la production de la catégorie « femmes ».
33. Sur la conjonction race/genre, voir, dans ce numéro de la revue, le texte *Notes sur le black feminism*.
34. Il dépend des modalités d'extraction du surtravail dans tel ou tel mode de production (cf. Marx, *Manuscrits de 1861-1863*, Ed. Sociales, pp.138-139) que l'économie en tant qu'instance déterminante soit également, dans l'autoprésupposition du mode de production, instance dominante (voir note 9).
35. « Aussi me déclarais-je ouvertement disciple de ce grand penseur [Hegel : contre la mode allemande à ce moment-là de le traiter en « chien crevé », nda], et, dans le chapitre sur la théorie de la valeur, j'allais même jusqu'à me

trouver parfois en coquetterie avec sa manière particulière de s'exprimer. » (Marx, *Postface à la deuxième édition allemande du « Capital »*, 1873). En allemand, le même mot peut se traduire par « coquetterie » ou par « flirt ».

[36.](#) « Les catégories de l'économie bourgeoise sont des formes de l'intellect qui ont une vérité objective en tant qu'elles reflètent des rapports sociaux réels. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t. 1, p. 88.)

[37.](#) « Le défaut principal, jusqu'ici, de tous les matérialismes (y compris celui de Feuerbach) est que l'objet, la réalité effective, la sensibilité, n'est saisi que sous la forme de l'*objet ou de l'intuition* ; mais non pas comme *activité sensiblement humaine*, comme *pratique*, non pas de façon subjective. »

[38.](#) Il faut cependant être très vigilant au statut accordé à cette distinction entre sujet et objet, aucun des deux ne tient son existence de lui-même ou même de leur réciprocité. En effet, la lutte du prolétariat et même la révolution ne sont pas l'irruption d'une subjectivité (plus ou moins libre, plus ou moins déterminée) mais un moment du rapport du mode de production capitaliste à lui-même à l'intérieur de lui-même, ceux qui voient là de l'objectivisme oublient seulement que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste et que celui-ci est lutte des classes. On ne peut isoler la question du rapport entre la situation objective et la subjectivité de l'auto-contradiction du mode de production capitaliste. Le sujet et l'objet dont nous parlons ici sont des moments de cette auto-contradiction qui dans son unité passe par ces deux phases opposées (unité de moments promus à l'autonomie).

[39.](#) C'est en tant qu'il est pratique du prolétariat que le jeu abolit sa règle : « *Quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même nous définissons la situation et l'activité révolutionnaire du prolétariat.* » (*Le moment actuel*, Sic n° 1, pp. 135-136). Voir également la note 7.

[40.](#) La présentation qui est faite ici du *projet* comme idéologie nécessaire dans le cours de la révolution revient en l'infléchissant et la développant sur la critique du « projet révolutionnaire » faite dans TC 20, pp. 63-66.

[41.](#) Ce n'est pas seulement interdire aux manifestants l'accès à l'avenue Amalias qui définit la pratique du KKE comme policière. De nombreux documents prouvent que le KKE a protégé le mur de plexiglas dressé par la police avenue Vassilissis Sofias et le bâtiment du Parlement de façon très spécifique et ciblée, c'est-à-dire sans qu'il y ait aucune « population non-combattante » du KKE derrière le service d'ordre.

[42.](#) Tellement central en Grèce qu'il repousse l'assassinat d'un manifestant par la police à l'arrière-plan. La police de l'État a utilisé une telle quantité de gaz lacrymogènes qu'elle a réussi à assassiner un de ceux qui défendaient la classe ouvrière en montant la garde devant le Parlement. Dans plusieurs pays, surtout de la première zone du capital (derniers exemples l'Italie et les États-Unis), l'affrontement apparaît sous la forme du bipôle émeutes d'une part, occupations et manifestations « pacifiques » de l'autre.

RÉPONSES AUX AMÉRICAINES

À LA SUITE DE LA PUBLICATION DANS TC 23 DU TEXTE "DISTINCTION DE GENRES, PROGRAMMATISME ET COMMUNISATION", DES CAMARADES AMÉRICAINES NOUS ONT FAIT PARVENIR QUATRE QUESTIONS RELATIVES À CE TEXTE. CE SONT LES RÉPONSES À CES QUATRE QUESTIONS QUI CONSTITUENT LE TEXTE QUI SUIT.

SI LE TEXTE DE TC 23 EST À L'ORIGINE DES QUESTIONS ET DES RÉPONSES, CES DERNIÈRES NE FONCTIONNENT PAS MOINS COMME UN TEXTE AUTONOME QUI SE DIFFÉRENCIE DU TEXTE PRÉCÉDENT SUR UN POINT ESSENTIEL DE LA PROBLÉMATIQUE : DANS LE TEXTE DE TC 23, LA RÉVOLUTION ÉTAIT SUSPENDUE AU DÉPASSEMENT DE LA CONTRADICTION ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, C'EST-À-DIRE TOUT SIMPLEMENT À LA DISTINCTION DE GENRES, C'EST-À-DIRE, ENCORE PLUS SIMPLEMENT, À L'EXISTENCE MÊME DE QUELQUE CHOSE QUI SOIT DES HOMMES ET DES FEMMES ; ICI, COMME DANS LE TEXTE "TEL QUEL" PUBLIÉ DANS CE NUMÉRO DE TC, LE DÉPASSEMENT DE CETTE CONTRADICTION N'EST PAS POSÉE COMME UNE CONDITION DE LA RÉUSSITE DE LA RÉVOLUTION MAIS, DE FAÇON DISTINCTE ET CONJOINTE À LA CONTRADICTION ENTRE LES CLASSES, ELLE CONSTRUIT AVEC ELLE LA DYNAMIQUE DU CAPITAL COMME CONTRADICTION EN PROCÈS. DE CONDITION À UNE RÉUSSITE QUI SERAIT SUSPENDUE À ELLE, ELLE EN DEVIENT, DANS SA SPÉCIFICITÉ, DÉFINITOIRE.

Nous répondrons à ces quatre questions dans l'ordre où elles sont formulées, cependant la réponse à la deuxième question est parfois nécessaire pour comprendre la réponse à la première.

POURQUOI TOUTES LES SOCIÉTÉS DE CLASSES DÉPENDENT-ELLES DE L'AUGMENTATION DE LA POPULATION COMME PRINCIPALE FORCE PRODUCTIVE ?

Si toutes les sociétés jusqu'à aujourd'hui reposent sur l'augmentation de la population comme principale force productive, c'est précisément parce qu'elles sont des sociétés de classes. Dans toutes les sociétés, le travail apparaît comme la différence dans l'activité productive entre les personnes entre son aspect individuel et son aspect social, par là l'aspect social du travail acquiert une existence autonome des individus et de leur activité propre à chacun.

La non-coïncidence dans le travail en ce qu'il est activité individuelle et activité sociale est un fait historique de toutes les sociétés humaines jusqu'à nos jours qui n'a pas à être théoriquement produit (mais analysé) sous peine de vouloir expliquer *pourquoi* il y a eu de l'histoire (ce qui se résout toujours en une téléologie). De cette non-coïncidence découle que la société doit se représenter à elle-même comme quelque chose d'extérieur dans sa propre scission. Cela inclut alors la contrainte au surtravail comme nécessité, dans la reproduction de cette scission, de l'existence matérielle de la classe qui, comme non-travailleur, représente la société. Travailleur, non-travailleur et surtravail n'existent pas l'un sans l'autre.

Si malgré la diversité des rapports de production et de leurs combinaisons historiques en modes de production, on élimine les formes spécifiques et les différences entre ces modes de production pour ne retenir que ce qui leur est commun, ce point commun essentiel est le fait que : « si l'on prend une production sociale quelconque (...) on peut toujours distinguer entre la partie du travail dont le produit est directement consommé individuellement par les producteurs et leurs familles et une autre partie – abstraction faite de la portion entrant dans la consommation productive – qui est toujours du surtravail, dont le produit sert à satisfaire les besoins généraux de la société, quelle que soit la distribution du surproduit et *quelque personne que ce soit qui fasse office de représentant de ces besoins sociaux* (souligné par nous). » (*Le Capital*, Ed. Soc., t.8, p.252). Le capital n'a point inventé le surtravail, partout où une partie de la société possède le monopole des moyens de production, le travailleur, libre ou non, travailleur comme « individu objectif » dont l'appartenance à une communauté est la condition préalable à son activité de travailleur ou « individu contingent »¹, est forcé d'ajouter au temps de travail nécessaire à son propre entretien un surplus destiné à produire la subsistance du possesseur des moyens de production. La distinction entre travail nécessaire et surtravail peut même

s'étendre aux sociétés « sans classes » qui ne sont en fait que des sociétés où les classes existent dans un autre élément que l'économie.

Il ne peut y avoir surtravail sans une productivité du travail permettant de le prolonger au-delà du temps nécessaire au producteur pour se procurer son entretien, et une augmentation de ce surtravail sans une croissance de la population. Mais ce n'est jamais cette productivité, quelle qu'en soit le degré, qui est la cause de la plus-value et de l'exploitation, le surtravail implique sous une forme ou une autre un rapport d'exploitation parce qu'il implique une différenciation sociale entre individuel et social. Ainsi dans chaque mode de production, cette croissance de la population comme force productive, de même que la productivité du travail, *se meut dans des contradictions dues aux nécessités mêmes de la reproduction des conditions de cette exploitation*. L'augmentation de la population comme principale force productive dans toutes les sociétés de classes parce qu'elle est une détermination du surtravail est une nécessité qui se meut dans les contradictions spécifiques à chaque mode de production qui en font une nécessité.

Surtravail et exploitation sont données simultanément et : « Cela n'a jamais lieu sans l'aide de la force qui soumet l'un à l'autre (travailleur et non-travailleur, même si c'est la communauté qui apparaît en tant que tel, nda) » (*ibid*, t.2, p.185). Si une partie de la société peut réaliser ce coup de force contre une autre partie c'est que, dans aucune forme sociale jusqu'à aujourd'hui, l'activité sociale et l'activité individuelle n'ont coïncidé. Quelles que soient les formes de société, la communauté, l'activité sociale, ont toujours pris une forme indépendante et autonome par rapports aux individus dont elles sont la communauté. Cela peut être le rapport de parenté, l'ancêtre commun, le totem, la religion des ancêtres, les « forces de la nature ». Il n'y a pas de fonctions sans agents, cette forme sociale indépendante peut même être l'assemblée de tous les membres de la communauté, cela n'empêche que cette assemblée n'est jamais la simple somme de ses éléments. *Et partout cette communauté est représentée par les hommes vis-à-vis des femmes*.

Déjà, dans les sociétés paléolithiques, les rituels mortuaires montrent des hiérarchisations sociales marquées. Sur cette base, au cours de la néolithisation, se forment les premiers Etats théocratiques (autour des temples à Sumer) formalisant et approfondissant le coup de force déjà présent dans toutes les formes sociales antérieures. Au chalcolithique, les inégalités se rigidifient devenant héréditaires, au moment où les échanges s'organisent sur de vastes espaces et que la métallurgie, la roue, le chariot et le char, la domestication du cheval modifient qualitativement la force productive du travail. A parler clair : le « communisme primitif » est une vaste blague et les questions posées en termes d'origine sont toujours suspectes.

Pour aller à *l'essentiel*, un mode de production déterminé consiste alors dans la reproduction des contraintes que condense l'appropriation du surtravail ou, dit autrement, dans l'ensemble des conditions sociales qui déterminent et reproduisent le mode spécifique d'exploitation. A l'époque capitaliste, l'appropriation du surtravail

s'opère dans des formes directement économiques, à d'autres périodes les rapports de parenté, la religion ou directement la division sexuelle de la communauté, fonctionnent comme rapports de production, c'est en restituant les conditions et les effets de cette articulation complexe (où l'économique ne se donne pas toujours en clair comme on serait tenté de le chercher en transposant simplement les conditions capitalistes sur les modes de production antérieurs) et non en empilant des superstructures sur des infrastructures que l'on construit un mode de production.

Cette division de la société (sur la base du caractère social de l'activité qui existe distinctement de son existence comme activité individuelle) entre travailleurs et non-travailleurs se double immédiatement d'une autre division qui lui est *interne* mais dont les termes ne se recouvrent pas : *une division genrée de la société*.

Le « contrôle des naissances », le contrôle de la principale force productive qui est l'augmentation de la population et donc le contrôle de celles qui en sont les productrices, est la condition première de ce surtravail. L'autonomisation du caractère social de l'activité est en elle-même l'existence d'une contrainte au surtravail et construit comme distinction sociale des caractéristiques anatomiques. Partir de la reproduction (biologique) et de la place spécifique des femmes dans cette reproduction c'est présupposé comme donné ce qui est le résultat d'un processus social, le point de départ (puisqu'en avoir un fait partie des tares nécessaires de la production théorique) est ce qui rend cette place spécifique comme construction et différenciation sociale : les modes de production jusqu'à aujourd'hui. L'augmentation de la population comme principale force productive n'est pas plus un rapport naturel que n'importe quel autre rapport de production. En effet, jusqu'au capital inclus où la chose devient contradictoire, la source principale de ce surtravail est bien sûr le travail ce qui signifie l'augmentation de la population. La nécessaire appropriation du surtravail, phénomène purement social (le surtravail ne tient pas à une supposée surproductivité du travail) crée les genres et la pertinence sociale de leur distinction sur un mode sexuel et *naturalisé*. Posséder un utérus ne signifie pas « faire des enfants », pour passer de l'un à l'autre il faut tout un dispositif social d'appropriation et de mise en situation (de mise en fonction) de « faire des enfants »², dispositif par lequel les femmes existent. Posséder un utérus est une *caractéristique* anatomique et non déjà une *distinction*, mais « faire des enfants » est une distinction sociale qui fait de la *caractéristique* anatomique une *distinction naturelle*. Il est dans l'ordre de cette construction sociale, de ce dispositif de contrainte, de toujours renvoyer ce qui est socialement construit, les femmes, à la biologie. Sans cette mise en fonction, avoir un utérus est une caractéristique anatomique et non une distinction : l'utérus ne fait pas plus la femme que la mélanine fait l'esclave. De même que pour le capital apparaître comme chose est une manifestation de soi, fait partie de son être, il ne serait pas rapport sans apparaître comme chose ; de même que la valeur de la force de travail ne serait pas telle sans apparaître comme prix du travail ; de même la production de la catégorie sociale femmes ne serait pas telle sans être

naturalisée et le rapport entre hommes et femmes ne saurait être un rapport social sans apparaître comme naturel.

Que l'on soit en Amazonie, aux îles Trobriand (Malinowski), à Athènes ou à New-York, qu'il y ait autonomisation seulement comme forme de la communauté ou comme division de classes, il y a surtravail et donc travail, et ainsi il y a la population comme principale force productive. Par là-même, il y a distinction de genres, création des femmes³ par la mise en fonction sociale et l'appropriation de la capacité reproductive biologique de certains individus, c'est-à-dire création des femmes par tout un dispositif de violence sociale qui les définit, les y (à la reproduction) contraint et les y assigne (cela peut être l'interdiction d'usage de certaines armes de chasse, la conjugalité et ses violences, le travail domestique ou le temps partiel).

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE QUE LA PRINCIPALE FORCE PRODUCTIVE SOIT L'AUGMENTATION DE LA POPULATION ?

Dans un premier temps, quand on parle de « forces productives », on suggère la possibilité d'une énumération : la population, les machines, la science, etc. Mais alors, on se heurte à l'hétérogénéité des éléments à additionner. Il faut additionner les modalités d'application de la science, les capacités techniques de la population (phénomène historique), une organisation du travail, une organisation sociale de la production (l'usine) et pourquoi pas l'intervention de l'Etat, la puissance du crédit. Il y a impossibilité à faire coïncider le concept avec des catégories reliées par dénombrement et addition. Si, d'un autre côté, les forces productives « se développent », c'est qu'elles ont une mesure. La mesure c'est la productivité du travail. *Les forces productives* ne se comprennent que dans une synthèse qui n'est pas le résultat d'une addition et qui ne se résout pas dans un dénombrement. Cette synthèse c'est *la force productive du travail*.

« Mais le développement de la force productive du travail contribue indirectement à augmenter la valeur capital existante en multipliant la masse et la diversité des valeurs d'usage qui représentent la même valeur d'échange et constituent le substrat matériel du capital, ses éléments concrets, les objets matériels qui composent directement le capital constant et, au moins indirectement le capital variable. Avec le même capital et le même travail, on crée davantage d'objets susceptibles d'être convertis en capital, abstraction faite de leur valeur d'échange ; objets qui peuvent servir à absorber du travail additionnel aussi, et donc peuvent servir à créer du capital additionnel. La masse de travail que le capital peut commander ne dépend pas de sa propre valeur, mais de la masse des matières premières et auxiliaires, de l'outillage mécanique et autres éléments du capital fixe, des substances qui le composent, quelle que soit la valeur de ces composantes. Quand s'accroît ainsi la quantité du travail employé, donc du surtravail, la valeur du capital reproduit et celle de la valeur supplémentaire nouvellement ajoutée s'accroissent aussi. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.6, p.261)

Définies synthétiquement comme *force productive du travail* on comprend que les forces productives « se développent » mais surtout comment. Le capitalisme n'a pas « libéré le développement les forces productives », il a imposé aux forces productives un type de développement déterminé dont le rythme et l'allure lui sont propres, y compris en ce qui concerne la population. Pour le capital, l'augmentation de la force productive du travail ne s'applique pas de façon absolue : « Pour le capital, cette productivité est augmentée non quand on peut réaliser une économie sur le travail vivant en général, mais seulement quand on peut réaliser sur la fraction payée du travail vivant une économie plus importante qu'il n'est ajouté de travail passé... (...) Du reste, c'est seulement dans le mode de production capitaliste que doit s'accroître absolument le nombre de salariés, en dépit de leur diminution relative. Pour lui, des forces de travail sont en excédent dès lors qu'il n'est plus indispensable de les faire travailler de douze à quinze heures par jour. Un développement des forces productives qui réduirait le nombre absolu des ouvriers, c'est-à-dire permettrait en fait à la nation tout entière de mener à bien en un laps de temps moindre sa production totale, amènerait une révolution, parce qu'il mettrait la majorité de la population hors du circuit. Ici encore apparaît la limite spécifique de la production capitaliste... (...) La limite de cette production c'est le temps excédentaire des ouvriers. L'excédent de temps absolu dont bénéficie la société ne l'intéresse nullement. Pour elle, le développement de la force productive n'est important que dans la mesure où il augmente le temps de surtravail de la classe ouvrière et non pas où il diminue le temps de travail nécessaire à la production matérielle en général ; ainsi il se meut dans des contradictions. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Soc., t.6, pp.274-275-276). La loi de population du mode de production capitaliste est gouvernée par la relation entre le travail nécessaire et la capacité du capital à transformer le temps superflu en surtravail.

La synthèse théorique des forces productives se résout dans la force productive du travail et son développement en loi de population. Elles sont une relation d'appropriation (et non de propriété) entre les moyens de production, l'objet du travail et les producteurs (incluant ici les non-travailleurs en tant qu'organiseurs de la production). Une relation d'appropriation et non un rapport de production (l'usine, par exemple, est le produit spécifique du capitalisme et de ses rapports de production – cf. la subsomption réelle comme mode de production spécifiquement capitaliste –, mais elle n'est pas elle-même les rapports de production qui la constituent) car si cette relation a bien lieu à l'intérieur du mode de production et si sa forme et son rythme de développement sont bien déterminés par ce mode de production, ce n'est pas un *rapport* qui se retrouve et se perpétue dans cette relation d'appropriation mais le rétablissement de *l'unité* telle que les rapports de production la détermine (l'ouvrier est réuni avec l'objet et les moyens de travail quand il a cessé de s'appartenir). Et nous en revenons au travail et à la population.

Si nous pouvons parler de la population comme principale force productive c'est seulement au sens où c'est seulement elle (pas la science ou les moyens de production,

etc.) qui devient *force productive du travail*, non au sens d'une simple collection d'individus, mais dans la mesure où cette population est l'objet d'une combinaison sociale qui en fait la force productive du travail qui est le véritable concept des forces productives.

Dans le mode de production capitaliste, la principale « force productive » c'est la classe ouvrière elle-même. Cela quelles que soient les transformations du procès de production induites par le passage à la subsomption réelle du travail sous le capital : c'est toujours le travail vivant qui ramène à la vie le travail mort. C'est toujours la force productive du travail qui est la synthèse de tout ce que l'on énumère comme forces productives. Il ne s'agit pas seulement de la principale force productive *parmi d'autres* mais de leur synthèse et de leur existence même.

Le travail n'est pas une force productive tant qu'il demeure dans la subjectivité du travailleur. La classe ouvrière n'est cette « principale force productive » que dans la mesure où précisément son activité est constamment nécessaire et toujours de trop, dans la mesure où son activité est en elle-même « la contradiction du temps de travail ». Le contenu de la fameuse contradiction entre les forces productives et les rapports de production se résume à la contradiction entre la capacité pour le travail à valoriser le capital et à la remise en cause de cette capacité que sa propre effectuation implique. C'est pour cela que lorsque Marx qualifie la classe ouvrière de principale force productive, il la qualifie en tant que *classe révolutionnaire*. La « principale force productive » ne fait « éclater » des rapports de production trop étroits qu'en s'abolissant elle-même et par là tous les rapports dans lesquels elle existe et est *reproduite comme force productive* (l'abolition du rapport est l'abolition de ses termes). Ce qui n'est pas sans rapport avec la question suivante.

TC UTILISE FRÉQUEMMENT L'EXPRESSION « LE TRAVAIL EST UN PROBLÈME POUR LE CAPITAL ». EST-CE À DIRE LA CHUTE TENDANCIELLE DU TAUX DE PROFIT ? OU QUE L'ACCROISSEMENT DE SURPOPULATION POSE UN PROBLÈME DE RÉVOLTE ? OU LES DEUX ?

Le mode de production capitaliste est le premier mode de production qui a un problème avec le travail et l'augmentation de la population comme « principale force productive »⁴. Même en subsomption réelle du travail sous le capital, l'extraction de plus-value sous sa forme relative qui réduit le temps de travail nécessaire doit se combiner avec l'augmentation des journées simultanées de travail. Une augmentation du taux d'exploitation qui ne se combinerait pas avec une multiplication des journées de travail provoquerait une baisse immédiate et radicale du taux de profit.

« Comme nous l'avons vu la loi du capital c'est de créer du surtravail, du temps disponible. Il ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du *travail nécessaire*, c'est-à-dire en procédant à l'échange avec l'ouvrier. Sa tendance est donc de créer le plus possible de travail, en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital

s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. (C'est ce qui confirme notre théorie de la surpopulation et du capital en surplus.)

« De même, le capital tend à rendre (relativement) le travail humain superflu tout en le développant à l'infini. La valeur est simplement du travail matérialisé, et la plus-value (valorisation du capital) ce qui excède la partie du travail matérialisé, nécessaire à la reproduction de la force de travail. Mais *le travail est et reste la présupposition* (souligné par nous), le surtravail n'existant qu'en fonction du travail nécessaire et dans la mesure où celui-ci existe. Le capital doit donc créer sans cesse du travail nécessaire pour en extraire du surtravail : il doit l'augmenter (d'où une multiplication des journées simultanées) pour accroître son excédent : mais il doit, en même temps, abolir le travail nécessaire pour en faire du surtravail.

« En ce qui concerne la journée de travail, le processus est bien simple : 1° la prolonger jusqu'aux limites de sa possibilité naturelle ; 2° abréger toujours plus la partie nécessaire de celle-ci (ce qui revient à accroître démesurément les forces productives). Mais, si l'on considère la journée de travail dans l'espace - et le temps lui-même sous cet angle - c'est la *juxtaposition d'un grand nombre de journées de travail*.

« Plus nombreuses sont les journées de travail avec lesquelles le capital procède d'un coup à l'échange de *travail vivant* contre du *travail matérialisé*, plus grande est à chaque fois sa valorisation (le capital tend donc à augmenter la population ouvrière - passage barré -). A *un niveau donné des forces productives* (et si ce niveau est *changeant*, cela ne fait rien à la chose), le capital ne peut surmonter la limite *naturelle* constituée par la journée de travail vivant qu'en plaçant *simultanément* une journée de travail à côté de l'autre, bref en accroissant dans l'espace le nombre *des journées de travail simultanées*. (...) C'est pourquoi le capital sollicite l'augmentation de la population : le procès réel de diminution du travail nécessaire permet de mettre en mouvement du travail nécessaire nouveau (et donc du surtravail).

« En d'autres termes, *on produit des ouvriers à meilleur compte*, on produit davantage d'ouvriers en un même temps, à mesure que le *temps de travail nécessaire* ou le temps consacré à la *production de force vivante du travail* devient relativement moindre. Toutes ces formules sont identiques. (Au demeurant, l'accroissement de la population augmente la force productive du travail, ne serait-ce qu'en permettant une division et une coopération plus grande du travail. L'accroissement de la population est une *force naturelle* du travail : elle ne se paie pas. A ce niveau, nous appelons *force naturelle* la *force sociale*. Toutes les *forces naturelles du travail en société* sont des produits historiques.)

« Par ailleurs, comme autrefois pour la journée de travail, le capital tend aujourd'hui à ramener au minimum les nombreuses journées de travail nécessaires, posées simultanément (que l'on peut réduire à *une seule*, si l'on n'a en vue que la valeur) ; autrement dit, il s'efforce de les remplacer autant que possible par du travail qui n'est *pas*

nécessaire. Alors qu'auparavant il diminuait les heures de travail nécessaires pour une journée de travail, il diminue maintenant le temps nécessaire pour l'ensemble du temps de travail. (S'il faut 6 jours pour produire 12 h. de travail excédentaire, le capital fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il n'en faille plus que 4. On peut considérer les 6 jours de travail comme une seule journée de 72 h. S'il parvient à réduire le temps nécessaire de 24 h., il aura supprimé 2 jours de travail - c'est-à-dire deux ouvriers. Mais, le nouvel excédent de capital ne peut être mis en valeur que s'il continue son échange avec du travail vivant. Ainsi, le capital s'efforcera d'augmenter la *population ouvrière* en même temps qu'il diminue constamment la partie nécessaire du travail de celle-ci (et en met une partie en réserve).

« Au reste l'augmentation de la population est l'un des moyens principaux de diminuer la partie nécessaire. *Au fond, tout cela n'est qu'une application de son rapport avec la journée de travail*. Nous y trouvons déjà toutes les contradictions que les théoriciens modernes de la population ont relevées, mais n'ont pas comprises. En même temps et à mesure que le capital crée du surtravail, il crée et abolit le travail nécessaire : le surtravail n'existe que dans la mesure où le travail nécessaire existe et n'existe pas. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.1, p. 355-356-357)⁵.

Dans le cadre d'une analyse de la distinction de genre comme contradiction, si le travail est un problème pour le capital, il ne s'agit pas seulement d'une façon de comprendre la baisse tendancielle du taux de profit, mais cela permet surtout de dire qu'en conséquence de la définition de la *population ouvrière* comme principale force productive, les catégories hommes et femmes sont simultanément toujours reproduites, *absolument pas contingentes*. Cependant, avec le mode de production capitaliste, ces catégories ne vont plus de soi, car c'est la population comme principale force productive qui, avec le capital, ne va plus de soi.

« Tant que la contradiction n'est pas apparue, les conditions, dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elles permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle *ce sont donc des conditions de leur manifestation actives de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les conditions déterminées, dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave. » (Marx, *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales, p. 98).

Avec le mode de production capitaliste, la contradiction « *est apparue* » : celle de la population comme principale force productive. Elle est inhérente à ce mode de

production, à sa dynamique, il est impossible d'y échapper sans une abolition de ce mode de production. Ce mode de production prépare en son sein, une lutte de classe qui abolissant le capital, ne pourra échapper à la question, pour chacun, des « conditions inhérentes à son individualité », question déterminée par cette « contradiction apparue » et à dépasser, c'est-à-dire ici être un « homme » ou une « femme ». C'est dans ses termes et sa dynamique propre que l'apparition comme contradiction de la reproduction genrée de l'humanité existe comme moment (particularité) du rapport contradictoire du capital et du travail à l'intérieur du mode de production capitaliste, c'est-à-dire moment du capital comme contradiction en procès : « Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale. (...) Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, p.222). De ce fait même, c'est la distinction de genres qui, dans le mode de production capitaliste, est une contradiction en procès : d'une part il pousse à l'universalité indistincte et abstraite des individus face à la puissance sociale qu'il représente comme valeur autonomisée ; et d'autre part, il pose le travail et l'augmentation de la population comme la seule source de sa valorisation. Il veut des femmes et n'en veut pas. Il veut de la distinction de genres et il veut l'universalité du simple individu abstrait et libre. La « femme libre » mais toujours femme est son idéal et la contradiction dans laquelle il enferme la distinction de genres, à la fois nécessité objective et apparaissant individuellement contingente. De même, il veut de la famille comme lieu privé de la reproduction de la force de travail et détruit la famille.

Quant au « problème de révolte » que pose la surpopulation, il faut bien considérer que la question posée par la surpopulation n'a pas de dynamique propre, n'est pas une question se définissant pour elle-même. La question de la population surnuméraire se module toujours selon les catégories et les déterminations de chaque cycle de luttes. C'est ainsi que le « problème de révolte » est inscrit dans le travail comme « problème pour le capital ».

Durant la crise des années 1930, les chômeurs deviennent objets d'organisation et eux-mêmes agissent en tant que force sociale particulière. La lutte contre le chômage passe par un renforcement des liens du chômeur avec l'emploi salarié, il ne s'agit surtout pas de *poser le chômage comme la manifestation sociale des contradictions du travail salarié et la lutte des chômeurs comme caducité en actes, dans la lutte de classe, du travail salarié*, il n'est que le signe de l'anarchie capitaliste du marché. En France, par exemple, il s'agit de lutter contre le chômage par l'assurance obligatoire et par l'instauration de la semaine de 40 heures.

A la même époque, la lutte des chômeurs d'Amsterdam montre l'impossibilité de réaliser le mouvement inverse d'organisation de la classe contre le capital autour de ce que

représente le chômage comme caducité du rapport salarial (ce qui est maintenant possible, mais il a fallu entre temps la formalisation d'une nette séparation entre travail et chômage qui alors ne fait que se mettre en place et la dissolution dans la crise des années 1970 et la restructuration qui s'ensuivit de cette séparation). « Les chômeurs d'Amsterdam étaient incontestablement le secteur le plus radical du prolétariat des Pays-Bas. Obligés de pointer quotidiennement, au bureau de chômage, les ouvriers privés de travail se politisaient très vite ; les longues queues quotidiennes étaient propices à la discussion politique et à la diffusion de la presse révolutionnaire, en particulier celle des communistes de conseils, dont la propagande était loin de rester sans écho. Depuis 1932, des "comités de lutte" de chômeurs s'étaient formés à Amsterdam ; très combatifs ils étaient tombés sous la coupe du CPN (parti communiste néerlandais) en dépit de la propagande du GIC (groupe de communistes internationalistes) pour "mener la lutte en dehors de tout syndicat et parti politique».

« Le mouvement des chômeurs déboucha en juillet 1934 sur une véritable insurrection, lorsque le gouvernement conservateur de Colijl décida de réduire les allocations de chômage. Le 4 juillet, les ouvriers du quartier du Jordaan d'Amsterdam manifestèrent spontanément, sans consignes de partis ou de syndicats, contre les mesures gouvernementales. Ils offrirent dans ce quartier, comme dans le "quartier indonésien" une vive résistance aux attaques de la police motorisée ou à cheval. Les rues du quartier du Jordaan furent bientôt couvertes de barricades et aux mains des ouvriers et des chômeurs, qui une fois "victorieux" rentrèrent chez eux. Mais le lendemain l'armée occupait le quartier avec des chars et des mitrailleuses. La répression contre les ouvriers se solda par 7 morts et 200 blessés. Fort de sa "victoire", le gouvernement néerlandais interdit toute manifestation et tout meeting. Bien qu'ayant pris ses distances avec la lutte des ouvriers du Jordaan - en n'y voyant que pillages et provocations- *De Tribune*, l'organe du CPN fut interdit. (...) La défaite des chômeurs d'Amsterdam était sévère, car elle signifiait une défaite grave du prolétariat des Pays-Bas, qui était resté passif. En effet, la lutte des chômeurs fut considérée comme une lutte à part, d'une catégorie particulière des ouvriers. Les chômeurs eux-mêmes ne tentèrent pas de généraliser leur mouvement. Le corporatisme et le manque de solidarité entre catégories d'ouvriers, autant de faiblesses : "...Les forces de classe étaient encore si faibles que les ouvriers en lutte ne prêtèrent pas encore pleinement attention à l'extension du mouvement comme leur tâche propre. On était d'avis qu'il s'agissait seulement d'une lutte des chômeurs devant être menée par eux seuls. Dans le Jordaan et dans ses environs, il y avait différentes usines ; pourtant il n'y eut aucune tentative de la part des chômeurs en lutte de les entraîner dans la lutte." (Räte-Korrespondenz - organe du GIC - n°8-9, 1935). » (Courant Communiste International, "La gauche Hollandaise", p 219-220, Ed du CCI).

Que l'on considère la marche des chômeurs de la CGTU (communiste) en France, la révolte du Jordaan, ou les mouvements mêmes violents aux Etats-Unis, on voit se

consolider parallèlement la position de chômeur et celle de travailleur salarié ; il ne s'agit pas de deux mondes séparés, il y a séparation et implication. L'essentiel se situe dans le fait que, dans la définition réciproque du chômeur et du salarié, le point de départ est la définition, dans cette période, de l'emploi salarié, c'est lui qui définit le chômeur. La solution du chômage est posée dans le salariat, dans ses nouvelles modalités se mettant en place dans la crise et dans les luttes sociales. C'est cette redéfinition du travailleur salarié en subsumption réelle qui, *par voie de conséquence*, définit les chômeurs. Chômeurs dont les luttes sont alors directement des déterminations de cette redéfinition (action de la CGTU) ou demeurent tragiquement isolées (Amsterdam ou Etats-Unis), ne pouvant être la base d'une recomposition de la classe posant à partir du chômage la totalité du rapport du travail salarié au capital.

Ce n'est pas le chômage en lui-même, quelle que soit son importance (il y eut des périodes, dans la déjà trop longue histoire de ce mode de production, où il fut plus massif que maintenant), qui est déterminant pour notre compréhension de la révolte des « surnuméraires », mais son rapport à l'ensemble du travail salarié. Dans le cycle de luttes actuel est présente la possibilité pour la lutte de classe de transformer en pratiques immédiates le fait pour le capital d'être cette contradiction en procès qui s'exprime dans la baisse tendancielle du taux de profit. La masse des chômeurs en elle-même ne nous renseigne que sur l'existence d'une crise, elle ne nous dit rien sur la particularité d'une époque de la lutte des classes.

Par la précarité, la flexibilité, le temps partiel et toutes les formes imaginables d'emplois instables, tout en ayant rendue superflue une portion déterminée du travail nécessaire à sa reproduction, le capital parvient à maintenir, autant que possible dans le mode de croissance actuel, un équilibre entre l'abolition du travail nécessaire pour en faire du surtravail et la multiplication des journées simultanées, c'est-à-dire l'augmentation de ce même travail nécessaire pour accroître son excédent. La transformation du rapport global de la classe ouvrière au capital ne passe donc plus par la nette séparation entre "armée de réserve" et "armée d'active". La nouveauté radicale de la lutte des surnuméraires, c'est la capacité du prolétariat de prendre en charge, de revendiquer sa situation, dans le rapport d'exploitation qui fonde le capital comme contradiction en procès. *C'est sa capacité à prendre en charge offensivement l'inessentialisation du travail.*

« Nous ne revendiquons rien » peut-on dire.

TC DIT QUE LES FEMMES/LA FAMILLE SONT UN PROBLÈME POUR LE CAPITAL. EST-CE SEULEMENT PARCE QUE LE TRAVAIL EST UN PROBLÈME POUR LE CAPITAL ET QUE LES FEMMES ET LA FAMILLE REPRODUISENT LE TRAVAIL ?

Oui, mais une fois cela dit on a énoncé une universalité abstraite.

Dans le texte (*Distinction de genres, programmatisation et communisation*) publié dans TC 23, nous écrivions (TC 23, p.111) :

« Avec le mode de production capitaliste, la contradiction « *est apparue* » (celle de la population comme principale force productive), mais il est impossible d'y échapper sans une abolition de ce mode de production. Ce mode de production prépare en son sein, une lutte de classe qui abolissant le capital, ne pourra échapper à la question, pour chacun, des « conditions inhérentes à son individualité », question déterminée par cette « contradiction apparue » et à dépasser, c'est-à-dire ici être un « homme » ou une « femme » ».

Dans le cours des discussions qui ont accompagné la rédaction et la publication de ce texte, l'une d'entre nous avait rédigé des notes où ce paragraphe était ainsi critiqué : « Cette fin de chapitre dit que la seule dynamique est celle de la lutte des classes et de l'abolition des classes. Là encore, le texte dit qu'il faut s'attaquer au rapport hommes/femmes car c'est nécessaire pour abolir le capital, on n'a toujours pas de nécessité interne au rapport lui-même. Du coup, ça fait un peu pétition de principe de dire qu'il faut s'y attaquer spécifiquement et que ce sera une lutte dans la lutte parce que toute la démonstration porte sur une dynamique (celle de la lutte des classes) qui est réintroduite de l'extérieur comme dynamique du rapport hommes/femmes. En cela, le texte considère le rapport hommes/femmes comme un objet et le seul contenu que le texte donne à ce rapport c'est le rapport salarial, alors vraiment la lutte spécifique on ne voit pas pourquoi elle est nécessaire, sinon parce qu'on a l'intuition, et on a raison, que cette attaque spécifique est nécessaire, il nous faut donc dire quelque chose de la dynamique, ou dire au moins qu'il nous manque la dynamique ».

Cette critique était reprise dans le texte *Camarades mais femmes*, publié dans TC 23 à la suite de *Distinction de genres...* comme élément de discussion et de critique : « Or si l'on pose que l'abolition des genres sera une révolution dans la révolution, cela suppose une dynamique propre qui ne se résume pas à celle de la lutte de classes même lorsque celle-ci se retourne contre elle-même. D'autre part, si l'on parle de dynamique propre dans le cours de la révolution c'est que d'ores et déjà il y a au présent une dynamique propre du rapport de genres qui ne se résorbe pas dans le rapport de classes. Qui dit dynamique propre dit contradiction spécifique car un simple rapport d'antagonisme ne contient pas de dynamique. Il s'agit donc de pouvoir penser une révolution dans la révolution, une contradiction dans la contradiction, mais déjà ce rapport d'inclusion d'un des éléments dans l'autre pose problème. Les pièges et les difficultés ne manquent pas... » (TC 23, p. 126).

La distinction de genres et le rapport entre hommes et femmes étaient affirmés être immédiatement de même contenu que la lutte de classe. La spécificité de ce rapport ne pouvait qu'être un accident de la lutte de classe venant la « compléter. La proposition fondamentale du texte de TC 23 était énoncée ainsi : « L'apparition comme contradiction

de la reproduction genrée de l'humanité *est identique au rapport contradictoire du capital et du travail à l'intérieur du MPC, c'est-à-dire identique au capital comme contradiction en procès* (c'est nous qui soulignons maintenant).

Le problème de l'affirmation d'une telle identité c'est que le rapport entre hommes et femmes, la distinction et la contradiction entre les genres sont toujours considérés comme la différenciation d'une identité originaire. La distinction entre lutte des classes et rapports hommes/femmes était enfermée dans le capital comme contradiction en procès point de départ et déjà point d'arrivée. Cette conception ne laissait le choix qu'entre le « retour en soi », l'autodétermination du tout comme unité (une dialectique de la conservation du même dans le divers), et le « mauvais infini », c'est-à-dire la réflexivité d'une action réciproque infinie, simple addition de contradictions seulement co-existantes. Cette totalité (le capital comme contradiction en procès) ne faisait que se médiatiser elle-même dans la diversité de ses déterminations. On ne peut considérer, sans sombrer dans la téléologie et l'universel abstrait, chaque détermination comme différenciation de la totalité (toujours et partout identique à elle-même), comme particularisation de l'universel, comme son *auto-détermination*. Il n'y a pas d'immanence de l'universel au particulier (ce qui ne peut que nous ramener à la problématique de la monade), mais il y a cependant relation nécessaire des particularités entre elles. La relation nécessaire entre les déterminations n'est pas l'immanence de l'universel dans les parties, le mode de production capitaliste comme contradiction en procès n'est pas l'universel en tant qu'immanent à ses moments particuliers (travail salarié, capital, propriété foncière, exploitation, distinction de genres).

Il ne s'agit pas de renverser la préexistence de la totalité ou identité en préexistence des déterminations ou particularités, les particularités ne précèdent pas leur identité, nous en resterions à l'idéologie de la rencontre fortuite entre par exemple le rapport de classes et le rapport de genres.

L'unité définit la nécessaire co-présence de deux termes (classes et genres : exploitation et domination masculine) qui ne peuvent qu'exister ensemble, la totalité est dans chacun l'exigence de l'autre mais, par là, elle *se différencie* de chacun. En effet, derrière ce concept simple de la co-présence ou de l'implication, beaucoup de sens sont possibles, créant des modèles réducteurs dont le type le plus achevé est l'interaction où x agit sur y qui rétroagit sur x , *ad libitum*. Ce système ne contient en lui-même le principe de son dépassement que si l'on y inclut la totalité comme différente de ses particularités, comme portant *la relation entre ses termes (classes et genres) à une contradiction pour eux-mêmes*. La totalité, le capital comme contradiction en procès, est active, elle n'est pas la simple co-présence des termes (classes et genres) ou leur implication.

Un rapport du Tout aux parties, Tout produit hors de la catégorie de « l'autodétermination », nous donne un Tout qui peut être reconnu non comme immanent aux

parties, mais comme *relation nécessaire*, d'autant plus qu'en tant que Tout distinct il est la relation entre ces parties qui deviennent les siennes.

A propos de la distinction de genres nous pouvons alors formuler le point de méthode suivant : *c'est la dynamique propre de cette particularité qui la fait bien exister comme particularité de la totalité*. C'est-à-dire c'est de par sa spécificité que la distinction de genres, la domination masculine, existe comme détermination (particularité) du capital comme contradiction en procès⁶. Le capital comme contradiction en procès (le problème avec le travail) n'existe pas *sous la forme* du rapport entre hommes et femmes, c'est à l'inverse la *distinction de genres* et la *contradiction entre hommes et femmes* telles qu'elles existent dans le mode production capitaliste qui fait exister la distinction de genres et la contradiction entre hommes et femmes comme détermination du capital en tant que contradiction en procès.

Si les femmes (on verra ensuite la famille) sont un problème pour le capital ce n'est pas seulement parce que le travail est un problème pour le capital mais parce que ce problème c'est l'activité des femmes ne voulant plus rester ce qu'elles sont. A ne voir que le « problème s'exprimant sous une forme », nous n'aurions que l'unité abstraite, abstraite parce que *s'auto-déterminant* sous la forme du rapport de genres qui n'accéderait ainsi qu'à une existence factice de masque (le problème du travail existe sous la forme de...). La forme n'étant plus qu'une apparence

Entrons dans le contenu spécifique qui fait de la distinction de genres et de la contradiction entre hommes et femmes une particularité de la totalité (*et non l'inverse* : la totalité s'auto-déterminant sous une forme qui en tant que telle n'a pas d'effectivité et dont toutes les déterminations sont substantiellement identiques). Exposons ici de façon forcément schématique l'architecture du raisonnement.

- Comme dans le texte de TC 23, on construit le groupe femmes à partir du surtravail et de la population comme principale force productive. En ajoutant que ce qui est présenté dans ces textes antérieurs comme allant de soi à partir du surtravail et de la population nécessite en fait des dispositifs plus ou moins violent d'assignation des femmes à cette définition / réduction à leur capacité reproductive. Cette dernière n'est pas « donnée » et « utilisée », elle est construite et appropriée (voir les « réponses » aux deux premières questions).
- En cela : toutes les catégories du MPC sont sexuées. Le travail, la population bien sûr. Puis, fondamentalement, le rapport salarial : séparation de la production et de la reproduction ; reproduction dans la sphère de la circulation ; paiement non du travail mais de la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs ». Mais aussi la division du travail, la propriété, l'échange. Sur ce dernier point, il semble exister au premier abord une neutralité du marché vis-à-vis de la distinction de genres, mais cela parce que de lui-même, en soi, le marché, dans son existence même n'est pas neutre vis-

à-vis de la distinction de genres. Le marché dans un mode de production où toute la production est destinée à la vente définit le caractère social de cette production comme publique, par là la distinction de genres peut être proclamée non-pertinente intérieurement car elle est présupposée dans l'existence même de la chose⁷.

- Ce caractère sexué de toutes les catégories du capital signifie une division *générale* de la société entre hommes et femmes. Cette division générale acquiert comme contenu social ce qui est la synthèse de toutes les sexuations des catégories : la création de la distinction du public et du privé. Cette distinction est la synthèse parce que le MPC est une économie *politique*. C'est-à-dire que reposant sur la vente de la force de travail et une production sociale n'existant comme telle que pour le marché (valeur), le MPC rejette comme « non social » les moments de sa propre reproduction qui échappe à une soumission directe au marché ou au procès de production immédiat : le privé. Ce privé est le privé du public, toujours dans une relation hiérarchique de définition et de soumission au public.

En tant que division générale et vu son contenu (produit socialement) elle est *naturalisée* et elle existe réellement dans le cadre de cette société comme division naturelle : toutes les femmes, tous les hommes. Il ne suffit pas de dire que toutes les catégories du MPC sont intrinsèquement sexuées, il faut dire aussi que cette sexuation générale se donne une forme particulière, fonctionne synthétiquement sous une forme particulière : la distinction entre public et privé où les catégories hommes et femmes apparaissent comme générales, comme naturelles, au-delà des différences de classes reconnues comme sociales. La distinction entre hommes et femmes acquiert un contenu propre à son niveau, propre au niveau produit, c'est-à-dire propre à la distinction entre public et privé : la nature (ce que le social a produit à l'intérieur de lui-même comme non-social et qui acquiert réellement un caractère d'évidence naturelle parce que distinction anatomique). La distinction entre hommes et femmes comme rapport ne serait pas un rapport social sans « apparaître » comme naturel, de même que la marchandise ne serait pas rapport social sans apparaître comme chose, ou le salaire, valeur de la force de travail, sans apparaître comme « prix du travail ». Dénaturaliser n'est possible qu'en prenant au sérieux la naturalisation. Pour la définition des femmes, c'est la biologie comme naturalité sociale qui fait autorité. Cette biologisation a des effets réels sur le rapport entre hommes et femmes, sur les modalités de sa critique et de sa remise en cause et sur la nature de son dépassement.

- La distinction entre public et privé désigne de façon globale, dans le MPC, un système de définition des femmes comme assignation contrainte à leur définition comme enfantantes. Par exemple on ne passe ni logiquement ni socialement de l'appropriation des femmes comme reproductrices au travail domestique. Le travail domestique est un élément du dispositif social de définition et d'assignation du groupe femmes à cette

capacité reproductive. Élément non fortuit dans la distinction entre public et privé. Travail domestique, place dans la division du travail, modalités d'insertion dans le procès immédiat de production, formes « atypiques » du salariat, violence quotidienne dans la conjugalité, famille, négation et appropriation de la sexualité féminine, le viol et/ou sa menace, sont les divers fronts où se jouent la contradiction entre les hommes et les femmes qui a pour contenu leur définition et assignation contrainte (aucun de ces éléments n'est fortuit). Tous ces fronts sont les lieux d'une lutte permanente opposant deux catégories de la société formées comme naturelles et déconstruites comme telles par les femmes dans leur lutte. Les fronts ne sont jamais stables, la distinction public/privé est constamment redéfinie : la « parité » actuelle est une redéfinition de la frontière mais aussi une redéfinition de ce qui est privé.

- Si l'abolition de la distinction de genres est une nécessité du point de vue de la « réussite » de la communisation, ce n'est pas au nom de l'abolition de toutes les médiations. C'est dans son caractère concret, immédiat, que cette contradiction entre hommes et femmes s'impose dans la « réussite » de la communisation contre ce que ce rapport implique de violence, d'invisibilisation, d'assignation à une place de subordination. Si l'abolition de la distinction de genres s'impose comme une nécessité de la communisation, c'est que la contradiction et l'exploitation qui définissent les femmes existent dans la vie courante et c'est de cette situation, de cette contradiction, que nous partons pour parler de la nécessité de l'abolition des genres. C'est la contradiction entre les hommes et les femmes qu'est la distinction de genres, telle qu'elle existe et se déroule qui nous autorise à parler de la nécessité de son abolition et de la nécessité de l'abolition de toutes les médiations pour la « réussite » de la communisation. Si nous analysons la distinction de genres du point de vue de son abolition c'est que c'est de son existence concrète, actuelle, que nous partons. D'où le point suivant.
- C'est la dynamique propre de cette contradiction qui la fait exister comme particularité de la totalité qui est le capital comme contradiction en procès. *Les femmes ne veulent pas rester ce qu'elles sont* comme écrivait Marx des prolétaires dans *l'Idéologie allemande*. Si elles ne veulent pas rester ce qu'elles sont c'est que leur propre situation est une contradiction dans et pour le MPC lui-même : le travail comme problème (la « contradiction apparue », la population comme principale force productive avec le capitalisme ne va plus de soi, la distinction naturelle est minée par la contingence). Mais, le travail comme problème ne vient pas *prendre la forme* de la lutte des femmes, le travail comme problème c'est la lutte des femmes contre leur propre définition en tant que telles. De même que l'on peut dire que la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas « le fondement » de la lutte des classes mais directement une contradiction entre le prolétariat et le capital, de même le travail (ou la population, principale force

productive) comme problème (la « contradiction apparue ») *est directement une contradiction entre les hommes et les femmes.*

- Le travail comme problème qui est la dynamique propre de la contradiction entre les hommes et les femmes (et non qui prend cette forme) est la dynamique propre d'une particularité par laquelle celle-ci existe bien comme *particularité de la totalité* : le capital comme contradiction en procès. Le capital comme contradiction en procès ne s'auto-détermine pas comme une contradiction double : entre hommes et femmes d'une part, et, d'autre part, entre capitalistes et prolétaires. L'unité comme unité vivante, active, c'est la relation nécessaire entre ces deux contradictions par laquelle *l'unité les fait siennes* et agit comme leur unité.
- La relation nécessaire entre ces deux contradictions est d'abord historiquement un fait d'expérience. L'activité des femmes dans la lutte des classes inscrit toujours dans celle-ci le rapport contradictoire des femmes aux hommes : le refus de la relégation à des tâches subalternes ou liées à leur rôle social dans le « privé » ; l'irruption du privé dans la sphère publique en tant que transgression de leur séparation ; le plaisir d'être ensemble lors d'une occupation par exemple ; la sexualité qui hante toutes les actions féminines dans la lutte des classes que cela soit la présence des miliciennes sur le front en Espagne ou lors d'une grève avec occupation durant jours et nuits (on pourrait dire que de fait une lutte de femmes prend spontanément la forme d'une libération). Plus spécifiquement, les luttes de femmes contre l'appropriation de leur temps, de leur personne, de leur corps (seules les femmes ont un corps, « sont un corps ») convoquent également les distinctions de classes d'une façon transversale, à la fois unifiant et clivant les distinctions entre « bourgeoises » et « prolétaires ». De même celles sur l'égalité des situations et des droits. La « ménagère ouvrière » peut se sentir menacée par cette liberté et cette égalité ne possédant pas le capital culturel et relationnel nécessaire à la mise en valeur de cette « liberté ».

Il est relativement facile et commun de montrer que l'exploitation, la contradiction entre prolétariat et capital, définit le capital comme contradiction en procès (*Théorie Communiste* l'a longuement exposé). Mais l'exploitation n'était pas conçue comme une particularité de la totalité mais comme immédiatement identique à la totalité du capital comme contradiction en procès. La distinction de genres et la contradiction entre hommes et femmes dans son contenu spécifique et sur tous ses fronts n'était pas prise en compte comme l'autre particularité de cette totalité : dans leur différence et leur unité.

- Nous sommes donc en présence, pour l'instant, de deux contradictions qui en tant que telles, chacune spécifiquement, existent, *de par leur spécificité*, comme particularité de la totalité. En cela cette totalité n'est pas que leur relation nécessaire ou plutôt, en tant que relation nécessaire, elles existent forcément de façon conjointe en tant que capital comme contradiction en procès (ou contradiction entre surtravail et travail nécessaire). Si chacune de ces contradictions existe en tant que telle comme particularité de la

totalité, et est cette particularité de par sa dynamique propre, cela signifie que le capital comme contradiction en procès est leur unité. Unité dans laquelle les contradictions n'existent plus telles qu'elles sont conçues en dehors de leur unité. La solution courante au problème est de dire que chacune est traversée par l'autre, cela consiste alors à dire qu'elles existent ensemble sans dire pourquoi ni comment, sans produire et déduire leur « exister ensemble ». C'est la problématique de la « complexité » qui se contente de la coexistence *sans unité*. Dire que chaque contradiction est traversée par l'autre n'est pas faux, mais alors il faut en conclure qu'elles n'existent plus telles qu'elles existeraient indépendamment, elles se traversent et se conjuguent conflictuellement (conflictuellement : dans la lutte des classes il n'est pas indifférent que le prolétaire soit homme ou femme car le prolétariat est masculin) comme un seul mouvement : le capital comme contradiction en procès. Femme, homme ; prolétaire, capitaliste, aucun sujet n'est pur. Chaque contradiction dans sa spécificité ne disparaît pas mais elle est *intérieurement* (comme particularité d'une même totalité) contrainte de reconnaître *l'autre comme sienne*. Il importe qu'il y ait deux contradictions et quatre termes c'est par là que la dynamique est unique, celle du capital comme contradiction en procès et de son dépassement.

- La contradiction entre hommes et femmes ne fait pas irruption dans la contradiction de classe, elle la module constamment, de même que l'exploitation module constamment la contradiction entre hommes et femmes. Leur intrication constitue une succession de configurations historiques de la lutte des classes ainsi que de la contradiction entre hommes et femmes. La lutte des femmes ne voulant demeurer ce qu'elles sont a une histoire : de la revendication de l'égalité des droits civils et politiques, revendication de l'égalité dans le travail, à la remise en cause de leur propre définition (dans le féminisme des années 1970 où le corps même devient l'objet de la revendication et de la critique sociale) qui dépasse le paradoxe du féminisme énoncé par Joan W. Scott⁸. Il est faux de dire que la lutte des classes dépend (est suspendue), quant à son dépassement, de la contradiction entre les hommes et les femmes, de même qu'il serait faux de dire que le dépassement des catégories d'hommes et de femmes dépend de la lutte des classes. Particularités d'une même totalité en tant que contradictions spécifiques (par leur spécificité, le tout n'est pas une autodétermination) elles construisent et se construisent constamment comme un seul et même mouvement (à l'intérieur duquel leur relation d'intrication conflictuelle est toujours historiquement spécifique) de succession de cycles de luttes (luttes des classes/contradiction de genres et l'une parce que l'autre) toujours historiquement définis. *Deux contradictions, quatre éléments mais un seul mouvement, une seule dynamique*, celle du capital comme contradiction en procès dont chaque contradiction par sa spécificité existe comme particularité de cette totalité (le piège spéculatif c'est l'autodétermination du tout). Les luttes qui constituent ces cycles sont toujours, considérées dans la *dynamique unique* du capital comme contradiction en

procès, l'intrication conflictuelle (la lutte des classes a toujours affaire avec la contradiction générale entre hommes et femmes, de même que cette dernière a toujours affaire avec le clivage des classes) des contradictions de classes et de genres.

- Ces deux contradictions considérées comme particularité de la même totalité ont-elles vis-à-vis de celle-ci le même rapport ? En d'autres termes les contradictions sont-elles hiérarchisées dans leur relation au tout ? Oui quant à leur cours historique. Non quant à leur dépassement en tant que dépassement de *leur* tout commun. Le caractère sexué et hiérarchiquement sexué des catégories du capital, la définition même du groupe femme et la subordination du privé font que la contradiction entre hommes et femmes si elle concourt constamment à la définition du rapport de classe (il n'y a pas à espérer une rencontre car ayant toujours déjà eu lieu elle n'en est pas une) fait irruption sur la scène *publique* par l'intermédiaire de la contradiction entre les classes. C'est toujours au cours de crise de la reproduction sociale que *l'unité de ces deux contradictions est brutalement, publiquement, rétablie*⁹. Les luttes des femmes (camarades *mais femmes*) ne sont ni utiles, ni inutiles « pour la lutte de classe », ça existe, qu'on le prenne en compte ou pas et il vaut mieux le prendre en compte. Il dépendra ensuite de leur combinaison historiquement particulière de savoir si leur intrication conflictuelle est pour chacune le signe de l'impossibilité de son dépassement (programmatisme) ou de la possibilité de leur dépassement commun (communisation).

Venons-en à la famille. Là également le sujet doit être traité dans sa spécificité, même si nous ne nous situons pas au même niveau qu'en ce qui concerne la définition des femmes. Le traiter dans sa spécificité cela signifie que c'est dans les termes mêmes de ce qu'est la famille que « le travail comme problème » s'exerce, la cause ne doit pas être traitée comme un phénomène extérieur s'appliquant à une matière inerte mais comme mouvement même de cette matière.

Il faudrait commencer par analyser la formation de la famille actuelle dans la généralisation de l'économie marchande puis capitaliste entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Cette formation est partie prenante de la formation d'une économie *politique*¹⁰ (cf. supra sur le public/privé). Comme dirait Polanyi : un désencastrement de la famille de la sphère de la production et de son environnement communautaire. Ce qui s'accompagne d'un déferlement de sentiments et d'amour sur le monde occidental. Tout au long de son histoire, la famille capitaliste est prise entre deux nécessités contradictoires : d'une part, le capital ne veut que des individus libres, sans attaches, d'autre part, il sépare encore plus radicalement que les autres modes de production le public et le privé parce qu'il a fait de la force de travail une marchandise. L'histoire capitaliste de la famille se meut dans cette contradiction.

Cette contradiction est d'abord une contradiction dans la famille entre hommes et femmes, contradiction ensuite entre la tendance du capital à absorber la totalité des forces

de travail disponibles dont les *femmes* et la nécessité pour lui du travail domestique, contradiction encore entre la reproduction de la force de travail centrée autour de la reproduction de la force de travail masculine du chef de famille (tendance inhérente au salariat) et cette reproduction comme addition des forces de travail individuelles présentes dans la famille, contradiction enfin entre le caractère privé de la reproduction de la force de travail et sa production comme n'importe quelle marchandise dans un procès de production spécifiquement capitaliste, c'est-à-dire comme une condition *objective* de la production. C'est tout cela, dans les termes de la famille, le « travail comme problème » pour le capital.

Public/privé, rapport salarial et travail domestique féminin sont intimement liés. Dans le mode de production capitaliste, les sphères publique et privée sont radicalement séparées, l'exclusion des femmes hors de l'espace public est fondamentalement plus radicale que dans les modes de production antérieurs en même temps que l'universalité de l'égalité abstraite entre les individus est une force intérieure de ce mode de production.

En supprimant la distinction de *sexes*, la loi (l'Etat) n'abolit pas les *genres*, mais décrète simplement que ses effets ne sont pas politiquement pertinents et qu'ils peuvent être oubliés. D'un côté la loi prétend établir véritablement l'égalité des sexes comme affaire *publique*, mais il fait des distinctions de genres des différences non politiques (non publiques), naturelles, qui ne peuvent plus être alors l'objet d'une critique ou d'une transformation. En devenant paritaire, l'Etat ou la sphère publique en général n'abolissent pas la distinction de genres mais *la présupposent* en la rangeant dans la sphère privée du côté des *hommes* et des *femmes* concrets. L'Etat et la sphère publique sont foncièrement construits sur la distinction de genres en ce qu'ils redoublent cette distinction en la déclarant non pertinente intérieurement et réellement pertinente par leur existence même. L'Etat et la sphère publique n'ont pas besoin en leur intérieur de la différence de sexes, ils peuvent au contraire faire abstraction de cette différence parce qu'en eux (en tant que tels : public/privé) le fond réel de la différence de genres est réalisé.

La proclamation légale de la parité et son application réelle vont de pair avec le *dédoublement* intérieur de chaque femme. En tant que membre de la sphère publique, elle relève de la non pertinence de la différence de sexes, elle est dépouillée de sa vie réelle et rempli d'une généralité irréaliste. En tant que femme de la sphère privée et des rapports de production, elle demeure femme précisément parce que la parité n'est qu'une abstraction, c'est-à-dire non pas quelque chose qui n'existe pas mais quelque chose qui existe précisément comme l'abolition (en tendance/achevée) d'une différence, *abolition fondée sur la reproduction de cette différence et sur le dédoublement et la scission de l'individu féminin*. Dans la société capitaliste actuelle, les femmes sont réellement scindées dans chaque détermination (vie domestique, travail, parentalité..) entre une individualité abstraite et une individualité concrète au point que chaque détermination de la vie concrète (privée et travail) est elle-même divisée entre sa réalité et son idéalité, au point

que l'idéalité (la parité dans tous les domaines) apparaît comme le vrai en ce qu'elle a fait de la distinction qu'elle a aboli (en elle) un « archaïsme » infondé et par là irréel, alors qu'elle n'est que le dédoublement intérieur de chaque femme. L'homme est aussi scindé entre abstrait et concret, mais il n'a pas besoin d'abandonner le concret dans l'abstrait (en tant qu'homme). « Le privilège que l'homme détient (...) c'est que sa vocation d'être humain ne contrarie pas sa destinée de mâle. Par l'assimilation du phallus et de la transcendance, il se trouve que ses réussites sociales ou spirituelles le douent d'un prestige viril. Il n'est pas divisé. Tandis qu'il est demandé à la femme pour accomplir sa féminité de se faire objet et proie, c'est-à-dire de renoncer à ses revendications de sujet souverain. » (Beauvoir, *Le deuxième sexe*, t.1, p. 524). Sa vie universelle, la femme la vit dans la parité mais si elle la vit, elle la contemple aussi. Sa vie privée, personnelle, elle la mène dans ses activités pratiques, domestiques et professionnelles qui sont elles-mêmes dédoublées. Toute sa vie est scindée, car elle doit être le même de ce qui est différent d'elle (et dont la différence pose l'exigence d'être le même). En tant que femme, cet individu est sommé d'être un « soi » et un « autre » et confirmé comme différent dans l'injonction à être le même.

Dans la parité, la distinction est réalisée. L'illusion qu'il faut montrer n'est pas celle de l'idéalisation dans la parité de la différence des sexes, mais sa source : la détermination d'une sphère publique qui, parée aux couleurs de la parité, pare à son tour la réalité de l'inégalité et de la domination.

La parité est un combat, celui de l'accession des femmes à l'abstraction, elle n'est pas un combat vide d'enjeux, mais son issue victorieuse présuppose et confirme la scission de chaque femme dans la totalité de sa vie et fait de sa vie de tous les jours un simple fait sans droit et sans raison alors que la parité (en tant que constituant un individu abstrait) comme idéalité repose sur la réalité de cette « vie de tous les jours » qui est la nécessité même de son abstraction comme expression de la distinction entre privé et public. Abstraction qui devient la lecture et la pratique de la vie concrète (la vie de tous les jours). L'abstraction ne désigne pas une séparation vis-à-vis d'une « base réelle », mais le rôle qu'elle y joue : le rôle d'abstraction (cf. la monnaie).

L'idéologie libérale (au sens politique) est adéquate à la réalité immédiate et donnée de la vie sociale tout en déguisant la réalité profonde, elle fait de l'individu une essence, un sujet constituant. La femme de la parité homme/femme est un tel individu dans lequel l'individu abstrait, objectivement abstrait, est confondu avec l'individu concret, tant et si bien que le premier devient non seulement la forme idéale du second, mais encore renvoie l'individu concret à une forme contingente, accidentelle, de cet individu objectivement abstrait.

Le capitalisme définit un travail productif absolument séparé de toutes les activités reproductives de la sphère privée. La force de travail libre qui porte ce travail productif doit *aller se vendre*. La scission entre production et reproduction, habitat et lieu de

production, est parfaite, structurelle, définitoire du mode de production. La famille conjugale, c'est la famille du travailleur libre, n'en déplaie à Engels. L'espace domestique est défini socialement comme une exclusion et une réclusion. Les femmes pourront entrer sur le marché du travail mais sur la base de cette exclusion. Leur entrée sur le marché du travail, leur participation au travail productif seront toujours définies comme le travail de « celles qui existent ainsi » et dont la valeur de la force de travail est par là-même dévalorisée.

Le capital a un problème avec le travail féminin car s'il est avide de faire entrer les femmes directement à son service, cela ne peut qu'influer sur le rapport entre travail nécessaire et surtravail au travers de la valeur de la force de travail. Pour cette raison, le capital est toujours dans un rapport conflictuel et ambivalent vis-à-vis du travail féminin.

Le capital a à sa disposition trois façons d'usurper ce temps de travail domestique, soit *en le laissant tel quel comme travail domestique* (dans ce cas, il l'usurpe en tant que diminution de la partie de la journée de travail composée de travail nécessaire), soit en absorbant ce temps (c'est-à-dire en absorbant les femmes), mais alors à terme le temps de travail nécessaire augmentera, soit en combinant les deux, en cherchant à gagner sur les deux tableaux. La troisième solution est bien entendu la plus prisée par le capitaliste, mais alors le capital devra sans cesse composer avec le travail féminin soit, de façon diachronique, dans la répartition du travail salarié dans la durée individuelle de la vie de chaque ouvrière, ce qui vu de façon synchronique est un découpage de l'emploi féminin en tranches d'âge. Depuis plus de 20 ans, la « solution » c'est le temps partiel, imposé dans l'immense majorité des cas. Une autre solution ce sont les migrations internationales féminines liées à tous les travaux relevant du *care*.

Ce n'est pas parce que faire la cuisine peut être acheté que faire la cuisine dans le cadre familial est du travail productif gratuit (pas plus que faire soi-même la vidange de la voiture). C'est une erreur de penser que *le travail doit être payé*. Cependant, s'il n'y a pas, dans le cadre familial, de *travail productif gratuit*, de par la nature du salaire même, la famille est le lieu d'une exploitation économique, celle des femmes qui bénéficie d'abord au conjoint, c'est-à-dire aux hommes en général. Nous avons ici une exploitation qui passe par un rapport de domination qui découle de ce qu'est le salaire : la domination et la fourniture du travail domestique sont des formes dépendant premièrement du surtravail et, deuxièmement, de la forme même de la relation salariale.

Dire que le salaire paie la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs » nous fait franchir le seuil de l'« intimité ». Seule une théorie non programmatique de la lutte des classes et une théorie de la révolution comme abolition de toutes les classes, comme abolition du prolétariat et du salariat peut prendre en compte *l'antagonisme interne inclus dans le salaire comme reproduction de la force de travail* et même plus, considérer que cet antagonisme interne est et devra être un élément déterminant de l'abolition du salariat.

La construction de la famille capitaliste a pour contenu l'histoire du salaire, sa décomposition en salaire direct et indirect, en bref l'intégration de la reproduction de la force de travail comme force collective et sociale dans le cycle propre du capital, c'est-à-dire le devenir du capital en mode de production spécifiquement capitaliste. On pourrait également décrire ce processus comme celui du rapport entre l'entreprise et la reproduction d'ensemble de la société capitaliste, c'est-à-dire le rapport entre les deux premiers moments de l'exploitation et le troisième.

Le premier effet de l'industrie mécanique est d'augmenter « la matière humaine exploitable », pas forcément exploitée, et d'élever le degré d'exploitation. « La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie. Il se peut que les quatre forces, par exemple, qu'une famille ouvrière vend maintenant lui rapportent plus que jadis la seule force de son chef ; mais aussi quatre journées de travail en ont remplacé une seule, et leur prix a baissé en proportion de l'excès du surtravail de quatre sur le surtravail d'un seul. Il faut maintenant que quatre personnes fournissent non seulement du travail, mais encore du travail extra au capital, afin qu'une seule famille vive » (Marx, *Le Capital*, t.2, p.79). Le machinisme de la grande industrie universalise « la matière humaine exploitable » car elle n'est plus, pour être exploitable, tributaire d'autre chose que du rapport capitaliste lui-même, elle n'est plus dépositaire d'un métier et surtout d'une histoire sociale antérieure, il lui suffit d'être libre. Tout individu est alors présupposé partie intégrante de cette matière humaine exploitable et appartient, dans sa liberté, au capital, avant même que, individuellement, sa force de travail entre dans un procès de travail particulier. C'est le début d'un processus dans lequel toutes les forces de travail individuelles deviennent indépendantes et dans lequel *la globalisation de leur reproduction n'est pas familiale mais sociale*. Cet aboutissement c'est le marché du travail actuel dans lequel l'addition familiale des revenus, quand le cadre familial persiste (*il n'est plus une condition de la reproduction de la force de travail*) n'est pas l'instance finale de la reproduction de chacun de ses composants, mais un simple moyen terme mettant en relation la reproduction de la force de travail individuelle et la reproduction globale de la force de travail sociale (RMI – en France : Revenu minimum d'insertion -, aides diverses, impôt négatif, allocations ...).

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les fluctuations de l'emploi, les « accidents de la vie » et l'élevage (très bref) des enfants jusqu'à ce qu'ils puissent être productifs sont « régulés » par la prévoyance individuelle de l'ouvrier, quelques sociétés d'assistance mutuelles, la charité, la mendicité et les activités illégales, mais aussi par le paternalisme patronal. Il faut ajouter à cela l'énorme possibilité encore existante de repli rural et/ou familial élargi, le nomadisme ouvrier, et pour les femmes la régulation de l'activité par le mariage. « Même citadins, l'artisan et ses ouvriers continuent de vivre en parfaite symbiose avec le monde rural. Aucune frontière franche ne sépare l'atelier de son environnement. (...) Ceci ne

vaut pas seulement de l'artisanat. La manufacture elle-même, en effet, subit très fortement dans ses débuts la loi du modèle culturel et social rural hégémonique. » (Jacques Le Goff, *Du silence à la parole : droit du travail, société, Etat, 1830-1985*, Ed La Digitale, p. 26). Le premier mode d'adaptation conduit à la manufacture dispersée, l'extension du travail à domicile (le « putting out system »), à laquelle s'oppose dès le XVIII^e siècle, la « manufacture réunie ». Cependant, même dans ce cas, elle doit s'adapter aux paysans et paysannes qui ne viennent à l'usine que pour compléter leurs revenus et partent sans délais dès que le travail agricole l'exige ou simplement dès qu'ils s'estiment en possession d'un revenu suffisant pour survivre. La révolte des ateliers nationaux en juin 1848 à Paris, avec l'afflux d'une main-d'œuvre inoccupée venant de province, marque pourtant l'émergence d'une classe ouvrière qui ne bénéficie plus de ce repli rural.

Peu à peu, les petits ateliers domestiques disparaissent devant les grands établissements manufacturiers, en même temps que ceux-ci se ferment à leur environnement rural de façon matérielle et externe par la naissance de l'architecture industrielle, et dans leur organisation interne par la discipline du travail, (cf. J.P De Gaudemar, *L'ordre et la production*, Ed Dunod ; et Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française XIX^e s – XX^e s*, Ed Le Seuil.).

Au fur et à mesure que le travail salarié se pérennise et que le rapport qu'il entretient avec le capital devient son propre principe de renouvellement, la classe ouvrière accède en tant que sujet collectif à une existence légale. En France avec les lois de 1864 (droits de grève) et de 1884 (légalisation des syndicats), c'est la classe ouvrière comme « travailleur collectif » qui commence à s'imposer à la place d'une somme de travailleurs individuels isolés. Ce n'est que progressivement que se constitue une classe ouvrière pour laquelle le salariat est une condition définitive et que se structure un marché du travail. Les modalités sociales de la reproduction de la force de travail se formalisent avec le contrat de travail en même temps que la famille spécifiquement capitaliste. Le salaire devient *réellement* et explicitement la reproduction d'une force de travail sociale et de la « race des travailleurs », il donne à la famille un contenu exclusivement capitaliste. Au travers de l'évolution du salaire en salaire direct et indirect, cette construction spécifiquement capitaliste de la famille comme lieu consacré exclusivement à la reproduction de la force de travail définit la place subordonnée des femmes dans des termes et des relations eux-mêmes spécifiquement capitalistes. Ce processus social est consubstantiel à la formation de l'identité ouvrière qui marque cette époque du capitalisme. L'identité ouvrière s'est constituée comme une identité masculine, elle possède une figure centrale : l'ouvrier mâle employé à temps plein dans la grande industrie. C'est dans la formation du salaire en salaire direct et indirect que l'identité ouvrière apparaît sous cette figure centrale. L'ouvrier masculin employé à temps plein devient le sujet des droits appliqués à sa reproduction par laquelle la famille est alors définie.

Avec l'apparition de la prise en compte de la réalité du « travailleur collectif », c'est-à-dire de la définition et des déterminations du travail social dans la société capitaliste, le salaire ne change pas fondamentalement de nature, mais les éléments qui le déterminent se disjoignent. Le salaire est toujours fixé autour de la valeur de *reproduction* de la force de travail, il doit permettre que sans cesse de nouveaux prolétaires arrivent sur le marché, mais maintenant le capital doit se soucier de cette reproduction et ne pas la renvoyer à l'« extérieur » et par là, la considérer comme tendant, pour lui, en tant que coût, à la nullité.

La nouveauté, au début du xx^e siècle, consiste en ce que la partie du salaire destinée à ce renouvellement et à assurer la continuité du cycle d'entretien de la force de travail s'autonomise de ce qui devient alors le salaire direct, et devient objet de planification. Le caractère social de la reproduction de la classe ouvrière s'autonomise par rapport au travailleur individuel, par là-même cette reproduction acquiert, dans son autonomisation cette caractéristique de « sociale ». Le social vient se placer comme un espace particulier entre la politique et l'économie. Le caractère social de la reproduction d'ensemble de la force de travail, en s'autonomisant du travailleur individuel, ne dépend plus directement de son travail immédiat ni même du fait que pris individuellement il travaille. Mais, en même temps qu'il rend caduques les formes de régulation antérieures, le « social » en crée une autre, *il fait de la famille son lieu d'application*.

Le modèle du contrat de travail du travailleur masculin adulte dans la grande industrie urbaine s'impose. Les femmes mariées et les jeunes sont placés en situation de subordination par rapport au chef de famille : si le mari travaille, la femme n'a pas droit au chômage. Les revendications formulées en termes de « droits sociaux » consolident la division entre actifs et chômeurs, entre hommes et femmes, entre jeunes et adultes en prenant ces catégories comme point de départ. Les « droits sociaux » accentuent les discriminations de sexe, d'âge, de secteur, de profession et achèvent le processus d'étatisation et de « familiarisation » de la reproduction de la force de travail.

C'est une politique d'organisation et de gestion rationnelle de la main-d'œuvre qui se met en place, dans laquelle la famille joue un rôle central. Le salaire direct, défini par une convention collective, échappe à l'ouvrier individuel, il suppose un médiateur, le délégué syndical ; de même le salaire indirect lui échappe, il suppose une médiation, la famille dont l'ouvrier est le représentant et le chef en ce qu'elle doit, comme lieu du social, assurer sa reproduction.

Depuis le milieu des années 1970, dans le cours de la restructuration du mode de production capitaliste toutes les modifications de l'emploi et du marché du travail ont eu pour but et contenu d'introduire le chômage, la précarité, la flexibilité, au cœur de l'emploi salarié. Le système de segmentation de la force de travail et de *création* de catégories cible des populations produites comme particulières et des zones particulières (quartiers, cités, ghettos). Se cristallisent ainsi des catégories de plus en plus nombreuses à

l'intérieur de la force de travail globale disponible et des politiques différenciés de rapport au salariat. Alors qu'au début des années 70, les « exclus » sont considérés et construits comme une population résiduelle par rapport à la logique générale du rapport entre emploi salarié et chômage, avec la restructuration du marché du travail le principe d'hétérogénéité et de segmentation de la force de travail l'emporte.

Au coeur de la crise de la première phase de la subsumption réelle du travail sous le capital se trouve la faillite de ce qui est souvent désigné comme la « convention keynésienne » ou le « compromis fordiste ». Ici, il s'agit de l'effondrement des politiques de plein-emploi et du pseudo partage des gains de productivité. L'effondrement du modèle de l'emploi masculin, salarié, à temps complet, lié à un établissement, s'accompagne de la croissance du travail féminin, du temps partiel (les deux ayant tendance à s'identifier), de l'intérim, de l'usine éclatée, de la sous-traitance, c'est-à-dire d'un foisonnement de situations intermédiaires. L'accumulation du capital ne se bouclant plus sur une aire nationale, chaque Etat ne peut donc plus considérer le salaire « comme un investissement » selon la formule fordiste. L'emploi et la valeur de la force de travail deviennent une variable d'ajustement dans la concurrence extérieure, toute politique de relance et de traitement social du chômage est condamnée. C'était l'époque de Barre, Thatcher et Reagan. Ce sont tous les modèles sociaux, les modalités dynamiques de l'exploitation de la force de travail et de sa reproduction, hérités un peu partout dans le monde capitaliste développé des années 30 et de l'immédiat après-guerre, qui disparaissent.

De façon générale, c'est l'extériorisation du social hors de la relation directe d'exploitation du travail qui a *tendance* à disparaître dans la situation actuelle. La solidification de la situation de travailleur salarié, son irréversibilité et la socialisation de sa reproduction, avaient rompu, dans le cadre de la subsumption réelle, l'intériorisation dans l'entreprise des fluctuations de l'activité et de l'emploi (ce que le paternalisme avait poussé à la caricature), ou le renvoi de ces fluctuations complètement à l'extérieur du rapport capitaliste immédiat d'exploitation (retour à la campagne, repli familial, etc.), ou encore leur prise en charge par le travailleur lui-même au travers de son nomadisme, de la prévoyance individuelle ou mutualiste. Dans la première phase de la subsumption réelle, le *social* est extériorisé comme politique nationale, prise en charge collective et sociale, il est extériorisé hors de l'entreprise et des personnes individuelles, il prend la forme de droits sociaux garantis par l'Etat et les institutions sociales et définit la famille comme son lieu d'application autour de la figure de l'ouvrier mâle à temps plein qui est le sujet des droits sociaux.

La phase actuelle de développement capitaliste replace la reproduction de la force de travail à l'intérieur du travail, dans sa continuité, et comme forme de son effectuation.

Il ya là une logique « d'activation de la protection sociale », l'objectif est de favoriser la progressivité des prélèvements sociaux tout en limitant la dégressivité des transferts, au

travers des *in work benefits* destinés à combler les « trappes à pauvreté ».

Aux Etats-Unis : la réforme du *Welfare*, entrée en application en 1997 institue le principe de la conditionnalité, ce qui signifie que toute personne bénéficiant d'une aide sociale devra le mériter. « Celle-ci n'est plus un droit, elle doit avoir une contrepartie : son bénéficiaire devra exercer une activité salariée, effectuer une tâche d'intérêt général, ou recevoir une formation. Tout adulte dont la famille perçoit une aide devra, dans les deux mois, effectuer un travail d'intérêt général. Le principe d'universalité et d'automaticité du versement de l'aide sociale est ainsi supprimé. Chaque Etat est libre de distribuer à sa guise le montant de l'enveloppe qu'il percevra du gouvernement fédéral. Avec cette condition : en 2002, les Etats doivent être en mesure de prouver qu'environ 50 % de leur « clientèle » du *Welfare* est au travail. Sinon, ils perdront une portion non négligeable de la dotation fédérale. Entre janvier 1993 et novembre 1996, 2,5 millions de bénéficiaires du *Welfare* ont été rayés des registres. En supposant que les deux tiers des bénéficiaires d'aides sociales trouvent du travail et que les Etats maintiennent leur niveau de financement, ce sont, avec la nouvelle loi, 2,6 millions de personnes qui vont tomber en dessous du seuil de pauvreté (32,4 millions d'Américains, soit 13,5 % de la population entrent déjà dans cette catégorie). On imagine aisément les conséquences d'un brusque ralentissement de la croissance économique. Le test du succès de la réforme est donc moins dans la réduction du nombre d'abonnés de l'aide sociale (le principe de la conditionnalité à un effet dissuasif) que dans *la capacité de l'économie à leur fournir des emplois permanents*. De quels emplois s'agit-il ? De nombreuses entreprises ont répondu à cet effort de solidarité nationale en mettant en place des programmes dits *welfare-to-work*. » (*Le Monde* du 13 mai 1997).

« Les principaux effets de la réforme résident dans le passage d'un assistanat chronique à des formes de *précarité par le travail (working poverty)* » (David Giband, *Géographie sociale des Etats-Unis*, Ed. Ellipses 2006, p.53).

On peut, à volonté, multiplier les exemples de cette évolution des politiques de *Welfare*, la Grande-Bretagne ayant joué un rôle pionnier en la matière. Cette évolution est conjointe au développement de toutes les formes d'emploi et de mise au travail de la classe ouvrière qui sont la disparition de l'identité ouvrière. Par exemple : une nouvelle relation s'institue entre d'un côté l'externalisation du chômage au niveau de l'indemnisation par les institutions paritaires et de l'assistance prise en charge par l'Etat, et de l'autre son internalisation par le temps partiel, les stages et l'intérim, etc. La gestion localisée du chômage et l'individualisation du contrat de travail assurent la liaison entre les deux. Processus dans lequel, est-il besoin de le signaler, l'intérim et la précarisation jouent un rôle essentiel.

Dans cette *re-internalisation* du *welfare* dans l'effectuation du travail, c'est la famille comme lieu d'application du « social » externalisé qui se délite et les adolescentes américaines enceintes n'ont plus qu'à aller travailler...ou faire semblant. Elle peut éclater

ou se présenter sous toutes sortes de formes plus ou moins éphémères parce qu'elle n'est plus le lieu d'une *coagulation* de la reproduction sociale de la force de travail mais de la *coexistence* (simple addition) de segments individualisés de cette reproduction : un enfant à l'école, un autre en intérim, un adulte ou non au chômage, une femme à temps partiel, un RMIste, un salarié à plein temps, chacun de ces statuts possède sa propre logique, l'ensemble n'est plus organisé autour d'une figure centrale par laquelle s'exerce la reproduction, il n'y a plus d'ensemble.

Toutes les forces de travail individuelles deviennent indépendantes. Dans le marché du travail actuel, l'addition familiale des revenus persiste ainsi que la prise en compte de la situation familiale, mais le cadre familial n'est plus la synthèse de la reproduction de chacun de ses composants, mais un simple milieu¹¹ mettant en relation la reproduction de la force de travail individuelle et la reproduction globale de la force de travail sociale.

Il y a achat global de la force de travail. La force de travail est présupposée comme propriété du capital, non seulement formellement (le travailleur a toujours appartenu à toute la classe capitaliste avant de se vendre à tel ou tel capitaliste), mais réellement en ce que le capital paie sa reproduction individuelle en dehors même de sa consommation immédiate qui pour *chaque force de travail* n'est que la manifestation de sa définition en tant que fraction, simple partie aliquote, de cette force de travail générale déjà propriété du capital. Le capital n'est pas soudain devenu philanthrope, dans chaque travailleur il reproduit quelque chose qui lui appartient : la force productive générale du travail devenue extérieure et indépendante de chaque travailleur et même de leur somme. Inversement, la force de travail directement en activité, consommée productivement, voit son travail nécessaire, lui revenant en fraction individuelle, défini non par les besoins exclusifs de sa propre reproduction, mais en tant que fraction de la force de travail générale (représentant la totalité du travail nécessaire), fraction du travail nécessaire global. *Il tend à y avoir péréquation entre revenus du travail et revenus d'inactivité* et, institutionnellement contagion entre les deux.

Durant la première phase de la subsumption réelle, le capital s'est d'abord heurté à cette globalisation de la force de travail et du travail qui lui était nécessaire, il l'a d'abord divisée en catégories rigides, ne parvenant pas à l'intégrer, la consommer et la reproduire en tant que force de travail sociale même, la famille lieu du social représentant de façon synchronique tous les stades de la force de travail était la synthèse de ces catégories. C'est cette division même qui maintenant s'impose comme continuité dans *l'interpénétration de ses éléments*, il y a d'abord répulsion, exclusion entre ces diverses catégories et réunion, synthèse, en dehors d'elles : la famille. Mais, en même temps, leur attraction mutuelle en tant que choses identiques finit par l'emporter.

La famille n'est alors que le milieu, plus ou moins nécessaire de cette individualisation. La fraction dévolue à chaque force de travail individuelle n'est qu'une partie aliquote d'une valeur totale qui est celle du travail nécessaire et que le capital paie de façon

régulière (à échéances). Les durées d'utilisation de telle ou telle force de travail, la rotation des fractions embauchées, les formes de paiement peuvent être fractionnées à l'infini : l'achat primordial a déjà eu lieu, l'acte de propriété a déjà été signé. Tout ceci implique naturellement le plein développement des conditions spécifiques de l'extraction de plus-value relative (c'est-à-dire la période antérieure).

Cet achat global parce qu'individualisé et individualisé parce que global, fait que « l'explosion de la famille » est aujourd'hui indéniable, mais tout autant elle se décompose tout autant elle se recompose. Le capital a besoin d'un prolétariat atomisé mais la flexibilité et la précarité qui suppose une absolue « liberté » du prolétaire (ne serait-ce que pour sa mobilité géographique) transforme la famille mais ne la supprime pas. Dans le cas extrême des zones économiques spéciales qui prolifèrent de par le monde où le célibat est imposé et où la reproduction de la force de travail est ignorée, celle-ci, en réalité, est renvoyée, autant que faire se peut à des structures sociales marginales par rapport au cycle de valorisation du capital, structures toujours extrêmement fragiles et menacées : petite paysannerie, économie informelle, bidonvilles (la reproduction est alors considérée pour le capital à coût zéro), ce qui s'accompagne, pour être efficace, d'une rotation accélérée de la main-d'œuvre. Le travail domestique ne disparaît pas, il doit toujours être fait, flexibilité et précarité, temps partiel sont imbriqués avec le travail domestique.

Le nombre de famille monoparentale n'a cessé de croître, en 2005, en France (Les Etats-Unis connaissent largement le même phénomène), 18 % des enfants vivent avec un seul de leur parent (ce qui signifie aussi, ne l'oublions pas, que 82 % des enfants vivent avec leurs deux parents). Dans 85 % des cas, ces familles dites monoparentales sont composées d'une mère et de ses enfants (les données proviennent du *Monde* – 17 octobre 2008 – reprenant une étude de L'Insee publiée en juin). « Les mères de familles monoparentales, qui sont souvent moins bien diplômées que celles qui vivent en couple, sont en situation de fragilité sur le marché du travail, elles doivent surmonter à la fois les contraintes liées à leur situation de mère seule – la garde des enfants en particulier – et à l'impossibilité de compter sur le revenu d'un conjoint pour subvenir aux besoins de la famille (...) Dans ces familles, l'emploi est souvent une denrée rare : seule une mère de famille monoparentale sur deux travaille à temps complet. » (*op. cit.*). En fait, cette « explosion » de la famille, loin de supprimer ou dépasser les contraintes familiales sur les femmes, les reproduit en les aggravant. La pauvreté est sexuée, c'est-à-dire majoritairement féminine.

Cette pauvreté grandissante des femmes manifeste une transformation de fond des modalités de leur appropriation. La dépendance économique des femmes qui est un élément du dispositif d'assignation à la reproduction avait pour contrepartie leur appropriation par leur entretien privé. On voit alors se dessiner des tendances dont il est difficile de mesurer l'importance tant factuellement qu'au niveau de leur analyse et de leur signification. L'appropriation globale de la personne reproductrice tend à ne plus être la

condition de la reproduction, ce lien d'appropriation privée, conjugal, tend à être remis en cause, les structures qui ont contrôlé la reproduction depuis les débuts du capitalisme s'effritent. Cette appropriation privée a un coût en terme de valeur de la force de travail et elle n'est plus rentable. L'appropriation sociale ou plutôt collective tend à s'y substituer, la reproductrice devient « libre de sa personne », elle devient une pauvre devant sa survie à l'entretien collectif à condition qu'elle soit mère et en cas de divorce on lui accordera toujours le « privilège » de la garde des enfants.

La famille est un problème pour le mode de production capitaliste. En effet, au travers de la famille, le capitalisme dépend pour la production et la reproduction de son élément fondamental, la force de travail sous la forme du travailleur libre, de modalités de production qu'il produit et se soumet *mais qui ne sont pas immédiatement les siens*. Il faut faire appel à la littérature, par exemple au *Meilleur des mondes* d'Huxley, pour avoir une idée de ce que pourrait être une production capitaliste de la force de travail *selon un procès de production capitaliste* (comme n'importe qu'elle autre marchandise entrant dans le procès de production). Mais alors c'est le travailleur libre qui disparaît et l'esclavage qui fait retour.

Ce que l'on peut considérer comme une société marchande absolue est une utopie capitaliste. La société ne serait plus composée que d'une somme d'individus absolument indépendants les uns des autres et n'ayant de relations que sous la forme de contrats, où tout acte est enregistré et payé, où toute relation serait directement marchande, où chaque individu n'aurait d'autre existence que son abstraction légale : un code civil global et totalitaire. Tout acte serait mesuré, évalué, échangé, rétribué. Une utopie capitaliste.

La famille est un obstacle à la logique capitaliste, mais un obstacle *interne*, non quelque chose dont le mode de production capitaliste aurait historiquement hérité et dont lentement il chercherait à se défaire. La socialisation totale du travail domestique et de la reproduction biologique des travailleurs est une utopie programmatique on la retrouve de Guesde à Pouget et chez Lénine comme utopie capitaliste intégrée à la révolution programmatique. Elle est toujours partielle dans le mode de production capitaliste et demeure toujours sous l'emprise formelle de l'individu ou de la famille, parce que le travailleur du mode de production capitaliste est un travailleur libre. Cela signifie de façon définitoire que sa reproduction appartient à la sphère de la circulation et non de la production, le travailleur n'entre pas dans le procès de production comme y entre la machine ou la matière première, si la reproduction du travailleur n'appartenait plus à la sphère de la circulation, il ne pourrait que transmettre sa valeur dans le procès de production, il n'y aurait plus ni capital variable, ni plus-value. Cela signifie également que si la reproduction du travailleur s'effectue dans la circulation il faut préciser que c'est dans la « petite circulation » qui porte sur la partie payée en salaire et échangée contre la force de travail et que le travailleur transforme en biens de consommation, cette « petite circulation » se déroule parallèlement et en même temps que le procès de production et la

« grande circulation » qui, elle, embrasse toute la période depuis le moment où le capital sort de la production jusqu'au moment où il y retourne (cf. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, t.2, p.188 et sq). Cette « petite circulation » confère à la reproduction du travailleur un caractère à la fois *social* (la force de travail fait partie des conditions d'existence du capital) et *privé*¹² : elle se déroule parallèlement au procès de production et à la grande circulation.

La population en elle-même n'est pas une marchandise, la production et la reproduction de la force de travail ne s'effectuent pas comme celles d'une marchandise. Elles s'effectuent comme production et reproduction de la personne du travailleur. Si cela est une contradiction ou une limite pour ou dans le mode de production capitaliste, cela tient à la nature même de cette marchandise qui ne se différencie pas de la personne du travailleur. La reproduction du travailleur reproduit la marchandise force de travail dans ce qu'elle a d'absolument original : le travailleur doit reproduire la valeur d'usage de cette marchandise, le travail, qui se confond avec sa personne. Il porte sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : à être tanné. C'est en cela que dans ses propres termes, dans les modalités de son existence et de sa raison d'être, la famille est « le travail comme problème ».

Si le travailleur appartient au capital avant même de se vendre à tel ou tel capitaliste, c'est de par un rapport social de production et non de par un procès de production dont il serait le résultat. La particularité de la marchandise qu'il a à vendre fait que c'est lui-même qui la porte sur le marché et qui a en charge sa reproduction, à la différence de l'esclave, le travailleur libre prend soin de lui-même. C'est dans cet interstice, essentiel mais ténu, constamment attaqué par lui mais indestructible pour le capitalisme, que la famille, quel que soit son éclatement, se situe dans le mode de production capitaliste. Le capital s'insinue et régleme jusqu'aux recoins les plus intimes de la vie privée, il planifie les naissances, organise la maladie et la mort, occupe les temps de loisir, produit comme instruments les goûts et les sentiments. En bref, il produit cette *figure sociale historique* : la *personne autonome* se reproduisant elle-même *pour* le capital. Une des attributions de cette personne est la *reproduction* de la population dans le cadre social que définit cette *autonomie* : la famille. Là, il n'y a pas de « propriété » des enfants, juste une délégation de pouvoir qui est la forme la plus économique d'élevage. En effet, dans sa raison d'être, ce rapport social spécifique qu'est la famille, entretient et reproduit la domination sur les femmes nécessaire à l'appropriation gratuite par le capital de tout ce travail d'élevage et de reproduction. Le mode de production capitaliste ne peut pas plus abolir le travail domestique qu'abolir la division genrée de l'humanité ou la famille, ils sont définitoires de cette marchandise si particulière qu'est la force de travail.

Le capital se heurte à l'irréductible originalité de cette marchandise qu'est la force de travail. Son mode *social* de reproduction doit être *privé*. Si d'un côté le capital ne peut que reconnaître la nécessité de ce mode privé de reproduction (inhérent au rapport

salarial) pour que la valeur d'usage de cette marchandise, le travail vivant, soit la seule valeur d'usage qui puisse lui faire face, sa tendance à ce que cette valeur d'usage soit toujours de trop, c'est, contre la famille, sa tendance à en supprimer le caractère privé qui est toujours un obstacle aux échanges et à l'utilisation maximale de toutes les forces disponibles pour la valorisation. Nous retrouvons ici la notion d'achat global de la force de travail évoquée précédemment qui est une mobilisation de toutes les forces disponibles intégrant et modulant les divers moments de leur production et reproduction (formation, chômage, allocations activant la mise au travail, « parent isolé », etc.).

Dans les conditions fondamentales de l'échange salarial (*Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.1, pp. 427-428) Marx insiste sur le point suivant : « Il doit y avoir entre les deux côtés un libre rapport d'échange – circulation monétaire – fondé sur la valeur et non sur un rapport de domination et de servitude ; en d'autres termes, il faut qu'il y ait une médiation entre les deux extrêmes (...) Comme il n'est pas possible de s'emparer directement du travail d'autrui, il faut acheter la force de travail à l'ouvrier dans le procès d'échange. »

Est-ce que nous n'en sommes pas à la possibilité de « s'emparer directement du travail d'autrui » ¹³ quand les formes socialisées du salaire assurent une liaison entre le travailleur et la subsistance (RSA, ASS, impôt négatif, « revenu garanti » ... et le passage au travail non comme rupture vis-à-vis de ces états mais comme leur « activation ») ? Il faut considérer la formidable socialisation de la reproduction globale de la force de travail totale dans le lissage entre revenus d'activité et revenus de substitution comme une remise en cause par le capital lui-même, conformément à son nécessaire processus d'autoprésupposition, du « libre rapport d'échange » qui assure la médiation entre les deux premières « conditions fondamentales » (d'un côté, la force de travail dans son existence purement subjective, de l'autre, la valeur ou le travail matérialisé) et de la famille comme moment *privé* de la reproduction, nécessaire en tant que privé au *libre* rapport d'échange. Remise en cause de cet échange libre que Marx considère comme une « formalité essentielle ». Dans certains cas extrêmes mais non atypiques ou marginaux, pour le « travailleur pauvre » français qui va au « Secours populaire » ou aux « Restos du cœur », ou pour l'Américain qui reçoit des bons de nourriture, la circulation monétaire est même, en partie, abolie.

La force de travail, propriété de l'ouvrier est devenue la propriété du capital que le travailleur est tenu d'entretenir et de livrer quand le propriétaire la réclame. Le travailleur ne « conserve » plus sa force de travail « en l'aliénant », mais cette relation en elle-même porte son renversement, il l'aliène et par cela en demeure le « dépositaire ».

C'est une altération globale du contrat qui est alors, avec la restructuration qui a eu lieu du début des années 70 au milieu des années 90, réalisée. Comme nous le disions : l'infini fractionnement des durées d'utilisation de telle ou telle force de travail, ainsi que celui de son paiement, la rotation des fractions embauchées, signifient que l'achat

primordial a déjà eu lieu, l'acte de propriété a déjà été signé. Si le surtravail en rendant superflu le travail nécessaire le nécessite pour s'accroître, le travail nécessaire n'est cependant la condition du surtravail que dans la mesure où le surtravail le supprime, le rend « superflu ». La contradiction du travail nécessaire vis-à-vis du surtravail est une contradiction du travail nécessaire à lui-même : il n'existe que pour ne pas exister. Utilisé ou non, mais déjà acheté, avec l'achat global de la force de travail, le marché du travail internalise cette contradiction du travail nécessaire (comme continuité entre le « indispensable » du travail et son « toujours de trop »).

La famille comme lieu physique de la reproduction de la force de travail et à laquelle était conférée cette fonction sociale de la reproduction est réduite à être le réceptacle de cette addition. C'est l'intervention de l'Etat qui est le moyen terme entre les deux extrêmes qui sont la force de travail individuelle et la force de travail globale disponible, dont la première n'est plus qu'une partie aliquote dont toutes les déterminations (valeur, qualification...) n'existent pas en elle-même, de façon première, dans cette force individuelle, mais seulement en tant que fraction de cette force globale dont le capital, au travers de l'Etat, fixe socialement la reproduction, d'abord simplement formellement - règles d'utilisation - avant de la fixer réellement par son achat en gros. En même temps se renforce le contrôle des services sociaux sur les pauvres avec la menace du retrait des enfants en cas de « défaillance » de ce nouveau cadre familial. L'Etat, moyen terme, reconstruit la famille et la surveille dans sa capacité à être ce lieu de reproduction.

L'ouvrier est-il toujours « propriétaire de sa force de travail »? En socialisant l'échange de la force de travail et sa consommation productive, le capital remet en cause son fondement, l'existence du travailleur libre et le lieu d'existence de sa reproduction, la famille.

Contradiction entre surtravail et travail nécessaire, redéfinition familiale, passage de l'appropriation privée à l'appropriation collective des femmes, sont liés mais ne se confondent pas. C'est toujours dans les termes propres de chaque instance qu'existe « le travail comme problème ».

1. La distinction entre « individu contingent » et individu objectif » est reprise du texte de Marx *Formes antérieures à la production capitaliste*. Ce texte est souvent publié avec les *Grundrisse*.

2. Dispositif de violence incluant le viol, mais aussi l'amour, le *care*, la douceur, le souci des autres, être un corps.

3. Dieu créa Brigitte Bardot mais pas la femme.

4. L'augmentation de la population comme principale force productive se meut dans des contradictions dans tous les modes de production, mais le MPC est le premier dont le problème avec la population et le travail est intrinsèque à sa dynamique et non une rupture de celle-ci la régénérant : l'alternance du monde plein et du monde vide du système féodal ; l'essaimage colonial antique ; les différents types de solution à la pression sur le milieu des « communautés primitives » ; les fronts pionniers du mode de production asiatique.

5. De ce point de vue, on ne peut partager certains aspects de la démarche du texte « Misère et dette » (Endnotes n° 2). Le procès de la « contradiction temporelle » qui est exposé n'est pas fondé sur le développement valeur du capital. Sans prendre en considération les conditions de l'augmentation absolue de la masse du profit, ce texte fait de la « loi générale de l'accumulation » au travers de l'augmentation de la composition organique une loi physico-technique. En définitive, on ne sait pas ce qui bloque la reproduction élargie au point de ne plus pouvoir absorber capital et travail libérés. La ligne technico-physique des secteurs industriels émergents / déclinants n'est pas homogénéisée avec une

compréhension unifiant évolution de la composition organique, masse et taux de profit. La loi de population du mode de production capitaliste est gouvernée par la relation entre le travail nécessaire et la capacité du capital à transformer le temps superflu en surtravail. Tout se passe dans ce texte comme si les processus décrits, ne se déroulaient pas eux-mêmes dans une économie où ils sont intérieurement définis par des rapports de valeur et de profit.

6. Il est difficile mais incontournable de sortir d'une compréhension comportementaliste de la contradiction entre hommes et femmes, une compréhension faite d'une somme de pratiques individuelles et de psychologie. La contradiction entre hommes et femmes ne se mesure pas sur la balance des lessives partagées et des baffes. « La reproduction est le terrain de base des rapports sociaux de sexes » (Paola Tabet : *L'arrondissement des femmes*). C'est là le terrain, la substance et la dynamique de la contradiction entre hommes et femmes qui peut, avec le mode de production capitaliste, se développer en tant que telle pour elle-même. Sa dynamique, sur le terrain de la reproduction, c'est le travail dans le mode de production capitaliste : toujours nécessaire, toujours de trop. La contradiction entre hommes et femmes ne se confond pas avec la lutte des classes mais la conjonction des deux n'est pas fortuite ni théoriquement, ni événementiellement au cours de l'histoire.

7. Ce qui ne dispense pas de la nécessité de montrer spécifiquement pour chaque catégorie son caractère sexué. Cependant quand le doigt montre la Lune c'est la Lune qu'il faut regarder. Ainsi, ce ne sont pas les concepts de valeur, de marché ou de division du travail qui sont à critiquer parce que sexués, mais la réalité dont ils rendent compte de façon adéquate.

8. Revendiquer l'égalité et l'absence de différence au nom d'un groupe et par l'action d'un groupe que l'on a défini comme particulier (Joan W. Scott *La citoyenne paradoxale*, Ed. Albin Michel ; titre original *Only paradoxes to offer*, Harvard University Press, 1996)

9. Nous reprenons ici un « modèle dialectique » utilisé par Marx à propos du passage de la possibilité à la réalité des crises : « Les économistes qui nient la crise s'en tiennent uniquement à l'unité de ces deux phases (phase de production et phase de circulation, nda). Si elles étaient uniquement séparées sans être unes («sans faire un tout» – traduction Rubel dans Ed. Pléiade, t.2, p.478), c'est alors précisément qu'il n'y aurait pas de possibilité d'établir de force leur unité («le rétablissement violent de leur unité serait impossible» - *idem*), pas de possibilité de crise. Si elles étaient uniquement unes («si elles faisaient un tout» - *idem*), sans être séparées, il n'y aurait pas de possibilité de les séparer de force («leur séparation violente serait impossible» – *idem*), ce qui est encore la crise. La crise c'est l'établissement par la force de l'unité entre des moments promus à l'autonomie («unité faite de moments individualisés» – *idem*) et l'autonomisation par la force de moments qui sont essentiellement uns («de moments qui font essentiellement un tout» – *idem*) » (*Théories sur la plus-value*, Ed. Sociales, t.2, p.612).

10. A y réfléchir naïvement l'expression d'économie politique est une contradiction dans les termes. Ce n'est qu'au XVII^e siècle qu'on commença à ajouter au terme « économie » l'adjectif « politique ».

11. Un lieu où les différences co-existent mais ne sont pas intégrées.

12. « L'approvisionnement de l'ouvrier sort du procès de production comme résultat et produit, mais il n'y pénètre jamais, en tant que tel, parce qu'il est un produit fini entrant directement dans la consommation de l'ouvrier après avoir été échangé (...) C'est le seul moment de la circulation du capital où la consommation intervient directement. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.2, p.190).

13. « La forme de médiation inhérente au mode de production capitaliste (l'achat-vente de la force de travail, nda) sert donc à perpétuer le rapport entre le capital qui achète le travail, et l'ouvrier qui le vend ; *mais elle ne se distingue que formellement des autres modes plus ou moins directs d'asservissement et d'appropriation du travail par les possesseurs des conditions de la production* (c'est nous qui soulignons)» (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10 / 18, p.262)

UNE RÉPONSE À TC SUR LE GENRE

COMMENTAIRES SUR LA

CONTRADICTION, SOCIÉTÉ, RACE, TOTALITÉ

VALENTINE FABERGÉ ET LA PARTIE DU NÉANT

TC VISE À « RÉ-ARTICULER LA TOTALITÉ CAPITALISTE » comme étant constituée tout autant du rapport homme/femme que du rapport de classe. En cela ils rejoignent une minorité chez les féministes qui argumentent pour un « système unique » (patriarcat et capital) plutôt qu'un « système double ». Ceci est effectué de deux façons, toutes deux intéressantes bien que clairement déconnectées au départ :

- en élevant le genre au rang de deuxième contradiction à côté de celle de classe,
- en posant le genre comme distinction fondatrice dans la société basée sur l'appropriation d'une moitié des individus par l'autre qui s'articule alternativement comme privé/public, salarié/non-salarié, social/non-social.

DEUX CONTRADICTIONS, UNE TOTALITÉ

TC soutient que le genre est un élément nécessaire de la totalité du capital, et « possède sa propre dynamique » qui n'est pas réductible à la dynamique de classe. Sa « propre dynamique » est apparemment ce qui fait du genre sa propre contradiction. Alors que TC écrit par exemple de la surpopulation qu'elle « n'a pas sa propre dynamique » et que ce n'est « pas une question qui peut s'autodéfinir », le genre lui, possède sa propre dynamique et ostensiblement définit sa propre problématique, c'est ce qui la caractérise en tant que contradiction et pas simplement comme particularisation de la totalité.

Que met en jeu la description du genre comme contradiction ? D'où surgit cette distinction entre contradiction et particularisation ?

Il apparaît ici que l'histoire de l'usage de ce terme puisse avoir son importance. Pour Hegel, et ce que nous en comprenons, « il n'y a rien que l'on ne puisse élever au rang de contradictions », pour Hegel elles sont apparemment infinies – non qu'il y ait une contradiction qui soit principale en regard de toutes les autres. Mao, d'un autre côté, croyait que bien qu'il y ait un substrat pour d'infinies contradictions, il y a toujours une contradiction première pour chaque objet d'étude. Et celle du mode de production capitaliste c'est la contradiction de classe, Mao écrivait « Chaque forme de société, chaque forme d'idéologie, a sa propre contradiction particulière et son essence particulière ». Cette approche de la contradiction a une portée « universelle » qui s'oppose au sens de « particularité » de la contradiction (chez Hegel), et il est nécessaire, pour Mao, d'analyser « l'universalité de la contradiction » de façon à découvrir « la cause universelle ou la base universelle du mouvement ou développement des choses ». C'est dans la veine de Mao

que nous comprenons l'usage du terme qu'en fait TC, et nous voudrions savoir s'il s'agit d'une méprise de notre part.

Dans tous les cas, il nous semble qu'élever le genre au rang de contradiction ne sert pas les autres arguments de TC et n'en découle pas logiquement. Ce statut de « contradiction » n'est pas important, c'est seulement une étiquette dont la fonction consiste à affirmer que le genre est Très Important, Irréductible aux Classes et Inhérent au Capital, sans expliquer pourquoi ni comment. Elever le « genre » au rang de contradiction avec le même statut vis-à-vis de la totalité que les classes implique également qu'elles sont alors les DEUX contradictions EXCLUSIVES, et qu'il n'y en a pas d'autres. Il n'y a aucune raison de penser qu'il n'y en a pas d'autres. Le marxisme s'est développé depuis bientôt deux siècles sans prendre le genre vraiment au sérieux, et nombreux sont ceux qui ont de façon tout aussi véhémente argumenté que la race par exemple pourrait être aussi essentielle et inhérente à la totalité du capital que les classes ou le genre. Pour TC, la race ne s'articule pas à un niveau fondamental aux côtés des classes et du genre, si la race n'est pas là, où donc se situe-t-elle ?

De plus, il semble que le statut de « contradiction » confère la promesse du *dépassement* potentiel – une contradiction, étant contradictoire, est tension, irréductible, et ceci ostensiblement crée un mouvement, propulse la contradiction vers son propre dépassement. Bien que cela puisse inspirer quelques fois, cette formulation n'est pas une façon cohérente de théoriser le rapport de genre, en ce que cela ne nous dit rien de ce qu'il est, ni du pourquoi il est, c'est seulement un tampon rouge sur son importance et une garantie de son dépassement dans le communisme.

Sur ces bases, nous sommes en désaccord avec la démarche qui utilise le terme de « contradiction » pour articuler l'importance et la centralité du genre dans le capital.

Plus loin, dans le texte « 4 questions » (« Réponse aux américaines »), TC plonge dans l'ontologie de la totalité, comment la totalité *est la forme dans laquelle les choses se relient entre elles*, le besoin immanent que chaque terme a pour l'autre. Nous trouvons cela très utile et exact, mais cela nous paraît être quelque peu divergent avec l'utilisation que TC fait du terme de “contradiction” dont nous avons précédemment parlé.

LE RAPPORT HOMME/FEMME COMME INHÉRENT À LA TOTALITÉ LOGIQUE DU CAPITAL.

Plus important que la mobilisation du concept de “contradiction”, il y a la réelle base matérielle du rapport homme/femme et sa reproduction. Ici TC fait plusieurs avancées importantes sur le sujet. Ils avancent que « la détermination de la sphère publique » est la « source » de la différence sexuelle, ceci en raison de l'absolue démarcation du travail des « activités reproductives dans la sphère privée », nous trouvons que le clivage entre production et reproduction, l'usine et le foyer, est parfait, structurel, définitoire du mode de production.

“Ce caractère sexué de toutes les catégories du capital signifie une division *générale* de la société entre hommes et femmes. Cette division générale acquiert comme contenu social ce qui est la synthèse de toutes les sexuations des catégories : la création de la distinction du public et du privé. Cette distinction est la synthèse parce que le MPC est une économie *politique*. C’est-à-dire que reposant sur la vente de la force de travail et une production sociale n’existant comme telle que pour le marché (valeur), le MPC rejette comme « non social » les moments de sa propre reproduction qui échappe à une soumission directe au marché ou au procès de production immédiat : le privé. Ce privé est le privé du public, toujours dans une relation hiérarchique de définition et de soumission au public.

En tant que division générale et vu son contenu (produit socialement) elle est *naturalisée* et elle existe réellement dans le cadre de cette société comme division naturelle : toutes les femmes, tous les hommes. Il ne suffit pas de dire que toutes les catégories du MPC sont intrinsèquement sexuées, il faut dire aussi que cette sexuation générale se donne une forme particulière, fonctionne synthétiquement sous une forme particulière : la distinction entre public et privé où les catégories hommes et femmes apparaissent comme générales, comme naturelles, au-delà des différences de classes reconnues comme sociales. La distinction entre hommes et femmes acquiert un contenu propre à son niveau, propre au niveau produit, c’est-à-dire propre à la distinction entre public et privé : la nature (ce que le social a produit à l’intérieur de lui-même comme non-social et qui acquiert réellement un caractère d’évidence naturelle parce que distinction anatomique).” (« Réponse aux américaines »).

Nous sommes d’accord avec l’orientation générale de ces arguments ; à savoir que les catégories de la totalité capitaliste sont sexuées ; que cette sexuation résulte d’une distinction entre le domaine du travail salarié, et le domaine de quelque chose d’autre. Mais le propos de TC reste un peu indécis sur quelques aspects. Est-ce que la distinction qui fonde la hiérarchie binaire du genre est celle entre « public et « privé » ? Est-ce celle entre « production » et « reproduction » ? Nous choisissons de nommer distinction fondatrice, celle entre « social » et « non-social ».

SOCIAL/NON-SOCIAL AVANT ET AVEC LE CAPITAL

La distinction privé/public est inexacte et trop ambiguë pour situer la distinction de genre dans la totalité capitaliste. Par exemple, quelque chose de « privé » réfère-t-il à ce qui se passe dans « l’habitat »/ « la sphère domestique », ou bien réfère-t-il à ce dont on ne sait rien ? Il y a deux définitions très différentes du privé et l’usage qu’en fait TC oscille de l’une à l’autre. En réalité, la distinction concrète qui fonde la hiérarchie du genre n’est autre que le *travail salarié lui-même*. La généralisation du travail salarié dans la société est également l’absolue distinction entre deux « sphères » plus précisément décrites comme social et non-social, c’est-à-dire comme décrit dans les passages suivants :

“le travail qui se manifeste dans la valeur d’échange est, par hypothèse, le travail de l’individu isolé. C’est en prenant la forme de son contraire immédiat, la forme de la généralité abstraite, qu’il devient travail social.” (Marx, *Critique of Political Economy*, 29 – Contribution à la critique de l’économie politique, Ed. Sociales, p. 13).

“(…) dans une économie marchande, le travail ne devient social que sous la forme de travail abstrait.” (Rubin, *Essays*, Chapter 13 – Essais sur la théorie de la valeur de Marx, Ed. Maspéro, p. 177).

La distinction entre les deux sphères est la base matérielle du genre et elle précède le capitalisme. Cependant, du fait qu’il n’y a pas de forme sociale généralisée qui permette de distinguer quantitativement ces deux sphères avant le capitalisme, elles ne se révèlent pas pleinement avant que le capitalisme ne s’installe. Une fois le travail salarié généralisé, il n’y a plus d’ambiguïté ni de fluidité entre cette activité qui est salarié, qui est sociale et celle qui ne l’est pas. Comme le dit TC, le mode de production capitaliste sépare le public du privé plus radicalement qu’aucun autre mode de production en faisant de la force de travail une marchandise (TC 23, p.107). Ainsi le contenu de la catégorie sociale « homme » est *celui qui effectue l’activité rémunérée, autrement dit sociale*, et le contenu de la catégorie « femme » est celle qui effectue l’activité non rémunérée, autrement dit non sociale. C’est ainsi que, comme le dit TC,

« Les femmes pourront entrer sur le marché du travail, mais sur la base de cette exclusion. Leur entrée sur le marché du travail, leur participation au travail productif, seront toujours définies comme le travail de « celles-qui-existent-ainsi-dans-l’exclusion » et dont la valeur de la force de travail est ainsi dévalorisée » (TC 23, p.108)

Cela fait une différence qualitative entre la distinction de genre sous le capital et la distinction de genre auparavant. Comme TC l’expose, dans toutes les sociétés de classes antérieures au capitalisme, « l’accroissement de la population est la principale force productive ». C’est la cause matérielle de l’appropriation des femmes en tant qu’êtres « non-sociaux », non-sociaux parce qu’appropriés (par la société) de force, sans rémunération. ¹ Nous objectons cependant, contre TC, qu’aussitôt que le capital se constitue en totalité, aussitôt le travail salarié généralisé, *ce n’est plus le cas*. La principale force productive est alors le travail salarié, en d’autres termes, *la division de la société en deux sphères séparées, sociale (salarié) et non-sociale (non-salarié)*, autrement dit, une *division genrée systématique*. Ainsi la signification sociale centrale d’« être femme » passe de « reproductrice » à celle de « qui effectue le travail non-social ». Dans les deux cas, les femmes sont celles qui sont appropriées (par la société) sans rémunération, mais avec le capital, ce qui est approprié ne repose plus alors sur une quelconque valeur d’usage particulière (faire des enfants). Avec le capital, ce qui est approprié est une pure activité non-sociale, absolument distincte du travail social (salarié). L’acte de produire des enfants est quelquefois sans relation avec la subordination des femmes au capital, les femmes ne sont plus désormais celles que l’on doit s’approprier pour accroître la population – elles

sont maintenant les personnes qui effectuent toute activité non-sociale (non-salariée) requise par la société (des hommes).

Ceci met en relief un ensemble de problèmes qui ne viennent jamais complètement à la surface dans l'exposé de TC. Tout d'abord, ces institutions qui sont 'sociales' (masculines) mais généralement non pensées comme salariées – l'État en figurant la meilleure instance. Si nous utilisons la distinction privé/public, nous pourrions dire « bien entendu les institutions d'État sont publiques » parce qu'il y a un rapport historique entre le « public » et la place de la mairie, la cour de justice, la place centrale. Mais réellement, qu'est-ce qui fait mâle l'État et ses institutions ? Nous pensons que la distinction social/non-social est plus fructueuse pour ces questions, et nous allons ainsi tenter de répondre à quelques unes.

Il est également important de comprendre la reproduction matérielle de la hiérarchie binaire du genre. Il est important que le pré-capitalisme, la force et la violence, qui commencent probablement avec l'accès disproportionné des hommes aux armes, renforcé par la défense collective de leur intérêt collectif à l'appropriation du corps des femmes et de leur activité reproductive (qui peut également être compris comme la société se défendant elle-même, en assurant sa capacité de s'approprier la non-société. L'existence même de la société dépend de sa production et de l'appropriation de la non-société) soit central dans ce qui instaure et conserve le genre comme une hiérarchie binaire du social/non-social.

La résistance des femmes vis-à-vis des hommes est historiquement gommée par l'adhésion au mâle (ce que nous appelons « homosocialité »). Si par exemple, une femme est violée et battue par son mari et son frère, et qu'elle les tue durant la nuit, elle sera probablement pourchassée et tuée par ses voisins mâles. Les histoires de femmes répondant collectivement à de telles attaques ont été historiquement effacées, et lorsque l'on s'en souvient, c'est parce qu'elles finissent en tragédies (la suppression par meurtre ou par d'autres moyens des femmes en question). Lorsque des hommes tuent leurs assaillants, ce sont des héros, lorsque des femmes tuent leurs violeurs, maris, maquereaux, elles sont des criminelles qu'il faut punir. La démonisation de la violence féminine et la naturalisation de la violence masculine à l'encontre des femmes avec lesquelles nous sommes encore si familières aujourd'hui, sont la manifestation idéologique du pouvoir physique totalisant que les hommes en général continuent d'exercer sur les femmes en général.

Mais avec l'avènement du capitalisme il y a un changement dans le rapport de genre. La hiérarchie binaire du genre est maintenue centralement par le pouvoir donné aux hommes par l'identification au salaire. Le salaire les rend sociaux, plutôt que le pouvoir juridique ou politique, lesquels reposent encore sur le pouvoir de la force violente. Dans le capital, les hommes conservent le monopole de la force, de la violence, et de la

politique, mais c'est maintenant en raison de leur identification avec la sphère salariée, plutôt qu'en raison de leur rapport privilégié aux armes et aux liens « homosociaux ».

Nous rejetons l'idée que la violence à l'encontre des femmes s'atténue ou pourrait s'atténuer avec le capitalisme, au contraire, la hiérarchie du genre est encore *plus frappante* avec le capitalisme qu'à tout autre époque, parce qu'elle est systématisée puissamment par la généralisation du salariat. Dans le capital, le social est plus extrêmement et absolument distingué du non-social, et ainsi détient davantage de pouvoir sur le non-social, c'est pourquoi l'irruption des rapports sociaux capitalistes est corrélée historiquement avec une augmentation de la violence masculine contre les femmes et les enfants.

SOCIAL/NON-SOCIAL ET RAPPORTS RACIAUX

Le cadre social/non-social ouvre aussi la voie pour discuter de la myriade de forces auxquelles on se réfère sous l'appellation de rapports coloniaux, la race, la suprématie blanche, le développement géographique inégal, selon les termes de leur relation nécessaire inhérente à la totalité. Nombreux sont ceux qui prétendent que la catégorie « femme » n'est pas nécessaire pour que s'effectuent les fonctions sociales qui caractérisent couramment les femmes – c'est-à-dire que le capitalisme pourrait se débarrasser lui-même du genre, (et cependant conserver une division entre social et non-social) . Nous sommes d'accord avec TC pour dire que ceci est impossible, parce que la catégorie « femme » n'est rien d'autre que les processus particuliers que les femmes effectuent. Abolir le genre tout en conservant la division salarié/non-salarié revient à abolir les classes en conservant la division entre possesseurs des moyens de production et ceux contraints de travailler pour un salaire afin de survivre. De même, nous espérons montrer que les rapports de "race", faute de meilleur mot, ne sont pas des résidus de l'histoire des origines brutales de l'accumulation capitaliste, mais des éléments nécessaires de la totalité reproduits systématiquement comme tels. Jusqu'à présent nous avons examiné des arguments qui désignent les populations racialisées comme étant celles qui sont "tuables" "à disposition" de la totalité, comme une fonction requise par cette totalité; il doit toujours y avoir des groupes qui sont tués, mis à disposition, assassinés, pillés, criminalisés. Ces groupes sont "non-sociaux" d'une certaine façon, et la différence entre racialisation et genre, la façon dont ils se produisent mutuellement, doit être étudiée plus avant. Nous pensons qu'il faut dire que le capital est une totalité "de classe", "genrée", "racialisée", par la vertu de sa propre logique interne. Ce ne sont pas trois contradictions assises sur trois trônes au centre de la totalité capitaliste dictant sa logique. Non, le but est d'analyser la logique de l'accumulation capitaliste et de son développement d'une façon qui tente de voir les choses comme nécessaires à sa reproduction plutôt que comme sans rapports. Ce ne sont pas les positions d'un sujet révolutionnaire privilégié, il y a seulement la tentative de comprendre plus précisément de quelle façon ce monde se reproduit ainsi qu'il le fait. Le genre et la race sont deux éléments qui ont été historiquement exclus d'une telle analyse,

et il semblerait que la raison en soit que ce sont des catégories non-sociales qui n'ont jamais eues de représentation significative parmi ceux qui produisent la théorie.

Traditionnellement, participer à la production théorique de la part de non-hommes comme de personnes racialisées nécessite de ne pas prendre le genre comme la race trop au sérieux afin de ne pas perturber la totalité telle qu'elle a été articulée. Si l'on pousse trop loin, on finit excisée. Mais nous croyons que le besoin de voir la totalité caractérisée par la race, le genre tout autant que par les classes est tout aussi évident dans l'histoire, les luttes, les actions de la classe ouvrière, des femmes, des trans et déviants du genre, des gens de couleur, que des groupes géographiques ou ethniques opprimés. TC avec son analyse des rapports de genre s'est aventuré dans ce projet, rejoignant les rangs de nombreuses féministes qui s'y sont aventurées avant eux. Comme personnes qui se sentent théoriquement proches de TC, nous encourageons TC à considérer également la race comme essentielle dans cette démarche, et à ne pas se fermer sur d'autres éléments essentiels de la totalité.

Frank Wilderson affirme que la suprématie blanche: "tue le sujet Noir pour que le concept, société civile, puisse vivre...(kills the Black subject that the concept, civil society, may live....)" (p. 9) et plus loin, "Nous vivons dans ce monde, mais existons en dehors de la société civile (We live in this world, but exist outside of civil society). Cette position impossible structurellement est un paradoxe en ce que le sujet Noir, l'esclave, est vital pour l'économie politique de la "société civile": à l'origine du capital dès sa genèse il le sauve de la crise de sur-accumulation à sa fin — la mort du Noir est sa condition de possibilité (Black death is its condition of possibility). Subalterne de la société civile, le travailleur est codé comme salarié, et le salarié est Blanc. Mais le marxisme ne rend aucun compte de cette naissance phénoménale ni du rôle salvateur joué par le sujet Noir. » ([op.cit.](#) p15)

Alors que les "femmes" sont une catégorie produite par le besoin du capital de s'approprier *l'activité* d'entretien et de reproduction non rémunérée des corps humains, la catégorie de "race" ou peut-être de "noir" est produite par le besoin de tuer, oblitérer, effacer, déposséder, du capital.

LA TOTALITÉ

Comme nous l'avons mentionné auparavant, nous trouvons l'articulation de la totalité que fait TC immensément utile. Une compréhension adéquate de la totalité, toujours dans le procès d'être construite et comprise, s'avère essentielle pour une théorisation toujours plus adéquate du capital. TC fait rapidement disparaître le concept de totalité en tant qu'unité qui s'exprime dans ses particularités:

« Nous ne pourrions pas considérer, sans tomber dans la téléologie et l'abstraction universelle, chaque détermination comme différenciation d'une totalité qui est toujours et partout identique à elle-même, en tant que particularisation de l'universel, comme sa

propre *auto-détermination*. Le mode de production capitaliste comme contradiction en mouvement n'est pas l'universel immanent à ses moments particuliers (travail salarié, capital, rente foncière, exploitation, distinction de genres).

« Il ne s'agit pas non plus d'inverser simplement l'ordre d'existence, depuis la pré-existence de la totalité/identité, à la pré-existence des déterminations/particularités. Les particularités ne précèdent pas leur identité – si nous le disions ainsi, nous en resterions à l'idéologie de la rencontre fortuite pour expliquer la connexion entre le rapport de classe et le rapport de genre. »

Ces concepts de la totalité conduisent à sublimer le genre et/ou la classe et/ou la race, soit en les subordonnant tous dans l'unité d'un seul, soit en les posant comme trois parmi d'autres particularités flottant les unes à côté des autres, qu'il s'agisse de résidus historiques ou de nécessités modernes, dont l'une ou l'autre devient de façon contingente plus importante dans un contexte donné, sans qu'aucune ne soit jamais reliée à l'autre de façon nécessaire.

TC suggère « un Tout qui doit être reconnu non comme immanent à ses parties, mais comme la *nécessaire connexion entre elles*. La connexion entre ses parties est ce qui fait qu'elles appartiennent à la totalité. » Cette méthode requiert l'étude des logiques du mouvement et de connexion de l'unité et de la différence, plutôt qu'une médiation infinie d'un (faux) dualisme entre l'un et le multiple, le tout et ses parties. Ce qui est en jeu, c'est la *nature de la dynamique entre les parties*, qui sont également *les processus qui produisent les parties*.

Cependant, une telle étude ne se distingue pas si immédiatement de la Totalité qui est l'Unité qui détermine ses éléments. Pour ce qui est de la « connexion nécessaire » entre les parties, si ce n'est leur logique, leurs lois, qu'est ce qui fait tenir tout au long la totalité ? Et la logique et la loi ne sont-elles pas une « Unité » qui dicte ses parties ?

Nous croyons qu'il y a une différence, mais cela nécessite plus de décortilage.

Nous projetons de pousser plus loin cette problématique et attendons d'autres avancées de TC.

[1.](#) Il y a de nombreux boulevards potentiels pour prouver ceci, mais nous sortirions alors du propos de ce texte, nous mentionnerons cependant que dans toute l'histoire connue, les premières traces d'esclavage visent les femmes, dans le but de porter, d'élever des enfants, et d'assouvir le désir sexuel.

NOTES DE LECTURE SUR LE *BLACK*

FEMINISM

À PARTIR DE ELSA DORLIN, *BLACK FEMINISM – ANTHOLOGIE DU FÉMINISME AFRICAIN-AMÉRICAIN, 1975-2000*,
ED. L'HARMATTAN, 2008

Le *Black feminism* (BF) a cherché et même on peut dire réussi à mettre en cause le « solipsisme blanc » du féminisme (seulement du féminisme américain ? c'est une question). Il n'y a pas eu de féminisme noir en France, bien que la situation des immigrées et des *nationales* antillaises eût pu produire la chose – il faut voir par exemple dans les années 1960 la différence de traitement de la contraception entre la métropole et les DOM-TOM : encouragement de la contraception et même stérilisation plus ou moins « volontaire » aux Antilles françaises – la charte du MLAC au milieu des années 1970 avait relevé la chose.

La question posée par le BF est : qui est ce « *Nous* » de « *Nous les femmes* ». Est-il blanc, est-il ignorant de sa propre « blanchité » ?

Aux États-Unis (EU), l'analogie entre sexisme et racisme a eu pour effet « d'invisibiliser » les femmes noires.

Le contentieux entre blanches et noires est ancien aux EU et trouve ses racines à l'origine même des mouvements abolitionnistes (esclavage) et féministe (essentiellement, à l'époque, sur le droit de vote). Les deux sont inextricablement liés. Le mouvement suffragiste naît dans le mouvement abolitionniste : une seule et même campagne « pour le suffrage des noirs et pour le suffrage des femmes ».

Mais rapidement la question devient : comment accepter que les épouses des citoyens « de la race anglo-saxonne » soient reléguées plus bas que les noirs, anciens esclaves. Les grandes associations féministes se déchirent et se scindent sur la question perverse de la prééminence « légitime » des femmes et épouses « blanches » sur les noirs et par conséquent sur les femmes noires. La conséquence est terrible : les femmes noires sont par là purement et simplement exclues de la catégorie « femmes » (nous sommes dans les années 1870). Pour les associations suffragistes, il s'agit également de rallier les femmes blanches du sud aux dépens des descendantes d'esclaves.

Les associations qui considèrent que les femmes sont prioritaires par rapport aux noirs, supposent que *toutes les femmes sont blanches et que tous les noirs sont des hommes*. Les effets de ces liaisons inextricables à la fin du XIX s. entre féminisme et abolitionnisme qui, au départ, paraissent « sympathiques » se révèlent catastrophiques : la fabrication dans le mouvement américain et ce jusque dans les années 1970 d'une norme de la féminité en opposition avec les « femmes noires » réputées lubriques, violentes, rustres, « mauvaises mères » ou « matriarches » abusives. Durant toute la première partie du XX^e, les associations féministes font de la féminité une essence comme norme racisée : *toutes les femmes sont blanches*.

Encore en 1965, le rapport Moynihan (intellectuel libéral de Harvard qui travailla pour Kennedy puis Johnson), *The Negro family*, présente la famille noire comme le règne du matriarcat, d'où tout un « nœud de pathologies » : taux élevé de divorces, d'unions « illégitimes », « cycle de la pauvreté » et de la délinquance et dépendance vis-à-vis du Welfare State. Pour Moynihan, la famille noire s'organise autour de la figure

emblématique de la *Welfare Queen* (la diva des allocs). Sa sexualité est ramenée à sa fertilité, l'une et l'autre sont débridées, elle sort donc de la féminité en associant les deux faces antinomiques de la féminité normative : *la maman* et *la putain*.

Cette vision ouvertement raciste a aussi été reprise, inversée, pour prétendre que les femmes noires n'avaient pas besoin du féminisme, car elles bénéficiaient d'une situation de genre qui, définie ainsi, WASP (white anglo-saxon protestant), leur été refusée. Mais les femmes noires elles-mêmes parlaient de redonner aux hommes noirs leur masculinité, ou de les laisser la reprendre (Mary Ann Weathers, 1970). Du côté des hommes, les leaders noirs des années 60 et 70 ont clairement revendiqué une identité « viriliste » faisant la promotion de leur rôle dominant au sein du patriarcat. Cette virilité devait être le signe indéniable de leur accession à l'égalité (égalité des hommes entre eux). Gloria Jean Watkins (écrivant sous le pseudo de bell hooks, pas de majuscules au pseudo : une critique de la politique universitaire des auteurs – mais elle est elle-même une universitaire renommée) a présenté cela comme un « piège politique » dans lequel étaient enfermées les femmes noires. Le point culminant du piège est atteint lors de la *One Million March* organisée par la *Nation of Islam* en 1995 (les privilèges blancs sont présentés comme inextricablement liés à un certain ordre sexuel) : les femmes noires avaient castré l'homme noir.

Dans le même mouvement, nombre de féministes blanches considéraient plus souvent les hommes noirs comme des victimes sympathiques que comme des hommes. C'est sur ce genre des choses que s'est effondrée la NBFO (National Black Feminist Organization, fondée en 1973) : « Ce sont nos expériences et nos désillusions à l'intérieur de ces mouvements de libération (droits civiques, Black Panthers...), ainsi qu'à la périphérie de la gauche masculine blanche, qui nous ont poussées à développer une politique qui soit antiraciste, à la différence des femmes blanches, et antisexiste, à la différence de celle des hommes noirs et blancs. Il existe aussi indéniablement une genèse personnelle du féminisme noir, c'est-à-dire une prise de conscience politique qui résulte de l'analyse d'expériences qui paraissent personnelles dans la vie individuelle des femmes noires. (...) Les accusations selon lesquelles le féminisme noir divise la lutte noire constituent de puissants dissuasifs contre le développement d'un mouvement autonome de femmes noires » (Combahee River Collective 1977). Pour d'autres, le sexisme c'est « vivre sous la loi des mâles *blancs* » (Barbara Smith, 1982)

Durant les années 1960 et 1970, la question pour les femmes noires est celle du rapport entre le mouvement noir et le mouvement féministe blanc. Faut-il opter pour un séparatisme féministe ou au contraire pour un séparatisme racial (faut-il être loyales envers les hommes noirs) ?

C'est là que le BF est contraint à une grande inventivité théorique. Une partie du BF pense en termes d'oppressions multiples (sexe, race, classe) qui s'ajoutent l'une à l'autre. Pour cette partie, le sexisme est le rapport de domination commun à toutes les femmes.

Cette démarche est critiquée par d'autres comme étant une approche *additive*. L'approche doit être simultanée, *aucun des éléments n'existe en dehors de sa construction au travers des autres* (pour employer le langage TC). Ces militantes parlent « d'oppression simultanée » (*Combahee River Collective*, mouvement noir lesbien s'opposant au séparatisme lesbien qui définit l'oppression des femmes comme essentiellement genrée, déniait par là les facteurs de classe et de race). Pour ces militantes, que ce soit avec le féminisme ou avec le mouvement noir, les femmes noires sont placées dans une « situation d'hétéronomie absolue », elles ne correspondent à aucune norme (cf. *Black Women's Manifesto*, 1970). Pour le BF, aux EU, le féminisme doit préalablement à tout faire l'analyse de son racisme *constitutif*.

Pour le BF la définition du rapport genré entre hommes et femmes est, dans le féminisme existant, essentiellement blanc. Pour le Combahee, dire d'un esclave vivant au XIX^e, ou d'un noir du Mississippi dans les années 1940, qu'il est actif, qu'il détient le pouvoir, qu'il est autonome et que la société est à son image, apparaît éminemment problématique. Proclamer que les femmes sont discriminées parce qu'elles sont des « femmes » relève même d'un privilège de femmes « blanches » (puisque de toute façon les femmes noires n'ont jamais été considérées comme des « vraies femmes »). Dans sa démarche propre, le BF impulse le rejet de toute « essentialisation », « biologisation », du sexe, de la couleur ; rejet de toute politique des identités. L'analyse féministe classique de la domination de genre définit le sexisme comme le seul « rapport de pouvoir » transversal à toutes les femmes, quelles que soient leur classe, leur sexualité, leur couleur, leur religion (le sexisme est alors un dénominateur commun qui assurerait la possibilité d'une identité partagée : « Nous les femmes »). Pour le BF, même si toutes les femmes font l'expérience du sexisme, il n'y a pas pour autant d'expérience *identique* du sexisme. Exemple souvent avancé : aux EU, les femmes noires ont historiquement été victimes de stérilisation forcée ou abusive, alors que les femmes blanches subissaient des grossesses à répétition non désirées et étaient acculées aux avortements clandestins (Angela Davis).

Le BF met en question (à tort ou à raison, mais l'essentiel comme avancée théorique générale c'est la critique – qui ne remet jamais en cause le sexisme – de la vision additive et « bêtement » transversale) un grand nombre de présupposés épistémologiques explicitement affirmés ou implicites - historiques, idéologiques, allant de soi - du féminisme aux E.U.

Certaines, dans le BF, critiquent la thèse selon laquelle : « Ce n'est qu'à travers le développement d'un style occidental du capitalisme industriel et l'entrée des femmes sur le marché du travail salarié qui en résulte que le potentiel de libération des femmes peut augmenter » (Hazel Carby, *Femme blanche, écoute*, 1982). Pour ce texte, la situation de certaines femmes est posée comme celle de toutes les femmes, modalité universelle de leur assujettissement. Il s'agit toujours du « solipsisme blanc du féminisme » (Adrienne Rich, textes 1966-1978). Pour Rich : « Ce mode de pensée renforce une compréhension

simpliste de l'historicité de la domination en la réduisant à un modèle d'oppositions binaires (homme/femme, masculin/féminin, force/faiblesse, production/reproduction, public/privé, raison/sentiment, etc.), d'une part, et en pensant les dominations de façon cumulative, additive (sexisme+racisme+classe, etc.), d'autre part. La politique féministe renvoie dès lors à un sujet autocentré sur une expérience particulière qu'il tend à absolutiser et, partant, elle *renaturalise* le rapport de genre en universalisant l'une de ses modalités historiques. La *renaturalisation* et l'essentialisation d'un sujet sont vite effectuées si une expérience particulière devient la définition d'un sujet, d'un « Nous » général, d'une identité.

bell hooks et Linda Alcoff poursuivent : « Si la pensée et le mouvement féministe sont parvenus à déconstruire et à transcender de façon critique la catégorie essentialiste “*La Femme*”, la position à partir de laquelle les mouvements féministes historiques luttaient, “*Nous, les femmes*”, a également trouvé ses limites. Aujourd'hui, le dilemme auquel les théoriciennes féministes sont confrontées est que notre propre autodéfinition est fondée sur un concept, les femmes, que nous devons déconstruire et désessentialiser dans tous ses aspects ». Cela signifie qu'il ne faut pas chercher à introduire les races dans le féminisme mais constamment déconstruire le féminisme, le « nous les femmes », faire du féminisme une interrogation pratique constante, continuelle sur ce « nous ». *Admettre que ce « nous » n'a pas de référent, qu'il ne renvoie pas à une identité, mais à des contradictions et des pratiques.*

Pour le BF, il ne s'agit pas pour les « femmes blanches » de produire une élucidation compatissante de leurs « privilèges », mais de revenir sur leur propre démarche, leur méthodologie et leur épistémologie. C'est une critique qui *sans rejeter la contradiction de genre* attaque radicalement les limites du féminisme et son « Nous les femmes ».

Mais alors le piège du BF, malgré la critique de la construction additive, *c'est l'éclectisme*, c'est-à-dire de ne plus avoir de construction *structurelle*, tout apparaît au même niveau : genre, race, classe... . Contre la démarche additive, l'affirmation de la simultanéité et de l'interconstruction des catégories est vraie, mais prise seulement comme vécu, c'est-à-dire éclectique, cette affirmation n'est que de l'ordre de la reconnaissance et non de la connaissance. Que, dans le vécu de chaque femme noire, les choses soient inextricables est un fait, mais ce fait n'est pas sa propre explication contrairement aux genres et aux classes qui, une fois posé le mode de production capitaliste, tiennent de fait leur propre explication. Le clivage racial *reçoit* sa pertinence des contradictions de classe et de genre, mais une fois cette pertinence reçue et acquise il fonctionne pour lui-même, selon ses propres règles, il n'est pas *déterminant* mais *dominant* dans un certain vécu qui bien qu'idéologique (et parce qu'idéologique : assignation à un certain type de rapports vécus aux conditions d'existence) est terriblement efficace et clivant.

Ces réserves faites, la critique du « parallélisme » menée par le BF paraît pertinente.

« Bien des débats contemporains ont interrogé la relation entre classe et genre dans des termes qui tentent de mettre en parallèle cette division. On pourrait soutenir que, en tant que processus, le racisme et le sexisme se ressemblent. Idéologiquement, par exemple, tous deux instituent le sens commun qui se réfère à des différences «naturelles» et «biologiques». On a également soutenu que les catégories de race et de genre sont toutes deux socialement construites et que, par conséquent, elles n'ont guère de cohérence interne comme concepts. Aussi, il est possible de mettre en parallèle les divisions racialisées et genrées, au sens où les possibilités d'amélioration au niveau législatif apparaissent également inefficaces dans les deux cas. Michèle Barret, cependant, a souligné qu'il n'est pas possible de soutenir ces mises en parallèle au regard d'une analyse historique ; il devient évident que les institutions qu'il est nécessaire d'analyser sont des entités distinctes, tout comme les formes d'analyse requises. Certes, nous sommes d'accord pour dire que la construction de tels parallèles est infructueuse, et s'avère le plus souvent un simple exercice universitaire ; toutefois, nous ne sommes pas d'accord pour les mêmes raisons. Il y a d'autres raisons pour lesquelles nous écartons ce genre de débat. Le vécu des femmes noires n'entre pas dans les paramètres du parallélisme. Le fait que les femmes noires sont assujetties par l'oppression simultanée du patriarcat, de la classe et de la race est la raison majeure pour laquelle il faut rejeter ces mises en parallèle qui rendent leurs positions et leurs expériences, non seulement marginales, mais aussi invisibles.

« En soutenant que la théorie féministe contemporaine n'arrive pas à rendre suffisamment compte du vécu des femmes noires, nous devons aussi reconnaître que ce n'est pas simplement en raison de leur absence. Par conséquent, la tâche ne consiste pas seulement à rendre aux femmes noires leur visibilité. Au contraire, nous devons soutenir que le processus de prise en compte de leur position historique et actuelle est, en soi, une mise en question des catégories et des présupposés de la pensée féministe dominante. Nous ne pouvons pas circonscrire une seule source d'où proviendrait notre oppression. Quand les féministes blanches mettent l'accent uniquement sur le patriarcat, nous voulons redéfinir ce terme et en faire un concept bien plus complexe. Le racisme assure que les hommes noirs n'entretiennent pas les mêmes relations aux hiérarchies capitaliste et patriarcale que les hommes blancs. » (Hazel Carby, *Femme blanche écoute ! Le féminisme noir et les frontières de la sororité*, 1982).

C'est cette déstabilisation constante *interne* du féminisme qui est passionnante dans le BF.

Hazel Carby poursuit en remettant en cause trois concepts centraux du féminisme dans leur présupposé épistémologique du féminisme « blanc » : la *famille*, le *patriarcat*, la *reproduction*. « Lorsque ces concepts sont utilisés, ils sont adaptés au contexte de l'histoire des femmes blanches (le plus souvent bourgeoises). (...) L'emploi du concept de *dépendance* est aussi problématique pour les féministes noires... » (...) « les idéologies de la maternité et de la domesticité des femmes noires ont été construites en fonction, non

pas de leur position dans leur propre famille, mais de leur emploi (ou de leur position d'esclave) comme domestiques ou mères de substitution des familles blanches » (ibid)

« L'emploi du concept même de reproduction. En utilisant ce concept en relation avec le travail domestique des femmes noires, nous constatons que, malgré son apparente simplicité, il doit être déconstruit. Que signifie le concept de reproduction dans une situation où les femmes noires ont travaillé comme domestique à l'extérieur de leur propre foyer, au service de familles blanches (...) elles contribuent à la reproduction de la force de travail noire dans leur propre sphère domestique et, simultanément, à celle de la force de travail blanche au sein du foyer «blanc». De fait un tel concept est incapable d'expliquer exactement quelles sont les relations devant être mises en évidence. » (ibid).

Autre interrogation des concepts : « les épouses et mères étaient autorisées à entrer sur le marché du travail rémunéré à la seule condition que leur travail ne fasse du tort à la famille. Toutefois, les femmes de l'armée de réserve britannique du travail dans les colonies étaient recrutées sans que l'on fasse grand cas de telles considérations. Plutôt que de vouloir protéger ou préserver la famille noire en Grande-Bretagne, l'État a reproduit les considérations communément admises de sa pathologie inhérente : les femmes noires étaient vues comme des mères ratées, défaillantes, précisément à cause de leur statut de travailleuses. (...) il a reproduit des représentations racialement différenciées du genre.» (ibid)

Le BF critique également l'histoire du féminisme comme répartie en trois vagues : cette histoire est centrée sur l'histoire des femmes et féministes blanches.

En bref, il vaut mieux viser « *l'unité* » du féminisme que son « *homogénéisation* » (Audre Lorde, 1984). Dans la perspective de Lorde, « *Nous les femmes* » apparaît comme une constante redéfinition, comme une activité renvoyant non pas à la question « qui sommes-nous ? », mais à la question « pour/contre quoi/qui nous battons-nous ? ». Le risque alors est de tomber dans une définition purement performative de la catégorie « femmes », qui perd toute *objectivité*. Ce n'est peut-être pas « sans raison » que les théoriciennes du BF se revendiquent souvent comme étant à l'origine du *queer*.

PETITE PERSPECTIVE THÉORIQUE HASARDEUSE.

Comment envisager de façon spécifique le rapport de race à l'intérieur même de la totalité que constitue la construction consubstantielle classe/genre ? Avoir un rapport *spécifique* mais ne pas sombrer dans une problématique *additive*. Ne pas perdre la totalité dans une addition sans principe, sans structure à dominante.

Si le vécu est bien la façon dont les hommes (et les femmes) vivent leurs rapports à leurs conditions d'existence et si ce vécu est bien la simultanéité et non *l'addition* des appartenances de genre, de classe et de race, il n'en demeure pas moins que ce vécu, ce rapport, dans sa simultanéité, est toujours une idéologie. Ces conditions, dans le vécu, ne sont pas tant connues que *reconnues comme évidentes*, cela que les agents assument ou

s'insurgent contre les tâches prescrites par ces différentes instances du tout social. C'est le piège de *la vie quotidienne*.

Contre la démarche additive, l'affirmation de la simultanéité et de l'interconstruction des catégories est vraie, mais prise seulement comme vécu elle demeure éclectique.

Si nous avons la construction simultanée de la contradiction de genre et de classe (la structure même du rapport d'exploitation), nous avons les clivages introduits par chacune de ces catégories dans l'autre, mais nous avons aussi les contradictions propres à la construction sociale de chacune de ces catégories qui deviennent des contradictions inhérentes à l'autre. Ainsi, la construction raciste de la classe ouvrière américaine ainsi que de la reproduction du rapport d'exploitation informe le rapport de genre, non par contagion mais parce que contradiction de classe et contradiction de genre sont consubstantielles (non transsubstantielles), il y a bien un vécu inextricable, toujours impur.

On peut émettre l'hypothèse que la race est un *effet* nécessaire, interne, de la construction simultanée de la contradiction de classe et de la contradiction de genre. Non pas qu'il faille ramener la race à la classe ou l'inverse, mais à partir du moment où classes et genres se construisent simultanément toutes les déterminations inhérentes aux constructions des unes (classes) et des autres (genres) dans leur intrication deviennent des déterminations internes de chacune (classes et genres). C'est la construction simultanée des contradictions de classes et de genres qui fait que chacune de ces catégories telle qu'elle est (non pas telle qu'elle serait en dehors son intrication avec l'autre) n'est jamais pure. Ne pas être pure, ce n'est pas seulement introduire des femmes et des hommes chez les prolétaires et les capitalistes, et des prolétaires et des capitalistes chez les hommes et les femmes, c'est introduire, dans un mouvement de mise en abyme, dans chaque catégorie, les constructions sociales par lesquelles une (classe ou genre) existent comme déterminations internes de l'autre (genre ou classe).

Si l'on considère, aux EU, le clivage raciste des rapports de genre et de classe comme une forme *contingente* vis-à-vis de l'essence même des concepts de genre et de classe, on n'en déduit pas pour autant que cette forme contingente est le pur phénomène de la contradiction essentielle. Cette dernière n'est pas l'essence dont les formes seraient autant de phénomènes, en seraient si bien les phénomènes que pratiquement la contradiction essentielle pourrait exister sans elle, pourrait exister *avant elle* ou *après* (mythe d'un début conceptuel réel). Les contingences constituent réellement les *conditions d'existence* de la totalité concrète étudiée, pas de contradiction de genre ou de classe sans le clivage raciste.

Il faut considérer le clivage raciste comme une réflexion des conditions d'existence de la contradiction (dans son sens essentiel) à l'intérieur d'elle-même. Par là il est théoriquement permis de parler de conditions sans tomber dans l'empirisme ou l'irrationalité du « c'est ainsi » et du « hasard ». Les conditions (le clivage raciste) sont l'existence réelle (concrète, actuelle) des contradictions constituant le tout parce que c'est

fondamentalement la contradiction dans son sens essentiel qui lui assigne ce rôle, non comme un pur phénomène à côté d'elle, sans lequel elle pourrait tout autant être, mais comme une de ses conditions d'existence même. Le clivage de race et la contradiction qui en résulte n'est pas qu'une addition conjoncturelle, importante pour ceux et celles dont elle configure l'existence mais s'ajoutant simplement aux autres contradictions ou même intriquée de façon inextricable, elle devient dans un sens très fort, absolu, *condition* d'existence de la contradiction déterminante (classe/genre).

Le BF appelle une attention théorique pointue car il ne s'agit pas, pour les femmes noires de faire encore plus « victimes » que les autres (la « victimisation » est justement une grande critique adressée au « féminisme blanc »), ni de rattacher le BF « anecdotiquement » à l'histoire des E.U. Ce sont des questions théoriques générales et fondamentales que pointe le BF à partir d'une situation particulière qui n'est pas, la plupart du temps, essentialisée. Ces notes évoquent quelques pistes ouvertes par le BF en privilégiant ce qui semble le plus général et porteur/interrogeur *théoriquement*.

DU KOCHARI, DU JASMIN... ET DE LA CHARIA

SUR LES « RÉVOLTES ARABES » [1](#)

Dans les pays arabes du pourtour méditerranéen, la classe dominante apparaît comme une formation sociale, économique et idéologique paradoxale. Les secteurs les plus « modernes » comme le pétrole, le gaz, l'immobilier, le tourisme, les zones portuaires, les grands centres commerciaux, les activités d'import-export sont aux mains de capitalistes qui n'agissent en tant que tels que de par leur situation dans l'État ou l'armée. Depuis la fin des années 1980 et la fin de tous les nationalismes arabes, la caractéristique principale de cet État, son contenu économique, réside dans la généralisation du modèle de la rente pétrolière dont ces États sont issus dans la région quelle que soit l'importance de cette rente sur leur propre territoire. Il s'agit de *la métamorphose en activités produisant de la rente de toute production ou service* pouvant entrer dans le flux de la valorisation mondiale du capital. Toute activité économique susceptible d'entrer dans ce flux est accaparée, en connexion avec l'État, par une fraction de la bourgeoisie et devient l'objet d'un monopole se coulant dans la forme d'un monopole naturel (centres touristiques, activités d'import/export, campagne de vaccination, téléphonie, fourniture de main d'œuvre, immobilier etc.). Cette fraction de la bourgeoisie devient alors un « pouvoir », c'est-à-dire que *dans l'État*, elle a pouvoir *sur l'État*.

Les grands absents de ce jeu officiel sont la classe des entrepreneurs capitalistes indépendants de l'État et de l'armée, la classe ouvrière en tant que représentée dans des

organisations indépendantes, les classes moyennes en tant que citoyens faisant valoir leur intérêts divers et conflictuels dans toutes sortes d'associations.

Le principal résultat des particularités de cette forme rentière de l'État et de la classe capitaliste est que la lutte de classe éclate comme une révolte de masses urbaines prolétarisées en tant que révolte politique contre cet État. Par là, la lutte de classe se développe à partir d'elle-même comme *interclassiste* quand elle devient suffisamment puissante et surtout quand la classe dominante ne peut plus renouveler le pacte qui la liait aux classes moyennes par les subventions (qui profitent essentiellement à leur consommation) et la promesse d'un avenir meilleur pour ses enfants.

La *politique* est le contenu propre de cet interclassisme. Si la lutte de classe se développe à partir d'elle-même comme interclassiste, c'est que, pour les masses urbaines prolétarisées, elle ne part pas d'un rapport direct d'exploitation entre salariés et capitalistes industriels et, lorsque cette relation est inhérente à la lutte, comme à Gafsa en Tunisie ou à Mahallah en Egypte, elle est elle-même embarquée (construite) dans un certain type de pouvoir et de domination du capital. Dans ces deux cas, comme dans beaucoup d'autres dans les pays en question, il s'agit d'entreprises nationales (phosphates en Tunisie et textile-habillement en Egypte) ou « appartenant » à des propriétaires qui le sont *parce que* membres de l'État ou de l'armée. Mais plus profondément ce qui valide socialement l'exploitation des ouvriers (la plus-value extraite) ce n'est pas la confrontation de la production sur le marché mais la situation de monopole, les passe-droits, les exonérations fiscales, les capacités de contraintes et de corruptions, la violence directe que le « propriétaire » est capable de mettre en œuvre.

Face à une classe capitaliste construite comme une oligarchie clientéliste et se confondant avec les appareils répressifs de l'État, le prolétariat urbain informel n'occupe pas dans les rapports de production une place « stratégique », il est plus une *conséquence* nécessaire du système de pouvoir et d'enrichissement de la classe dominante qu'une *condition* de celui-ci. Cette masse développe des formes d'organisations improvisées, éphémères, directement dans la confrontation. La rue devient le centre de l'action sociale et politique, elle n'est pas seulement un lieu, un cadre, où s'exercent et agissent des classes sociales, l'occupation de l'espace est un enjeu économique, une résistance, un empiètement sur le pouvoir, elle définit des rapports sociaux. Les contradictions sociales, économiques, politiques, idéologiques, prennent la forme de *mouvements de rues* car la rue n'est pas le lieu où l'on *va* manifester mais celui où l'on vit, où l'on noue ses relations sociales, où l'on travaille. Les chômeurs et toute la jeunesse sous-employée, employée occasionnellement dans le secteur informel se retrouvent sur les places, autour des kiosques, des cafés, sur les marchés, ils forment des « sociétés de coin de rue » ² qui tournent (physiquement) autour des centres du pouvoir et de la richesse. Sauf dans quelques rares centres industriels (Mahallah, Suez, Sfax, Gafsa, Homs, Lattaquié...), les masses urbaines n'occupent pas de positions stratégiques dans ce système économique,

mais elles sont toujours disponibles pour des mobilisations capables de paralyser les rues et les places, d'attaquer les lieux du pouvoir et de la répression. Ces mouvements urbains de masses initiés par de jeunes chômeurs, précaires ou travaillant dans l'économie informelle, sont l'occasion pour les ouvriers, les employés du secteur public ou de micro-entreprises, les « travailleurs indépendants » de s'engager dans la lutte sans être sujets à des représailles sur leur lieu de travail. Les ouvriers industriels, avec ou sans leurs organisations syndicales quand celles-ci existent, entrent dans la lutte dans un second temps et essentiellement pour des objectifs catégoriels précis sauf quelque fois, dans les entreprises publiques contrôlées par la classe au pouvoir, où les travailleurs demandent un changement de direction. Dans ce « mouvement de rue » venu des masses urbaines prolétarisées, des concentrations ouvrières, des classes moyennes marginalisées, d'une petite paysannerie sans perspectives, la pente naturelle de la lutte de classe est un interclassisme dont le contenu propre est la politique.

La revendication de production d'une société civile a été le contenu politique spécifique de l'interclassisme, la revendication qui unifié les différentes composantes du mouvement. Par *société civile* nous entendons l'ensemble des instances, associations, organisations, institutions, dispositifs de négociations et de traduction des conflits, par lesquelles les rapports de production du mode de production capitaliste existent, dans leur histoire spécifique sur une aire nationale, en tant que représentation et articulation de leur reproduction vis-à-vis du pouvoir politique et des appareils directement étatiques. Du quartier à l'usine, cette revendication a été comme l'éther dans lequel ont baigné toutes les motivations et revendications propres à chacune des composantes de ces révoltes et qui leur a donné leur coloration particulière. Elle n'a détourné, ni trompé aucun acteur de ces révoltes dans la mesure où elle a été le contenu de l'interclassisme qui pour chaque composante était *inclus* dans son opposition particulière à la classe dominante. Que ce soit de par les modalités et les formes de l'exploitation directe de la force de travail, de par la création de masses d'exclus et de chômeurs ou d'un prolétariat flottant du sous-emploi à l'économie informelle, que ce soit de par l'éviction des classes moyennes et des entrepreneurs indépendants, et finalement de par les formes directes et violentes de domination sur l'ensemble de la société nécessaires à la transformation en génératrices de rentes de toutes les activités entrant dans la valorisation mondiale du capital, chaque composante du mouvement trouvait dans sa raison particulière d'entrer en scène la cause du développement interclassiste de sa lutte.

Enfin, parce que les profits deviennent des investissements quasi exclusivement ciblés sur ces activités génératrices de rentes, délaissant « l'économie nationale » et les infrastructures, parce qu'ils sont consommés en tant que revenus ou parce qu'ils sont « exportés », cette valorisation du capital par génération de rentes confine la grande majorité de la jeunesse dans des activités économiques marginales, informelles, sans avenir et dont la rue est le théâtre. La rue est non seulement un lieu mais une forme de lutte

adéquate à cet interclassisme politique, non seulement parce qu'elle est le lieu d'activité de la masse prolétarienne urbaine de sans réserve qui forme les plus gros bataillons de ces révoltes mais aussi parce que c'est par le pouvoir de la rue et la prise des places que s'exerce le pouvoir politique de ces masses partout où se trouve la même polarisation entre une classe capitaliste rentière profondément intégrée à la valorisation mondiale du capital et *son envers*, son principal produit, un prolétariat urbain informel.

L'accélération des politiques de privatisations qui a, même en Egypte, rendu l'armée suspicieuse vis-à-vis de cette classe de rentiers dont elle craignait d'être en partie exclue, la réduction des subventions publiques (nourriture, huile de cuisine, gaz, transports, santé et éducation) ont brisé les liens de domination-protection clientélistes par lesquels la classe dominante contenait le mécontentement des jeunes et des pauvres tout comme les liens économiques et idéologiques avec les élites religieuses et tribales (qui en échange de prébendes acceptaient leur mise à l'écart du pouvoir) auxquelles cette classe dominante pouvait concéder (sous-traiter) certains aspects de la reproduction et de l'assistance sociales. Les politiques dites « néo libérales » et l'impact de la crise à partir de 2008 ont accru la concentration des richesses tout en affaiblissant le contrôle social et économique de l'État sur la grande masse de la population. Ces mêmes effets de la crise ont conduit les États-Unis et l'Europe à renforcer leur contrôle de l'immigration, éliminant une des soupapes du mode de développement capitaliste induit par la classe dominante : le départ massif de jeunes chômeurs diplômés cherchant du travail à l'étranger. Le « danger » est d'autant plus grand que toutes les enquêtes montrent que ceux qui émigrent sont les plus entreprenants, les plus ambitieux, les plus éduqués à l'intérieur de leur catégorie sociale. Enfermés dans leur pays d'origine, ayant peu d'illusions sur les opportunités offertes par l'émigration, ils se trouvent contraints de lutter pour leur mobilité sociale individuelle au travers d'une action sociale et politique collective.

Si, à partir de ses intérêts propres, chaque composante de ces révoltes s'est trouvée entraînée dans un mouvement dont l'interclassisme était pour chacun, *de façon interne*, le cours de son action, pour le prolétariat cet interclassisme a une signification actuelle particulière : l'absence d'identité ouvrière, l'activité en tant que classe comme limite de la lutte de classe. Deux lignes de forces principales construisent, pour le prolétariat, sa propre existence comme classe de ce mode de production comme limite de son activité en tant que classe : ses propres divisions internes ; le caractère asystémique ³ de son activité revendicative dans la structure particulière de la valorisation du capital intégrée dans le capitalisme mondial comme génération de rentes.

Les divisions internes peuvent être ramenées à une division principale entre un prolétariat industriel concentré dans quelques grands centres de production ou de transports (cimenteries, agroalimentaire, textile-habillement, électromécanique, activités portuaires...) et de grandes masses de chômeurs, de sous-employés, de précaires de l'économie informelle et de multiples revendeurs plus ou moins illégaux et plus ou moins

tolérés (souvent sous la coupe de *businessmen* importateurs placés au plus haut niveau de l'État). Mais cette division est avant tout simplement fonctionnelle, elle ne délimite pas des groupes fixes et homogènes, dans la mesure où chacun est constamment susceptible de passer d'une activité à l'autre et où la reproduction au niveau familial est « assurée » par la somme de ces activités. Ainsi le « mouvement social de rue » devient l'expression dominante de l'activité du prolétariat avec l'agrégation interclassiste qu'il implique de fait. Il est remarquable de constater que même dans de grands centres industriels comme Mahallah en Egypte, Gafsa en Tunisie, Lattaquié ou Homs en Syrie, les grèves et les luttes de ce prolétariat industriel prennent rapidement la forme et le contenu de ces « mouvements de rue » qui, de par la façon dont la classe dominante conduit la reproduction et l'intégration capitalistes du pays, deviennent nécessairement des mouvements interclassistes. Quand le prolétariat devient le dindon de la farce et la principale victime des petits arrangements qui peuvent résulter de ces luttes, ce n'est que son existence de classe de cette société qui lui revient comme la limite de son action. Mais ce n'est pas seulement du fait que la division du prolétariat s'exprime dans des « mouvements sociaux de rue » et que ceux-ci agrègent diverses classes que découle pour le prolétariat sa propre existence comme classe en tant que limite de sa lutte, c'est, en premier lieu, de cette division même.

Dans la reproduction générale du prolétariat, il suffit de constater cette division pour savoir que premièrement valorisation du capital et reproduction de la force de travail n'ont jamais constitué et ne constituent toujours pas un système cohérent et, deuxièmement, que cette reproduction est, par là, structurellement dépendante de l'existence permanente d'une force de travail surnuméraire. On a là une division objective, structurelle, à l'intérieur du prolétariat, et aucune revendication ne peut surmonter cette division. Nous n'avons pas seulement affaire à des divisions mettant en concurrence plusieurs fractions de la classe ou des fractions engagées dans le procès de production avec des statuts différents, à une segmentation de la force de travail engagée. Nous avons affaire à une division qui, en tant que moment nécessaire de la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail, définit paradoxalement la possibilité même de la reproduction du face à face de la force de travail et du capital. Il ne s'agit pas de renvoyer toute l'économie informelle et l'économie de rue à des productions et des échanges nécessaires à la reproduction de la force de travail (bien qu'en Egypte, ce soit majoritairement et massivement le cas), cette économie est tout autant nécessaire à la production spécifiquement capitaliste elle-même avec laquelle elle est parfois étroitement intriquée.

Dans cette division, le prolétariat reconnaît le capital comme sa raison d'être, son existence face à lui-même, comme la seule nécessité de sa propre existence. Le rapport du prolétariat au capital ne peut comporter la capacité pour le prolétariat de trouver en lui-même sa propre constitution, sa propre réalité, sur la base d'une identité ouvrière que la

reproduction du capital, dans ses modalités historiques, viendrait confirmer. Cette division contredit à la racine toute possibilité de formation de cette identité et de toute confirmation dans la reproduction du capital. Le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver dans la reproduction du capital comme quelque chose qui lui est étranger mais, à la différence des aires centrales du capitalisme, ce rapport à son existence comme classe en tant qu'extériorité n'est pas *seulement* son rapport au capital *mais aussi un rapport interne, un rapport à lui-même dans sa division*. C'est dans cette division qu'est sociologiquement inscrit le caractère asystémique de toute revendication vis-à-vis des conditions de reproduction de la valorisation du capital. Si le prolétariat a trouvé dans l'interclassisme sa propre existence comme classe en tant que limite à son activité, c'est parce que d'abord cette existence comme limite existe dans cette division c'est-à-dire dans quelque chose qui est encore son propre rapport à lui-même. Mais cette contradiction dans les termes ne se fixe pas, elle n'existe pas ailleurs que dans sa résolution. Cette résolution c'est l'interclassisme. Cependant, si ce dernier a été la limite interne de la lutte de classe de ce prolétariat, il a été simultanément la formalisation pratique, immédiate, de cette contradiction qui existe maintenant partout à l'intérieur de la lutte de classe : c'est sa propre existence comme classe que le prolétariat rencontre comme limite à franchir dans sa contradiction et sa lutte contre le mode de production capitaliste dont l'abolition sera la sienne propre.

Le « mouvement social de rue » se montre capable de délégitimer le pouvoir politique mais moins de paralyser l'économie sauf quand il déborde en vagues massives de grèves comme en Tunisie et en Egypte durant l'hiver 2010-2011. Cependant, même dans ce cas, la limite politique inhérente à sa nature s'est imposée comme la limite générale du mouvement. Ce « mouvement social de rue » voit sa victoire dans l'éviction des figures les plus emblématiques de la classe dominante, mais s'il est dans sa nature de remplir les places avec une relative facilité, il est, pour la même raison, aussi dans sa nature de se disperser lorsque les *symboles* de la domination et de la misère sont « éliminés ». D'où la surprenante facilité avec laquelle l'armée égyptienne ou, dans un premier temps, les anciens cadres politiques tunisiens (de l'ancien pouvoir ou de son opposition convenue) ont été capables de prendre le pouvoir et de maintenir l'ancien système d'État et la structure économique en renforçant même la définition structurelle de cette économie dans son intégration mondiale. Dans la période actuelle, ce n'est pas l'absence d'organisation et de direction de ce « mouvement social » qui explique son incapacité à promouvoir un nouvel ordre économique, social et politique mais cette absence d'organisation et de direction est le signe et la conséquence de cette incapacité que l'islam politique est venu combler.

En Tunisie, en Egypte, en Syrie et ailleurs c'est l'État qui était (ou est encore) en danger de par son rapport à sa base économique. Son autonomie était doublement mise en cause, tout d'abord de par son implication directe comme violence dans l'économie, ensuite

comme clan se dressant face aux intérêts *généraux* de la bourgeoisie. D'un côté, il avait perdu son autonomie vis-à-vis de la société, de l'autre, il s'était rendu non pas autonome mais *indépendant* d'elle. Idéologiquement, il n'assurait plus sa fonction de transformation des intérêts particuliers de la classe dominante en intérêt universel et la transformation de la violence en violence légitime. Avec la crise de la base économique est apparue la crise de la *relation* de l'État avec sa propre base. La crise économique et les mouvements sociaux se sont alors construits comme politiques, cette construction politique de la crise économique et des mouvements sociaux a été le moteur de l'interclassisme des luttes et des formes dans lesquelles ces luttes ont été menées.

Avec l'interclassisme du mouvement et le contenu spécifiquement politique de cet interclassisme, la revendication de la constitution d'une société civile est devenue le cadre dans lequel les luttes ont dû s'exprimer et leur perspective. Les affrontements entre classes sont, à ce moment là, circonscrits à cet espace. Les islamistes ont travaillé à cette issue et en ont exprimé la formalisation la plus cohérente et la plus crédible comme société civile, comme restauration de l'État et articulation de l'une à l'autre.

« Voter la religion », ce n'est pas voter pour une personne ou un parti, c'est voter pour une médiation sociale, c'est-à-dire une représentation de la reproduction de la société comme un tout prenant la forme de l'universalité. Réclamer du travail, une adduction d'eau ou le ramassage des ordures, sont des demandes concrètes et triviales mais en s'adressant à l'État elles doivent adopter son langage, celui du citoyen, de l'universalité et de l'égalité. Le problème est que la *faiblesse* de cet État, proportionnelle à la visibilité et à la prégnance de ses appareils de répression, fait qu'il ne peut se présenter comme universel dans son propre langage sans doubler celui-ci de principes supérieurs qui le valide : dignité, confiance, importance des valeurs, honnêteté, bien public, justice, communauté, bienveillance, moralité, entraide familiale, etc. En s'adressant à l'État, c'est ainsi que les luttes se sont comprises elles-mêmes.

Les partis islamistes portent une réponse *politique* globale de la classe capitaliste à la question de la distinction et de l'articulation entre les rapports de production, la société civile et l'État. Ils n'apporteront aucune solution à la misère, à l'effondrement économique, au chômage ; les contradictions entre les classes, les grèves et les émeutes se poursuivront. Mais il sera possible de circonvenir les luttes économiques, sociales et politiques dans leur espace propre, de leur faire adopter la langue de l'État et de rendre la répression légitime. Les islamistes sont maintenant le parti de l'ordre, mais le parti de l'ordre issu de la « révolution ».

L'ordre, c'est l'ordre moral. L'ordre moral n'est pas le simple enjolivement spirituel du travail de restauration de l'État, il a un contenu économique et social bien matériel, immédiat et concret, il donne à la société civile comme compromis social entre les classes sa viabilité en soumettant la moitié de la population, les femmes, à l'autre moitié, les hommes. C'est de la façon dont les effets de la crise sont majoritairement reportés sur les

femmes (chômage, précarité, baisse de salaire, accroissement du travail domestique, distribution de crédit ou tontine...) dont il s'agit et de la reproduction de *la distinction de genres dans le cours des luttes elles-mêmes dans les quartiers et les usines*. Le programme de restauration d'une vie publique non corrompue économiquement et moralement passe par un accroissement et une légitimation de l'exclusion des femmes. En Tunisie, pendant les débats de la Constituante, une représentante d'Ennahda a déclaré que le parti était « attaché à l'égalité citoyenne entre l'homme et la femme. Mais dans le domaine de la famille, on ne peut pas parler d'égalité dans l'absolu, sinon on risque de rompre l'équilibre familial et de défigurer le modèle social dans lequel nous vivons » (*Libération* du 13 août 2012). Un article adopté en commission stipule que l'État garantit les droits et l'égalité des chances, mais évoque la « complémentarité » du rôle de la femme au sein de la famille. Il est dans la nature de la vie publique d'exister dans son opposition à la vie privée, il est dans la nature de cette opposition, dans les rapports sociaux capitalistes, d'être une distinction de genres. L'ordre familial est le garant et la condition de la moralité de la société civile.

La famille et la condition féminine deviennent pour *toutes les classes sociales* le contenu du rapport idéologique adéquat aux enjeux des luttes de classes en cours comme redéfinition de la relation entre rapports de production/société civile/État. Dans les reconfigurations induites par les révoltes arabes, c'est l'ordre moral qui est l'acte de naissance de la société civile comme lieu de compromis où se règlent dans la société que représente l'État les conflits définissant les rapports de production. C'est par sa définition comme masculine que la classe ouvrière peut participer du mouvement général de constitution d'une société civile, c'est-à-dire d'un espace *public* existant en relation avec le fonctionnement de l'État. La distinction de genres a *mis en forme* la revendication de la société civile et le devenir interclassiste de la revendication ouvrière en tant que revendication politique, elle en a été le langage. Si nous considérons l'idéologie comme *le rapport imaginaire* (détachement, illusion, inversion) *des individus aux rapports réels sous lesquels ils vivent* et qui les définissent, la question du contrôle des mœurs, c'est-à-dire celui des femmes, celle de la définition de leur place et de leur assignation à l'espace privé est la question structurant adéquatement *comme rapport imaginaire* le rapport des individus aux enjeux actuels des luttes de classes dans lesquels se sont résolues, pour l'instant, les « révoltes arabes ».

Pour la plupart des femmes, l'égal accès à l'éducation, à l'emploi, à la santé, l'égalité des salaires et des promotions, le droit au divorce, à l'avortement, le droit de ne plus avoir un statut de mineure, tout cela doit s'articuler même conflictuellement avec leur situation de femme, d'épouse, de mère dans laquelle elles trouvent les conditions de leur survie et de leur *existence sociale*. Si les partis islamiques mobilisent un si grand nombre de femmes cela ne tient pas uniquement à « l'aliénation » et au « poids des traditions ». Ils présentent une perspective d'*affirmation féminine* totalement perverse et redoutablement efficace.

L'idéologie libérale et occidentale, outre d'être associée à la classe dominante, serait la négation de leur pleine et entière existence spécifique de femmes qu'il s'agit d'établir dans la pleine dignité de leur particularité, ce n'est que sur cette base et celle-ci acquise qu'elles pourraient...participer à la vie publique. La redoutable efficacité réside dans le fait de partir du vécu des femmes dans leur existence immédiate et de faire de ce qui constitue leur situation de dominées le contenu de leur « émancipation ». Il s'agit d'une *critique* de cette situation au nom de sa propre idéalisation.

Les partis islamiques restaurent les articulations entre rapports de production / société civile/État ; restaurent la vie publique au nom de l'ordre moral ; entérinent les effets différentiels de la crise tels qu'ils touchent différemment les hommes et les femmes et, cerise sur le gâteau, libèrent la femme *en tant que telle*.

La constitution comme religion de l'identité populaire permet de rendre cohérentes les revendications sociales, la vie politique et l'indépendance de l'État tout en maintenant leur distinction. Le propre de la religion c'est de supposer un en-commun préexistant aux relations conflictuelles dont elle est la résolution toujours déjà là. Le citoyen existe mais il n'est pas un individu abstrait, être citoyen c'est appartenir à une communauté dont le contenu est la religion. L'islam politique peut faire sienne la démocratie, mais il refuse de reconnaître comme irréductibles les contradictions et les scissions de la société, et d'accepter leur pacification dans l'État par la seule médiation du citoyen. Les lois sont elles-mêmes soumises à une Loi préexistante (la *Charia*, quelle que soit la place laissée à la *choura* – l'interprétation) qui représente la communauté à la fois antérieurement à tous les conflits et comme le lieu de leur résolution. D'autres idéologies comme la nation ou la race peuvent jouer un rôle semblable mais alors que la nation ou la race postulent l'unité de la communauté, le secret de la religion comme le répète Marx à Feuerbach ce sont les contradictions, « l'autodéchirement », du fondement mondain, elle est un « redoublement du monde en un religieux et un mondain ». Au contraire de la nation ou de la race, elle ne se présente pas directement comme étant le monde, mais comme son existence idéale à la fois détachée de lui et dans laquelle seule il peut trouver son unité.

La religion exprime le rétablissement de l'ordre (comme communauté et identité populaire) intégrant les conflits à la fois irréductibles dans le monde immédiat et pures apparences au regard du monde idéal. Quand la réalité sociale des conflits est vécue comme rupture dans la communauté (d'un côté, une classe capitaliste construite comme une oligarchie clientéliste se confondant avec les appareils répressifs de l'État ; de l'autre des concentrations ouvrières immergées dans des masses urbaines prolétarisées et des classes moyennes marginalisées) elle inscrit cette dualité dans les têtes et elle acquiert une efficacité bien matérielle.

Mais, la religion parce qu'elle suppose la communauté comme un préalable même si elle préserve l'autonomie de la société civile vis-à-vis de l'État et de ces deux éléments vis-à-vis des rapports de production, assure mal la séparation de l'État d'avec la société civile et

d'avec la lutte des classes. Ce qui fait de l'Islam l'ordre rétabli comme résultat des luttes c'est *aussi* la continuité qu'il assure entre ces trois éléments ne serait-ce que concrètement dans la multiplication des réseaux de solidarité au plus près des individus dans leur vie la plus immédiate. C'est là sa faiblesse, comme envers de l'efficacité pratique de l'idéologie portée par les partis religieux, au regard de la nécessaire indépendance de l'État qui, pour être l'État de la classe dominante, doit être préservé de la lutte des classes (cf. Théo Cosme, *De la politique en Iran*, Ed. Senonevero). Ennahda ou les Frères ont bien compris le danger même s'il leur est difficile d'y échapper autrement que dans la proclamation du rôle de l'État comme simple garant de la vie de la société comme vie religieuse et comme n'étant pas lui-même la religion. *Quand la religion devient politique, ce n'est jamais une victoire de la religion sur l'État, ce n'est pas la religion qui offre sa sanction à l'État, mais l'État qui offre la sienne à la religion.* Pour être actuellement la « révolution » comme ordre rétabli, il faut aux partis islamiques être simultanément l'État et le peuple.

En cela, dans leurs mains, l'État est toujours menacé dans sa séparation d'avec la société et les luttes de classes, ce que leur rappelle vigoureusement, en Egypte, l'armée.

Ce sont là les contradictions des partis représentant l'islam politique en tant qu'ils désignent la religion comme dominante à l'intérieur de la déterminante politique, citoyenne et démocratique. Ces mouvements retournent, au travers de la production de la communauté et du peuple, les limites intrinsèques des luttes contre les luttes, à l'intérieur de celles-ci. Mais par là même le dernier pas consistant à représenter et à prendre en charge l'articulation internationale d'une société duelle, à prendre en charge l'État, sans produire leur propre éclatement, est pour eux un pas périlleux à franchir. À l'orée du pouvoir, ces mouvements apparaissent comme menaçant cette articulation et se menaçant eux-mêmes.

C'est vers une accélération de l'ouverture économique et des perspectives de privatisations de nouveaux secteurs de l'économie que s'orientent les nouveaux pouvoirs. Ces nouveaux pouvoirs joueront leur propre raison d'être sur la scène de l'histoire et vis-à-vis du capitalisme mondial dans leur capacité de redistribution sociale, dans leur capacité à amortir les effets de la crise ou de la fermeture d'un grand nombre de grandes entreprises publiques, dans leur capacité à « libérer » le secteur informel et celui des très petites entreprises de la corruption et de la violence. Les crises, les conflits, les émeutes sont loin d'être terminées, mais ils se joueront sur une scène nouvelle, encore plus confuse du fait que la classe dominante en voie de recomposition pourra, via l'État, se retrouver des deux côtés de la barricade. Le maintien de l'ordre pourra venir en partie des plus pauvres d'entre les pauvres et toutes sortes d'institutions de la société civile assureront de façon contestataire le maintien de l'ordre.

[1.](#) Nous travaillons actuellement à l'écriture d'un livre sur la question à paraître aux Editions Senonevero.

[2.](#) James Petras : *Roots of the Arab revolts and premature celebrations* (sur le Net).

[3.](#) Il n'existe plus de relation faisant système entre la valorisation du capital et la reproduction de la classe ouvrière comme cela avait été le cas durant la période dite « fordiste »..

C'EST AU PRÉSENT QUE NOUS PARLONS DE COMMUNISATION

LE TEXTE QUI SUIT, SIGNÉ THÉORIE COMMUNISTE, A ÉTÉ RÉDIGÉ POUR PUBLICATION DANS UN LIVRE INTITULÉ *COMMUNIZATION AND ITS DISCONTENTS* ÉDITÉ PAR BENJAMIN NOYS AU ROYAUME-UNI. L'OUVRAGE ÉTAIT DESTINÉ À PRÉSENTER D'UNE FAÇON FORCÉMENT PARTIELLE LES THÉORIES DE LA COMMUNISATION DANS LA DIVERSITÉ ET LES DÉBATS QUI LES CARACTÉRISENT.

DANS LE COURS de la lutte révolutionnaire, l'abolition de l'État, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, l'extension de la gratuité comme unification de l'activité humaine, c'est-à-dire l'abolition des classes, sont des « mesures » abolissant le capital, imposées par les nécessités mêmes de la lutte contre la classe capitaliste. La révolution est communisation, elle n'a pas le communisme comme projet et résultat, mais comme contenu.

La communisation et le communisme sont des choses à venir, mais *c'est au présent que nous devons en parler*. C'est le contenu de la révolution à venir que les luttes annoncent, dans le cycle de luttes actuel, chaque fois que le fait même d'agir en tant que classe, dans la lutte contre le capital, apparaît comme une contrainte extérieure, une limite à dépasser. *C'est la lutte en tant que classe qui est, à l'intérieur d'elle-même, devenue le problème*, sa propre limite. Par là, elle annonce et produit comme son dépassement la révolution comme communisation.

CRISE, RESTRUCTURATION, CYCLE DE LUTTE : DE LA LUTTE EN TANT QUE CLASSE COMME LIMITE D'ELLE-MÊME

Le principal résultat du procès de production capitaliste a toujours été le renouvellement du rapport capitaliste entre le travail et ses conditions : autrement dit il est un procès d'autoprésupposition.

Jusqu'à la crise de la fin des années 1960, la défaite ouvrière et la restructuration qui s'ensuivit, il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital se situait à ce niveau par la production et la confirmation, à l'intérieur même de cette autoprésupposition, d'une identité ouvrière par laquelle se structurait le cycle de luttes comme la concurrence entre deux hégémonies, deux gestions, deux contrôles de la reproduction. Cette identité était la substance même du mouvement ouvrier.

Cette identité ouvrière, quelles que soient les formes sociales et politiques de son existence (des Partis communistes à l'autonomie ; de l'État socialiste aux Conseils ouvriers), reposait dans sa totalité sur la contradiction qui se développait dans cette phase

de la subsomption réelle du travail sous le capital entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en œuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes de l'appropriation par le capital, de cette force de travail, dans le procès de production immédiat, et dans le procès de reproduction. Voilà la situation conflictuelle qui dans le cycle de luttes se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates d'appréhension dans la « grande usine » ; dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation ; dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs ; dans les relations entre salaires, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale ; dans les représentations institutionnelles que tout cela impliquait tant dans l'usine qu'au niveau de l'État ; dans le bouclage de l'accumulation sur une aire nationale.

La restructuration comme défaite, à la fin des années 1960 et durant les années 1970, de tout ce cycle de luttes fondé sur l'identité ouvrière a eu pour contenu la destruction de tout ce qui était devenu une entrave à la fluidité de l'auto présupposition du capital. On trouvait d'une part toutes les séparations, protections, spécifications qui se dressaient face à la baisse de la valeur de la force de travail, en ce qu'elles empêchaient que toute la classe ouvrière, mondialement, dans la continuité de son existence, de sa reproduction et de son élargissement, doive faire face en tant que telle à tout le capital. On trouvait d'autre part toutes les contraintes de la circulation, de la rotation, de l'accumulation, qui entravaient la transformation du surproduit en plus-value et capital additionnel. N'importe quel surproduit doit pouvoir trouver n'importe où son marché, n'importe quelle plus-value doit pouvoir trouver n'importe où la possibilité d'opérer comme capital additionnel, c'est à dire se transformer en moyens de production et force de travail, sans qu'une formalisation du cycle international (pays de l'Est, périphérie) ne prédétermine cette transformation. Le capital financier a été le maître d'œuvre de cette restructuration. Avec la restructuration achevée dans les années 1980, la production de plus-value et la reproduction des conditions de cette production coïncident.

Le cycle de luttes actuel se définit alors par le fait que la contradiction entre les classes se noue au niveau de leur reproduction respective, ce qui signifie que, dans sa contradiction avec le capital, le prolétariat trouve et affronte sa propre constitution et existence comme classe. C'est la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, c'est la fin du mouvement ouvrier et la faillite corollaire de l'auto-organisation et de l'autonomie comme perspective révolutionnaire. Parce que la perspective de la révolution n'est plus de l'ordre de l'affirmation de la classe, elle ne peut plus être de l'ordre de l'auto-organisation. Abolir le capital c'est se nier comme travailleur et non s'auto-organiser comme tel, c'est un mouvement d'abolition des entreprises, des usines, du produit, de l'échange (quelle que soit sa forme).

Agir en tant que classe c'est actuellement n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction et simultanément, c'est pour la même raison, être en

contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Ce conflit, cet écart dans l'action du prolétariat est le contenu et l'enjeu de la lutte des classes. Que, pour le prolétariat, agir en tant que classe soit la limite de son action en tant que classe est maintenant une situation objective de la lutte de classe, que cette limite soit construite dans les luttes en tant que telle et devienne *l'appartenance de classe comme contrainte extérieure* est un enjeu dans ces luttes : niveau du conflit avec le capital ; conflits à l'intérieur même des luttes. Cette transformation est une détermination de la contradiction actuelle entre les classes, mais elle est chaque fois la spécificité d'une lutte à un moment donné, dans des conditions données.

Ce cycle de luttes est l'action d'une classe ouvrière recomposée. Il s'agit, dans les aires centrales d'accumulation, de la disparition des grands bastions ouvriers et de la prolétarianisation des employés, de la tertiarisation de l'emploi ouvrier (spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engins, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires, etc. - ce type d'emploi est maintenant majoritaire chez les ouvriers), du travail dans des entreprises ou des sites plus petits, d'une nouvelle division du travail et de la classe ouvrière avec l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée (travailleurs jeunes, souvent intérimaires, sans perspective professionnelle), de la généralisation des flux tendus, de la présence de jeunes ouvriers pour qui la scolarisation a rompu le fil des générations et qui rejettent massivement le travail en usine et la condition ouvrière en général, des délocalisations.

Les grandes concentrations ouvrières en Inde ou en Chine s'inscrivent dans cette segmentation mondiale de la force de travail, tant par leur définition mondiale que par leur propre inscription nationale elles ne peuvent être considérées comme une renaissance ailleurs de ce qui a disparu en « Occident ». C'est un système social d'existence et de reproduction qui définissait l'identité ouvrière et qui s'exprimait dans le mouvement ouvrier et non la simple existence de caractéristiques matérielles quantitatives ¹

Des luttes quotidiennes à la révolution il ne peut y avoir que rupture. Cette rupture s'annonce dans le cours quotidien de la lutte de classe chaque fois que dans celles-ci l'appartenance de classe apparaît comme une contrainte extérieure objectivée dans le capital dans le cours même, pour le prolétariat, de son activité en tant que classe. Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir. Avec la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, on peut, à partir des luttes actuelles comprendre *le point de bascule de la lutte de classe*, son dépassement, comme un dépassement produit : la classe dans sa lutte contre le capital se retourne contre elle-même, c'est-à-dire qu'elle traite sa propre existence, tout ce qui la définit dans son rapport au capital (et elle n'est que ce rapport) comme limite de son action. Les prolétaires ne libèrent pas leur « vraie individualité » niée dans le capital, la pratique révolutionnaire est précisément la

coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement.

C'est par là que nous pouvons parler actuellement du communisme et en parler au présent comme mouvement réel présent. Que la révolution soit l'abolition de toutes les classes existe comme un fait actuel en ce que *l'action en tant que classe du prolétariat est, pour elle-même, une limite*. Cette abolition n'est pas un but que l'on se propose, une définition de la révolution comme une norme à atteindre, mais un contenu actuel dans ce qu'est la lutte de classe même. Produire l'appartenance de classe comme contrainte extérieure c'est, pour le prolétariat, entrer en conflit avec sa situation antérieure, ce n'est pas une « libération », ce n'est pas une « autonomie ». C'est le « terrible pas à franchir » dans la compréhension théorique et la pratique des luttes actuelles.

Le prolétariat n'en devient pas pour autant un être « purement négatif ». Dire que le prolétariat n'existe comme classe que dans et contre le capital, qu'il produit tout son être, toute son organisation, sa réalité et sa constitution comme classe dans le capital et contre lui, c'est dire qu'il est la classe du travail productif de plus-value. Ce qui a disparu dans le cycle de luttes actuel, à la suite de la restructuration des années 1970/1980, ce n'est pas cette existence objective de la classe, c'est la confirmation dans la reproduction du capital d'une identité prolétarienne.

Le prolétariat ne peut être révolutionnaire qu'en se reconnaissant en tant que classe, il se reconnaît ainsi dans chaque conflit et à plus forte raison dans une situation où son existence en tant que classe sera, dans la reproduction du capital, la situation qu'il aura à affronter. C'est sur le contenu de cette « reconnaissance » qu'il ne faut pas se tromper. Se reconnaître comme classe ne sera pas un « retour sur soi » mais une totale extraversion comme *auto-reconnaissance en tant que catégorie du mode de production capitaliste*. Ce que l'on est comme classe n'est immédiatement que notre rapport au capital. Cette « reconnaissance » sera en fait une connaissance pratique, dans le conflit, non de soi pour soi, mais du capital, sa désobjectivation. L'unité de la classe ne peut plus se constituer sur la base du salariat et de la lutte revendicative, comme un préalable à son activité révolutionnaire. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise.

Des luttes revendicatives à la révolution, il ne peut y avoir que rupture, saut qualitatif, mais cette rupture n'est pas un miracle, elle n'est pas une alternative, elle n'est pas non plus la simple constatation par le prolétariat qu'il n'y aurait plus rien d'autre à faire que la révolution devant l'échec de tout le reste. « Une seule solution, la révolution » est l'ineptie symétrique à celle de la dynamique révolutionnaire de la lutte revendicative. Cette rupture est produite positivement par le déroulement du cycle de luttes qui la précède, elle *s'annonce* dans la multiplication des écarts à l'intérieur de la lutte de classe.

Nous sommes théoriquement les guetteurs et les promoteurs de ces écarts qui à l'intérieur de la lutte du prolétariat sont sa propre remise en cause et, pratiquement, les acteurs lorsque

nous y sommes directement engagés. Nous existons dans cette rupture, dans ce déchirement de l'activité en tant que classe du prolétariat. Il n'y a plus de perspective pour le prolétariat à partir de soi-même comme classe du mode de production capitaliste, si ce n'est la capacité de dépasser son existence de classe dans l'abolition du capital. Il existe une identité absolue entre être en contradiction avec le capital et être en contradiction avec sa propre situation et définition comme classe.

C'est par cet écart à l'intérieur même de l'action en tant que classe que la *communisation* devient une question actuelle. Cet écart à l'intérieur de la lutte de classe, dans laquelle le prolétariat n'a simultanément que le capital pour horizon et par là entre en contradiction avec sa propre action en tant que classe, c'est la dynamique de ce cycle de luttes. Actuellement la lutte de classe du prolétariat comporte des éléments repérables, des activités qui annoncent son dépassement dans son propre cours.

DES LUTTES THÉORICIENNES **2**

La théorie de ce cycle de lutte, telle qu'elle est exposée précédemment, n'est pas une formalisation abstraite qui va ensuite prouver sa conformité au réel par des exemples. Elle ne prouve pas sa véracité intellectuelle dans le concret mais son existence pratique. Elle est un moment particulier de luttes déjà théoriciennes en ce qu'elles ont un rapport critique vis-à-vis d'elles-mêmes.

Il ne s'agit pas, le plus souvent, de déclarations fracassantes ou d'actions « radicales », cela peut n'être que toutes les pratiques de « fuite » ou de dénégation des prolétaires vis-à-vis de leur propre condition. Dans les grèves actuelles sur les licenciements, souvent et de plus en plus, les ouvriers ne revendiquent plus le maintien de l'emploi, mais des indemnités conséquentes. *Contre le capital, le travail est sans avenir*. Déjà, dans les luttes dites « suicidaires » comme celle de l'entreprise Cellatex en France, où les ouvriers menaçaient de déverser de l'acide dans une rivière et de faire sauter l'usine, menaces non mises à exécution mais largement imitée à l'occasion d'autres conflits lors de fermetures d'entreprises, éclate que le prolétariat n'est rien séparé du capital et qu'il ne porte *par nature* aucun avenir si ce n'est l'abolition de ce par quoi lui-même existe. C'est l'inessentialisation du travail qui devient l'activité même du prolétariat, tant de façon tragique dans ses luttes sans perspectives immédiates (suicidaires), que comme revendication de cette inessentialisation comme dans la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 1998 en France.

Le chômage n'est plus cet à côté de l'emploi nettement séparé. La segmentation de la force de travail, la flexibilité, la sous-traitance, la mobilité, le temps partiel, la formation, les stages, le travail au noir, ont rendu floues toutes les séparations.

Dans le mouvement français de 1998, et plus généralement dans les luttes de chômeurs de ce cycle de luttes *c'est la définition des chômeurs qui se veut le point de départ de la reformulation de l'emploi salarié*. La nécessité pour le capital de tout mesurer en temps de

travail et de poser l'exploitation du travail comme question de vie ou de mort pour lui est simultanément l'inessentialisation du travail vivant immédiat par rapport à ce que le capital concentre en lui de forces sociales. Cette contradiction inhérente à l'accumulation capitaliste, et qui fait du capital une contradiction en procès, prend alors la forme bien particulière d'une définition de la classe face au capital dont le chômage se revendique comme le point de départ. Dans les luttes de chômeurs et précaires, la lutte du prolétariat contre le capital *fait sienne* cette contradiction, la revendique. De même quand les licenciés ne revendiquent pas du travail mais des indemnités.

Les salariés licenciés de Moulinex mettant le feu à un bâtiment de l'usine s'inscrivent également dans la dynamique de ce cycle de luttes qui fait, pour le prolétariat de sa propre existence comme classe, la limite de son action de classe. De même, en 2006, à Savar, 50 km au nord de Dacca, au Bangladesh, suite à trois mois d'arriérés de salaires, deux usines sont incendiées et cent autres mises à sac. En Algérie, la moindre revendication salariale tourne à l'émeute, les formes de représentation sont rejetées sans que s'en forme de nouvelles et ce sont toutes les conditions de vie et de reproduction du prolétariat qui sont en jeu au-delà des protagonistes immédiats de la grève et de la revendication. En Chine, en Inde, on ne passera pas de la multiplication des actions revendicatives multiformes, touchant tous les aspects de la vie et de la reproduction de la classe ouvrière à un vaste *mouvement ouvrier*. Ces actions revendicatives tournent souvent « paradoxalement » à la destruction des conditions de travail, c'est-à-dire de leur propre raison d'être.

En Argentine, on s'est auto-organisé comme chômeurs de Mosconi, ouvrières de Bruckman, habitants de bidonvilles..., mais ce faisant quand on s'auto-organisait, on se heurtait immédiatement à ce que l'on était qui, dans la lutte, devenait ce qui devait être dépassé et qui a été vu comme étant à dépasser dans les modalités pratiques de ces auto-organisations. Le prolétariat ne peut trouver en lui-même la capacité de créer d'autres rapports interindividuels sans renverser et nier ce qu'il est dans cette société, c'est-à-dire sans entrer en contradiction avec l'autonomie et sa dynamique. L'auto-organisation est peut-être le premier acte de la révolution mais toute la suite s'effectue contre elle. En Argentine, par la façon dont ont été mises en œuvre les activités productives, dans les modalités effectives de leur réalisation, ce sont les déterminations du prolétariat comme classe de cette société qui ont été effectivement bousculées (propriété, échange, division du travail, rapport entre hommes et femmes...). C'est ainsi que la révolution comme communisation devient crédible.

En France, en novembre 2005, dans les banlieues, les émeutiers n'ont rien revendiqué, ils ont attaqué leur propre condition, ils ont pris pour cibles tout ce qui les produit et les définit. Les émeutiers révélèrent et attaquèrent *la situation de prolétaire maintenant* : cette force de travail mondialement précarisée. Ce qui rendit immédiatement caduc, dans le moment même où une telle revendication aurait pu être prononcée, de vouloir être un «prolétaire ordinaire».

Trois mois après (au printemps 2006), toujours en France, en tant que mouvement revendicatif, le mouvement étudiant anti-CPE ne pouvait se comprendre lui-même qu'en devenant le mouvement général des précaires, mais alors soit il se sabordait lui-même dans sa spécificité, soit il ne pouvait qu'être amené à se heurter plus ou moins violemment à tous ceux qui, dans les émeutes de novembre 2005, avaient montré que revendiquer d'être un « prolétaire ordinaire » était caduc. Faire aboutir la revendication par son élargissement sabotait la revendication. Qui pouvait croire à la jonction avec les émeutiers de novembre sur la base d'un emploi stable pour tous ? Cette jonction était d'une part objectivement inscrite dans le code génétique du mouvement et, d'autre part, cette *nécessité* même de la jonction induisait un amour/haine interne au mouvement, tout aussi objectif. La lutte anti-CPE a été un *mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication était inacceptable pour lui-même en tant que mouvement revendicatif*.

Dans les émeutes en Grèce, en décembre 2008, le prolétariat ne revendique rien et se considère contre le capital comme le fondement d'aucune alternative. Mais si ces émeutes ont été un mouvement de classe, elles n'ont pas été une lutte dans ce qui est la matrice même des classes : *la production*. C'est par là que ces émeutes ont pu accomplir cette chose capitale de produire et de viser l'appartenance de classe comme contrainte, mais elles n'ont pu le faire et atteindre ce point qu'en se heurtant comme à leur limite à ce *plancher de verre* de la production. Et la façon (objectifs, déroulement des émeutes, composition des émeutiers...) dont ce mouvement a produit cette contrainte extérieure a été intrinsèquement définie par cette limite : le rapport d'exploitation comme pure et simple coercition. C'est l'attaque des institutions et des formes de la reproduction sociale prises pour elles-mêmes qui d'un côté l'a constitué et a fait sa force qui en a simultanément exprimé ses limites.

Etudiants sans avenir, jeunes immigrés, travailleurs précaires, ils sont des prolétaires vivant au quotidien la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme coercition, coercition *incluse* dans cette reproduction parce qu'ils sont prolétaires, mais la vivant quotidiennement comme *séparée* et aléatoire (accidentelle et non nécessaire) par rapport à la production même. Ils luttent à la fois dans ce moment de la coercition comme séparé et conçoivent et vivent cette séparation que comme un manque de leur propre lutte contre ce mode de production.

C'est par là que ce mouvement a produit l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, mais ce ne fut qu'ainsi. C'est par là qu'il se situe au niveau de ce cycle de luttes et en constitue un moment historique déterminant.

Les prolétaires se sont, par leur propre pratique, remis en cause comme prolétaires dans leur lutte, mais ils ne l'ont fait qu'en autonomisant, dans leurs attaques et leurs objectifs, les moments et les instances de la reproduction sociale. Reproduction et production du capital sont demeurées étrangères l'une à l'autre.

En 2009, en Guadeloupe, l'importance du chômage et de la part de la population vivant de « revenus d'assistance » ou d'une économie souterraine fait que revendiquer pour le salaire est une contradiction dans les termes. Cette contradiction a structuré le cours des événements entre un LKP centré sur les travailleurs stables (essentiellement la fonction publique) mais cherchant par la multiplication et l'infinie diversité des revendications à faire tenir ensemble les termes de cette contradiction et l'absurdité, pour la majorité des personnes engagées sur les barrages, dans les pillages et les attaques de bâtiments publics, de la revendication salariale centrale. La revendication a été déstabilisée dans le cours même de la lutte, elle fut contestée ainsi que sa forme d'organisation, mais les formes spécifiques de l'exploitation de l'ensemble de la population héritées d'une histoire coloniale ont pu empêcher que cette contradiction n'éclate plus violemment à l'intérieur même du mouvement (à noter cependant que le seul mort fut un syndicaliste tué sur un barrage). De ce point de vue, la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure fut plus un état sociologique et une sorte de schizophrénie qu'un enjeu de la lutte.

De façon générale, avec l'éclatement de la crise actuelle, il y a actuellement dans la revendication salariale une dynamique qu'elle ne pouvait avoir précédemment. Dynamique *interne* qui lui est donnée par *l'ensemble* de la relation entre prolétariat et capital dans le mode de production capitaliste tel qu'il est sorti de la restructuration et tel que maintenant il entre en crise. La revendication salariale a changé de signification.

Dans la succession des crises financières qui, depuis une vingtaine d'années, régulent le mode de valorisation actuel du capital, la crise des *subprimes* fut la première à avoir pour point de départ non pas des actifs financiers se référant à des investissements en capital, mais à la consommation des ménages et plus précisément des ménages les plus pauvres. En cela elle inaugure une crise spécifique de la relation salariale du capitalisme restructuré dont la diminution continue de la part des salaires dans la richesse produite tant dans les pays centraux que les pays émergents était (et demeure) définitoire.

Le « partage des richesses » de question essentiellement conflictuelle dans le mode de production capitaliste est devenu, en outre, *tabou*, ce que le récent mouvement de grèves et de blocages (octobre-novembre 2010) à la suite de la réforme du système des retraites en France et venu confirmer. Dans le capitalisme restructuré (dont nous connaissons actuellement le début de la crise), la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion, par le crédit, entre la consommation et le salaire comme revenu.

Bien sûr, le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail a toujours été définitoire de la lutte des classes. Mais, maintenant, dans la lutte sur ce partage, c'est paradoxalement dans ce qui définit le prolétariat, au plus profond de lui-même, comme une classe de ce mode de production *et rien que cela*, qu'apparaît

pratiquement et conflictuellement que son existence de classe devient pour le prolétariat la limite de sa propre lutte en tant que classe. C'est là le caractère central *actuel* de la revendication salariale dans la lutte des classes. Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose *en son sein* comme *un étranger*.

La crise actuelle a éclaté parce que des prolétaires n'ont plus pu payer leurs crédits. Elle a éclaté de par le rapport salarial même qui fondait la financiarisation de l'économie capitaliste : compression des salaires nécessaire à la « création de valeur » ; concurrence mondiale de la main-d'œuvre. C'est cette nécessité fonctionnelle qui, avec la crise des *subprimes*, fait retour de façon négative à l'intérieur du mode historique d'accumulation du capital. C'est le rapport salarial qui est maintenant au cœur de la crise actuelle ³. La crise actuelle est le début de la phase de renversement des déterminations et de la dynamique du capitalisme tel qu'il était sorti de la restructuration des années 1970 et 1980.

DEUX OU TROIS CHOSES QUE L'ON PEUT SAVOIR D'ELLE

Comme non-capital, dissolution de toutes les conditions existantes (travail, échange, division du travail, propriété), le prolétariat trouve là le contenu de son *action révolutionnaire* comme *mesures communistes* : abolition de la propriété, de la division du travail, de l'échange, de la valeur. L'appartenance de classe comme contrainte extérieure est alors *en elle-même* un contenu, c'est-à-dire une pratique lorsque de manifestation de la limite de la lutte en tant que classe elle se dépasse en mesures de communisation. La *communisation* ce n'est rien d'autre que les *mesures communistes* pratiquées comme simples *mesures de luttes* par le prolétariat contre le capital.

C'est l'insuffisance de la plus-value par rapport au capital accumulé qui est au cœur de la crise de l'exploitation, s'il n'y avait pas au cœur de la *contradiction* entre le prolétariat et le capital la question du travail productif de *plus-value*, s'il n'y avait qu'un problème de distribution, c'est-à-dire si la contradiction entre le prolétariat et le capital n'était pas une contradiction pour cela même, le mode de production capitaliste, dont elle est la dynamique, c'est-à-dire si ce n'était pas un « jeu qui produit l'abolition de sa règle », la révolution demeurerait un vœu pieux. La haine du capital, l'envie d'une autre vie ne sont que l'expression idéologique nécessaire de cette contradiction pour elle-même qu'est l'exploitation.

Ce n'est pas par une attaque du côté de la nature du travail comme productif de plus-value que la lutte revendicative est dépassée (on en reviendrait toujours à un problème de distribution), mais par une attaque du côté des moyens de production comme capital. L'attaque contre la nature de capital des moyens de production, c'est leur abolition comme valeur absorbant le travail pour se valoriser, c'est l'extension de la gratuité, la

destruction qui peut être physique de certains moyens de production, leur abolition en tant qu'usine dans laquelle se définit ce qu'est un produit, c'est-à-dire les cadres de l'échange et du commerce, c'est leur définition, leur absorption dans les rapports intersubjectifs individuels, c'est l'abolition de la division du travail telle qu'elle est inscrite dans le zonage urbain, dans la configuration matérielle des bâtiments, dans la séparation entre la ville et la campagne, dans l'existence même de quelque chose que l'on appelle une usine ou un lieu de production. « Les rapports entre individus se sont figés dans les choses, parce que la valeur d'échange est de nature matérielle » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.1, p.97). L'abolition de la valeur est une transformation concrète du paysage dans lequel nous vivons, c'est une géographie nouvelle. Abolir des rapports sociaux est une affaire très matérielle.

Dans le communisme l'appropriation n'a plus cours parce que c'est la notion même de « produit » qui est abolie. Bien sûr, il y a des objets qui servent à produire, d'autres qui sont directement consommés, d'autres qui servent aux deux. Mais parler de « produits » et se poser la question de leur circulation, de leur répartition ou de leur « cession », c'est-à-dire concevoir un moment de l'appropriation, présuppose des lieux de rupture, de « coagulation » de l'activité humaine : le marché dans les sociétés marchandes, la dépose et la prise au tas dans certaines visions du communisme. Le « produit » n'est pas une chose simple. Parler de « produit », c'est supposer qu'un résultat de l'activité humaine apparaît comme *fini* face à un autre résultat ou au milieu d'autres résultats. Ce n'est pas du « produit » qu'il faut partir mais de l'activité.

Dans le communisme, c'est l'activité humaine qui est infinie parce qu'insécable. Elle a des résultats concrets ou abstraits, mais ces résultats ne sont jamais des « produits » pour lesquels se poserait la question de leur appropriation ou de leur cession sous quelque modalité que cela soit. Si nous pouvons parler d'*activité humaine infinie* pour le communisme, c'est que déjà le mode de production capitaliste nous donne à voir, bien que contradictoirement, et non comme un « bon côté », l'activité humaine comme flux social global continu et le « *general intellect* » ou le « travailleur collectif » comme force dominante de la production. Ce caractère social de la production ne préfigure rien, il ne fait que rendre la base de la valeur contradictoire.

La destruction de l'échange ce sont des ouvriers attaquant les banques ou se trouvant leur compte et ceux des autres ouvriers, s'obligeant ainsi à se débrouiller sans, ce sont les travailleurs se communiquant et communiquant à la communauté leurs « produits » directement et sans marché et s'abolissant par là comme travailleurs, c'est l'obligation pour toute la classe à s'organiser pour aller chercher la nourriture dans les secteurs à communiser, etc. Il n'y a aucune mesure qui, en elle-même, prise isolément, soit le « communisme ». Ce qui est communiste, ce n'est pas la « violence » en soi, ni la « distribution » de la merde que nous lègue la société de classes, ni la « collectivisation » des machines à sucer de la plus-value, c'est la nature du mouvement qui relie ces actions,

les sous-tend, en fait des moments d'un processus qui ne peut que communiser toujours plus ou être écrasé.

On ne peut mener une révolution sans prendre de mesures communistes, sans dissoudre le travail salarié, communiser l'alimentation, le vêtement, le logement, se procurer toutes les armes (destructrices, mais aussi les télécommunications, la nourriture, etc.), intégrer les sans-réserves (y compris ceux que nous aurons réduits nous-mêmes à cet état), les chômeurs, les paysans ruinés, les étudiants paumés.

À partir du moment où on commence à consommer gratuitement, il faut reproduire ce qui est consommé, il faut s'emparer des moyens de transport, des télécommunications et entrer en contact avec les autres secteurs ; ce faisant on se heurte aux bandes armées adverses. L'affrontement avec l'État pose immédiatement le problème de l'armement, qui ne peut se résoudre qu'en mettant sur pied un réseau de distribution pour soutenir les combats sur une multiplicité de lieux quasiment infinie. Les activités militaires et sociales sont indissolubles, simultanées et s'interpénètrent, la constitution d'un front ou de zones de combat délimitées c'est la mort de la révolution. À partir du moment où les prolétaires défont les lois marchandes, ils ne peuvent plus s'arrêter. Chaque approfondissement social, chaque extension donnent chair et sang aux nouveaux rapports, permettent d'intégrer toujours plus de non-prolétaires à la classe communisatrice en train de se constituer et de se dissoudre simultanément, d'abolir toujours plus toute concurrence et division entre les prolétaires et de faire de cela le contenu et le déroulement de son affrontement armé contre ceux que la classe capitaliste peut encore mobiliser, intégrer et reproduire dans ses rapports sociaux.

Toutes les mesures de communisation devront être une action énergique pour le démantèlement des liens qui unissent nos ennemis et leurs supports matériels, destruction rapide, sans possibilité de retour. La communisation n'est pas la paisible organisation de la gratuité et d'un mode de vie agréable entre prolétaires. La dictature du mouvement social de communisation est le processus d'intégration de l'humanité au prolétariat en train de disparaître. La stricte délimitation du prolétariat par rapport aux autres classes, sa lutte contre toute production marchande sont en même temps un processus qui *contraint* les couches de la petite bourgeoisie salariée, de la « classe de l'encadrement social » à rejoindre la classe communisatrice. Les prolétaires ne « sont » pas révolutionnaires comme le ciel « est » bleu, parce qu'ils « sont » salariés, exploités, ni même la dissolution des conditions existantes. En s'autotransformant, *à partir de ce qu'ils sont*, ils se constituent eux-mêmes en classe révolutionnaire. Le mouvement où le prolétariat se définit dans la pratique comme le mouvement de constitution de la communauté humaine est la réalité de l'abolition des classes. Le mouvement social en Argentine, parce qu'il y a été confronté, a posé la question des rapports entre prolétaires en activité, chômeurs, exclus et couches moyennes. Il n'a apporté que des réponses extrêmement parcellaires dont la plus intéressante est sans doute son organisation territoriale. La révolution qui ne peut plus être dans ce cycle de

luttons que communisation dépasse le dilemme entre les alliances de classes léninistes ou démocratiques et « le prolétariat seul » de Gorter : deux types de défaites.

La seule façon de dépasser les conflits entre les chômeurs et les « avec-emploi », entre les qualifiés et les non-qualifiés est d'effectuer d'emblée, au cours de la lutte armée, des mesures de communisation qui suppriment la base même de cette division (ce que, confrontées à la question, les entreprises récupérées en Argentine n'ont tenté que très marginalement, se contentant le plus souvent – cf. Zanon - de quelques redistributions charitable aux groupes de *piqueteros*). Faute de cela, le capital jouera tout au long du mouvement sur cette fragmentation et trouvera chez les auto-organisés ses Noske et Schiedemann.

En fait, ce que déjà avait montré la révolution allemande c'est qu'il s'agit de dissoudre les couches moyennes en prenant des mesures communistes concrètes qui les contraignent à commencer à entrer dans le prolétariat, c'est-à-dire d'achever leur « prolétarianisation ». De nos jours, dans les pays développés, la question est à la fois plus simple et plus dangereuse, d'un côté l'immense majorité de ces couches moyennes est salariée et n'a donc plus de fondement matériel à sa position sociale, son rôle d'encadrement et de direction de la coopération capitaliste est essentiel mais précarisé en permanence, sa position sociale dépend de mécanisme de prélèvement de fractions de la plus-value très fragile, mais d'un autre côté, pour ces mêmes raisons, sa proximité formelle avec le prolétariat la pousse à présenter dans les luttes de celui-ci des « solutions » gestionnaires alternatives, nationales ou démocratiques qui préserveraient ses propres positions.

La question essentielle que nous aurons à résoudre est de savoir comment on étend le communisme, avant qu'il soit étouffé dans les tenailles de la marchandise ; comment on intègre l'agriculture pour ne pas avoir à échanger avec les paysans ; comment on défait les liens échangistes de l'adversaire pour lui imposer la logique de la communisation des rapports et de l'emparement des biens, comment on dissout par la révolution le bloc de la trouille.

En conclusion, on n'abolit pas le capital pour le communisme mais par le communisme, plus précisément par sa production. En effet, les mesures communistes doivent être distinguées du communisme : ce ne sont pas des embryons de communisme, c'est sa production. Ce n'est pas une période de transition, c'est la révolution, la communisation n'est que *la production communiste du communisme*. La lutte contre le capital est bien ce qui différencie les mesures communistes du communisme. L'activité révolutionnaire du prolétariat a toujours pour contenu de médier l'abolition du capital par son rapport au capital, ce n'est ni une branche d'une alternative en concurrence avec une autre, ni un immédiatisme du communisme.

1. Que la Chine ou l'Inde parviennent à se constituer pour elles-mêmes en tant que marché intérieur dépend d'une véritable révolution dans les campagnes (privatisation de la terre en Chine ; disparition de la petite propriété et des formes de métayages en Inde) mais aussi et surtout d'une reconfiguration du cycle mondial du capital supplantant la

globalisation actuelle (une renationalisation des économies dépassant/conservant la globalisation, une définciarisation du capital productif). C'est-à-dire que cette hypothèse est hors de notre portée conceptuelle actuelle car hors de ce cycle de luttes, elle suppose la révolution telle que ce cycle la porte battue et, dans cette défaite, une restructuration du mode de production capitaliste.

2. Ces exemples sont en majorité français, la publication de ce texte en Grande Bretagne peut être une mise à l'épreuve des thèses qui y sont défendues.

3. Il s'agit d'une crise où s'affirme l'identité de la suraccumulation et de la sous-consommation.

SUR L'AMBIVALENCE SUPPOSÉE DU CONCEPT DE COMMUNISME

LE TERME DE « COMMUNISME » paraît porter avec lui une ambiguïté dans son utilisation : *mouvement* et *résultat*. Mais il n'y a d'ambiguïté que pour notre misérable cerveau spontanément infecté d'idéalisme.

Il y aurait deux utilisations du mot « communisme » : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. » (Marx, *L'Idéologie allemande* Ed. Soc., p. 64.), et le communisme comme « société », « communauté », bref, « comme ce sera après... », comme « résultat ». En fait, dans ces deux « communismes », il y en a un qui existe et l'autre non. Cette dualité est le résultat d'une pensée complètement folle qui considère d'une part un mouvement de production, et, d'autre part, le résultat de ce mouvement de production comme l'aboutissement se tenant quelque part comme déjà en attente. En attente de l'effectuation du premier. Même lorsqu'il s'agit du second sens (l'aboutissement), il faut savoir que c'est en réalité toujours du premier dont on parle. Il n'y a qu'un seul sens, qu'un seul emploi : « le mouvement qui abolit ». Quand il s'agit de l'aboutissement, c'est toujours du mouvement dont il s'agit. C'est être complètement imprégné de pensée finaliste que de concevoir que le résultat est déjà un existant et souvent, pire, que le mouvement n'a de sens que de par son résultat.

Dans *L'Idéologie allemande*, la phrase qui précède celle citée sur le communisme comme mouvement indique que « Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte soudain et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. » Et encore plus haut : « [...] sans cela [l'histoire mondiale], le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local ». Coup sur coup, Marx semble utiliser « communisme » dans les fameux deux sens différents. Non, il n'y en a qu'un. Penser le « résultat » comme un second sens est le fait d'une pensée téléologique. Et on comprend bien pourquoi Marx n'a jamais écrit de recettes pour « faire bouillir les marmites de l'avenir ».

Enfin, après la phrase centrale sur « l'abolition de l'état actuel », on lit : « le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que *le communisme qui en est l'action* [souligné par nous]... ». Le communisme est « le mouvement qui abolit... », qui plus est « ce mouvement qui abolit » est l'action du prolétariat.

Dans les *Fondements de la critique de l'économie politique*, Marx dira la chose de façon objectiviste dans la problématique du programmatisme (la lutte du prolétariat ne venant qu'exécuter la sentence que le capital prononcerait contre lui-même) : « Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classe. » (*op. cit.*, Ed. Anthropos, t.1, p. 97.)

La chose qui doit exister n'existe pas déjà comme en attente de son actualisation par le mouvement qui la produit, cette chose qui doit exister n'est que son mouvement de production. C'est seulement en tant que tel qu'elle « doit » exister. Le mouvement de sa production est la totalité de son existence. À strictement parler, il n'y a qu'un seul sens, celui du mouvement : quand il s'agit du résultat c'est encore du mouvement dont il s'agit. Le second sens n'existe pas, parce que tout simplement, et c'est une évidence, ce qu'il serait censé désigner n'existe pas.

Cependant, nous disions que même lorsqu'il s'agit du second sens (l'aboutissement), il faut savoir que c'est en réalité toujours du premier dont on parle. Cela signifie que s'il n'y a pas de but préexistant au mouvement de la lutte de classe, il y a bien une nécessité de ce mouvement comme contradiction du capital : le mouvement du capital, son existence même comme contradiction de classe est sa nécrologie. C'est même le seul mode de production qui ait une telle dynamique. Même si la conception de la révolution a changé avec le cours de la contradiction entre les classes, passant de la vision programmatique à celle qui est la nôtre actuellement comme communisation, cette conception a toujours été produite par la contradiction entre les classes. Dans le programmatisme, on avait une intégration, dans la lutte de classe, d'un développement ultérieur du capital, développement que le prolétariat était en position de reprendre à son compte : le développement des forces productives. Il ne s'agit pas d'un aboutissement, d'un but, produit et existant hors de la forme même de la contradiction alors existante entre les classes.

Le mode de production capitaliste n'est pas le premier mode de production *historique* puisqu'ils l'ont tous été, mais c'est le premier pour lequel ce caractère est évident. Il est lui-même produit historique, et produit son dépassement de par sa contradiction constitutive : contradiction de classes comme toujours, mais la première à être contradiction dynamique. Ce dépassement historique est non seulement concevable mais sa conception fait partie de ce dépassement même. Sa conception fait partie de la

contradiction qu'il est en tant que contradiction de classes, c'est-à-dire en tant que « mouvement qui abolit l'état actuel ». Les luttes de classe sont toujours conscientes de ce qu'elles sont et de ce qu'elles font.

Même si comme « but » c'est toujours du mouvement dont on parle, comme but, le communisme est amené à se différencier du mouvement, à apparaître, pour lui-même, comme but. Le communisme comme but est toujours présent dans la théorie révolutionnaire. Parler du communisme au présent, c'est parler de la *perspective* communisatrice qui parce qu'*annoncée* au présent acquiert une existence d'anticipation. C'est cette anticipation constitutive de la théorie qui pose problème. Ce problème réside dans le fait que si le mouvement est bien la seule existence du but, ce dernier contient la tendance à s'autonomiser comme idéologie.

L'ACTIVISME (ENCORE UNE FOIS)

CE TEXTE TENTE DE RÉPONDRE À TROIS QUESTIONS :
QUELLE EST LA DÉFINITION GÉNÉRALE DE L'ACTIVISME ?
QUELLE EST LA GENÈSE DU PHÉNOMÈNE ?
QUEL AVENIR POUR L'ACTIVISME DANS LA SITUATION ACTUELLE ?

L'ACTIVISME : LA GÉNÉRALITÉ ORPHELINE DE SES MÉDIATIONS

On peut globalement définir l'activisme par *la construction de l'intervention comme question*. La construction de cette question (avec la question connexe des aller-retour entre la théorie et la pratique) ne se pose qu'à partir du moment où l'on a fait de la diversité des activités une abstraction : la Pratique comme abstraction. La question de l'intervention transforme ce que l'on fait dans telle ou telle lutte (ou ce que l'on ne peut pas faire), c'est-à-dire des pratiques toujours particulières en une *abstraction de la pratique* construisant le dilemme intervention/attentisme. Le processus d'abstraction est un dispositif bien tangible qui se construit par des activités et des attitudes empiriquement constatables : la « veille pratique » ; la capacité à « choisir » entre les luttes ; la « partie de la société au-dessus de la société » ; le « tout me concerne » ; l'évanouissement de la reproduction du capital dans la lutte des classes, reproduction conservée comme cadre *mais non comme définition des acteurs* ; la question de la stratégie et la révolution comme *but* à atteindre ; la *décision de l'individu* comme point de départ méthodologique et non l'existence d'un processus contradictoire ou d'un *écart* que des activités expriment ; le saut par dessus la reproduction du capital au nom d'une situation jugée comme fondamentalement commune par-delà les diversités objectives.

L'essentiel de la critique de l'intervention comme question réside dans l'abstraction de la pratique et l'objectivation de la lutte des classes qui se répondent réciproquement. La « Pratique » acquiert en tant que telle, en tant qu'entité, un sens face à son complément,

tout aussi abstrait, la lutte des classes comme situation. Les pratiques particulières *en tant que telles* ne sont plus que des manifestations occasionnelles de La Pratique comme abstraction. C'est là le fondement même de la question de l'intervention, c'est-à-dire de l'intervention comme question et de sa compréhension de la théorie comme « arme » qui fait retour à la pratique. La théorie n'a pas à prouver son utilité. La théorie est incluse dans le *caractère autocritique* des luttes (l'appartenance de classe comme limite de la lutte en tant que classe, les pratiques créant des écarts dans la lutte de classe), *le rapport critique de la théorie a changé*. La production théorique appartient à une pratique qui n'est pas « la nôtre » et à une théorie qui, également, n'est pas « la nôtre ».

Il s'ensuit que *pratiquement* l'activisme est une définition de l'appartenance de classe dans laquelle la *généralité* d'être prolétaire a laissé de côté toutes les déterminations *particulières*. Si l'activisme réside dans la pratique comme question, la Pratique construite comme question implique *la généralité abstraite de l'appartenance de classe* : aujourd'hui cheminot, hier chômeur, demain travailleur précaire, après demain squatteur ou immigré sans-papier... L'activisme est le « Que Faire ? » permanent de l'époque où tout ce qui faisait l'identité ouvrière a disparu. Un « Que Faire ? » permanent qui n'a plus la médiation vers le général qu'étaient l'identité ouvrière et/ou le Parti (existant ou à construire), la montée en puissance de la classe, de façon générale un être du prolétariat à révéler, que celui-ci soit explicite dans ses médiations (politiques, syndicales, institutionnelles) ou contrarié par elles. Dans la généralité du prolétariat toutes les particularités ne sont plus que des contingences, des accidents.

En cela l'activisme peut aussi se définir par une contradiction constitutive : la Pratique lui est nécessaire, son objet lui est aléatoire. Contradiction qui peut également se formuler de la façon suivante : l'activisme relève d'une appartenance de classe générale, son application est toujours, de fait, particulière. Coincé *sans médiation* entre le général et le particulier, l'activisme est *tactique* et toujours insatisfait de lui-même et des autres (jusqu'à l'action suivante). L'action suivante est la raison d'être de l'action présente. En tant qu'essentiellement tactique, l'activisme fonctionne comme une boîte à outils : généralisation de l'action, dépassement de la revendication catégorielle, auto-organisation de la lutte, refus des médiations, autonomie... En conséquence, si ce n'est pas définitoire c'est une tendance lourde : l'activisme est normatif.

Pour l'activisme, l'activité auraient pu toujours être autre. Cela semble évident comme critique d'un « ennemi » sur mesure : le « déterminisme ». Mais la séparation entre une activité et les conditions sur lesquelles elle s'applique est une illusion *rétrospective* qui, récurrente, s'impose *a priori* comme compréhension générale de la « pratique » qui devient alors question de la « pratique », c'est-à-dire *la question de l'intervention*. Le piège rétrospectif de l'analyse d'activités particulières dans un mouvement se définit par la séparation qui *a posteriori* semble aller de soi (le mouvement étant clos) entre les conditions du mouvement et les activités ou les décisions de ses acteurs (vues après coup

comme des objets particuliers). On suppose l'analyse des limites d'actions particulières *par rapport* au mouvement, et non les limites du mouvement dont ces actions sont *constitutives*, mais sans lesquelles, c'est exact, il n'aurait pas été ce qu'il fut. On a séparé ce qui, dans le meilleur des cas, était indissolublement uni : conditions et activités. Termes qui non seulement étaient unis mais absolument identiques au point qu'aucune réalité ne se présente comme la relation de ces deux termes. La séparation des deux est la reconstruction du monde au travers la question de la pratique : un monde *objectif* face à l'*activité*.

L'erreur est non seulement dans la séparation des termes mais dans la conception du réel *dans ces termes*. Le militant qui considère toujours rétrospectivement son action actuelle a des principes à appliquer, une boîte à outils toute garnie ; en revanche *l'acteur du moment* fait avec les possibilités (qui sont elles-mêmes des actions), les pensées produites, les initiatives du moment de l'action, parce qu'il est lui-même défini par elles sans, comme tout un chacun, s'y identifier. Le piège rétrospectif transforme un mouvement de luttes qui est une somme ou mieux une interaction constamment changeante d'actions et de décisions prises, en un lieu qui devient *l'objet* de l'action sur lequel elle s'applique. L'activisme construit et conforte ici la généralité abstraite de sa pratique de classe. C'est alors une reconstruction militante du réel dans laquelle l'action est « pure action » et son sujet préexistant « pur sujet constituant la réalité ». L'une et l'autre, l'activité et son sujet, ne sont pas eux-mêmes produits, ils sont face au monde qui est « pur objet ». La relation au monde est alors celle de la réussite ou de l'échec. « Echec » toujours compris comme conjoncturel, circonstanciel.

Cependant l'activisme n'échappe pas à la dialectique du particulier et du général. En se voulant toujours général, il est renvoyé à *l'attaque des conditions générales de la reproduction capitaliste comme étant son domaine d'action particulier et de prédilection* : la marchandise, l'échange, la violence d'État, les contraintes idéologiques, le système éducatif, l'assignation de genres... L'activisme retrouve là *une généralité correspondant à sa propre abstraction*. Mais là où il échoue dans son attaque des conditions générales de la reproduction c'est dans le fait que les pratiques mises en œuvre dans cette attaque font de ces conditions quelque chose d'aussi abstrait que l'activisme lui-même. Par nature l'activisme reste à la porte de là où général et particulier s'articulent : la pratique activiste définie par une construction générale et abstraite de l'appartenance de classe saute par dessus la réalité des particularités inhérentes au rapport capitaliste d'exploitation. Pour l'activisme, la généralité du prolétariat est un donné, ou au minimum une vérité interne à révéler, généralité mise en miroir justifiant sa propre généralité. Pour aller au fond, la définition du prolétariat paraît pour elle-même, indépendante du rapport entre prolétariat et capital et par là du rôle spécifique, subsumant, du capital dans le rapport et donc de sa présence définitoire dans l'autre pôle du rapport.

Avec sa généralité abstraite de l'appartenance de classe, l'activisme n'existe que par le refus pratique et théorique du développement réel de la contradiction comme cours du mode de production capitaliste. Soit on a l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et une classe révolutionnaire et on a alors une contradiction dont le déroulement de par cette identité est soumis à *sa propre histoire* comme cours du mode de production capitaliste. Soit le prolétariat est toujours cette classe abstraitement générale *dont les particularités ne sont que des accidents*, ce qui signifie que l'implication réciproque entre prolétariat et capital n'est pas donnée dans la définition du prolétariat. Par là cette classe possède dans ce qu'elle est, de façon interne, son « aptitude révolutionnaire ». L'activisme se justifie alors lui-même, le communisme peut être dit actuel comme potentialité parce qu'on a séparé la définition de la classe *et* le processus du capital.

En cela, si l'activisme n'est pas nécessairement alternativiste, l'alternative est son horizon et sa limite. Il n'y a pas au sein de l'activisme, indépendant et contraire à « l'alternative », un « activisme prolétarien » qui ne viserait qu'à investir les luttes et ne chercherait aucune formalisation en « contre-société » ; il y a au sein de l'activisme un mouvement interne de refus de son horizon alternativiste qui tient à l'activisme lui-même, mais ce refus ne peut aboutir qu'en menant une critique complète de l'activisme, c'est-à-dire en n'étant plus activisme. L'activisme ne peut actuellement qu'éclater sous l'effet de ses tensions internes : face à l'alternative dont il connaît parfaitement l'impasse, face à une pratique militante dont il pose simultanément la critique, face à sa limite inhérente qui n'est *pour lui* qu'une question d'extension alors que ce qui le définit lui-même c'est sa non extension.

L'alternative n'est possible théoriquement (dans le meilleur des cas) que si l'on effectue cette généralisation abstraite de la définition du prolétariat qui définit l'activisme, sans elle on ne peut envisager la production du communisme que comme l'action du prolétariat qui n'est qu'une classe de cette société, et alors cette production est soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire. Les particularités ne sont pas des accidents à *effacer*. Une telle définition *a priori* de la classe revient à comprendre l'implication réciproque comme le jeu réflexif de deux entités dont la définition n'est pas étrangère à leur rencontre, mais qui n'en sont pas affectées *intérieurement*.

L'ACTIVISME : LA CONTINGENCE DE L'APPARTENANCE DE CLASSE COMME LIBRE POINT DE DÉPART

La définition de l'activisme comme le « Que faire ? » permanent qui n'a plus de médiation entre le général et le particulier et qui proclame un général abstrait, vide, sans détermination (un tel général est un néant) nous amène à dater du début des années 1970 ce que nous appelons maintenant activisme.

La question de l'intervention ou plus précisément de l'intervention elle-même comme question est un produit historique et idéologique. Jusque dans les années 1920, toutes sortes de réponses sont apportées à cette question (néo-babouvisme, marxisme, blanquisme, anarchisme, bolchévisme, réformisme, etc.), mais la question elle-même ne se pose pas. Elle n'existe pas en tant que telle, elle n'a aucun sens et ce que nous considérons comme des réponses à cette question, en réalité n'en sont pas dans la mesure où la question elle-même n'existe pas.

La « pratique des révolutionnaires » se formalise en tant que telle et devient la question de l'intervention à partir du moment où il apparaît historiquement dans la vague révolutionnaire des années 1910-1920 que le prolétariat fait la révolution, porte le communisme, en étant en contradiction, en détruisant tout ce qui fait son existence immédiate dans cette société et tout ce qui l'exprime. On demeurerait cependant, pour toutes sortes de raisons (identité ouvrière confirmée dans la reproduction même du capital...) dans une perspective révolutionnaire d'affirmation de la classe. C'est dans la formalisation théorique de la période par la Gauche germano-hollandaise qu'est *produite* la question de l'intervention. La Gauche décale la question de *l'implication réciproque entre prolétariat et capital* en problème de *l'intégration* de la classe et plus pratiquement en problème d'*organisation*, de chefs, d'organisations-fins-en-soi, de bureaucratie, *et finalement et globalement de critique de toute « intervention extérieure »*. Sa réflexion sur « le vieux mouvement ouvrier », son analyse de la révolution russe, et ses critiques de la politique ouvrière, amenèrent la Gauche germano-hollandaise à penser que le prolétariat faisait la révolution, portait le communisme, en étant en contradiction, en détruisant tout ce qui faisait son existence immédiate dans cette société et tout ce qui l'exprime. *On conservait la révolution comme affirmation de l'être de la classe en critiquant toutes les formes d'existence de cet être.*

La Gauche arrivait simultanément, d'une part à la critique de toute relation entre *l'existence* de la classe dans le mode de production capitaliste et le communisme, et d'autre part à l'affirmation de l'adéquation du communisme et de *l'être* de la classe, la contradiction était provisoirement dépassée par la compréhension/limitation de l'intégration comme relevant de toutes les médiations posées entre l'être de la classe et le communisme. Il fallait combattre et supprimer toutes ces médiations *y compris et surtout l'intervention des « révolutionnaires »*. Le prolétariat devait se nier comme classe du capital (acquérir son autonomie) *pour réaliser ce qu'il était vraiment* et qui dépassait le capital : classe du travail et de son organisation sociale, du développement des forces productives. L'organisation autonome de la classe qui se différencie de l'organisation dans le capitalisme part de « l'être le plus profond de la classe de façon naturelle » (tiré du programme de l'AAUD). Mais c'est bien toujours la classe telle qu'elle est dans le capitalisme dont l'être s'affirme comme communisme, mais *rien ne doit perturber ce mouvement* : aucune organisation permanente de révolutionnaire ne doit s'immiscer,

aucun « programme » ne doit être fixé, « programme » ou organisation considérés à la fois comme nuisibles et sans effet. Position fondée sur l'affirmation d'une nature révolutionnaire transhistorique du prolétariat qui ne peut s'exprimer que de « façon naturelle », c'est-à-dire que rien ne doit perturber sous peine de contrarier son apparition. Le renversement (révolution) est « possible » parce que l'être pour le capital n'est qu'une aliénation : l'être devenu étranger à lui-même, cette extériorisation ce sont les médiations : non seulement les syndicats, la politique, la démocratie, mais aussi et *fondamentalement toute activité dite alors « volontaire » et « extérieure » devenue « intervention »*.

La difficulté théorique actuelle réside dans la critique de la question elle-même, c'est-à-dire dans la difficulté à penser en dehors de l'alternative intervention/attentisme, c'est-à-dire à considérer comme caduque le rapport contradictoire entre prolétariat et capital dont cette question avait été une formalisation que nous pouvons maintenant qualifier d'idéologique.

La pratique comme question est revenu dans le cycle de luttes actuel à la fois sur la base de cet héritage et dans une nouvelle donne de la lutte des classes. L'activisme apparaît dans le milieu anarcho-autonome.

La lutte de classe du prolétariat ayant pour contenu et projet la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste et son affirmation en tant que classe dominante s'est effondrée. La disparition de toute identité ouvrière, confirmée dans la reproduction du capital (comme cela était le cas dans le cycle de luttes précédent), a produit non seulement l'effondrement de toutes les perspectives organisationnelles (parti ou autre) pouvant agir comme médiation efficace entre le particulier et le général, mais encore la possibilité même d'avoir comme fondement un être du prolétariat en tant que référence de l'action. Auparavant cet être était là, existant même souterrain et masqué. Dans leur polémique sur l'intervention et l'organisation, Pannekoek et Castoriadis pouvaient se référer l'un et l'autre à cet être, pour le premier on ne pouvait qu'accompagner didactiquement sa révélation, pour le second il s'agissait de la provoquer et même de la devancer dans l'organisation. Pour l'un comme pour l'autre, cet être était *positivement* là comme la *garantie* de toutes les conceptions de la pratique.

La perspective révolutionnaire (communisatrice) produite dans le rapport entre prolétariat et capital tel qu'il est issu de la restructuration n'a plus cette garantie. Il y a toujours une définition et une existence réelle générale de la classe ouvrière, mais cette généralité n'est plus le positif révolutionnaire devant se révéler. Dans la situation actuelle, on ne peut plus fonctionner sur le passage des luttes particulières à une situation générale de la classe ouvrière en tant que processus révolutionnaire. Entre les mesures communisatrices et les luttes particulières il n'y a rien. Nous sommes condamnés à la particularité et toutes les médiations invoquant le général dans les luttes particulières ne sont que les imites de ces luttes.

Qu'est-ce alors l'activisme dans la situation actuelle ? C'est une proclamation du général qui ne sort pas de la particularité. L'activisme ne recherche pas sa garantie dans un général subsumant les particularités, cette possibilité lui est pratiquement interdite dans la lutte des classes présentes, ce qu'il produit comme sa garantie, c'est un général investi dans chaque lutte particulière, son illusion idéaliste est que le tout est présent en tant que tel dans chacune de ses parties. Ce général est sans contenu et sans vie. En effet, le seul général qui puisse actuellement sortir des luttes particulières, n'est pas un positif existant dans ces luttes, une situation de classe générale, mais précisément l'abolition de cette situation générale. Les pratiques qui à partir de luttes particulières pourraient assurer leur unité et faire exister pratiquement la situation générale de prolétaires ne sont que la dissolution, pour les prolétaires, de leur existence comme classe. L'activisme qui se vit comme la généralité est condamné à flotter et à surfer sur les luttes particulières car la généralité abstraite qu'il veut y investir le ramène soit au mythe d'une auto-organisation générale reliant les luttes, soit plus concrètement au devenir de ces luttes dans les médiations plus ou moins institutionnelles qui sont la seule vérité actuelle de la généralité de l'existence de classe, généralité qu'il ne peut accepter. C'est dans cette contradiction que l'activisme s'est enfermé durant les luttes contre la réforme des retraites, en France, à l'automne 2010, cherchant à ressusciter tous les gimmicks de l'autonomie et de l'auto-organisation.

Mais alors quelle est la raison d'être actuelle de cette généralité abstraite de l'activisme ? Quelle que soient les situations particulières, une chose est commune dans la situation de prolétaire : la contingence individuelle de l'appartenance de classe. Cette contingence qui pouvait être reprise et dépassée à l'intérieur de l'identité ouvrière, du Parti, de la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste (classe qui était par là –dans le processus toujours là de montée en puissance - constituée comme un tout) apparaît comme un *libre point de départ* synthétisant toute l'essence du prolétariat. La généralité abstraite de l'activisme ce n'est pas l'exploitation toujours engagée dans des conditions particulières, c'est *la contingence individuelle de l'appartenance de classe*. Mais si la contingence de l'appartenance de classe est vraie, il est tout aussi vrai que la contingence elle-même n'est pas contingente, mais nécessaire. Il n'est pas contingent dans le mode de production capitaliste que les prolétaires soient des individus contingents. Dans un monde où toutes les médiations généralisant la classe pour elle-même se sont effondrées, la contingence individuelle et sa « liberté » apparaissent comme le résumé le plus général de la situation de prolétaire. Il est dans la définition même de la situation de prolétaire dans son rapport au capital de ne pas vouloir demeurer ce qu'il est (« un jeu qui abolit sa règle »), d'être dans *l'insatisfaction* vis-à-vis de lui-même, nous sommes là au cœur du nouveau cycle de luttes et au cœur de l'activisme. Dans le cours des luttes de ce cycle, l'activisme est la forme d'apparition inversée de la contingence de l'appartenance de classe. Inversée car le processus même de reproduction des rapports sociaux capitalistes

de résultat fait de cette contingence la condition première de tout échange de la force de travail dans telle ou telle forme immédiate de l'exploitation.

C'est la perspective actuelle de la révolution comme communisation qui légitime la contingence individuelle de l'appartenance de classe comme généralité du prolétariat. Non seulement cette contingence apparaît comme la généralité du prolétariat, mais encore comme une généralité susceptible de subvertir ce dont elle est la généralité. De la contingence individuelle de l'appartenance de classe à la libre et mouvante association des individus la voie semble toute tracée. Le problème c'est que cette contingence est toute abstraite quand elle a effacé son propre procès de production, de détermination, quand elle se donne comme dépassement de toutes les particularités. Si la contingence est une synthèse de toutes les particularités, elle n'a en elle-même aucune capacité à les dépasser. C'est une illusion qui naît de la reproduction du mode de production capitaliste dans le cycle de luttes actuel.

Pour l'activisme la contingence est cette généralité abstraite en ce qu'elle ne se pose pas elle-même comme nécessaire, c'est-à-dire qu'elle ne considère pas comme nécessaire, pour elle-même, les situations particulières. La réalité de la reproduction capitaliste n'est alors pour elle qu'une surface.

L'ACTIVISME : DISPARITION ET NOUVELLE GÉNÉRALITÉ

On a vu que l'on pouvait, de façon critique, accepter la distinction entre un « activisme alternatif » et un « activisme prolétarien » qui ne vise qu'à investir les luttes et ne cherche aucune formalisation en « contre-société ». Cependant, si l'activisme n'est pas nécessairement alternatif, l'alternative est toujours sa pente naturelle car les deux tendances ont un fondement commun : la généralité abstraite. Ce fondement de l'activisme fait de l'alternative sa dérive naturelle et c'est l'ensemble du milieu activiste qui est appelé à s'effondrer dans le moment actuel.

Le prolétariat produit toute son existence en tant que classe dans le capital, rapport au capital qui ne confirme plus, pour le prolétariat, dans ce rapport capitaliste même, un rapport à soi-même : l'identité ouvrière. Simultanément cela signifie que le prolétariat dans sa contradiction avec le capital est en contradiction avec sa propre existence, sa propre constitution en classe qu'il trouve produite dans le capital. Par là la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure peut devenir l'enjeu des luttes. C'est là, exprimée de la façon la plus générale, la détermination de la lutte des classes dans le cycle de luttes actuel. L'activisme consiste à faire de cet enjeu une perspective qui s'oppose au fait de lutter en tant que classe, à *l'autonomiser* (en cela le démocratisme radical était son ennemi intime). Ce qui est une contradiction interne de l'activité en tant que classe devient un répertoire de pratiques particulières à promouvoir qui, de fait, demeurent particulières et en grande partie « hors-sol ». C'est, par exemple, le « bloquons tout » durant le mouvement contre la réforme des retraites en France en octobre 2010.

La disparition de l'activisme tenté par l'alternative et de l'activisme en général relève du développement de luttes immédiates dans lesquelles l'apparition de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure est le fait même de ces luttes comme luttes du prolétariat dans son implication avec le capital. Dans le cours de luttes, ce milieu activiste est celui avec lequel nous sommes particulièrement en contact et même *dans lequel* nous nous trouvons. Le débat porte alors sur la nature des luttes immédiates. La perspective activiste n'a plus de sens, le sol se dérobe sous elle quand l'appartenance de classe comme contrainte extérieure peut devenir le fait même des luttes immédiates.

Des pratiques peuvent formellement paraître demeurer identiques et en réalité changer totalement de contenu et de sens. C'est ce qu'il est en train d'arriver à l'activisme. La contradiction dans laquelle se trouvait l'activisme et qui en faisait une perpétuelle fuite en avant, était alors la suivante. D'un côté, comme autonomisation, la pratique devait avoir pour contenu et perspective la remise en cause, dans chaque lutte particulière, de sa particularité et de façon plus fondamentale ou sous-jacente, la remise en cause par le prolétariat de sa définition comme classe ; mais de l'autre, la condition (la possibilité) d'une telle pratique était la généralité de la situation de prolétaire conçue comme inhérente à toute situation particulière accidentelle, sans cela pas d'intervention et pas d'activisme. Si nous avons là une contradiction qui faisait de l'activisme non seulement une fuite en avant mais aussi une constante insatisfaction vis-à-vis de lui-même c'est que comme il est dit précédemment : « le seul général qui puisse actuellement sortir des luttes particulières, n'est pas un positif existant dans ces luttes, une situation de classe générale, mais précisément l'abolition de cette situation générale. Les pratiques qui, à partir de luttes particulières, pourraient assurer leur unité et faire exister pratiquement la situation générale de prolétaires ne sont que la dissolution, pour les prolétaires, de leur existence comme classe. » La présupposition d'un général justifiant l'activisme ne pouvait être qu'une abstraction, ici une irréalité, un être sans détermination. Il faudrait ajouter que cette généralité abstraite a une existence, mais cette existence ne se trouve pas là où on l'attendrait, elle se trouve dans la dictature des abstractions que le capital est comme valeur en procès .

Si ce n'est que la nuit venue que l'oiseau de Minerve prend son envol, l'élaboration théorique doit, quant à elle, prendre parfois le risque d'être le chant de l'alouette. La connexion explosive entre la crise définie, dans sa spécificité, comme crise du rapport salarial et l'illégitimité de la revendication salariale ¹ autorise à penser que les luttes particulières dans la relation la plus intime qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production peuvent passer à une généralité qui ne serait plus abstraite dans la mesure où le contenu de cette généralité fait siennes les particularités comme remise en cause par le prolétariat de sa définition comme classe, ou comme la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure. La particularité n'est plus ce préalable formel à dépasser, le dépassement est, dans la particularité, son propre mouvement parce que la

généralité qui est maintenant en jeu ce n'est pas une situation de classe générale mais son abolition. Déjà, dans le milieu activiste lui-même, on peut invoquer deux exemples. Dans les émeutes de décembre 2008, les activistes grecs sont partis de leur propre situation de chômeurs, de force de travail en attente et parquée à l'université, d'intérimaires, de précaires (on ne reviendra pas sur le fait que cela a donné simultanément la force et les limites du mouvement ²) ; moins massif et spectaculaire, le débat qui, en 2010, a touché en France le milieu activiste sur la « grève des chômeurs », si on a pu y voir l'affrontement entre les tendances « prolétariennes » et « alternatives », a tout de même eu la caractéristique essentielle que le milieu activiste y a parlé de lui-même.

Nous ne pouvons agir pratiquement que là où nous sommes directement impliqués et ne pas rêver que nous sommes infirmières, cheminots, ou sans papier, jeunes de banlieues, sidérurgistes licenciés, quand nous ne le sommes pas, c'est-à-dire ne pas rêver d'une généralité abstraite *préalable* enfouie dans les situations particulières (toujours la fable de l'essence et de la pépite d'or dans sa gangue). Mais si l'alouette chante juste, les pratiques interventionnistes qui étaient celles de l'activisme peuvent paraître formellement identiques et avoir changé en réalité totalement de contenu (ce qui, en fait, ne pourra aller sans, d'une façon ou d'une autre, les transformer formellement). Ces pratiques peuvent être produites et investies par cette généralité qui n'est plus une généralité abstraite. *On peut aller voir la lutte des autres, « intervenir » si l'on veut, dans la mesure où la généralité produite dans cette lutte est le dépassement de cette altérité.* Mais le dépassement de l'altérité n'est pas la mise à jour, la réalisation, d'un en-commun préexistant. Les luttes catégorielles peuvent prendre une ampleur, une signification, générales, non sur la base de la revendication catégorielle mais de sa négation. C'est-à-dire que cette signification, cette ampleur, ne sont pas une unité du prolétariat. La généralité alors produite est le contraire même de la généralité qui était le présupposé de l'activisme. Il n'y a plus de général que dans sa suppression. On pourrait proposer comme « exemples » les luttes revendicatives au Bangladesh ou en Algérie qui se retournent contre leurs propres conditions d'existence en tant que luttes revendicatives et deviennent des émeutes mettant en cause toutes les conditions de la reproduction. Cela pourrait être aussi des événements plus proches et moins « spectaculaires ».

Il n'y a pas de généralité en soi du prolétariat, pour lui-même (ce que pouvaient encore être le Parti, l'identité ouvrière, etc.) comme un ensemble de données, de conditions préalables justifiant l'intervention, il n'y a que des particularités. Mais si nous pouvons envisager de nouvelles pratiques (peu importe que formellement et momentanément elles évoquent l'activisme), c'est parce que dans la connexion explosive actuelle, les luttes particulières peuvent produire une généralité qui n'est pas un donné, ou une unité de ce qui existe, mais l'abolition de ce qui n'était une situation générale que comme une abstraction imposée dans le capital.

¹. Cf. *Revendiquer pour le salaire*, TC 22, et dans ce numéro, « Tel Quel »

L'ASYSTÉMIE ET L'ILLÉGITIMITÉ DE LA REVENDICATION, ICI ET LÀ....

« Dans le cours le plus trivial de la revendication salariale, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver comme quelque chose qui lui est étranger dans la mesure où le rapport capitaliste lui-même le pose en son sein comme un étranger » TC 22.

EN CONTREPOINT DU TEXTE « REVENDIQUER POUR LE SALAIRE » PUBLIÉ DANS TC 22 EN 2009, NOUS PUBLIONS ICI UN ARTICLE DE MÉDIAPART AU SUJET DU RÉFÉRENDUM ORGANISÉ PAR FIAT À L'USINE DE MIRAFIORI EN JANVIER 2011 ET L'ÉCHANGE QUI S'EN EST SUIVI, SUR LE FORUM DU SITE DNDF.ORG.
([HTTP://DNDF.ORG/?P=8780](http://DNDF.ORG/?P=8780))

« La crise du système de la négociation collective en vigueur depuis l'avènement de la Seconde République s'achemine vers une issue très défavorable pour les salarié-e-s. L'accord signé le 28 juin 2011 par les trois confédérations syndicales (Cgil, Cisl, Uil) avec l'association faîtière du patronat italien (Confindustria) prévoit, en effet, la possibilité, pour les entreprises, d'imposer des baisses de salaire, de dégrader les conditions de travail et de restreindre les droits syndicaux. Ainsi, une étape supplémentaire a été franchie vers] ... [l'extension à toutes les entreprises des accords que Fiat a imposés aux ouvriers travaillant à Pomigliano d'Arco (juin 2010) et Mirafiori (janvier 2011) »

Nicola Cianferoni :

<http://alencontre.org/europe/italie/l'italie-au-crepuscule-des-conquetes-ouvrieres.html>

« LA RÉGRESSION SERVILE DE MIRAFIORI »

Le soir même où tous nos yeux étaient rivés à la Tunisie enfin débarrassée de Ben Ali, un dépouillement singulier se terminait à Turin, dans les usines de la Fiat du site de Mirafiori. Il s'agissait de savoir si quelques milliers de travailleurs avaient approuvé par référendum un accord forcé qui les privait gravement de droits. Il s'attaquait à leurs horaires, à leurs rythmes de travail, à leurs pauses, à leur vie familiale, à leurs possibilités de congés pour maladies, etc., en échange d'une promesse d'investissements permettant de sauver le site et de leur assurer un emploi pour l'avenir.

Un accord du même acabit avait déjà été approuvé à Pomigliano, en Campagnie. Mais celui de Turin était encore plus grave parce que la Fiat, désormais sortie de la Confindustria, la grande association patronale italienne, n'avait du coup plus aucun engagement contractuel national. L'entreprise allait ainsi pouvoir discuter directement

avec les seuls syndicats signataires de l'accord, et non plus avec la FIOM, le syndicat non signataire ; et non plus avec des délégués du personnel régulièrement élus par tous les salariés.

Marco Revelli, historien et sociologue qui connaît bien les luttes des ouvriers de la Fiat, fustige ce retour pathétique à la servilité du travail et décrit la gravité du projet : « ainsi, écrit-il, le travail redevient séparé des droits du citoyen, de ces droits garantis par la loi, par la Constitution ou par la civilité juridique d'un pays ». Quant à l'entreprise, ajoute-t-il, elle « se définit dans une situation d'extraterritorialité, comme si elle vivait dans un autre espace que celui du pays, de l'État, de la législation, etc., et elle traite ainsi le travail comme une ressource qui est pleinement disponible, mais sans aucune reconnaissance de la personnalité, de la dignité des sujets qui travaillent » (<http://temi.repubblica.it/micromega-online/mirafiori-peggio-di-pomigliano/>).

Dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, la Fiat de Turin, c'est tout un symbole : haut-lieu de l'expérience des conseils de fabrique et des occupations d'usines des années 1919-1921 ; haut-lieu, de tout temps, des résistances ouvrières à l'exploitation, à l'augmentation infernale des cadences, à l'aliénation engendrée par la rationalisation de la production et par l'explosion de la productivité ; mais aussi, durant les années soixante et soixante-dix, haut-lieu de la contestation par la gauche radicale des franges les plus modérées du mouvement social, politique et syndical.

Ce vote forcé constitue sans doute un tournant. Avec de tels accords forcés, déterritorialisés et dé-conventionnalisés, la Fiat et son administrateur délégué Sergio Marchionne innovent dans le mauvais sens et reviennent sur près de deux siècles de luttes contre les effets pernicioeux de l'industrialisation subis par le monde du travail. Ils tournent le dos à ces conquêtes sociales qui sont issues des luttes ouvrières et qui ont été lentement construites à l'échelle nationale par des conventions collectives pour garantir les droits minimaux de tous.

Ce qui s'est passé à Turin est par conséquent de la plus haute importance pour l'histoire et l'actualité sociales, pour l'histoire du mouvement ouvrier. Une bonne partie des dirigeants du Parti démocratique, en particulier le maire de Turin et une autre personnalité locale, Piero Fassino, appelaient à voter en faveur de l'accord forcé. Ce qui est assez consternant de la part de personnalités d'une formation issue de la gauche historique italienne. Les travailleurs étaient en effet condamnés à choisir entre le renoncement à leur dignité et une promesse d'emploi qui suscite bien des interrogations. Ils étaient soumis à un véritable chantage, relancé par le chef du gouvernement Silvio Berlusconi qui approuvait ouvertement et sans vergogne l'idée même que la Fiat puisse investir ailleurs qu'à Turin si le non des travailleurs devait l'emporter. Tout a donc été mis en place pour arracher un oui. D'ailleurs, même s'ils ont été nombreux à déclarer voter oui par obligation tout en souhaitant que la résistance se poursuive, qui aurait pu jeter la pierre à des ouvriers qui ne pouvaient pas risquer de se voir privés d'emploi ?.... Tout le

monde s'attendait ainsi à la répétition de l'issue de Pomigliano, c'est-à-dire à un petit oui dans les urnes...

L'affluence au référendum a été très forte. Il y a même eu un certain suspense. Mais les oui l'ont finalement emporté. Si l'on met de côté les employés, les cols blancs, appelés à voter sur des détériorations de conditions d'emploi qui ne les concernaient pas, le vote a été tellement serré que Sergio Marchionne ne peut même pas prétendre avoir obtenu les fameux 51% qu'il estimait nécessaires. Cela dit, pour reprendre les termes de Marco Revelli, c'est quand même bien un retour de la servilité dans les rapports de travail qui a ainsi été entériné. Ce qui n'est une bonne nouvelle ni pour les ouvriers de Mirafiori, ni pour le monde du travail en général. »

16 Janvier 2011 – Par Charles Heimberg, site de mediapart

COMMENTAIRES

A : D'abord je me pose une question : combien de cols blancs et combien d'ouvriers à Mirafiori ? 94 % du total est allé voter, c'est beaucoup, mais moins que 100 pour cent. Bien sûr, ne pas voter n'était pas ni plus ni moins révolutionnaire, mais est-ce ainsi que la question se pose ? Comme dans des élections en général. Non pas plus révolutionnaire de s'abstenir, mais un peu moins servile, un peu plus digne. 54 pour cent ont accepté, 94 pour cent ont voté.

B : Les ouvrier-e-s des chaînes ont voté majoritairement non, les employés et cols blancs 'oui'. Un rapide calcul montre que le oui est majoritaire même sur l'ensemble des salariés (5431), à 50,9 %. Le oui l'emporte avec quelque 400 voix d'avance; à 200 voix près ça basculait !

Ce résultat est remarquable, le non, c'était ni plus ni moins un vote suicidaire. Alors affirmer (A) « s'abstenir un peu moins servile, un peu plus digne », faut quand même oser, puisque les abstentions ont plutôt favorisé le 'oui'.

Quand cet article affirme « même s'ils ont été nombreux à déclarer voter oui par obligation tout en souhaitant que la résistance se poursuive, qui aurait pu jeter la pierre à des ouvriers qui ne pouvaient pas risquer de se voir privés d'emploi ?... » C'est passer un peu vite sur le fait qu'une majorité d'ouvriers a justement voté 'non'.

La Fiom appelait déjà en décembre (avant ce vote donc) à une grève le 28 janvier. L'accord signé par les autres syndicats et renforcé par ce référendum prévoit des sanctions en cas... de grève contre l'accord ! La Fiom ayant refusé de signer ne pourra plus avoir de délégués dans l'usine, et son appel à la grève prend de fait un caractère illégal.

D'une part, c'est le grand retour de la plus-value absolue (allongement temps et intensification de travail) dans l'accroissement de la plus-value relative (ici l'organisation augmente la productivité), d'autre part la contrainte au travail plus dur, la domination par et dans l'exploitation, deviennent directement, et légalement, répressives.

On avait déjà des précédents, particulièrement dans l'automobile, mais là, il semble que les vannes soient ouvertes en grand. À qui le tour ?

B : Si les comportements révolutionnaires s'annoncent comme externalisation, comme contingente, de l'appartenance de classe, on peut s'interroger sur le sens de ce vote « non ». En substance, il exprime : « - si garder mon travail, être ouvrier, ça doit être à ce prix, je préfère encore le perdre, ne plus être ouvrier ». Le principe du vote est accepté, mais il n'exprime en rien une revendication; voter 'non' exprime (au contraire de l'interprétation Aiste) un refus de la servilité bien concrète de cette exploitation renforcée.

S'abstenir ne traduisait qu'un refus de responsabilité dans le résultat, refus et de la solution italienne et de la fermeture de Mirafiori. Pourquoi pas ? Mais il faut un A pour placer la dignité, la non servilité, dans cette posture qui ne prenait pas le risque de ne plus être ouvrier. Avec bien sûr la question par excellence qui tourmente l'âme anarcho-rebelle, qu'aucun ouvrier de Mirafiori ne se sera posée, voter ou ne pas voter, est-ce révolutionnaire ou non ? « Comme dans des élections en général », mon général. Je n'irai pas jusqu'à dire que le vote est une forme de lutte, mais force est de constater que dans ce cas, il prend la même signification, à froid, que certaines luttes désespérées aux formes bien plus violentes.

Sachant naturellement que même si personne n'avait voté, l'accord étant déjà signé, il s'appliquait, les ouvriers restaient des ouvriers. Des ouvriers pas plus serviles que des rebelles abstentionnistes de l'extérieur n'ayant pas envisagé une seconde de perdre leur existence d'ouvrier turinois, puisqu'ils ne le sont ni l'un ni l'autre.

C : Je viens de lire la réponse d' A par rapport au vote chez Fiat le weekend dernier.

Moi aussi dans une première réaction à cette info, je me suis posé la question du vote des cols blancs qui a peut être fait basculer le oui; cela me rappelle le livre de TC sur les émeutes en Grèce ou il est question de « déchirure dans le prolétariat » et cela renvoie aussi aux dernières émeutes en Algérie ou des enseignants déclaraient :

«C'est vrai que la cherté de la vie est insoutenable. Mais les jeunes manifestants, eux, n'ont rien dit de tel. C'est vous, la presse, qui avez inventé ces slogans.» Et un de ses collègues de renchérir : «Cela nécessite un profond travail d'encadrement mettant à contribution tout un tissu d'associations, de partis politiques et de syndicats.» Un troisième de faire remarquer : «On ne dit pas que ce mouvement n'est pas légitime. Simplement, nous ne sommes pas d'accord avec la manière.» Et son acolyte de lancer : «Nous, nous sommes dans un syndicat d'enseignants et nous militons pour nos droits par ce canal. Nous avons de petits acquis, mais nous préférons la voie pacifique traditionnelle. Il faut revenir à ces canaux de lutte qui sont le baromètre d'une société civile forte.» *El Watan, 9 janvier 2011*

La crise va accentuer ce genre de positionnement il me semble.

A : C'est à l'initiative de l'employeur que cette consultation s'est déroulée, et ce sont les divers syndicats qui ont appelé leurs adhérents, et plus largement les salariés de Mirafiori à

se prononcer. La CGIL a été la seule en faveur du non. Voter c'était dès lors se soumettre à une double (implication réciproque) injonction impliquant son appartenance, ou qu'implique cette appartenance; en aucune façon répondre à ces injonctions ne suppose un écart entre son appartenance et le résultat consécutif à la réponse oui ou non. Ce type de réponses, sur le terrain même et dans les termes mêmes qui les définissent, ne me suggèrent rien qui s'apparente à une lutte contre une existence prolétarisée, au contraire, j'ai l'impression d'avoir devant mes yeux, aujourd'hui, une modification de la relation salariale dans le sens d'une exigence d'adhésion et de soumission. Ce n'est pas toujours le cas, mais je ne vois pas ni en Europe ni aux États-Unis, pour le moment aucun équivalent à ce qui peut se passer au Bangladesh, en Chine... Ici et là ce sont plutôt les étudiants ou les jeunes qui font parler d'eux, à juste titre.

B : A « *C'est à l'initiative de l'employeur que cette consultation s'est déroulée, et ce sont les divers syndicats qui ont appelé leurs adhérents, et plus largement les salariés de Mirafiori à se prononcer.* »

Oui. On peut même dire que c'est à l'initiative de l'employeur ET des syndicats signataires (sauf la Fiom branche « gauche » de la CGIL). Quelle belle démonstration de l'asystémie de la revendication entérinée, officialisée de part et d'autre, et par l'État, cf propos de Berlusconi, comme dit Sarkozy à ses vœux aux 'partenaires sociaux' » « il faut être lucides, il y a des sujets sur lesquels la conclusion d'un accord en bonne et due forme n'est pas possible, tout simplement parce que cela ne relève pas du champ de la négociation sociale. Ce fut le cas sur la réforme des retraites », ici « l'accord en bonne et due forme », et pseudo-négocié, porte sur garder son travail ou non, voilà les conditions non négociables.

La question du référendum est ni plus ni moins « Vous voulez rester ouvriers ? Voilà le prix à payer, voilà ce que vaut maintenant dans le monde, pour Fiat et l'État italien, votre force de travail ». Le 'non' majoritaire des ouvriers fait donc sens. Evidemment ils n'avaient pas choisi la question, comme tu le remarquais, l'implication réciproque n'est pas symétrique, il y a subsomption, domination. C'est toujours le capital « sur le terrain même et dans les termes mêmes qui les définissent [les prolétaires] ; ils s'expriment toujours en tant que classe du capital, et pas moins quand leurs luttes expriment un écart entre leur appartenance de classe et son extériorisation comme contrainte extérieure, limite.

Je n'ai pas parlé d'écart, mais je m'étonne que toi, A, si prompt à discerner une « fraction » qui ne veut plus rester ouvrier, au lieu de relever ici cette « déchirure dans le prolétariat », que rappelle C, tu focalises sur le vote en soi comme servilité et manque de dignité (ouvrière ? c'est la meilleure). Autrement dit, tu te prends les pieds entre ton point de vue classiquement anarchiste ('élections piège à cons'), et ton accord avec la nécessité pour le prolétariat de se remettre en cause comme tel, dont le 'non' est une manifestation à froid, une réponse au capital, qui, comme maître du jeu dans l'implication réciproque,

est le seul à poser les questions. Evidemment, sa question n'est pas « voulez-vous le communisme ? » et la réponse « non » n'est pas un 'oui communisateur', ni une lutte suicidaire, mais il l'exprime en creux, en attendant...

B : Précision. Quand je mets dans la bouche des patrons de Fiat et de Berlusconi « “Vous voulez rester ouvriers ? Voilà le prix à payer, voilà ce que vaut maintenant dans le monde, pour Fiat et l'État italien, votre force de travail” », ce n'est pas une lubie de leur part, une simple manifestation de leur pouvoir de domination.

Quand le prix de la force de travail baisse, au sein d'une branche industrielle, chez une partie de capitalistes particuliers, elle pousse à la baisse de la valeur de la force de travail dans toute la branche. Cela fonctionnait avant restructuration sur une aire nationale ou régionale (la concurrence entre pays européens par exemple), relativement étanche dans certaines branches, c'est devenu mondialisé, cf les délocalisations bien connues et comprises par tous.

Cette baisse de la valeur de la force de travail (le salaire) entraîne une augmentation de la plus-value relative, par augmentation pour un même temps de travail (journée, semaine, année...) du temps qui produit la plus-value, la survaleur. En même temps cela accroît la plus-value absolue, par la réorganisation du temps de travail. Tout cela figure dans l'accord Fiat-Mirafiori.

Il y a bien sûr des effets contrariants pour le capital, parce que ça accentue sa difficulté à maintenir le taux de profit, par le fait que la part du travail vivant, le capital variable, diminue relativement au total du capital avancé, dont le capital constant (matières à transformer et machines). Mais c'est précisément ce qui fait de la tendance à la baisse du taux de profit un produit de la lutte de classes, une contradiction de la lutte de classes, ancrée dans la valeur de la force de travail produisant une plus-value, à transformer en profit et capital additionnel : valeur dans le procès de sa valorisation.

C'est en cela que « la modification de la relation salariale » (A) est bien plus qu' « une exigence d'adhésion et de soumission », elle traduit la centralité de l'exploitation et l'enjeu actuel des luttes sur le salaire.

A : B « *Evidemment, sa question n'est pas “voulez-vous le communisme ?” Et la réponse “non” n'est pas un ‘oui communisateur’, ni une lutte suicidaire, mais il l'exprime en creux, en attendant* ».

Le non n'exprime rien en creux, ni en attendant, ni comme lutte qu'il n'est pas. Un sondage récent (en France) a donné près de 80 pour cent des personnes interrogées contentes d'aller travailler... d'autres opérations du type Mirafiori ont également eu lieu partout dans les pays centraux (ou anciens centres), partout cela a fonctionné, partout, sauf inconnu de moi, les ouvriers de l'automobile ont voté pour sauver leurs emplois, et voilà.

B : Nous parlions de CE vote à Mirafiori, où une majorité d' « ouvriers de l'automobile [n'a pas] voté pour sauver leurs emplois ». Et voilà comment tu te défiles. Dont acte.

A : Pour moi, le fait même de participer à un vote de ce type, que l'on y vote ceci ou cela, de même que les votes à bulletins secrets pour ou contre la grève, etc....inscrivent les votants dans leur identité (qu'il faut prouver pour avoir le droit de vote), et non, comme B. fait semblant de croire, ou croit. En aucun cas il n'y a « une manifestation à froid » (dans cet acte, ou par cet acte) de « la nécessité pour le prolétariat (il s'agit ici d'ouvriers turinois du secteur de l'automobile, et non du Prolétariat) de se remettre en cause »

Se remettre en cause ne peut passer par CE canal, par cette modalité de voter pour ou contre la restructuration de son propre travail. Lorsqu'on se trouve réduit à se prononcer ainsi, on se prononce à la demande de son exploiteur, quelle que soit la réponse elle est satisfaisante pour l'exploiteur et les appareillages syndicaux.

Quant à la dignité, il s'agit d'une attitude pas obligatoirement ouvrière, non strictement prolétarienne, et je n'ai pas besoin d'être anarchiste pour penser « élections pièges à cons », ou du moins » pièges à citoyens ».

En ce qui concerne « les luttes actuelles sur le salaire », où ça ? en Europe ? Je ne comprends pas à quel conflit tu fais allusion.

B : 1) Ta position est parfaitement claire, et comprise. Circulez, ya rien à voir dans ce vote 'non'.

2) Entendre par « luttes sur le salaire » aussi bien le salaire strictement défini par « la paye », mais aussi le salaire indirect, sécurité sociale, allocations familiales, « services publics », et retraites (salaire différé dans le système par répartition). « Où ça ? en Europe ? » En France, en octobre-novembre 2010, et tant d'autres exemples...

B : Un article un peu trop « syndicaliste », mais bien documenté

« Quand la Fiat veut briser les droits syndicaux, Nicolas Cianferoni »

http://www.labreche.ch/Ecran/ItalieMirafiori01_11.html

Concernant le vote « ouvrier » à Mirafiori, contrairement à mon calcul rapide, on ne peut globaliser un 'non' majoritaire (49,9 %), mais le constater dans certains départements. Il faut remonter plus haut pour la comparaison avant/après l'accord, dont l'impact est différent selon la nature des postes. Interrogation sur le oui à 70 % dans l'équipe de nuit, mais une note précise qu'elle est « actuellement très restreinte (environ 400 salariés) en raison du chômage technique. » Par contre, concernant les départements « employés », le oui est à 95,5% ! En clair, ceux qui ne sont pas touchés par l'accord approuvent la surexploitation des producteurs directs.

Départements ouvriers	(dont) chaîne de montage	(dont) carrosserie	(dont) peinture	(dont) équipe de nuit	Départements employés
Oui 50,1 % Non 49,9 %	Oui 46,8 % Non 53,2 %	Oui 49,3 % Non 50,7	Oui 56,4 % Non 43,4 %	Oui 70,2 % Non 29,8 %	Oui 95,5 % Non 4,5 %

Total : Oui 54,1 % – Non 45,9 %

Au final, si l'on s'en tient à ces classements selon l'entreprise, on retrouve sous une autre forme des questions posées par RS (Autour... Tunisie) quant aux fractures au sein du prolétariat (ouvrier) et entre celui-ci et les couches moyennes. En réalité il faudrait tenir

compte des niveaux de salaires respectifs et des types de contrats, dans la mesure où certains ouvriers « gagnent » davantage que certains employés, ce qui permettrait d'observer les lignes de fracture traversant ces catégories de façon plus complexe, et non immédiatement rapportable à la nature du travail comme directement productif ou non.

« JE LUTTE DES CLASSES »

LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES EN FRANCE, AUTOMNE
2010

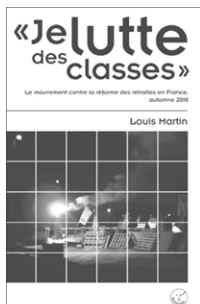
JUIN 2012
LOUIS MARTIN
186 PAGES

ÉDITIONS SENONEVERO

EN FRANCE, À L'AUTOMNE 2010, une fraction de la classe ouvrière revit de façon idéale le mythe de l'identité et de l'unité ouvrières. La lutte contre la réforme des retraites synthétise une multiplicité de luttes locales qui ont toutes en commun de mettre en mouvement des fractions ouvrières encore stables mais sérieusement menacées. L'identité ouvrière a alors été revécue de façon idéale dans les deux sens du mot : comme idéal qui serait à atteindre et comme pure illusion. Cet « idéal » a trouvé une forme synthétique adéquate dans le sujet même de la retraite, symbole de la dignité ouvrière.

Mais le combat qui fut mené contre la réforme des retraites était bel et bien celui de notre temps, celui du marché du travail précarisé et segmenté, celui de la crise présente de cette époque du mode de production capitaliste.

Conscience que la revendication ne pouvait être satisfaite, rôle du syndicalisme de base, intrication des grèves et des blocages et le rôle qu'y a joué l'activisme, remise en cause paradoxale du rapport social capitaliste sous le terme d'« économie », perception momentanée de l'insignifiance du système politique : c'est non seulement à l'implosion de l'identité ouvrière à laquelle nous avons assisté, mais encore à la dynamique actuelle de la lutte de classe où l'appartenance de classe est devenue la limite de la lutte en tant que classe.



VINGT-HUIT THÈSES SUR LA SOCIÉTÉ DE CLASSES (*KOSMOPROLET* N°1) : UN COMMENTAIRE CRITIQUE

LE TEXTE *VINGT-HUIT THÈSES SUR LA SOCIÉTÉ DE CLASSES* A ÉTÉ PUBLIÉ PAR *LES AMIES ET LES AMIS DE LA SOCIÉTÉ SANS CLASSES* (FREUNDINNEN UND FREUNDE DES KLASSENLOSEN GESELLECHAFT) DANS LE PREMIER NUMÉRO DE LA REVUE ALLEMANDE *KOSMOPROLET*. CET IMPORTANT TEXTE DE SYNTHÈSE QUI OUVRE SUR DE NOMBREUSES QUESTIONS A ÉTÉ PUBLIÉ EN FRANÇAIS EN 2010 PAR LA SOCIALE (LA SOCIALE CDL, C.P. 226, SUCC. C, MONTRÉAL (QC), H2L 4K1), ON LE TROUVE ÉGALEMENT SUR LE SITE *DES NOUVELLES DU FRONT* (DNDF). LE *COMMENTAIRE CRITIQUE* QUE NOUS AVIONS RÉDIGÉ ET QUI SE TROUVE ICI A ÉTÉ PUBLIÉ (AVEC QUELQUES COUPES) PAR LES CAMARADES DE *KOSMOPROLET* DANS LE N° 3 (2011) DE LEUR REVUE ACCOMPAGNÉ D'UNE RÉPONSE DE LEUR PART INTITULÉE *SUR LA COMMUNISATION ET SES THÉORICIENS*. LA TRADUCTION FRANÇAISE DE CETTE RÉPONSE, DISPONIBLE SUR LE SITE DE TC, DONNERA PEUT-ÊTRE LIEU À UNE POURSUITE DE LA DISCUSSION.

DE L'ENSEMBLE DES THÈSES ressort une problématique se fixant dans un « entre-deux » : entre la théorie de l'autonomie ouvrière encore liée à l'opéraïsme et celle de la révolution comme « auto-abolition du prolétariat » que l'on peut qualifier de théorie de la communisation. Ainsi la communisation est définie, à la fois, très abstraitement comme « auto-abolition » et très concrètement comme « auto-organisation » ; comme recomposition des « prolétarisés » en tant que sujet historique, acteur collectif existant pour lui-même, un sujet *analogue* à celui des grandes heures radicales de la lutte de classe jusque dans les années 1970. La première définition apparaît comme l'embellissement idéologique préventif de la trivialité de la seconde. L'utilisation même du terme d'auto-abolition relie ces thèses à la période des années 1970 où ce concept avait été le point extrême dans lequel les théories de l'auto-organisation et le conseillisme avaient cru trouvé la solution de leurs impasses.

Ces thèses procèdent d'une incohérence constitutive entre d'une part l'affirmation de la révolution comme communisation et, d'autre part, l'impossibilité de cette révolution en l'absence d'une recomposition de la classe en « acteur collectif » semblable à ce qu'il était quand la révolution était affirmation du prolétariat et libération du travail : formellement semblable mais avec un contenu autre.

Dans ces thèses la « radicalité révolutionnaire communiste » (même minoritaire), jamais vraiment définie quant à son contenu dans les périodes antérieures à la nôtre, parcourt toute l'histoire. Il n'y a pas d'« essence révolutionnaire du prolétariat » (th. 9) mais il y aurait une pratique révolutionnaire communiste substantielle. C'est l'incohérence du

texte. Ce qui appartient en propre à la révolution comme érection du prolétariat en classe dominante - le prolétariat comme classe existant en tant que telle pour soi face au capital - est conçu comme appartenant en propre à toute révolution. Simultanément (et contradictoirement) le contenu *actuel* de la révolution et du communisme est posé comme ayant toujours été ainsi, même porté par seulement quelques minorités. L'essence révolutionnaire, réfutée, comme on le verra de façon seulement tautologique revient sans cesse comme une constante historique de ce que sont, de ce que doivent être, la révolution et le communisme. Mais alors « l'auto-abolition » n'est plus que *l'affirmation autonome* de la classe.

L'ESSENCE

Dans ces thèses, la lutte de classe apparaît comme une chose double, d'un côté, une face révolutionnaire correspondant à une constante, ce que ne pourrait qu'être la révolution dans ses « avancées éclairs » (th. 2), c'est-à-dire « auto-abolition du prolétariat », de l'autre, une face soumise aux aléas de la conjoncture et du développement du mode de production capitaliste prenant majoritairement la forme du « courant étatiste » et du « réformisme ». Entre les deux, aucune relation nécessaire n'est produite si ce n'est le poids des circonstances et l'abandon des « principes révolutionnaires ». Cela aboutit théoriquement à une nature révolutionnaire et, historiquement, cela confère à ces moments intenses de la lutte de classe un contenu et un objectif qui *n'étaient pas les leurs*, enfin cela fait du moment actuel un hiéroglyphe indéchiffrable. Ni les insurgés de 1848, ni les communards de 1871, ni les ouvriers allemands de 1919, ni les ouvriers russes de 1917, n'avaient pour but « l'auto-abolition du prolétariat », mais, au mieux, l'affirmation autonome du prolétariat contre le capital. Si ces thèses identifient en définitive cette dernière avec l'« auto-abolition » en en faisant une constante de la révolution, elles ne peuvent reconnaître qu'un tel objectif, un tel contenu, n'existaient que comme l'autre face de la montée en puissance de la classe dans le mode de production capitaliste s'exprimant dans les courants qualifiés d'étatistes. Relation interne, conflictuelle, violente, qui faisait de ce courant étatiste la contre-révolution en relation interne avec la révolution.

« Ce fut la tragédie du xx^e siècle que la révolution ait éclaté là où les conditions du communisme étaient les pires » (th. 14). Tout ce qui est dit dans cette thèse suppose une « nature révolutionnaire » identique à elle-même au long de la lutte de classe et souffrant des conditions dans lesquelles elle s'actualise. Aucune explication sur le pourquoi de ces tentatives de « dictature du prolétariat » si ce n'est : « les conditions étaient les pires ». Donc la révolution était bien, comme par définition, « auto-abolition du prolétariat » mais dans des conditions telles qu'elle fut en réalité « période de transition » et « dictature du prolétariat ». À partir du moment où l'affirmation autonome de la classe est devenue le contenu substantiel constant de la révolution, la problématique masque que la révolution

en tant qu'affirmation de la classe était, de ce fait, dans un rapport nécessaire à sa contre-révolution. La révolution qui vise à établir les « conditions du communisme » ne postule pas une étape neutre avant le communisme, elle est une certaine définition du communisme, le problème ce n'est pas l'étape mais le communisme qui est ainsi défini.

Quand la thèse donne, en partie, le contenu de ce qu'était la révolution, l'érection du prolétariat en classe dominante et la libération du travail, elle ne définit et ne décrit ce contenu que comme une « tragédie », c'est-à-dire une contradiction vis-à-vis de ce qu'*est* la révolution, une impossibilité pour cette dernière à *être ce qu'elle devait être*.

La thèse 6, consacrée à la révolution russe de 1917, nous parle également de « courant communiste ». Ce courant communiste « s'orientait vers une appropriation de la production et de la distribution, et cherchait à se coordonner entre les différents lieux de travail ». Mais, « aucun de ces deux mouvements (classe ouvrière et paysans révolutionnaires, nda) n'était en mesure d'assurer la reproduction sociale d'ensemble. La tâche d'organiser la survie économique échet au Parti bolchévique, sous forme de despotisme sur les paysans et les ouvriers » (th. 6). Nous n'en saurons pas plus sur ce « courant communiste » ni sur la relation de la contre-révolution bolchévique avec lui. Est-ce que l'appropriation de la production et de la distribution, la coordination des différents lieux de travail c'est « l'auto-abolition » du prolétariat ? Deux citations insérées dans les thèses et quelques commentaires historiques nous amènent à penser que oui.

La première est la citation de H. Canne-Meijer à la thèse 15 que Kosmoprolet présente comme une description du « *mouvement de communisation* » (souligné dans le texte), donc auto-abolition du prolétariat : « Tant que les mouvements de masse sont réduits et restent superficiels, la tendance vers le contrôle de toutes les forces sociales ne se manifeste pas de façon catégorique. Mais quand ces mouvements deviennent plus étendus, de nouvelles fonctions entrent dans le rayon d'action des masses en lutte, et leur sphère d'activité s'accroît. Et ces masses en lutte absorbent complètement toutes les nouvelles relations entre les gens et le procès de production. Un nouvel ordre apparaît. Ce sont les traits essentiels du mouvement indépendant de la classe, et c'est la terreur de la bourgeoisie ».

Laissons de côté que, contrairement à ce que dit cette thèse, ceci ne correspond en rien au « scénario du Mai parisien de 1968 » (cf. Bruno Astarian, *Les grèves en France en mai-juin 1968*, Echanges). Le contenu de la citation de Canne-Meijer ne dépasse pas n'importe quel texte prophétique du syndicalisme révolutionnaire (sorte de textes dont le syndicalisme révolutionnaire était friand). Le même Canne-Meijer participe au même moment à la rédaction des *Principes de la production et de la distribution en économie communiste* que Kosmoprolet présente comme « une société communiste fondée sur la valeur ». Surprenante compréhension de la citation de H. Canne-Meijer qui n'exprime que le mouvement de la révolution comme affirmation de la classe. Canne-Meijer serait donc déjà un théoricien de la communisation...tout en calculant les heures de travail

pour imprimer ses petits bons. Non seulement « l'auto-abolition du prolétariat » est posée par ces thèses comme ce que la révolution aurait *toujours* été telle qu'en elle-même, mais encore, elle n'est que *l'affirmation du prolétariat préservant son autonomie*.

La seconde citation est celle de Werner Imhof : « Les salariés peuvent seulement s'unir en une classe pour soi, afin de s'abolir comme classe, par la négation complète de la propriété privée qui les divise, en se préoccupant non seulement de s'emparer des moyens de production en état de marche, mais aussi du processus de reproduction sociale dans son intégralité (et cela implique nécessairement ; sur une échelle internationale) » (th. 13). « S'abolir comme classe », n'est ici rien d'autre que la socialisation du travail et des moyens de production, l'abolition de la propriété privée, c'est-à-dire le b. a. ba de l'affirmation du prolétariat et de son unification. Là aussi, la citation est précédée d'un commentaire la présentant comme « l'auto-abolition du prolétariat ». Rien dans cette citation comme dans la précédente ne va au-delà de modalités d'organisation de la production, de questions de gestion et de propriété.

En 1968, les « minorités révolutionnaires » saisissent l'auto-abolition « mieux que leurs prédécesseurs » durant le cycle révolutionnaire autour de 1917 (thèse 16). Donc, à ce moment là, en 1917, la révolution était *déjà* « auto-abolition », ce qu'il faudrait montrer. Mais alors si elle était déjà auto-abolition, comment se fait-il que « les luttes du prolétariat l'ont conduit toujours plus profondément dans la société capitaliste » (th 9) ? Malgré la proclamation générale de la thèse 9 (« il n'y a pas d'essence révolutionnaire » ; « le prolétariat est ses luttes »), dans chaque cas particulier, la lutte c'est « l'auto-abolition », c'est la révolution toujours substantiellement identique, il s'ensuit que le prolétariat est substantiellement révolutionnaire, mais que, pour diverses raisons, cela ne se passe jamais très bien. La révolution était *déjà* « auto-abolition », mais en tant que telle impossible vu les conditions (th 14), on sait que Canne-Meijer était déjà un théoricien de la communisation.

Bordighistes et conseillistes deviennent des théoriciens de l'auto-abolition du prolétariat. L'ultragauche aurait « mal dit » (th. 16) une vérité qu'elle aurait dite cependant. De même, dans la thèse 2, il est question de « principes révolutionnaires » conservés par certains, abandonnés par d'autres. L'ultragauche n'est pas analysée comme une contradiction en procès (poursuivant un but, l'affirmation de la classe, en critiquant tous les moyens de cette affirmation en tant que monté en puissance : toutes les médiations politiques, syndicales, organisationnelles, etc.) mais fondamentalement comme une bonne théorie (la nôtre) pas encore totalement mûre. De cette façon, avec ces thèses, nous avons affaire à un contenu de la révolution toujours identique à lui-même apparaissant pratiquement de façon plus ou moins développé ou plus ou moins énoncé théoriquement de façon adéquate. Ce type de construction théorique permet d'introduire un peu de changement : c'est toujours pareil mais pas tout à fait, c'est toujours pareil en le devenant.

Parce que les thèses restent dans le champ de l'essentialisme révolutionnaire, c'est-à-dire d'une révolution toujours identique à elle-même dans sa vérité, parce que cette vérité serait « l'auto-abolition du prolétariat », Kosmoprolet ne peut rendre compte de l'échec des révolutions autrement que par « les pires conditions » ou parce que « personne ne peut dire ce qui serait arrivé si les conflits sociaux avaient pris une autre direction » (th. 6). C'est exact, « personne ne peut le dire ». Il est évident que si les choses avaient été autres nous n'aurions pas à expliquer celles qui ont eu lieu car elles auraient été autres.

Pourquoi la révolution russe a-t-elle été un « échec » ? Kosmoprolet saisit l'aspect gestionnaire et de prise en main des usines de la révolution russe dans sa phase ascendante de février à octobre 17. Ils ne nient pas les faits, mais les baptisent « courant communiste » et donne à ce courant le contenu de « l'auto-abolition du prolétariat ». À partir de là, tout devient incompréhensible. Il faut s'affranchir de cet essentialisme de la Révolution et du Communisme, pour voir la liaison essentielle entre la révolution et la contre-révolution bolchevique. On définit l'échec de la révolution dans sa nature même en tant que libération du travail, en tant que prise en main de la production par les « producteurs associés ».

La contre-révolution bolchevique prend sa source et se coule naturellement (ce qui ne signifie pas sans affrontements) dans le cours de la révolution ouvrière. Elle est, comme le disait Trotski, « la prise du pouvoir par le prolétariat dans son ensemble » et, conjointement, « le contrôle ouvrier instauré dans l'intérêt d'une réglementation planifiée de l'économie nationale » (décret sur le contrôle ouvrier du 14/27 novembre 1917, in Carr, *La révolution bolchévique*, t.2 *L'ordre économique*, p. 77). Si la révolution est le contrôle et la gestion des usines, l'organisation de leurs relations, la circulation et l'échange des produits du travail, elle n'a à opposer à l'État, à la valeur, au plan et à la direction centrale capitaliste renouvelée que sa démocratie soviétique de base, c'est-à-dire rien, une pure forme et la résistance au travail à nouveau imposé.

Si la révolution comme affirmation du prolétariat et libération du travail est impossible ce n'est pas parce qu'elle n'est pas la vraie révolution c'est parce qu'elle implique sa contre-révolution capitaliste qui s'articule avec la révolution ouvrière s'emparant des usines, libérant le travail, érigeant le prolétariat en classe dominante. Si les prolétaires s'avèrent incapables d'opposer une alternative à la politique bolchévique comme le disent les thèses en ne pouvant « assurer la reproduction sociale d'ensemble », c'est que la politique bolchévique est l'achèvement *contre elle* de *leur* révolution.

Dans la révolution russe, on voit comment de façon logique, immanente et implacable, la révolution comme affirmation autonome du prolétariat transcroît en (devient) gestion du capital et se renverse en contre-révolution, contre l'affirmation autonome de la classe qui est sa raison d'être elle-même. On voit comment cette révolution se dédouble en cette affirmation autonome et en cette gestion du capital jusqu'à la contradiction et l'affrontement entre ses deux termes et leur polarisation en forces historiques distinctes.

Avec le bolchévisme, on passe du réformisme interne au développement du capital comme montée en puissance de la classe, à la prise en charge de ce développement capitaliste comme construction des bases du socialisme. Pour Lénine, la coupure entre ces deux fonctions du réformisme est essentielle, fondatrice. La vision révolutionnaire de Lénine par rapport au réformisme classique de la Seconde Internationale, et qui le fonde à opposer la construction des bases du socialisme par le prolétariat à la simple participation, même conflictuelle à ce développement capitaliste, c'est sa façon de poser le parallélisme entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. Dans la révolution prolétarienne, le prolétariat n'a pu antérieurement développer dans l'ancienne société la base de sa domination, mais *il est lui-même cette base*. Cela, non seulement en tant que nombre, affirmation de lui-même, mais aussi parce qu'il représente, dans ses conditions d'existence, tous les acquis de la période antérieure de l'histoire : développement des forces productives, discipline, organisation, centralisation de la production, grande industrie, travail forcé et gratuit (travail gratuit dont Lénine fait, dans ses déclarations sur les « Dimanches communistes », le plus grand cas : « la seule manifestation du communisme dans la révolution russe »)

La *contre-révolution bolchévique*, parce que la révolution n'est pas saisie dans son historicité, dans sa nature de révolution comme affirmation ouvrière, devient le fait d'un hasard : « les bolchéviques auraient pu rester dans le camp révolutionnaire... » à la condition d'une révolution en Europe. Non, dès Brest Litovsk, les bolchéviques font tout pour qu'il n'y ait pas de révolution en Europe, le moindre texte de la vulgate ultragauche nous le dit. Tout ce que nous savons c'est que « les conditions internes et externes rendaient possible la victoire des bolchéviques » (th. 6). Mais pourquoi, quel était le rapport des bolchéviques avec le « courant communiste » de la révolution russe ? Ici, non seulement l'absence de révolution à l'Ouest permet d'échapper à une analyse de la révolution russe et de sa liaison avec la contre-révolution bolchévique, mais encore élude la question du rapport des bolchéviques à la révolution en Europe occidentale.

Comment les bolchéviques, en tant qu'« étatistes » (tels que les thèses les nomment), auraient-ils pu « rester dans le camp révolutionnaire » ? De quel « camp révolutionnaire » s'agit-il, celui du pouvoir des Conseils ouvriers ? C'était bien le « camp révolutionnaire » de l'époque, à condition de ne pas penser que la vraie révolution comme le « réellement social » (nous y reviendrons) a *toujours été* « auto-abolition du prolétariat ». Mais, dans ces thèses, entre « l'auto-abolition du prolétariat » et son affirmation il semble n'y avoir que la différence entre *l'autonomie* et la *représentation*. Les mots sont là, mais pas les contenus. Si les prolétaires agissent par eux-mêmes c'est de « l'auto-abolition » (ou presque, cela dépend des conditions) ; s'ils s'en remettent à des représentations c'est de l'affirmation. Comme « auto-abolition du prolétariat », il y a donc une nature constante de la révolution et de la définition du communisme (nous verrons plus loin qu'une nature constante de la révolution signifie une nature ou essence révolutionnaire du prolétariat).

Le corollaire nécessaire d'une nature constante de la révolution c'est la problématique des conditions qui modulent les formes d'apparition de cette nature. Cette problématique nous la trouvons sous la forme du développement des forces productives et de leur contradiction avec les rapports de production.

La thèse 17 nous dit que « Prendre la contradiction entre les forces productives et les rapports de production comme point de départ est tombé en disgrâce, et non sans raison ». Cependant, après la critique justifiée du développement des forces productives comme étant la voie royale du socialisme, la thèse considère ce même développement comme pouvant « au lieu de les asservir servir les producteurs sous d'autres rapports sociaux ». Puisque producteurs il y a, existe t'il des rapports sociaux de production dans le communisme ? Continuons, pour l'instant l'essentiel n'est pas là. L'essentiel consiste à considérer, de quelque façon que ce soit, ce développement comme une accumulation de conditions utilisables et non comme un niveau de contradiction entre le prolétariat et le capital. Tant et si bien que la simple réflexion sur l'utilisation de ce développement qui n'a pas critiqué le concept même de forces productives conduit à la citation qui achève cette thèse : « C'est ainsi qu'en 1969 le *Comitato Operaio di Porto Marghera* notait que « la quantité de science accumulée est si grande que le travail pourrait être immédiatement réduit à n'être qu'un élément non essentiel de la vie humaine au lieu d'être proclamé fondement de l'existence humaine » ». La production est posée comme une nécessité certes pesante et désagréable mais neutre et objective effectuée par une activité tout aussi neutre et objective, le travail. Il s'agit seulement de réduire cette malédiction. Mais, tout comme les forces productives, le travail est un rapport social. Il ne s'agit pas de le réduire mais de l'abolir. Si l'on peut espérer une reconnaissance de la possibilité de « l'oisiveté », ce serait sur la base du développement de la « productivité » (thèse 21). Doit-on comprendre que pour assurer celle-ci (l'oisiveté), il faille conserver celle-là : la productivité ?

Même si cela s'effectue au travers d'un tri et d'une utilisation « à notre profit » de ce développement des forces productives, il n'en demeure pas moins que le prolétariat reste cet « appendice honteux du développement capitaliste » dénoncé dans la thèse 16 comme caractéristique du « vieux mouvement ouvrier ». La même thèse affirme pourtant que la « socialisation capitaliste » est telle qu'elle « peut se transformer *directement* en communisme (c'est nous qui soulignons) ». Marx dans la citation qui suit cette surprenante affirmation expose une contradiction en procès et non une progression tendancielle vers une transformation directe.

Le prolétariat reste tellement cet « appendice honteux » que ses possibilités d'action et les chances de manifestation adéquate de la nature constante de la révolution dépendent de ce développement, comme on le voit avec la révolution russe et ses « pires conditions » ou plus généralement avec « l'époque du mouvement ouvrier » quand il n'y avait pas « *possibilité* (c'est nous qui soulignons) de transcender le travail » (th. 3). Ici se conjugue la

révolution comme constante transhistorique et la problématique des conditions facilitant ou empêchant la manifestation de cette constante.

Cette contradiction entre les forces productives et les rapports de production, « tombée en disgrâce » à la thèse 17, « s'intensifie » à la thèse 18. Intensification qui rend « tangible l'anachronisme du capital » A la suite de Debord, le travail est jugé à sa production dans un fil historique qui le mène de l'utilité à la nocivité de ce qu'il produit. Cette considération (morale) est purement objectiviste et ne considère pas le travail comme l'activité dans un certain rapport social. Le fil de la contradiction entre rapports de production et forces productives est poursuivi dans la thèse 28 sous la forme d'une « société spécifiée à la fois par la socialisation totale et l'atomisation complète des individus » qui rend alors possible la « conception moderne de la révolution » (qui cependant, comme on l'a vu, avait toujours été telle).

Ce n'est pas le développement des forces productives qui rapproche le moment de la révolution, mais l'histoire de la contradiction qui produit ce mouvement.

Dans les « Grundrisse » Marx, avec le concept de capital comme contradiction en procès, donne l'essentiel de la critique de la conception objectiviste de cette contradiction : “Le capital est une contradiction en procès, d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et, d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail.” (Ed Anthropos, t 2, p 222).

Les rapports de production sont eux-mêmes la contrainte à la croissance des forces productives. Cette contradiction se résout en une contradiction interne des rapports de production, contradiction dont le contenu, la forme et le déroulement sont l'exploitation (et de façon immédiate, la lutte entre les classes qui n'est pas une conséquence ou est modulée par cette « contradiction »).

La contradiction entre forces productives et rapports de production n'est que la forme sous laquelle apparaît la contradiction interne de la valorisation du capital (une contradiction en procès), celle-ci est donnée tant dans le développement des forces productives que dans les rapports de production. Les forces productives sont la forme matérielle des rapports de production, c'est comme travail social séparé du travail individuel qu'elles sont cette puissance contradictoire qui peut porter l'écèlement du mode de production capitaliste. En définitive cette fameuse contradiction se résume à la contradiction entre la capacité pour le travail à valoriser le capital et la remise en cause de cette capacité que sa propre effectuation implique.

Cette contradiction entre forces productives et rapports de production n'agit pas seulement, dans ces thèses, comme condition modulant la nature constante de la révolution et du communisme, elle définit également la révolution et le communisme. « Toutefois, il ne faut pas accabler la révolution avec cette fausse promesse que l'empire de

la nécessité sera dissout dans le jeu et le plaisir, et rien d'autre, pas plus que ne persistera l'opposition abstraite présente entre cet empire de la nécessité et un royaume de la liberté, qui serait privé de toute possibilité de façonner le monde » (th.13). Beau balancement, mais les deux propositions restent deux propositions séparées qui ne révèlent qu'un grand embarras.

On trouve ce faux réalisme, cette fausse sagesse dans la formule : « Tous les problèmes ne seront pas réglés du jour au lendemain » (Debord et Canjuers, *Préliminaires pour une définition de l'unité du programme révolutionnaire*). L'I.S, dans son *objectivisme* fondamental, nous disait par ailleurs : « N'est-ce pas grâce au progrès technique et aux forces productives développées par le capitalisme que le prolétariat se dispose à réaliser, dans le projet scientifiquement élaboré d'une société nouvelle, les rêveries égalitaires, les utopies de toute-puissance, la volonté de vivre sans temps mort? » (Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Ed. Gallimard, p.76) ; « L'automation de la production et la socialisation des biens vitaux, réduiront de plus en plus le travail comme nécessité extérieure, et donneront enfin la liberté complète à l'individu. » (IS 4, p. 36).

Si nous relions la citation de la thèse 13 à celle des ouvriers de Porto Marghera (cf. *supra*), il faut conclure que c'est la « nécessité » qui fait la société de classes et non la société de classes qui fait la « nécessité ». Il faut affirmer clairement que ce n'est pas la possibilité de l'abondance qui autorise le communisme, mais la production du communisme qui définit, non quantitativement mais socialement, l'abondance, en faisant de la production des rapports entre individus en tant qu'individus le moyen et la fin de toute activité. En dépassant les catégories de l'avoir, le communisme donne un tout autre contenu à la richesse qui ne peut plus être mesurée. C'est la division de la société en classes qui crée la notion historique (et non pas naturelle) de nécessité, de pénurie et même d'abondance, par rapport à une époque historique particulière et non par rapport à des besoins humains indéfinissables en tant que tels (tout autant que l'est leur satisfaction).

L'activité de l'homme comme être objectif n'est travail que dans la mesure où l'activité sociale et l'activité individuelle ne coïncident pas dans les rapports que les individus définissent entre eux. Cette activité devient la médiation les reliant et définissant, à travers les conditions de son effectuation, l'activité individuelle comme activité sociale. L'abolition du travail est l'abolition d'un rapport social ; dire que les hommes dans une « société communiste » continuent à entretenir des échanges organiques avec la nature et donc continuer à dire qu'il y a travail, c'est faire du concept de travail quelque chose d'aussi vrai qu'inutile : que les hommes continuent à respirer ne nous dit rien ni sur le communisme, ni sur le capitalisme. Non seulement utilisé ainsi le concept de travail est inutile (si ce n'est dans la perspective de sa libération), mais encore ce concept se contredit lui-même car il englobe toutes les activités y compris les activités dites « supérieures » résultant du temps libre pour quelques uns et qu'une telle conception du travail qualifie elle-même de « non-travail » (Marx). S'il est vrai que l'abolition du travail n'est pas au

centre de l'action révolutionnaire (car cela reviendrait à formaliser des relations sociales contradictoires dans un certain type d'activités, donc à les naturaliser, à les ramener à une question de rapport individu - nature - société), il n'en est pas moins vrai que l'abolition du capital et la production du communisme sont abolition du travail, même si cela ne résulte pas d'une problématique et d'une dynamique internes à « l'activité travail ».

Peut-être que ce n'est pas « du jour au lendemain » que l'activité productive en tant que totalité sera passionnante, mais ce qui est sûr c'est que le communisme ne peut être la coexistence de deux sphères différentes. Il ne peut y avoir certaines d'entre ces activités demeurées non-passionnantes, tandis que d'autres le seraient devenues.

Kosmoprolet a raison de ne pas projeter dans le communisme l'individu libre isolé de la société bourgeoise comme parvenu à son stade idéal de réalisation. L'individu comme petit entrepreneur de lui-même réussissant toujours car on a supposé par hypothèse qu'il coïncide avec la société. L'immédiateté sociale de l'individu n'est pas le rêve de la société transparente qui renvoie à toute une téléologie de l'aliénation : perte de l'identité et retrouvaille qui suppose que la perte n'est que le processus de la retrouvaille par laquelle seulement la perte elle-même existait.

L'individu est l'ensemble de ses rapports sociaux que, pour le communisme, par facilité, nous nous contenterons d'appeler « relations avec les autres ». C'est l'individu et la communauté qu'il faut penser simultanément et pas seulement une somme d'individus dont chacun est le point de départ absolu. Si l'individu et la communauté sont pensés simultanément, c'est la *contrainte* qui peut légitimement apparaître, car le rapport avec les autres est ma définition. Les autres existent comme nécessité, pour moi, de ma propre existence, mon activité inclut leur existence et celle-ci est une contrainte sur la mienne, une définition nécessaire. Tout cela peut choquer si on propulse dans le communisme le rêve de l'individu actuel. Tel individu, telle communauté, telle contrainte. Cette contrainte est dans son contenu la disparition de tout ce qui peut être nommé produit, c'est-à-dire un objet présenté aux autres individus comme fini, comme entrant en tant que tel (fini) dans leur consommation. Il n'y a plus de produit parce que l'activité humaine est un flux infini, mais la contrainte, pour chacun, est là, elle n'est rien d'autre que la communauté qui le définit en tant qu'individu.

La définition minimale du communisme en tant qu'individus immédiatement sociaux enferme une contradiction : l'immédiateté *sociale* signifie qu'il n'y a pas de société. Mais cette contradiction est celle-là même du communisme qui n'est pas une fin de l'histoire (plus ou moins effrayante) dans la transparence de chacun à tous les autres. Le communisme contient une contradiction constante comme tension à l'autonomisation de la communauté.

C'est dans ce rapport entre la tension à la fusion et la diversité que le communisme existe et se projette comme histoire. Le communisme est la communauté humaine en construction permanente et en tension permanente entre l'universalité et la diversité

parce qu'elle ne possède pas d'étalon abstrait entre les activités diverses (en cela également le communisme n'est pas une énième version de la « société transparente »).

Dire qu'il y a des problèmes qui ne se résoudront pas « du jour au lendemain » c'est vrai, ils sont bien réels et ne se résoudront pas d'un coup de baguette magique. Que le communisme ait à résoudre dans un premier temps des problèmes que lui lègue le capitalisme (inégalités de développement, transformation qualitative des instruments de production, élimination d'installations dangereuses, déconcentration de la population, suppression dans ses formes matérielles - inscrites dans l'espace - de l'opposition entre villes et campagnes, « réhabilitation » d'anciens espaces agricoles ou « naturels ») ne crée pas pour autant une période ou des activités où il ne « fonctionnerait » pas selon ce qu'il est, d'après sa nature propre, et cela jusqu'à ce que soit atteint un certain niveau de développement qui est en définitive absolument inflexible.

Si l'on *réduit* le travail, il y a donc une transition progressive, alors la révolution n'est pas communisation. Le communisme n'est pas la fin de l'histoire, il a des problèmes à résoudre hérités du mode de production capitaliste et peut-être même, en cette occasion de rupture avec toute l'histoire antérieure, des problèmes hérités de mode de production antérieurs. Il posera lui-même ses propres problèmes, générera des antagonismes et des dynamiques, ces problèmes et cette dynamique relevant de la tension à l'autonomisation de la communauté dans la mesure où l'immédiateté sociale de l'individu est un ensemble de rapports et non une essence inhérente à chaque individu. Mais quels que soient ces problèmes, ceux dont il hérite ou les siens propres, il fonctionnera d'emblée sur ses propres bases, sinon il ne sera pas. Avec la révolution, c'est toute détermination sociale préalable comme contrainte à reproduire (l'appartenance de classe), c'est toute présupposition antérieure à reproduire, antérieure aux rapports que les individus, en tant qu'individus, définissent entre eux en même temps qu'ils définissent leurs besoins, la satisfaction de ceux-ci et les modalités de cette satisfaction, qui sont abolies.

Dans le capital, la société, comme principal résultat de la production, est subsumée sous le pôle capital qui, comme rapport social, est nécessairement objet. Dans le mode de production capitaliste, l'objectivité est la forme à reproduire du rapport social fondamental qu'est le capital, face à la subjectivité de l'activité qui lui est soumise et qui en tant que telle est l'autre terme du mode de production ou du procès de production. L'abolition des classes signifie tout autant l'abolition de l'activité comme subjectivité, que de son produit comme objectivité face à elle. L'abondance que crée la révolution communiste n'est pas de l'ordre de l'avoir mais de l'être ensemble, de la communauté. Ce qui se produit dans le mouvement même de la révolution, c'est la désobjectivation du monde.

L'origine de l'ambivalence de l'approche du communisme dans ces thèses réside dans la conception même du développement « progressiste » des forces productives. C'est avant toute chose ce développement des forces productives pris en lui-même qui autoriserait le

communisme. La révolution n'est pas réellement rupture avec ce développement compris comme une détermination de la lutte des classes, comme un rapport de forces entre elles, mais simplement une utilisation différente de ces forces. Le développement des forces productives n'est pas une occasion dont profite le prolétariat.

De la nature constante de la révolution modelée par le développement des forces productives on en arrive à l'essence révolutionnaire du prolétariat. La thèse 9 nous dit bien que « Le prolétariat n'a pas d'essence révolutionnaire », mais il s'agit plus d'une dénégation cherchant à refouler ce qui est évident dans l'ensemble du texte que d'une proposition dont on va tirer toutes les conséquences.

Le prolétariat n'a pas d'essence révolutionnaire car « le prolétariat est sa lutte ; et ses luttes ne l'ont pas, à ce jour, conduit au-delà de la société de classes, mais toujours plus profondément en elle » (th. 9). De cette tautologie on passe à un indéterminisme flou présenté comme « la conception matérialiste de l'histoire » (th. 9).

– « Le prolétariat n'a pas d'essence révolutionnaire »

– « Le prolétariat est sa lutte »

– « Ses luttes ne l'ont pas conduit au-delà de la société de classe, mais toujours plus profondément en elle »

– « Et pourtant, avec cette intégration du prolétariat, la possibilité de la révolution ne s'est pas éteinte »

– « La conception matérialiste affirme que les choses auraient pu être différentes, que les luttes de classe auraient pu avoir d'autres issues »

« Le prolétariat est ce qu'il fait » mais il aurait pu faire autre chose.

Conclusion 1 : le prolétariat pourrait être autre chose que ce qu'il est car si les luttes avaient été d'une autre sorte, la proposition « le prolétariat est sa lutte » nous amène à : le prolétariat aurait eu une définition différente.

Conclusion 2 : alors le prolétariat n'est pas ce qu'il fait puisqu'il pourrait à tout moment être autre que ce qu'il fait.

Conclusion 3 : le prolétariat aurait pu être autre. Mais si le prolétariat avait été autre, il nous serait premièrement impossible de le dire, deuxièmement impossible de l'appeler prolétariat.

Le développement du capital n'est rien d'autre que la contradiction entre le prolétariat et le capital, il n'y a pas de « lien » entre les deux, ni rigide, ni flou, ni terme à terme. Il n'y a rien à construire entre le déterminisme et la liberté, le nécessaire et le possible, l'invariant et le conjoncturel, la liberté un peu déterminée et le déterminisme un peu libre, les conditions et l'activité.

Affirmer que les « luttes de classe auraient pu être autre » c'est reconnaître le développement du capital comme un cadre auquel on attribuera plus ou moins d'efficacité, mais toujours comme une somme de conditions. Sortir de toutes les variantes

du déterminisme c'est considérer la révolution et le communisme comme une production historique réelle de la seule histoire qui existe, celle du mode de production capitaliste.

Quand nous définissons l'exploitation comme la contradiction entre le prolétariat et le capital, nous définissons la contradiction comme une histoire. Le stade de l'accumulation n'est pas une condition externe des victoires ou des défaites, une conjoncture. Le développement du capital n'est pas la réalisation ou la condition de la contradiction de classes qui oppose le prolétariat à la classe capitaliste, c'est son histoire réelle. Cette contradiction ne revêt pas des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont la dynamique de leur propre transformation. Le communisme est historique et il est *en relation* avec le cours immédiat de chaque cycle de luttes. *Quand nous disons que la révolution ne peut être que communisation immédiate, cela ne signifie pas que le communisme se présente maintenant, enfin, tel qu'il aurait toujours été en réalité ou tel qu'il aurait dû toujours être.*

Est-ce qu'il aurait pu se passer autre chose ? On n'en sait rien et on s'en fout. La question n'a aucun sens. Ce qui n'est pas arrivé sort du domaine de la pensée pour entrer dans celui de la croyance et de la foi. L'idéologie du possible regarde le passé en disant « ceci aurait pu être comme ne pas être », elle consiste toujours, à partir de la période postérieure, à considérer comme contingent ce qui était essentiel dans la période antérieure. De cette substitution naît la croyance en l'invariance comme le noyau substantiel qui résulterait de ce mouvement.

Il est théoriquement impossible de soutenir simultanément qu'il n'y a pas d'essence révolutionnaire et que les choses auraient pu être différentes.

Les luttes ont conduit le prolétariat « toujours plus profondément dans la société de classe », pourtant : « la possibilité de la révolution ne s'est pas éteinte ». Si « la possibilité de la révolution ne s'est pas éteinte », c'est qu'elle a existé. Donc : les luttes n'ont pas « conduit le prolétariat toujours plus profondément en elle » ; ou alors la « révolution » a toujours existé seulement comme « possibilité » Mais alors quel est le fondement de cette possibilité si « le prolétariat est ses luttes » et que « ses luttes, etc. » ?

Ce qui amène Kosmoprolet dans toutes ces impasses logiques c'est le présupposé d'une conception substantielle de la révolution et du communisme. La révolution, par définition, pour Kosmoprolet, est toujours « auto-abolition du prolétariat » et « communisation » (même si cette « auto-abolition » est confondue avec une affirmation *autonome*), or celle-ci n'a pas eu lieu et il est même difficile d'en repérer historiquement des balbutiements (les « avancées éclairs » et « autres minorités radicales communistes » ne sont jamais définies quant au contenu). Cela n'a pas eu lieu nous dit Kosmoprolet parce que le prolétariat ne l'a pas fait. Le prolétariat n'a pas d'essence révolutionnaire mais la révolution elle est essentielle. Or si la révolution est essentielle, ce que fait le prolétariat est jugé à cette norme (il aurait pu faire autre chose) parce que l'issue révolutionnaire vraie existe potentiellement toujours, elle *ne « s'éteint pas »*. Toute la période du « mouvement

ouvrier » de la lutte de classe « se trompait elle-même » (th. 8) en pensant « dépasser le capital ». Ce qui signifie que les révolutions ayant pour contenu l'affirmation du prolétariat et la libération du travail n'étaient pas La Révolution, parce qu'existait toujours (on ne sait où, on ne sait comment) la possibilité de la révolution « jamais éteinte » et la possibilité que les choses soient « autres ».

« Il n'y a pas d'essence révolutionnaire du prolétariat » mais de toute évidence, pour Kosmoprolet, il y a une essence de la révolution, ce qui revient au même, car si le prolétariat est ce qu'il fait, c'est-à-dire ses luttes, celles-ci sont nécessairement rapportées à cette essence. Ce qu'il est (ce qu'il fait) a pour norme cette essence qui est ce qu'il peut faire (« la conception matérialiste de l'histoire ») donc, en vertu de la proposition « le prolétariat est sa lutte », ce qu'il peut faire c'est ce qu'il peut être. Mais si ce qu'il *peut-être* est une possibilité constante (« la possibilité jamais éteinte » ; « les choses pouvaient toujours être autre »), ce qu'il *est* peut être une forme fausse (une autotromperie). Il s'ensuit que soit ce qu'il peut toujours faire n'a aucune existence alors on n'en parle pas, soit cela a une existence (potentielle, éclair, minorité radicale, etc.) mais alors le prolétariat est deux choses, deux essences. Donc, comme ce qu'il peut faire a une existence, il est cette existence, qui (étant ce qu'il fait) est son essence. Pour Kosmoprolet, il y a une essence révolutionnaire du prolétariat, non seulement potentiellement mais constamment actualisée comme référence, norme, des formes d'existence, qui sont les formes d'apparition de cette essence. Formes d'apparition sujettes à l'inconvénient de se manifester dans des conditions souvent adverses ou défavorables, si ce n'est « les pires » (cf. la thèse sur la révolution russe).

Soyons plus simple : *le prolétariat de ces thèses a une essence révolutionnaire*, mais il est vrai aussi qu'« il est ses luttes », cela signifie que cette essence est soumise à des conditions.

Cette essence c'est une contradiction du mode de production capitaliste dont le prolétariat est la personnalisation. Pour Kosmoprolet, le prolétariat est le lieu où s'applique une contradiction interne du mode de production capitaliste entre le « social » et « l'asocial ». Le « social » est ici substantifié par rapport à son existence immédiate (« asociale »). On ne peut faire du « social » une détermination en opposition à un « asocial » existant dans le capitalisme. Ce qui est qualifié dans ses thèses d'« asocial » est le seul *social existant* et il est totalement social. En le substantifiant, Kosmoprolet peut avoir une constante dans la définition du prolétariat qui le définit comme révolutionnaire mais contre son existence telle qu'elle est dans le mode de production capitaliste. C'est une contradiction interne qui met en relation deux termes qui n'ont rien en commun, si ce n'est d'être chacun l'exact contraire de l'autre, ce sont des contraires qui ne passent pas l'un dans l'autre, exactement comme, dans le communisme philosophique du début des années 1840, l'existence séparée atomisée des individus et « l'être communautaire ».

La révolution est alors une mise en conformité du social avec lui-même. Ici, on retrouve le normativisme et l'essence révolutionnaire de la classe à l'intérieur d'une dualité qui,

dans ces thèses, n'est jamais explicitement et formellement construite. Ce qui est absent c'est le passage de l'un à l'autre terme de cette dualité : l'absence de transcroissance entre les luttes revendicatives et la révolution (th. 13) devient une faille dont le franchissement est un renversement absolu suspendu à tout ce qui est développé sur « le point de vue communiste » et la « conscience » dans les quatre dernières thèses.

La production de ce passage (th.13) semble résulter du fait que « La socialisation par le capital demeure contradictoire ». Quand les thèses font la distinction et opposent dans le mode de production capitaliste « la production pour les autres » et cette production qui n'acquiert « une validité sociale que par l'échange » (th. 13), elles ignorent le fait que c'est cette « validité » qui *est* « la production pour les autres », sa seule existence. Les thèses présupposent explicitement un « réellement social » et une « fausse communauté » (th. 13) ce qui fait par exemple que « si les travailleurs s'emparaient de leurs lieux respectifs », cela ne serait pas vraiment social. Ici, du fait de cette contradiction entre « social » et « asocial » qui anime le texte, avec un « réellement social » normatif et substantiel à la notion de révolution, la révolution ouvrière qui avait pour contenu l'affirmation du prolétariat est présentée et critiquée relativement à cette norme : cela n'aurait pas pu être « réellement social ».

Il faut donc qu'il y ait passage de ce qui divise à l'unité, du vrai/faux social au « réellement social », parce que le social capitaliste existerait comme *une contradiction du social avec lui-même*. « La socialisation par le capital demeure contradictoire ». Non. *Cette socialisation comporte une contradiction, mais la socialisation elle-même n'est pas contradictoire par rapport à elle-même, par rapport à un « réellement social »*. Il n'y a dans le mode de production capitaliste aucune contradiction relative à la « socialisation » *en elle-même*. La contradiction de classes est rabattue (repliée) dans les thèses sur une contradiction du concept de socialisation, de là toute sorte de dérapage possible à propos des « individus prolétariés ».

À la fin de la thèse 13 le « réellement social » devient « une communauté rationnelle ». La citation de Marx qui clôt la thèse confirme le caractère formel de cette communauté : l'homme est par essence un être communautaire, c'est exact (si on veut... en fait la formule se détruit au moment où on l'énonce), mais là où le texte devient réellement essentialiste et normatif c'est dans l'identification implicite entre cette nature communautaire de l'homme et l'affirmation que cette communauté vraie (et pire « rationnelle »), cette communauté qui est son essence, soit le communisme.

Dans la thèse 15 (celle où la citation de H. Canne-Meijer, présenté comme décrivant le « mouvement de communisation », n'exprime en réalité que le mouvement de la révolution comme affirmation de la classe), « Les travailleurs salariés atomisés se transforment en individus sociaux », c'est le « mouvement de communisation ».

Comme si les travailleurs n'étaient pas des individus sociaux. Il y a au fondement de cette thèse toute une dialectique du « social », d'un « social contradictoire » (th 13). Le

travail n'est pas en même temps « social » et « asocial » (th 13). Comme si le « social » accédait enfin avec le communisme à sa forme adéquate de « réellement social ».

Ce « social », dans les thèses, c'est la « nature révolutionnaire » construite toujours en négatif de ce qu'est le prolétariat dans le mode de production capitaliste (« asocial »), il ne peut donc être révolutionnaire que comme son « auto-abolition », mais cette « auto-abolition » est le dépassement de la contradiction du « social » qui, comme « vrai social », était toujours là comme la vérité face à « l'asocial ».

Il faut affirmer nettement que le travail est *social* en tant que producteur de valeur et plus précisément en tant que valorisation du capital, en tant que division du travail, en tant que production marchande. Cette socialisation n'a pas besoin de la référence à un « réellement social » pour être une contradiction, mais cette contradiction n'oppose pas « l'asocial » au « réellement social », elle est une contradiction entre des classes. Si on ne dit pas cela, sous les formes « sociales » actuelles on présuppose un *vrai social*.

Avec la thèse 16, la conception essentialiste de la révolution (voir *supra*) est ici fondée sur une contradiction interne dans la vie et l'activité du prolétariat devenu « individus prolétariés ». Une contradiction interne dans la socialisation du travail et du prolétariat, car on a bien une contradiction interne du prolétariat qui constitue son essence révolutionnaire : social/asocial. Mais la nouveauté que Kosmoprolet apporte dans cette théorie de la contradiction interne de la classe consiste dans le caractère radicalement antithétique du social par rapport à l'asocial, c'est-à-dire que Kosmoprolet en revient à une structure de la contradiction interne de la classe qui était celle du communisme philosophique du début des années 1840. Le social est conceptuellement construit comme un négatif de la situation actuelle, mais un négatif qui est la véritable nature de l'homme comme « être communautaire ».

Cependant, dans la thèse 16, le social comme contenu de l'auto-abolition du prolétariat (condition de cette auto-abolition, thèse 28) apparaît (à la différence du communisme philosophique) comme le résultat du développement des forces productives (dont pourtant la contradiction avec les rapports de production est gentiment moquée dans la thèse suivante).

Le *social* c'est la « communauté rationnelle », celle dans laquelle nous aurons la « capacité à reconnaître la finalité de la production comme nôtre » (th. 13). Nous n'avons ici rien d'autre que « la société des producteurs associés », l'abolition du marché en une organisation rationnelle de la production, ainsi que celle de « la propriété privée (qui) aurait laissé place à la régulation commune de la vie ». Tout cela peut très bien s'accommoder du temps de travail comme instrument de mesure et de régulation. Pas de rationalité sans calcul, sans mesure. Marx n'a pas manqué de nous le dire et dans de nombreux passages il conserve la loi de la valeur dans la société future (*Capital*, Ed. Pléiade t.1, p.591 ; *Capital*, Pléiade t.2, p.1457 ; lettre à Engels du 8 janvier 1868 ; lettre à Kugelmann du 11 juillet 1868). Ne disparaîtraient que les formes de l'échange qui

travestissent et masquent le caractère social. La forme de la valeur disparaissant, la loi de la valeur deviendrait transparente. Même chez Marx cette perpétuation de la loi de la valeur est réduite à une simple vision du travail comme échange organique avec la nature, donc mesure, donc temps.

Kosmoprolet a une substance constante de la révolution et du communisme qui ne peut manquer de devenir une essence révolutionnaire du prolétariat, mais Kosmoprolet n'a plus de prolétariat comme classe porteuse de ce projet communiste, comme incarnant cette essence révolutionnaire. Kosmoprolet veut simultanément la révolution comme « auto-abolition » du prolétariat et un prolétariat « acteur collectif » semblable à celui du « milieu prolétarien », bien sûr ce ne sera pas le même mais il aura avec le précédent la similitude d'apparaître comme classe « pour soi » face au capital, classe recomposée et unifiée comme « acteur collectif bien délimité ».

LA CLASSE

Jusqu'à la restructuration du rapport contradictoire entre les classes des années 1970–1980, la lutte de classe, ainsi que le mouvement ouvrier, reposait sur *la contradiction entre d'une part la création et le développement d'une force de travail mise en oeuvre par le capital de façon de plus en plus collective et sociale, et d'autre part les formes apparues comme limitées de l'appropriation par le capital de cette force de travail, dans le procès de production immédiat et dans le procès de reproduction*. Voilà la situation conflictuelle qui se développait comme identité ouvrière, qui trouvait ses marques et ses modalités immédiates de reconnaissance (sa confirmation) dans la « grande usine », dans la dichotomie entre emploi et chômage, travail et formation, dans la soumission du procès de travail à la collection des travailleurs, dans les relations entre salaire, croissance et productivité à l'intérieur d'une aire nationale, dans les représentations institutionnelles que tout cela implique tant dans l'usine qu'au niveau de l'État. Il y avait bien autoprésupposition du capital, conformément au concept de capital, mais la contradiction entre prolétariat et capital se situait à ce niveau par la production et confirmation à l'intérieur même de cette autoprésupposition d'une identité ouvrière par laquelle se structurait, comme mouvement ouvrier, la lutte de classe. Cette identité était la chair et les os de toutes les pratiques et se conjugait depuis certaines fractions de la social-démocratie jusqu'à l'autonomie ouvrière.

La thèse 1 prend acte de la disparition d'une telle chose mais de façon inadéquate : « Le résultat provisoire du capital dans ses zones avancées est de se présenter comme une société de classes sans classes, dans laquelle le vieux mouvement ouvrier a été dissous en une dépendance salariale généralisée : partout des individus prolétarisés, nulle part le prolétariat, ni comme un groupe identifiable de gens, et certainement pas comme un acteur collectif, comme le côté négatif, en rupture, de la société ». L'objet dont veut nous parler Kosmoprolet c'est le rapport actuel entre les classes, ce dont il nous parle en fait

c'est du négatif de la période antérieure. Ce qui aboutit à l'oxymore : « une société de classes sans classes ». Kosmoprolet ne va pas chercher à expliquer par le rapport de classe actuel le contenu et la forme de la lutte de classes qui ne peuvent plus être ceux de la période antérieure, mais nous dit que ce qui existait n'existe plus, cette absence définit la période actuelle. Or rien de ce qui existe ne peut s'expliquer par ce qui n'est pas ou n'est plus.

À moins de dire que le capital ne se valorise plus par l'exploitation de la force de travail, il y a toujours des classes et la thèse 12 définit sans ambiguïté ce rapport de classes : « La relation de classe est une relation entre le capital et les prolétaires, entre la valeur se valorisant et la force de travail ». Il existerait des « individus prolétarisés » mais « nulle part le prolétariat et certainement pas comme acteur collectif » (th. 1). L'explication en serait que « l'existence comme prolétaire n'apparaît, de façon précise, nulle part, parce qu'elle est quasiment partout répandue » (th. 12). Qu'est-ce que serait cet « acteur collectif » ? Celui qui mènerait des luttes dans lesquelles « le futur de la société est en jeu », celui qui serait « le côté négatif, en rupture, de la société » (th. 1). Ces thèses donnent ici l'impression de regarder la lutte de classe actuelle dans un rétroviseur. Le « milieu prolétarien » (th. 2) qui est la référence absolue de cet « acteur collectif » comme « côté négatif, en rupture, de la société » est depuis longtemps définitivement mort et enterré, et Kosmoprolet le sait. Mais ce que Kosmoprolet attend, en regardant du côté des précaires et des « exclus », c'est la renaissance d'un acteur identique, jusque là il ne saurait y avoir de classes dans cette société de classes. Mais il n'y aura jamais plus d'acteur collectif identique et ce ne sont surtout pas les chômeurs, les précaires et les « exclus », *tels que ces thèses les conçoivent*, qui peuvent être le ferment de cette « recomposition », à moins d'imaginer un monde de personnes vivant en parallèle de la société capitaliste, ce que n'étaient absolument pas les prolétaires du « milieu prolétaire ». Malgré ce que dit la thèse 1, ce « milieu prolétaire » ne constituait pas une « société indépendante de la société bourgeoise » (th. 2) parce que si « le cœur en était l'usine » c'est que chaque jour ces prolétaires allaient y vendre leur force de travail.

Il n'y en aura jamais plus et c'est tant mieux.

Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir/abolir.

Ce cycle de luttes est l'action d'une classe ouvrière recomposée. Il s'agit, dans les aires centrales d'accumulation, de la disparition des grands bastions ouvriers et de la prolétarianisation des employés, de la tertiarisation de l'emploi ouvrier (spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engins, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires, etc. - ce type d'emploi est maintenant majoritaire chez les ouvriers), du travail dans des entreprises ou des sites plus petits, d'une nouvelle division du travail et de la classe ouvrière avec l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée (travailleurs jeunes,

payés au smic, souvent intérimaires, sans perspective professionnelle), de la généralisation des flux tendus, de la présence de jeunes ouvriers pour qui la scolarisation a rompu le fil des générations et qui rejettent massivement le travail en usine et la condition ouvrière en général, des délocalisations.

Les grandes concentrations ouvrières en Inde ou en Chine s'inscrivent dans cette segmentation mondiale de la force de travail. Tant par leur définition mondiale que par leur propre inscription nationale elles ne peuvent être considérées comme une renaissance ailleurs de ce qui a disparu en « Occident ». C'est un système social d'existence et de reproduction qui définissait l'identité ouvrière et qui s'exprimait dans le mouvement ouvrier et non la simple existence de caractéristiques matérielles quantitatives.

Le paradoxe de cette nouvelle composition de classe est de faire disparaître la reconnaissance de l'existence de la classe ouvrière au moment même où sa condition s'étend et où cette « disparition » n'est que l'effet de cette nouvelle composition et de sa segmentation. La classe ouvrière est on ne peut plus présente et la lutte des classes l'axe autour duquel tourne l'histoire, mais d'une part elle n'est plus confirmée dans la reproduction du capital et, d'autre part, pour le prolétariat sa contradiction avec le capital contient sa propre remise en cause. L'unité de la classe ne peut plus se constituer sur la base du salariat et de la lutte revendicative, comme un préalable à son activité révolutionnaire. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise. C'est une fraction du prolétariat qui dépassant le caractère revendicatif de sa lutte prendra des mesures communisatrices et qui entamera alors l'unification du prolétariat qui ne sera pas différente de celle de l'humanité, c'est-à-dire de sa création comme *l'ensemble des relations que les individus établissent entre eux dans leur singularité*.

La spécificité de la phase actuelle du rapport d'exploitation réside dans le fait que le rapport du prolétariat au capital ne comporte plus intérieurement un rapport du prolétariat à lui-même le confirmant dans une identité pour lui-même face au capital. On pourrait dire qu'actuellement la forme la plus élevée de la « classe pour soi » est la reconnaissance pratique, active, conflictuelle, de toutes les conditions d'existence et de reproduction du prolétariat comme étant une extériorité dans le capital. Le prolétariat ne se reconnaît plus comme classe que comme existant totalement en dehors de lui-même. Et cela est depuis longtemps apparu dans les « conflits du travail » englobant autant la production que la continuité du cycle de reproduction de la force de travail et c'est là que le « futur de la société est en jeu ».

Pour le prolétariat, agir en tant que classe est devenue la limite de son action en tant que classe c'est maintenant une situation objective de la lutte de classe, que cette limite soit construite dans les luttes en tant que telle et devienne *l'appartenance de classe comme contrainte extérieure est un enjeu dans ces luttes* : niveau du conflit avec le capital ; conflits à l'intérieur même des luttes. Cette transformation est une détermination de la

contradiction actuelle entre les classes, mais elle est chaque fois la pratique particulière d'une lutte à un moment donné, dans des conditions données. L'action en tant que classe creuse un écart à l'intérieur d'elle-même par des pratiques qui extériorisent leur propre existence de pratiques de classe comme une contrainte objectivée dans la reproduction du capital. On ne peut plus rien faire en tant qu'ouvrier en le demeurant. Cet affrontement du prolétariat à sa propre constitution en classe est maintenant le contenu de la lutte de classe et l'enjeu de celle-ci est la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe et de toutes les classes.

Le prolétariat trouve, dans ce qu'il est contre le capital, la capacité de communiser la société au moment où il traite sa propre nature de classe comme extériorisée dans le capital. Avec la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, on peut, à partir des luttes actuelles comprendre *le point de bascule de la lutte de classe*, son dépassement, comme un *dépassement produit* : la classe dans sa lutte contre le capital se retourne contre elle-même, c'est-à-dire qu'elle traite sa propre existence, tout ce qui la définit dans son rapport au capital (et elle n'est que ce rapport), comme limite de son action. Les prolétaires ne libèrent pas leur « vraie individualité » niée dans le capital, la pratique révolutionnaire est précisément la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement. Ce sont ce retournement et sa théorie qui sont, *au présent*, la possibilité de la révolution comme communisation. C'est là que se joue le « futur de la société ».

Il ne s'agit pas de dire : « *malgré* les apparences les classes existent », mais les classes existent maintenant dans telle relation contradictoire, d'où cette apparence, et elles existent dans cette apparence. Cette apparence de disparition (« l'individu prolétarisé » de la thèse 1) est elle-même largement contestable à partir du moment où la classe n'est plus nécessairement vue (assimilée) comme ce qu'était « l'acteur collectif » porteur du dépassement du mode de production capitaliste, comme affirmation de sa situation présente, de ce qu'il était dans ce mode de production et tel que celui-ci le confirmait : classe du travail productif.

Dans la thèse 12, la classe ne décrirait plus que « l'impératif généralisé de vendre sa force de travail », nous n'aurions donc plus « deux camps bien définis, mais plutôt une vaste diversité de situations ». Ici, Kosmoprolet n'inclut pas (ne considère pas) dans la vente de la force de travail *pour la valorisation du capital* qui était au centre de la définition de « la relation de classe » au début de la thèse 12 (ce qui restreint la « vaste diversité ») le fait que cette vente, dans cette relation, se définit comme une contradiction pour le capital et pour elle-même. S'il n'y avait pas, au cœur de la prolétarianisation généralisée, la contradiction qu'est le travail productif, cette prolétarianisation même n'existerait pas. Donc le « flou » de la « vaste diversité de situations » ne dit pas ce qu'est le prolétariat, tout comme la vente de la force de travail ne dit pas ce qu'est le prolétariat si cette vente n'est pas saisie dans sa relation à la valorisation du capital (ce que les thèses pourtant, par

ailleurs, exposent) *comme contradiction*. C'est alors cette contradiction qui est la définition des classes. La vente de la force de travail n'explique rien par elle-même si on en reste à ce niveau, elle ne définit pas plus la classe même si on la relie à la valorisation du capital, la définition n'apparaît qu'au moment où cette situation (la vente de la force de travail) et cette relation (de la vente à la valorisation) sont saisies comme contradiction pour cela même dont elles sont la dynamique. C'est la contradiction entre le travail nécessaire et le surtravail, c'est la baisse tendancielle du taux de profit comprise comme une contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est, de même, le capital comme contradiction en procès. Nous avons alors *l'unité de la définition des classes comme situation et pratique* (comme « en soi » et « pour soi » si l'on veut).

Si Kosmoprolet est dans l'attente de ce nouvel « acteur collectif », c'est que pour ces thèses, comme on l'a vu, « l'auto-abolition du prolétariat » n'est que son affirmation *autonome*. Si bien que si Kosmoprolet est dans l'attente de la « recomposition » d'un acteur collectif » *formellement semblable* à cet acteur antérieur, sa recomposition autour des chômeurs, précaires, « superflus » et « exclus » placerait directement cet « acteur » au niveau de son « auto-abolition », il serait par définition cette classe *autonome* annihilant l'intégration dans l'État, dans les formes restantes du mouvement ouvrier, et dépassant par nature « les actions des travailleurs eux-mêmes entérinant leur rôle de force de travail dans le capitalisme » (th. 23)

L'identification que l'on trouve dans ces thèses entre « l'auto-abolition du prolétariat » et l'affirmation autonome du prolétariat détermine le contenu de l'analyse de la subsumption réelle en ce qu'elle est intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital, et par là, *a contrario*, l'analyse des luttes autonomes, et enfin de la possibilité et de la nécessité d'une recomposition formellement identique d'un « acteur collectif ».

« La vie des travailleurs est de plus en plus dépendante de l'État » (th. 4). Cette affirmation pourrait n'être qu'une simple description de l'intégration de la reproduction de la force de travail en subsumption réelle, mais il y a plus. Cet État a un « visage prolétarien », cet État est alors qualifié de « transclassiste », *il a remplacé l'État de la bourgeoisie*. Il ne s'agit plus d'un simple « visage », cet État n'est plus celui de la bourgeoisie. L'intégration des instances de représentation du mouvement ouvrier dans les appareils d'État commence à la fin du XIX^e siècle et s'accélère durant la Première guerre mondiale. L'État ne devient pas pour autant « transclassiste », ni ne prend un « visage prolétarien ». Que le prolétariat et le capital soient dans une relation d'implication réciproque ne signifie pas qu'ils sont dans une relation symétrique : le capital subsume le prolétariat, il fait de la reproduction de ce dernier un de ses moments propres. En tant que subsumption, le capital est procès d'autoprésupposition, son principal résultat est le renouvellement du rapport, ce n'est que de *son* autoprésupposition dont il s'agit dans la reproduction du rapport. C'est là que théoriquement, dans son concept, on construit

l'État. Les instances de représentation du mouvement ouvrier peuvent participer aux appareils d'État, ce dernier n'en devient pas pour autant « transclassiste », ni n'acquiert, si ce n'est à un trivial niveau de propagande, un « visage prolétarien ». Il demeure exclusivement l'État du capital, c'est-à-dire l'État de la classe capitaliste.

L'erreur sur l'État capitaliste tel qu'il se constitue avec la subsomption réelle du travail sous le capital provient, dans ces thèses, de l'erreur sur la période précédente et plus précisément sur la relation entre « mouvement ouvrier » et « milieu prolétaire ». Dans la thèse 2, on lit que la politique de ces organisations du mouvement ouvrier « se ramenait à la réalisation de l'émancipation des travailleurs, sur la base et avec les moyens de la société bourgeoise », mouvement ouvrier qui simultanément « s'ancrait dans le milieu prolétaire » qui ne « constituait rien moins qu'une société indépendante de la société bourgeoise ». L'« ancrage » dit qu'il y a une relation entre ces deux instances mais ne la qualifie pas et surtout ne produit pas leur unité. L'unité c'est, pendant cette période qui s'achève durant l'entre-deux-guerres, la révolution comme affirmation du prolétariat s'érigeant en classe dominante et la libération du travail. Cette affirmation est *montée en puissance* de la classe à l'intérieur même du mode de production capitaliste et *existence autonome* du prolétariat face au capital. Ces deux déterminations (moments) qui coexistent jusqu'à la grande récession de la fin du XIX^e siècle, se séparent et entrent en contradiction ensuite (on peut schématiquement exprimer cela dans le schisme marxisme/anarchisme). La montée en puissance se confond alors de plus en plus avec le développement même du capital donnant naissance au grand réformisme de la fin du XIX^e. L'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital (subsomption réelle) n'est pas le « succès » de ce mouvement ouvrier, car il ne pouvait être cette montée en puissance de la classe que si existait aussi son autonomie (la grande social-démocratie allemande est un réformisme d'État *et* une contre-société).

« L'État-providence » (th. 10) doit être situé dans le concept de subsomption réelle, par là il ne correspond pas à un « besoin réel du prolétariat ». Rien dans l'histoire du mode de production capitaliste ne se pose dans ces termes. C'est de la constitution du capital en société dont il s'agit et non de la réponse à un « besoin réel du prolétariat ». La différence est que dans un cas nous avons affaire à une relation d'implication réciproque et dans l'autre à une interaction. L'interaction n'est pas une historicisation mais le rapport de deux entités préalablement définies et s'influençant l'une l'autre, même si elles se modifient réciproquement dans cette influence. L'interaction est un mouvement à l'infini, sans unité. L'interaction nous parle du « compromis fordiste » comme d'une « réconciliation partielle ». Il n'y a jamais eu de partage des gains de productivité, le prolétariat n'a jamais récupéré une partie de la plus-value.

L'implication réciproque nous dit que l'intégration de la reproduction de la force de travail dans le cycle propre du capital est une transformation totale de ce qui constitue la valeur de la force de travail, qu'elle intègre dans l'espace et dans le temps sa reproduction,

qu'elle redéfinit les structures familiales dans lesquelles se reproduit la « race des prolétaires » (Marx), elle définit les normes de consommation, les biens que les prolétaires doivent être en mesure d'acheter et la manière, le cadre dans lequel ils doivent vivre pour se consacrer à leur travail, cette intégration redéfinit constamment les critères de l'usure de la force de travail dont le paiement par fractions est toujours une fraction de son paiement total sur toute sa durée moyenne d'exploitation (cf. Marx, « Le Capital », chapitre sur la journée de travail).

Le « compromis fordiste » ou la « réconciliation partielle » renvoient au « succès du mouvement ouvrier » dont il était question plus haut, mais ils renvoient aussi à une certaine compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital. En effet, s'il y a « compromis » ou « réconciliation partielle », la contradiction entre prolétariat et capital, l'exploitation, n'existe pas sous une forme toujours historiquement construite, mais elle est telle qu'en elle-même et elle est « repoussée », « différée ». D'un côté peuvent alors subsister des fractions radicales minoritaires dont la raison d'être est cette contradiction demeurant telle qu'en elle-même, de l'autre le « réformisme ».

Face au mouvement ouvrier, l'intégration de la reproduction de la force de travail est une contre-révolution, quel que soit ce que nous pensons de la révolution social-démocrate. Les exemples allemand ou italien sont péremptoires : Nazisme et fascisme ne sont tout de même pas des créations du mouvement ouvrier (la représentation des travailleurs *en tant que tels* est supprimée). Que les ouvriers nationaux, en Allemagne, à l'époque du national socialisme, soient devenus les contremaitres (th. 5) est une affirmation très discutable (cf. Tim Mason, *La politique sociale du III^e Reich*). Pourquoi y-a-t'il eu « nationalisation des masses » ? Le nationalisme est compris ici d'une façon très idéologique, la « nationalisation des masses » serait une conséquence de « l'idée étatiste » dans le mouvement ouvrier. La « capitalisation de la société » dont parlent ces thèses à juste titre est la défaite et non le succès de ce mouvement ouvrier. L'État qui en résulte n'est pas « transclassiste », n'a pas de « visage prolétarien ».

Pourquoi ces thèses ne peuvent reconnaître le mouvement ouvrier pour ce qu'il était, un moment de cette totalité qu'était la révolution comme affirmation du prolétariat, libération du travail ? Parce que pour Kosmoprolet, de façon essentielle, définitoire, la révolution n'a jamais pu être cela puisqu'elle *est* « auto-abolition du prolétariat », puisque son affirmation autonome était l'autre face absolue du « mouvement ouvrier étatique ». En effet, même durant cette période existaient des « avancées éclair » (jamais définies) et des mouvements minoritaires tels que les IWW ou les anarcho-syndicalistes. Mais que voulaient ces mouvements minoritaires ? Surtout pas « l'auto-abolition du prolétariat » (H. Canne Meijer, co-auteur des « Fondements de la production et de la distribution en économie communiste » non plus). Ou alors il faut considérer l'affirmation autonome de la classe comme son « auto-abolition ».

Il faut se résoudre à reconnaître la révolution comme affirmation du prolétariat comme un mouvement unique, total, et développant une contradiction *interne* entre montée en puissance et autonomie qui trouvait dans le développement du capital son impossibilité, comme *sa* contre-révolution. Rosa Luxemburg et Bernstein ont appartenu au même mouvement non seulement dans sa définition théorique mais aussi tout simplement ils ont appartenu à *la même organisation*.

Cette analyse de la subsumption réelle permet de considérer l'autonomie elle-même comme l'annonce d'un au-delà de la société de classe. Dans la thèse 24, le contenu des luttes auto-organisées est critiqué comme ne portant pas plus de « contenu émancipateur en soi » que les luttes sous direction syndicale. Il aurait fallu définir ce que pourraient être le « contenu émancipateur » d'une lutte. Alors qu'une analyse non normative de la période actuelle va répondre spécifiquement à la question en ce qui concerne *cette* période (la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure) en montrant qu'entre luttes revendicatives et luttes révolutionnaires il y a rupture, dépassement, mais que les secondes ne sont ni un miracle, ni l'antithèse comme négatif des premières, dans ces thèses l'opposition entre les deux est sans lien, la lutte révolutionnaire est, à partir des luttes revendicatives, *une déduction de leur négatif*. Si la question du contenu émancipateur n'a pas à être posée dans la problématique de ces thèses, c'est que la réponse est un présupposé implicite : il existe quelque chose que nous connaissons qui est la révolution. À l'inverse (pur inverse) du « contenu émancipateur » se situe « l'étroitesse des luttes », tout aussi indéfinie.

En fait l'implicite, le non-dit, qui se donne comme une évidence telle qu'elle n'a nul besoin de s'énoncer, c'est pour le « contenu émancipateur » : « ce que font les ouvriers eux-mêmes » et pour « l'étroitesse » ce en quoi ils s'en remettent à une « représentation ». Mais à partir d'une telle échelle des valeurs, il est impossible de concevoir « l'auto-abolition du prolétariat » si l'on veut utiliser cette expression qui n'a pas de sens, si ce n'est comme nature révolutionnaire du prolétariat. La révolution et le communisme comme constante explicitement déniée ne constitue pas moins l'armature de ces thèses, leur unique cohérence, car par cette nature peuvent être reliées les termes de cet oxymore que sont d'une part la révolution comme auto-abolition, et, d'autre part, la mise en œuvre d'une telle pratique par une classe attendue comme formellement semblable à celle que définissait le rapport contradictoire entre prolétariat et capital dans lequel la révolution était affirmation de la classe. Les thèses conservent cette forme et pour perpétuer son contenu d'autonomie de la classe elles font appel à sa recomposition autour des « exclus », des « superflus » à la fois pour préserver l'autonomie (car celle-ci ne pourrait que se perdre dans la manière dont est comprise l'intégration de la reproduction du prolétariat dans le cycle propre du capital) et pour lui donner cette allure de classe contre soi que nécessite la compréhension de l'autonomie comme auto-abolition.

Toute la dynamique de l'histoire de la lutte des classes est alors rabattue sur le conflit entre deux principes : l'*autonomie* et la *représentation*. D'un côté, « les principes révolutionnaires » (th. 2) puisque dans la problématique des thèses de telles choses existent, de l'autre, la tendance étatique du mouvement ouvrier et la figure du citoyen comme forme aboutie, achevée, de la représentation. Echapper à la représentation, « échapper à une existence comme citoyen » (th 24), c'est pour le prolétariat « faire valoir ses intérêts propres ». Cependant, tout au long des thèses, le « courant étatique » était aussi un représentant des « intérêts propres ». Les « intérêts propres » ont en tant que tels aucune valeur propre. Les « intérêts propres » ont en tant que tels si peu de valeur propre que pour accéder à leur « contenu émancipateur » les prolétaires doivent « transcender leur égoïsme *nécessaire* (c'est nous qui soulignons) » (th. 24).

Volonté, conscience, morale, politique c'est à tout cela que sera donc suspendue la lutte émancipatrice. Les prolétaires n'ont pas de « buts communs » en tant que prolétaires, c'est dans un rapport au capital (celui définissant le capital tel qu'il existe depuis la restructuration des années 1970/1980) tel que leur appartenance de classe est produite comme une contrainte extérieure que dans une lutte particulière ils peuvent être amenés à formuler un but commun qui n'a pas alors pour contenu leur situation commune *donnée* mais ce qui dans cette situation donnée est la production de son abolition.

La connexion explosive actuelle entre la crise définie, dans sa spécificité, comme crise du rapport salarial et l'illégitimité de la revendication salariale autorise à penser que les luttes particulières, dans la relation la plus intime qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production, peuvent passer à une généralité qui ne serait plus abstraite dans la mesure où le contenu de cette généralité fait siennes les particularités comme remise en cause par le prolétariat de sa définition comme classe, ou comme la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure. La particularité n'est plus ce préalable formel à dépasser, le dépassement est, dans la particularité, son propre mouvement parce que la généralité qui est maintenant en jeu ce n'est pas une situation de classe générale mais son abolition.

Le dépassement de l'altérité de chaque segment de la classe n'est pas la mise à jour, la réalisation, d'un en-commun préexistant. Les luttes catégorielles peuvent prendre une ampleur, une signification, générales, non sur la base de la revendication catégorielle mais de sa négation. C'est-à-dire que cette signification, cette ampleur, ne sont pas une unité du prolétariat. Il n'y a plus de général que dans sa suppression. On ne saurait, à la manière de Wildcat-Kolinko, envisager la reconstitution d'une sorte de mouvement ouvrier radical autonome.

Le « contenu émancipateur » est si bien identifié à « ce que font les ouvriers eux-mêmes » que l'auto-organisation, en elle-même, formellement, est définie comme « terrain expérimental de la société future ». Dans le mode de production capitaliste, parce qu'il est un rapport de classes, parce qu'il est une contradiction qui met en jeu des

termes qui sont dans une relation d'implication réciproque, il ne peut y avoir *aucun terrain expérimental de la société future*. Faire de l'auto-organisation ce « terrain expérimental », c'est supposer que la manifestation des « intérêts propres », que l'activité des « prolétaires eux-mêmes » manifestent le contenu du communisme, bref que le prolétariat a une nature révolutionnaire que l'auto-organisation révèle. Bref, une nature révolutionnaire aliénée, détournée, masquée par la représentation, la politique, l'État, le citoyen. Comme dans tous les idéalismes, sous les formes il y a le contenu vrai.

Si l'on ne se contente pas de voir l'importance de l'auto-organisation seulement dans la radicalité qu'elle confère à la lutte revendicative mais qu'on la considère comme « le terrain expérimental d'autres rapports sociaux », comme une sorte d'apprentissage, on fait de l'auto-organisation une forme sans contenu, une pure pédagogie. Ce ne sont pas des individus indéfinis qui expérimenteraient en dehors de toute configuration sociale d'autres rapports sociaux ; c'est contre ce qu'ils auront « appris » à gouverner eux-mêmes, leur propre position de classe de cette société, que les prolétaires auront à faire la révolution. Qu'y-a-t'il de commun entre le sujet d'une activité qui consiste à ce que soit respecté la loi du salaire et le sujet d'une activité qui abolit le rapport salarial ? Entre un sujet qui demeure ce qu'il est, qui s'*auto*-organise et un sujet qui supprime le capital en se supprimant lui-même ?

L'autonomie des luttes comme faculté de passage de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire est une construction qui ne s'intéresse pas au contenu de ce passage, elle demeure une approche formelle de la lutte des classes.

Les luttes de la fin des années 1960 et des années 1970 sont bien sûr la référence obligée de toute théorie révolutionnaire de l'autonomie. Ces luttes ont fait « éclater le beau rêve de la société de classes sans classe » : « meilleurs salaires » et « moins d'heures de travail » (th. 19). Aucune explication de cette vague de luttes, de son contenu et de sa forme n'est fournie dans le rapport d'exploitation du moment. Si ce n'est peut-être, à la fin de la thèse 18, un certain développement social des forces productives.

Mais le plus important de la thèse 19 réside dans les raisons données de la fin de l'autonomie : l'automatisation des « bastions ouvriers », les délocalisations, l'augmentation du chômage. Ce qui *a contrario* laisse penser que la vague des luttes autonomes des années 1970 réside dans l'existence de bastions ouvriers, le bouclage de l'accumulation sur une aire nationale, un certain type de coopération dans le procès de travail, le plein emploi. C'est-à-dire l'identité ouvrière. Mais alors où est l'auto-abolition du prolétariat ? Elle est dans l'autonomie en elle-même. *Et l'on retrouve l'identification récurrente dans ces thèses entre auto-abolition et affirmation autonome*. Si l'on peut définir la lutte de classe autonome comme « le découplage entre salaire et productivité » cela n'en fait pas pour autant une « auto-abolition du prolétariat ». Les opéraïstes italiens, sous la plume de Negri, dans un texte publié en France, en 1972, sous le titre *Les ouvriers contre l'État, refus du travail* faisaient, avec ce même découplage, la même identification.

Avec la « recomposition » attendue de la classe, cette identification va subir dans la période actuelle un dernier lifting la rendant plus adéquate en tant qu' « auto-abolition ». C'est le contenu de cette recomposition qu'il s'agit d'examiner et sa fonction dans l'économie générale des thèses.

Avec la mondialisation, avec l'émergence d'une « classe ouvrière globale », « gît l'espoir qu'après un siècle de mythologie anti-impérialiste, une nouvelle ère d'internationalisme prolétarien se lève » (th. 20). Cette affirmation peut paraître contradictoire avec ce qui est dit dans la thèse 13 : « La socialisation par le capital demeure contradictoire puisque ce qui relie les gens les sépare tout autant », là la segmentation était inhérente au rapport du prolétariat au capital. D'autant plus que, dans ce processus, « chaque travailleur est mis en concurrence avec tous les autres... » (th. 20). Cette contradiction est formellement levée du fait que, dans cette « classe ouvrière globale », le « précaire est donc la norme globale du prolétariat ». De même, « Ce qui unit les travailleurs et les chômeurs, c'est la crainte permanente » (th. 21), on pourrait dire tout aussi légitimement, à l'inverse, que c'est ce qui les sépare. Cela ne les « unit » pas, cela les place dans un rapport d'exploitation, une contradiction avec leur propre définition dans le capital, telle que l'abolition de leur condition dans la lutte contre le capital peut être leur unification. Mais c'est de l'abolition de leur condition dont il s'agit et non d'une situation objective préalable commune.

C'est dans la thèse 22 qu'est levée cette apparente contradiction : « le futur de la classe dans son ensemble » dépend « de façon décisive de la capacité des superflus à faire de leur situation le point de départ d'un mouvement social généralisé ». C'est là que gît l'espérance d'une recomposition de la classe « dans son ensemble » pour elle-même afin qu'elle accède au statut de sujet révolutionnaire face et contre le capital. C'est la nature de ce mouvement social généralisé qui, dans les conditions actuelles, n'est pas produite ni aucune de ses déterminations. La recomposition autour des précaires, des chômeurs, des « superflus », des « exclus » sauve l'autonomie car ils ne seraient pas enfoncés « profondément dans la société de classes sans classes », ils ne peuvent pas lutter pour « entériner leur situation de vendeur de force de travail ». La présentation de « l'exclusion » et de la « superfluité » faite par ces thèses préserve l'auto-abolition comme affirmation autonome de la classe et la rend simultanément plus adéquate à être « la classe contre soi » que ne l'était l'ouvrier masse de la grande usine fordiste. C'est alors la manière d'analyser « l'exclusion » qui est complètement biaisée par cette nécessité politique des thèses.

Que « la condition prolétarienne commence enfin sa marche triomphale dans le monde entier » sous la forme du précaire, « norme globale du prolétariat », ne souffre aucune contestation. Mais il faut alors définir le rapport de classes qui résulte entre autres choses de cela : fin de l'identité ouvrière ; identité de la contradiction entre le prolétariat et le capital et de la contradiction du prolétariat à sa propre existence comme classe, autrement dit de la contradiction à sa propre définition comme classe dans sa contradiction avec le

capital ; caractère asystémique de la revendication salariale ; lutter en tant que classe devenant la limite interne de la lutte de classe ; double disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail ; mise en abîmes du zonage mondial entre « centre » et « périphérie ». Quelques caractéristiques de la restructuration sont énoncées, mais tout cela n'est jamais synthétisé en restructuration, en transformation du rapport d'exploitation entre prolétariat et capital. La plupart du temps la période n'est plus décrite que négativement comme une accumulation de disparition des caractéristiques de la période précédente. Au mieux, la restructuration devient une série de « contre-réformes ».

Dans la thèse 22, la « rage » des « exclus » résultant de la paupérisation dans les « vieux centres capitalistes » est seulement vue comme « rage ». Cette « rage » n'est analysée que comme résultat d'une situation négative : l'État, le capital, ne peuvent pas les intégrer, les transformer en force de travail ne serait-ce que potentielle. « Rien ne peut être offert ». On s'acheminerait, dans une évolution négative, vers une situation perçue comme une impossibilité. Ni dans l'analyse du mode de production capitaliste, ni dans celle de la lutte de classe, la période actuelle est comprise comme un rapport contradictoire historiquement particulier et spécifique. Il n'y a ni restructuration, ni cycle de luttes (qu'il devient aujourd'hui anachronique de qualifier de « nouveau »).

Coincé dans une problématique de la nature révolutionnaire du prolétariat qui s'identifie avec l'affirmation autonome de la classe, Kosmoprolet ne peut voir dans la relation de classe actuelle la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure en tant qu'annonce dans les luttes actuelles de cette « auto-abolition », ni aucune autre dynamique inscrite *dans l'implication réciproque contradictoire entre les classes*. En conséquence, la période actuelle est « sans promesse » et le déroulement historique, la période actuelle, n'est pas le résultat d'une restructuration mais d'une involution.

Cette « racaille » dont parle la thèse 22 n'est pas que « l'incarnation de la tendance du capital à générer une immense surpopulation ». Elle est la forme actuelle de la mondialisation, c'est-à-dire de la disjonction dans chaque zone entre reproduction du capital et reproduction de la force de travail. Cette « rage » c'est (avec de nombreuses autres activités dans les luttes de classe) la production, dans le rapport d'exploitation actuel de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, la contradiction avec sa propre condition dans la contradiction avec le capital et sa remise en cause (remise en cause de sa condition).

Pour conserver l'auto-abolition comme affirmation autonome de la classe, il faut que le noyau autour duquel s'effectue la recomposition soit dans un rapport très aléatoire avec la valorisation du capital, son autonomie serait pour ainsi dire une situation objective. Mais l'économie informelle n'est pas, loin de là, « à l'écart de la production de la richesse sociale », « coupée de la production normale » (qu'est-ce que la production *normale* ?).

On peut affirmer que « le futur de la classe dans son ensemble dépend de façon décisive de la capacité des « superflus » à faire de leur situation le point de départ d'un mouvement social généralisé » même si cela paraît un peu contradictoire avec l'affirmation suivante de la th 27 : « Dans la société de classes sans classes, la recherche d'un segment central des prolétarisés s'est épuisée ». Mais où s'enracinerait une telle capacité s'ils sont « à l'écart de la production de la richesse sociale », « coupés de la production normale » ? Telle qu'elle est définie cette situation ne peut être que le point de départ de rien. La contradiction du prolétariat à sa propre existence comme classe dans sa lutte contre le capital est toujours un processus interne à sa lutte *en tant que classe*, cette contradiction n'est pas une « existence à côté », « à l'écart », « coupée ».

Si les thèses insistent sur ces segments du prolétariat c'est que dans les individus composant ce segment, elles auraient trouvé l'existence paradigmatique de ces individus prolétarisés qui tout au long des thèses ont remplacé le prolétariat. Modèle des individus prolétarisés et non plus faisant classe, ils seraient l'incarnation autonome de la contradiction de « la société de classes sans classes ». Comme dans le communisme philosophique, « l'asocial » absolu peut se renverser en « réellement social ».

Face à cet avenir espéré, l'effondrement des syndicats et des luttes « défensives » ne sont pas perçus comme l'illégitimité de la revendication salariale ou, mieux dit, son caractère devenu *asystémique*. À nouveau, l'« auto-abolition » comme dépassement n'est pas produit, mais seulement juxtaposé comme réaction à une impossibilité à survivre du côté du prolétariat et, du côté du capital, d'utiliser dans sa valorisation l'ensemble de la force de travail.

Dans une telle démarche on retrouve la contradiction entre les forces productives et les rapports de production. Cette contradiction dit que, parvenu à un certain stade, le capital freine, n'est plus progressif à partir du moment où il commence à rendre le travail inessentiel au procès de production. Rendre le travail « superflu » ce serait gaspiller des forces productives. Le caractère révolutionnaire du prolétariat devient sa révolte contre sa superfluité qui est une révolte au nom des forces productives contre les rapports de production. On sauve l'émancipation du travail à partir de son inessentialisation même, c'est un beau tour de force.

La perspective de l'auto-abolition ne fonctionne dans ces thèses que comme *alternative face à une impossibilité*. Tout cela parce que l'« auto-abolition » a été posée comme une constante et le rapport de classes dont elle peut être le produit comme devant mettre en jeu une classe semblable à celle pour qui la révolution était son affirmation. Au contraire, la formule une « société de classes sans classes » pourrait, en caricaturant les choses, être comprise comme l'expression la plus forte de la lutte de classe actuelle. Période où précisément la lutte du prolétariat en tant que classe contient comme sa propre limite d'être une classe et où cette existence de classe est produite comme contrainte extérieure. Empiriquement, ces thèses ne saisissent pas la dynamique qu'il y a maintenant dans

revendiquer pour le salaire et dans, entre autres, les luttes désespérées sur les licenciements : la production de l'appartenance comme contrainte extérieure.

« Mais le passage légendaire de la classe en soi à la classe pour soi ne peut pas émerger des intérêts immédiats, ni par la généralisation de revendications, puisque tout cela reste nécessairement lié au capital et donc à ce qui impose la segmentation au prolétariat comme sa condition naturelle » (th. 13).

La possibilité de la révolution réside alors dans la possible survenue d'une pure antithèse (une pure opposition polaire, comme dans le communisme philosophique de la première moitié des années 1840) de ce qu'est le prolétariat dans le mode de production capitaliste (contradiction « social »/« asocial »). Pour Kosmoprolet, la révolution est « auto-abolition du prolétariat » de par ce qu'est le prolétariat dans son rapport contradictoire au capital seulement parce qu'il *doit être* l'inverse de ce qu'il est dans ce rapport.

La lutte de classe produit son propre dépassement parce que la lutte de classe n'est rien d'autre que le capital comme contradiction en procès, il y a identité entre le prolétariat classe du mode de production capitaliste et classe révolutionnaire.

Soit nous avons une identité entre le prolétariat classe du mode de production capitaliste et classe révolutionnaire et à ce moment là il suffit de dire que la révolution est abolition du capital et le concept d'auto-abolition tombe de lui-même, soit le concept d'auto-abolition est nécessaire et il renvoie à une contradiction interne du prolétariat par laquelle il est à même d'abolir le capital, mais alors c'est d'une essence révolutionnaire dont il s'agit. La double nature du travail (« social »/« asocial ») dont nous avons parlé plus haut joue le rôle de cette nature contradictoire du prolétariat. Le concept d'auto-abolition a été tout au plus un concept transitoire qui a indiqué la sortie de la révolution comme affirmation du prolétariat, mais il n'était pas lui-même sorti de la sortie.

Dans la thèse 13 (ni ailleurs), il n'y a aucune production de la lutte révolutionnaire, la lutte révolutionnaire n'est pas déduite de « la lutte de classe ordinaire » comme son *dépassement produit*, mais comme son absolu antithèse dont la condition d'apparition demeure pourtant toujours la recomposition autonome de la classe. Puisque la lutte comme classe du mode de production ne peut sortir du mode de production, l'autre, la lutte révolutionnaire, doit être son absolu contraire non lié. Comme nous l'avons déjà vu, nous sommes comme dans le communisme philosophique marxien (et autres) des années 1843-1845 dans un système d'oppositions polaires : vrai contre faux ; vraie nature humaine contre fausse communauté ; essence communautaire de l'homme contre sa perte ; « réellement social » contre « social contradictoire ». Opposition sans médiation, sans histoire. Une telle opposition est par nature abstraite, les termes ne se posent pas l'un l'autre, c'est-à-dire ne se médient pas réciproquement (une telle chose les ferait disparaître) ; la révolution est alors une mise en conformité du social avec lui-même.

Ce qui est absent c'est le passage des luttes de classes actuelles à la révolution, l'absence de transcroissance devient une faille dont le franchissement est un renversement absolu.

Kosmoprolet attribue « l'impasse » des luttes actuelles à un « manque d'imagination » ou de « familiarité avec d'autres formes ou contenus de lutte ». Le « *manque d'imagination* » de ces prolétaires s'oppose à « *l'ingéniosité* » des « exclus ». Que ferait « l'imagination » ou la familiarité ? L'autogestion ? On n'explique rien par le « manque d'imagination ». On reste dans la pure tautologie : les prolétaires « entérinent leur rôle de force de travail » parce qu'ils ne remettent pas en question le travail salarié. Et vice-versa. Cette force de travail n'aurait appris qu'à « se faire représenter ». Inculcation contre imagination : la solution est dans le changement de conscience. C'est la porte de sortie de toutes les théories reposant sur le binôme : nature/conditions. Soit les conditions ne sont pas réunies et il faut le sursaut, le coup de pouce de la conscience, soit elles sont réunies et comme la nature ne se manifeste pas c'est alors le signe d'un manque de conscience. Les dernières thèses tournent cette question dans tous les sens, mais ce n'est pas dans les propositions faites sur ces sujets que réside l'erreur, mais dans ce qui amène à triturer ces questions dans tous les sens.

La période actuelle est étrangement baptisée « Une époque sans promesse ». Etrangement, car elle devrait à la suite de tout ce qui précède être celle de la manifestation et apparition adéquates de « l'auto-abolition ». Et pourtant non, car nous n'avons pas le sujet espéré et attendu. Nous serions dans l'attente d'un « sujet » se constituant et se situant au niveau des conditions qui sont là. Toutes les questions sur la conscience, la théorie séparée de la classe, la théorie et la pratique, la théorie qui doit montrer sa puissance matérielle évoquées dans la dernière partie de ces commentaires et qui occupent les quatre dernières thèses trouvent leur explication et l'explication de l'embarras qui s'y manifeste dans ce hiatus inhérent à l'ensemble de la problématique. Comme dans toutes les théories avec nature révolutionnaire et conditions, il manque toujours quelque chose pour que les termes du binôme soient adéquats l'un à l'autre. D'ordinaire, les révolutionnaires de l'autonomie s'obstinent à faire comme si le prolétariat était uni pour lui-même par le salariat en tant que classe potentiellement révolutionnaire, Kosmoprolet sait bien que ce n'est plus le cas mais comme il leur faut tout de même la chose, d'une part la classe se recomposera autour des « superflus » dont la relation au capital est inessentielle, d'autre part le prolétariat sera uni par le salariat à condition de « transcender les égoïsmes nécessaires » *du salariat*. Au nom de quoi ? De la conscience, de sa nature révolutionnaire, de la théorie, de sa liberté d'action qui deviennent les conditions de la constitution du sujet.

LA CONSCIENCE

Quand Kosmoprolet écrit (th 25) que « Les limites des luttes quotidiennes servent au léninisme de légitimation du parti d'avant-garde », on entre dans une critique purement idéologique du léninisme, de l'avant-garde, de la conscience apportée aux masses.

En tant que problématique idéologique, ces thèses répondent au problème réel de l'époque : la relation entre luttes quotidiennes et révolution n'est plus une relation de

transcroissance, de montée en puissance de la classe, mais une rupture, un dépassement (ce que l'on peut dire en une formule : la classe est le sujet de son activité communiste en entrant en conflit avec son ancienne situation). Mais ce problème réel, Kosmoprolet le traite au travers de la question de la conscience, de la séparation des communistes et de la majorité de la classe, d'un sujet porteur de la révolution qui, comme on l'a plusieurs fois souligné, est en contradiction avec le contenu même de la révolution. Le recours à ces trois thèmes est alors l'aveu dans l'idéologie de Kosmoprolet de son caractère idéologique. C'est dans ce recours nécessité par le blocage du système des réponses exposé dans les thèses qu'apparaît le caractère proprement idéologique du système des questions. D'une part, Kosmoprolet répond au problème réel de la rupture entre les luttes revendicatives et la révolution (bien que ce ne soit absolument pas net quand il est question de l'auto-organisation), d'autre part, ce qui est dit ne correspond pas à ce problème, car le problème est traité de façon inauthentique, comme représentation ou absence d'autre chose – la classe existant pour elle-même face au capital (Kosmoprolet n'est pas vraiment sorti de l'idéologie de l'Autonomie ouvrière) - . Dès qu'il est question de conscience, de théorie, de séparation, cela signifie que Kosmoprolet n'est plus capable de nous parler des limites des luttes quotidiennes dans les termes mêmes de ces luttes.

De ce point de vue, la première phrase de la thèse 25 (citée plus haut) est un aveu : quelle question se pose actuellement en termes de légitimation du parti d'avant-garde léniniste ? Aucune. La question adéquate, celle qui ne sort pas de son objet pour le représenter dans un autre, est celle de l'analyse des limites de ces luttes. Ces thèses les constatent et les *représentent* dans une autre question qui n'a plus cours. Répondant à une question qui n'a plus cours, leur réponse est tout aussi obsolète : « La révolution sociale ne peut être une question de chefs ou de direction centrale ». C'est la réponse de l'ultragauche de l'entre-deux-guerres, mais alors qu'à cette époque la réponse avait un sens par rapport au contenu même de la révolution (l'affirmation du prolétariat révélant son être révolutionnaire contre toutes les médiations de son existence en tant que classe du mode de production capitaliste), elle n'en a plus aucun aujourd'hui.

Il existerait malgré tout « un moment juste du léninisme » (th25). Ce « moment juste » comme « volontarisme » (th 25) s'articule sur le fait que « les prolétaires ne seront jamais contraints de faire la révolution ». On s'attendrait à ce que cette proposition soit démontrée par une analyse du rapport entre prolétariat et capital, de son autoprésupposition, de l'absence d'inéluctabilité de la révolution, etc. Et bien non. Les « prolétaires ne seront jamais contraints de faire la révolution », « parce que les hommes commencent à faire en elle leur histoire consciemment ». Le « volontarisme » serait « juste », parce que l'intervention consciente (cette problématique suppose une conception de la conscience et de son porteur comme *personne* sur laquelle nous reviendrons) est nécessaire pour faire disparaître ce qui sans elle serait une contradiction dans les termes de *l'idée de révolution*. C'est donc la nature du résultat qui en toute

logique ne préexiste pas au procès de sa production qui, tout en n'existant pas, détermine la nature de ce procès. Cela s'appelle la détermination par les causes finales, ou téléologie.

Bien sûr, la révolution est un acte volontaire (il vaudrait mieux écrire ici : les mesures communisatrices qui seront prises au cours d'une vague de luttes), mais un acte volontaire n'est pas un acte indéterminé. L'activité prolétarienne ne se détermine pas elle-même parce que *son résultat doit être* « l'histoire consciente », elle se détermine elle-même *par ce qu'elle est son rapport au capital et rien d'autre* et que ce rapport est une contradiction. On ne voit là du déterminisme qu'à la condition de vouloir définir le sujet de la révolution antérieurement aux rapports dans lesquels il existe qui sont sa définition, dans lequel il agit et qui sont sa *conscience*.

Si je suis contraint en tant que prolétaire, je ne suis pas contraint malgré moi (« Cette chose est dite libre qui existe par la seule nécessité de sa nature - remplaçons « nécessité de sa nature » par « nécessité de ses rapports » nda - et est déterminée par soi seule à agir », Spinoza, *Ethique* I, définition VII). La communisation n'existe pas comme projet d'un « au-delà », déjà là face au capital, elle n'est pas le résultat d'une liberté indéterminée ou essentielle, mais l'activité du prolétariat *dans* la destruction du capital, c'est-à-dire une activité dans le mode de production fondé sur le capital, activité du prolétariat défini dans un rapport d'implication réciproque avec le capital. La communisation est l'œuvre du prolétariat en tant que tel, c'est-à-dire comme classe de cette société, elle est alors *soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire*. L'abolition de la condition prolétarienne est *l'autotransformation* des prolétaires en individus immédiatement sociaux, c'est la lutte contre le capital qui nous fera tels, parce que cette lutte est une relation qui nous implique avec lui. La conscience ou la volonté ne préexistent pas au rapport dont elles sont la conscience ou dans lequel *il faudra décider*. La révolution ne se pose pas en termes de contrainte ou de liberté, comme si elle était le fait de personnes morales faisant des choix. Cela suppose de considérer des personnes constituées en tant que personnes face au choix, c'est-à-dire indépendamment du rapport qui les constitue. C'est cette activité pratique d'autotransformation qui est la conscience ou la volonté de l'histoire consciente.

Ce « moment juste du léninisme » qui, en réalité n'est que le discours du léninisme sur lui-même, que la façon dont il se conçoit lui-même et qui ne s'est « vérifié » dans la révolution russe que comme activité contre-révolutionnaire, n'a de pertinence que si l'on suppose un sujet face à une situation tel qu'il ne soit pas lui-même déjà la situation. Celui qui pourrait « faire » comme « ne pas faire ».

Mais il y a plus grave, cette question n'apparaît que chez le théoricien qui s'imagine regarder avec d'autres un film qu'il aurait déjà vu et dont, seul, il connaîtrait la chute (« le point de vue communiste »). Mais la lutte des classes n'est pas un film. Et si « le point de vue communiste moderne n'est pas un point de vue qui arrive à la classe de l'extérieur

(...) ni l'attend de lui avec dévotion » (th 25) c'est qu'il n'y a pas de « point de vue communiste ». D'où les « communistes » auraient-ils ce « point de vue » ?

Quand nous parlons du communisme, nous en parlons au présent, c'est-à-dire que nous parlons des luttes de classe, de ce qui dans ces luttes peut produire le dépassement des classes. Le « point de vue communiste » c'est le point de vue qui connaissant la fin de l'histoire considère le déroulement qui y mène comme accidentel vis-à-vis de sa « fin ». On en arrive, à l'issue de la thèse 25, à la description de cette scène où « les prolétaires et les communistes peuvent entrer en communication et en interactions mutuelles et collectives ». Qui sont ces communistes qui ne sont pas prolétaires et ces prolétaires qui sont purement prolétaires ? Pour qu'il y ait « interaction », « mutualité », il faut qu'il y ait deux choses différentes quant à leur nature. Est-ce que les prolétaires commencent à mettre en pratique les idées des communistes ? Est-ce que les communistes, jusque là « fantomatiques » et « irréels », prennent chair dans les prolétaires. En fait, il ne s'agit que d'apporter une autre réponse à la question de Lénine sur la séparation des communistes et de la classe.

« Les avant-gardes sont simplement ceux qui font au bon moment ce qu'il faut et rendent ainsi visible au grand jour ce qui est enfoui dans des rapports pétrifiés » (thèse 28). On ne comprend cette définition qu'en relation « au pouvoir de l'idéologie » décrit dans la même thèse : « L'idéologie rationalise la vie sous la domination du capital et l'oppression des besoins par les individus eux-mêmes comme destin inéluctable et les rend ainsi supportables. Parce que d'autres rapports ne sont pas visibles, la conscience du quotidien se soumet aux rapports existants. » En d'autres termes, le mode de production capitaliste est un vaste bluff qui pour l'instant est parvenu à « *dominer* » les individus (il s'agit ici d'individus et de besoins et non de classes et d'exploitation – le texte change continuellement de registre théorique) en les trompant sur sa fatalité. Il suffit de percer le voile et d'autres rapports sociaux deviennent visibles. Cela est si « vrai » que « la libre association des communistes » serait déjà « dans son existence même une anticipation d'une humanité libre » (thèse 28) Si l'on considère aujourd'hui les relations à l'intérieur de ce milieu dit « communiste », il y a encore du chemin à parcourir jusqu'à cette « anticipation »...

L'avant-garde dit « le roi est nu », mais il faut le dire « au bon moment ». On se demande pourquoi en le faisant dès demain matin cela ne pourrait pas fonctionner. C'est qu'il y a une condition : « les prolétarisés (il ne s'agit pas d'une classe, nda) doivent déjà avoir franchi le premier pas pour développer un besoin de compréhension des rapports existants... ». Il est bien vrai que, contrairement aux théoriciens du communisme, on ne peut faire boire un âne qui n'a pas soif. Dès qu'ils auront franchi ce premier pas aura lieu l'osmose des communistes et des prolétaires.

Cette chose capable de dire « un autre monde est possible » c'est le « point de vue communiste », c'est la théorie nécessairement séparée de la pratique « pétrifiée ». Il est

exact que, pour Kosmoprolet, l'avant-garde n'apporte pas la conscience, ni n'attend de la classe qu'elle lui donne « le point de vue ». Mais Kosmoprolet n'imagine pas que la théorie puisse être une production historique critique de la lutte de classe, en elle ; toutes les options envisagées sont toujours celles qui mettent en rapport un discours existant du but avec la réalité, la pratique, la lutte de classe.

Il n'y a pas d'un côté la classe de l'autre la théorie. La production théorique, dans le sens le plus habituel de l'expression, est une activité de la classe parmi beaucoup d'autres.

Une théorie communiste, ou révolutionnaire, ne saurait se trouver « extérieure » au cours de la lutte des classes. Une théorie communiste ne peut valablement être qualifiée ainsi que si elle se trouve être capable de condenser, même de la manière la plus abstraite qui soit, même dans un langage ardu (cela n'a aucune importance), l'expérience réelle de prolétaires réels, c'est à dire quelque chose qui a à voir avec le cours commun de la lutte des classes et ses limites inhérentes. Parler de « point de vue communiste », c'est situer la théorie au-delà des limites de son époque. La théorie est historique, elle est inhérente à la lutte des classes, elle n'est ni en avance, ni en retard par rapport au cours des luttes. Ce qui compte pour la validité d'une théorie ce sont ses efforts réussis, ou ratés, pour exprimer ce qui est en jeu dans certains aspects de la pratique.

Si l'on considère actuellement la théorie comme « fantomatique » vis-à-vis du cours commun des luttes, elle devient une sorte de *conscience latente de la classe*, effective et réelle chez quelques uns seulement mais potentiellement activable chez tous : fausse dans les luttes actuelles marquées par leurs limites, mais vraie dans la potentialité du dépassement effectif, quelque part très loin ou très près mais toujours comme une anticipation de la pensée et de la pratique du prolétariat (« le point de vue communiste » n'est pas partagé « *pour le moment* » dit la thèse 25). De même qu'il n'y a pas de transcroissance des luttes, il n'y a pas de transcroissance de la théorie.

Si l'on critique l'idée de transcroissance des luttes actuelles à la révolution (il y a la rupture fondamentale qui est la remise en cause par le prolétariat de sa propre définition comme classe, la production, dans le rapport au capital, de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure), toute la question est alors celle de l'inscription, dans ce cycle, de la théorie de ce cycle comme la propre critique de celui-ci. La théorie n'est pas extérieure au cours de la lutte des classes, mais elle n'est pas non plus dans une relation naïvement positive avec lui. Si la théorie désigne le fait de lutter en tant que classe comme la limite actuelle de la lutte de classe (c'est là, si l'on veut l'appeler ainsi, son seul « point de vue communiste », c'est-à-dire ce pourquoi elle parle de communisation), c'est parce qu'elle est vécue comme telle. Mais, par définition, c'est toujours à l'intérieur du fait de lutter en tant que classe que cette limite apparaît, elle n'acquiert jamais une existence particulière. La remise en cause n'existe jamais de façon autonome, pour elle-même. Par là, d'une part, cette théorie qui désigne l'appartenance de classe comme limite de la lutte de classe refuse d'être une idéologie de l'alternative. Et, d'autre part, parce qu'elle désigne

l'appartenance de classe comme limite, parce qu'elle désigne les termes de la contradiction qui en fait sont une unité, parce que pour son propre travail, selon ses règles de travail spécifiques, elle privilégie la distinction sur l'unité, alors que dans la pratique quotidienne des luttes c'est l'unité et l'indistinction qui prédominent (et cette théorie le sait), elle refuse un rapport naïf à la lutte de classe. Elle en est une abstraction et une abstraction critique. C'est son propre travail théorique de reconstruction du réel dont elle n'est pas le reflet qui fait de la théorie, activité de la classe parmi beaucoup d'autres, une chose bizarre. Mais cette bizarrerie n'est pas pour elle un problème, cette bizarrerie est ce qu'elle est adéquatement car la suppression de sa bizarrerie est sa propre suppression.

« Théorie et pratique, qui se renvoyaient l'un à l'autre dans les moments révolutionnaires de l'histoire, s'excluent aujourd'hui de façon conflictuelle dans une opposition figée » (th. 26). Selon le texte même de cette thèse, cela peut s'expliquer simplement par le fait que nous ne sommes pas dans un « moment révolutionnaire de l'histoire ». En outre, en dehors de ces moments et même en eux, on pourrait présenter toutes sortes d'exemples historiques d'exclusions bien avant notre époque. Parce que, dans ces dernières thèses, la théorie est l'expression d'un « point de vue communiste », parce que sa raison d'être est le *but* de la lutte de classe devenu *sans liaison avec son cours*, parce que le contenu présent de la révolution comme auto-abolition est en attente de son porteur, « théorie et pratique s'excluent de façon conflictuelle ». Tout cela n'est que la suite de la façon inadéquate dont sont représentés les problèmes de l'époque en tant que représentations d'autre chose : « le point de vue communiste ». Dans ces thèses, la théorie n'est pas la théorie de la lutte de classe actuelle, mais celle du but *regardant* la lutte de classe actuelle ; la pratique n'est pas la pratique contradictoire de la lutte de classe dans ses déterminations présentes et dans laquelle seule le « but » existe parce qu'il n'est rien en dehors de sa production, mais une pratique forcément non-conforme au « but » (le point de vue communiste) puisque le but est déjà existant *dans la théorie*. La rencontre attendue dans la thèse 25 est celle de deux entités qui jusque là sont définies séparément, rien d'étonnant ensuite que, jusqu'à cette « rencontre » devenue hautement aléatoire (d'où le « moment juste du léninisme »), elles s'excluent. Rien d'étonnant non plus que pour illustrer cette « exclusion », Kosmoprolet en donne un exemple ridicule et caricatural : « l'académisme » d'un côté, « l'activisme » de l'autre. Encore une fois, rien de la relation entre théorie et pratique ne se joue entre ces deux choses.

La théorie dans son sens le plus banal fait tout autant partie de la lutte de classe que n'importe laquelle des autres activités qui la constituent. Elle ne préexiste jamais comme constituée, ni comme projet, elle se remet en chantier dans la lutte de classe et plus empiriquement dans les luttes immédiates parce qu'elles la remettent en chantier, elle est contredite, elle reprend la contradiction, elle fixe des objectifs, des limites parce qu'elle est produite à ce moment comme objectifs, elle est compréhension et anticipation mais ne se fixe jamais comme compréhension achevée ni comme anticipation à réaliser. En un mot,

elle est active, vivante parce qu'elle sait que la reconstruction n'est pas un reflet, une expression immédiate de l'expérience. Le « but » c'est ce que produit le mouvement, le communisme c'est ce que produit la lutte des classes. Parce qu'il n'y a pas de « but », il s'ensuit que nous ne sommes pas des précurseurs du « but » », toujours un peu orphelins de celui-ci. Nous appartenons au mouvement, impliqués théoriquement, ce qui n'est ni attentisme, ni anticipation, ni extériorité.

On peut être d'accord avec le contenu qui est ici donné au « point de vue communiste » au début de la thèse 28 : « le point de vue communiste moderne qui ne veut non la pérennité du prolétariat mais son abolition, non une plus juste répartition de l'argent mais sa suppression... ». Le problème avec ce « point de vue » réside en ce qu'il n'est saisi que comme une autoproduction théorique (influencé, il est vrai, par les circonstances), il demeure donc un « point de vue », un critère normatif. De sa production à son statut, pour Kosmoprolet, la théorie est une affaire purement intellectuelle et la pratique quelque chose de purement matériel.

La production théorique est un élément réel de la lutte de classe. Considérer qu'il n'y a aucune transcendance entre le cours actuel des luttes et la révolution, en ce que celle-ci est dépassement produit de ce cycle de luttes, ce n'est pas considérer la production théorique comme séparée de la lutte de classe dans son cours le plus ordinaire. C'est même considérer réellement que ce cours contradictoire est *producteur de théorie*, et y produire de la théorie. Il faut considérer le cours des luttes comme réellement productif de leur dépassement et donc productif de théorie, et ne pas s'imaginer avoir un discours tout prêt, une abstraction du but, préalable à sa production, quelque chose à appliquer ou à conserver par devers soi pour des jours meilleurs, pour le jour de la grande rencontre attendue entre les « prolétaires » et les « communistes ». *La production théorique est un moment nécessaire du cours quotidien de la lutte de classe, ni en avance, ni l'éclairant, ni en retard, ni phare, ni lanterne rouge.* Elle participe de ce cours quotidien pour autant qu'elle s'y produit et reproduit.

Il faut considérer concrètement la théorie. La théorie c'est des gens qui parlent quelque part, qui agissent, ce sont des revues, des textes qui circulent, des tracts, des affiches, des réunions, des discussions... Même si nous disons quel est le sens de tel ou tel conflit, la tendance générale de telle ou telle période, c'est maintenant que nous le disons, et le fait de le dire maintenant, c'est simplement participer de la lutte de classes telle qu'elle est maintenant, participer de sa constitution présente, ce n'est pas plus être en avance que d'autres seraient en retard, pas plus extérieurs que d'autres seraient à l'intérieur, c'est être dans l'activité théorique de la lutte de classe, au sens large.

Simplement, nous sommes embarqués dans la lutte des classes du mode de production capitaliste, celle-ci n'est pas le fait de muets ou de décérébrés, elle produit de la conscience, de la théorie, et par là-même engage cette théorie dans toutes les formes de sa production et de sa socialisation.

Les formulations théoriques prennent place dans la lutte de classes au côté, contre, d'autres activités définissant dans le même mouvement le cours de cette contradiction. Pour considérer ainsi l'activité théorique, autrement que comme définissant son aboutissement et se considérant jusque là comme exilée, c'est d'abord ce cours de la lutte de classes qu'il faut considérer comme réellement productif d'histoire et de théorie.

Le communisme est au présent, parce qu'il est le contenu des pratiques actuelles de la lutte de classe. Le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité. Il n'est pas un sens caché. Il s'agit de la contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire, de la loi de la valeur et de l'augmentation de la composition organique, de la masse de la plus-value et du capital total employé, de l'universalité des forces productives et de sa base et contenu : l'exploitation. Toutes ces « choses » qui sont directement la lutte entre le prolétariat et le capital (le meilleur résumé en étant la baisse tendancielle du taux de profit) sont à l'intérieur du mode de production capitaliste le cours nécessaire de son dépassement.

Quand la révolution et le communisme sont considérés exclusivement dans leur nature d'aboutissement, quand ils deviennent un « point de vue communiste », la théorie et la pratique sont nécessairement séparées, la théorie est séparée du cours ordinaire de la lutte de classe. À ce moment là, cet aboutissement peut être inéluctable ou possible parce qu'il n'est pas compris comme contenu du mouvement dont il est l'aboutissement. Pour les uns comme pour les autres, il y aurait la lutte des classes dont « l'inéluctabilité », quant à elle, est incontestable *et* son aboutissement. Les possibilistes, comme Kosmoprolet, qui attendent le communisme d'un choix conscient et volontaire se veulent souvent les pourfendeurs de l'objectivisme, mais cette seule séparation temporelle qui fonde toute la formulation de leur argumentation est objectiviste, elle est un coup de chapeau à l'objectivisme, il faudra quelque chose dans le futur. Pour les inéluctabilistes le « plus » viendra de lui-même, inscrit dans le cours objectif du capital.

Ce n'est pas le « point de vue communiste » qui « cherche à résoudre les contradictions objectives de la société » (th. 28), sauf à considérer la pratique comme l'application de ce « point de vue » et ce « point de vue » comme préexistant à la pratique qui sera sa *réalisation*. C'est dès aujourd'hui que la pratique produit la situation d'où peut s'enclencher cette résolution. Parler de la résolution des contradictions de la société actuelle, c'est parler de la lutte de classe actuelle et non d'un futur. Ces contradictions ne sont pas « objectives ». Le « capital comme contradiction en procès », c'est une contradiction entre les classes, c'est tout simplement la lutte des classes *actuelle*, elle est la condition et le cours de sa propre résolution, de son propre dépassement qu'elle produit contre ce cours même, précisément parce qu'il est le cours, même en crise, du mode de production capitaliste, sa nécrologie mais en même temps sa force. Le prolétariat abolissant le capital et produisant le communisme ne profite pas d'un développement du capital lui facilitant la tâche.

La production du communisme est une question actuelle et non le problème posé par l'aboutissement d'un processus qui aurait un autre contenu. Il ne s'agit pas de s'interroger sur l'aboutissement de la lutte des classes, *sur un futur*, mais sur la définition même de la contradiction entre prolétariat et capital qui est la lutte des classes *maintenant*.

La production théorique fait partie de la situation objective, aussi bien que toutes les pratiques immédiates ou interventionnistes même si sa position est différente, elle ne dit pas « ne faites pas ceci ou cela », « vous devriez faire ceci », elle développe sa critique comme un élément du cours du cycle de luttes tout aussi *nécessaire* que les autres.

La question du rôle de la théorie doit découler naturellement du contenu et ne pas être posé gravement (lourdement) pour elle-même. Redevenons innocents et arrêtons de nous flageller. C'est fin des années 60', début 70' qu'est apparu cet objet particulier : la théorie elle-même, en tant qu'objet, hors de ce qu'elle raconte. Cet objet a un acte de naissance, il est historiquement daté : c'est l'époque de la fin de la révolution comme affirmation de la classe, la fin de l'identité ouvrière, l'époque de la fin de toute transcendance entre les luttes revendicatives et la révolution. C'est l'époque où ne pouvant se rattacher directement à la lutte de classe parce qu'il est « théoricien de la Révolution », mais où, la révolution s'éloignant, le « théoricien » s'est senti comme orphelin. La théorie ce sont des activités qui en tant que telles s'auto-explicitent, se justifient, sans se poser comme un objet en lui-même. La « séparation » n'est un problème que pour cet objet.

Cet objet tend à devenir obsolète.

Quand dans les luttes apparaît que, pour le prolétariat, sa propre existence en tant que classe devient une contrainte extérieure, c'est-à-dire la propre limite de sa lutte en tant que classe, les luttes ont une propre saisie autocritique d'elles-mêmes. Cette saisie devient elle-même comme la théorie une abstraction critique. Au travers d'activités changeantes, émeutes, grèves sans revendications dans les années 70, émeutes encore des années 90 et 2000, mais aussi de façon plus ordinaire, les luttes montrent le refus actif - contre le capital - de la condition prolétarienne, y compris au sein de l'auto-organisation ou de manifestations éphémères et limitées d'autogestion. Les luttes immédiates, pratiquement et dans leur propre discours, produisent sans cesse, à l'intérieur d'elles-mêmes, une distance interne. Cette distance, c'est la perspective communisatrice comme articulation théorique concrète, objective, entre la propre compréhension immédiate des luttes et la théorie. Si cette compréhension immédiate des luttes tend à devenir elle-même une abstraction critique, la théorie est alors, inversement, minée dans sa définition même.

Cette activité théorique se situe dans le cours quotidien de la lutte de classes réellement, concrètement, productif de son propre dépassement comme révolution communiste. Il faut comprendre cette activité comme produite, dans ce cours, comme une de ses déterminations pratiques, comme un de ses éléments, et cela dans ses caractéristiques théoriques elles-mêmes. Cette production théorique n'existe pas en soi, en tant que corps constitué, face et précédant ce cours immédiat, c'est pourquoi la théorie doit être perçue

comme élément réel des luttes et la perspective communisatrice comme l'articulation de la théorie qui est *abstraction critique* avec le caractère théoricien des luttes qui est la propre *saisie autocritique des luttes elles-mêmes*.

ANNEXE

La thèse 11, la thèse sur les femmes, c'est-à-dire sur la distinction de genres, c'est-à-dire sur la contradiction entre les hommes et les femmes, présente une grande difficulté. Dans l'économie générale des 28 thèses, cette thèse n'a aucune nécessité, elle arrive là, semble-t-il parce qu'il faut bien en parler. Cette thèse a si peu de nécessité dans la problématique des thèses qu'il est quasiment impossible d'en intégrer la critique dans la critique générale, mais cela même montre la limite générale de ces thèses.

La première phrase de cette thèse est en elle-même l'aveu que cette thèse pourrait être comme ne pas être : « *Parmi* (c'est nous qui soulignons) les divisions consolidées par la marche triomphale du capitalisme, il y a celle entre les sphères de la production et de la reproduction, une séparation sexuellement codifiée qui s'accompagnant de toutes sortes de légitimation soutenues par la biologie ou l'anthropologie, est devenue un modèle social, sous la forme de la famille bourgeoise. ». Donc parmi un ensemble nous avons choisi de vous parler de celle-ci, comme nous aurions pu vous parler d'une autre.

Dans cette thèse, la « séparation sexuellement codifiée » n'est que la forme de la séparation entre production et reproduction. Que cette séparation soit « sexuellement codifiée » tombe ici comme une évidence et cela ne tiendrait qu'à la légitimation de la biologie et de l'anthropologie. La distinction de genres, la contradiction entre les hommes et les femmes, n'est là que comme le nom d'autre chose.

« La forme de la famille bourgeoise » devint un « modèle social » tant et si bien que « *l'idéal* – c'est nous qui soulignons - d'une division sexuelle du travail, où le gagne-pain échoit au mâle, *s'imposa* (c'est nous qui soulignons) aussi dans les milieux prolétaires ». La distinction de genre qui est par définition une distinction hiérarchique et une contradiction, n'est ici qu'un idéal qui s'impose et se maintient par la puissance de l'idéologie dans la mesure où « les fondements matériels du maintien des rapports hiérarchiques de genre sont largement obsolètes... » (th. 11). Il est vrai, qu'avec un peu d'« optimisme » il serait autorisé de « croire que l'émancipation des femmes et la réalisation de leur statut de sujets bourgeois a été parachevée » et qu'étant « sujettes à toutes les tribulations de l'existence de possesseurs d'une force de travail » le fait qu'elles « gagnent moins que les hommes, travaillent souvent à temps partiel... » n'est plus que de l'ordre de la constatation regrettable. Que la distinction de genre puisse être abolie « sur les bases de la société bourgeoise dépendrait entre autres de la ténacité de cette idéologie (la « sociobiologie », nda) » (th. 11). Nous soutenons que non seulement cette distinction ne peut pas être abolie « sur les bases de la société bourgeoise » pour des raisons tenant aux rapports de production capitalistes eux-mêmes, mais encore que la contradiction entre les hommes et les femmes est, dans le rapport d'exploitation, une contradiction spécifique

dont les actrices et acteurs auront à régler leurs comptes dans un mouvement révolutionnaire pour qu'il se constitue comme tel.

Cette extrême légèreté dans l'analyse de la distinction de genre relève de deux fondamentaux théoriques de ces thèses : l'identification entre affirmation autonome de la classe et « auto-abolition » ; l'espérance d'une recomposition d'un « acteur collectif, comme le côté négatif, en rupture, de la société » autour des « exclus » et des « superflus ».

Le premier point interdit d'analyser la distinction de genre sur la base du travail, du salariat, du surtravail, car la simple considération en tant que rapport social matériel de cette distinction est une remise en cause de l'affirmation, quelle qu'elle soit, de la classe. Le second autorise d'en parler, mais comme une « séparation » *parmi les autres*. C'est-à-dire d'en parler dans la mesure où la recomposition s'effectuant dans une relation extrêmement diffuse avec l'exploitation, dans une relation d'implication réciproque déjà minée de toutes parts, n'importe quelle oppression, division, hiérarchie, prise en tant que telle, peut y trouver sa place.

Pour comprendre cette construction sociale que sont les femmes, il ne faut pas partir de la reproduction (biologique) et de la place spécifique des femmes dans cette reproduction, *mais de ce qui rend cette place spécifique* et lui donne un sens social : les modes de production jusqu'à aujourd'hui. Le caractère historiquement récurrent de l'appropriation des femmes exprime la récurrence, dans tous les modes de production jusqu'à aujourd'hui, du *travail et de l'augmentation de la population comme principale force productive*, ce qui n'est pas plus un rapport naturel que n'importe quel autre *rapport de production économique* et ne va pas sans la scission de la société entre travailleurs et non-travailleurs. Si « faire des enfants » devient la définition d'un groupe de personnes, les femmes, cela est une pure construction sociale. L'augmentation de la population comme principale force productive permet de considérer les différences biologiques dans la reproduction comme seulement quelque chose dont un rapport social construit le *sens*, ce n'est pas quelque chose en attente d'avoir un sens, mais totalement construit, comme différence, socialement. Construction qui implique l'appropriation des femmes et leur soumission à cette fonction.

L'appropriation des femmes en tant que productrice de la principale force productive (l'augmentation de la population) implique l'appropriation de la personne qui la produit et par là de toute son activité *en ce que l'appropriation de sa personne l'exclut de la société*. Le travail domestique ne peut être accaparé par le capitaliste (via la valeur de la force de travail) sans un rapport de domination qu'exercent tous les hommes. Le travail reproductif n'est pas payé, mais aucun *travail* n'est payé dans le mode de production capitaliste. C'est la reproduction de la force de travail qui est payée. Le paiement de la force de travail, le rapport salarial, inclut le rapport domestique (on ne peut dire l'inverse, car si l'ouvrier ne retourne pas vendre sa force de travail il ne peut renouveler le rapport domestique).

Les femmes entrent sur le marché du travail mais sur la base de cette exclusion. La place des femmes assignées au travail domestique en plus du travail salarié est purement capitaliste. Si purement capitaliste que ce sont les nécessités mêmes de la valorisation du capital qui module l'entrée et la sortie du travail des femmes de sa pure localisation dans le domaine domestique, *sans jamais les en dispenser*. « La reproduction de la force de travail réalisée sous la forme de marchandise, du moins dans les métropoles » (th. 11) se révèle un pur « discours » face à la moindre enquête sur le temps de travail domestique.

Dans le mode de production capitaliste, l'exclusion des femmes hors de l'espace public est plus radicale que dans les modes de production antérieurs. Le capitalisme définit un travail productif absolument séparé de toutes les activités reproductives de la sphère privée. La force de travail libre qui porte ce travail productif doit *aller se vendre*. La scission entre production et reproduction, habitat et lieu de production, est parfaite, structurelle, définitoire du mode de production fondé sur le travailleur libre et la vente de sa force de travail dont le salaire est le paiement de la *reproduction*.

Le rapport domestique est inclus dans le salaire qui est la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs ». De par la disjonction entre le procès de travail dans lequel est consommée productivement la force de travail et cette modalité de croissance du surtravail que représente le travail domestique, son effet ne peut être accaparé par le capitaliste *sans un rapport de domination*.

La domination masculine ne médie pas l'exploitation capitaliste. Si cette domination accroît le surtravail c'est que surtravail et domination masculine, appropriation des femmes et de leur activité, sont donnés simultanément, *appartiennent au même concept de surtravail*. Mais c'est là exactement que le mode de production capitaliste a un problème avec les femmes. Le mode de production capitaliste est le premier mode de production qui a un problème avec le travail et l'augmentation de la population comme « principale force productive ». Avec le mode de production capitaliste, la contradiction « *est apparue* » (celle de la population comme principale force productive), mais il est impossible d'y échapper sans une abolition de ce mode de production. L'apparition comme contradiction de la reproduction genrée de l'humanité est identique au rapport contradictoire du capital et du travail à l'intérieur du mode de production capitaliste, c'est-à-dire identique au capital comme contradiction en procès ¹.

Si toutes les sociétés jusqu'à aujourd'hui reposent sur l'augmentation de la population comme principale force productive, c'est qu'elles sont des sociétés de classes. La division de la société qui en résulte entre travailleurs et non-travailleurs se double immédiatement d'une autre division qui lui est *interne* mais dont *les termes ne se recouvrent pas* : une division genrée de la société. En effet, jusqu'au capital inclus où la chose devient contradictoire, la source principale du surtravail est bien sûr le travail ce qui signifie l'augmentation de la population. La nécessaire appropriation du surtravail, phénomène purement social (le surtravail ne tient pas à une supposée surproductivité du travail) crée

les genres et la pertinence sociale de leur distinction sexuelle. C'est le surtravail qui structure les *deux* partitions (travailleurs/non-travailleurs ; hommes/femmes). Il n'y a pas *deux* systèmes de classes parce qu'il n'y a pas deux modes de production et parce qu'il y a *qu'un seul* surtravail. En fait, *il n'y a pas de surtravail sans division genrée de l'humanité*. Contradiction entre travailleurs et non-travailleurs et contradiction entre hommes et femmes sont des corollaires mais ne se superposent pas. La seconde, tout en ne définissant aucun mode de production spécifique n'en est pas moins une *contradiction spécifique qui ne se réduit pas à la première*. « Camarades mais femmes » serait-on tenter de dire.

Tant que la révolution est affirmation du prolétariat et libération du travail, il est impossible de remettre en cause tant pratiquement que théoriquement la construction sociale des femmes. Le salaire c'est la valeur de la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs » (*Salaire prix et profit* p. 46) et non le paiement de la « valeur du travail » ou du « travail » (expressions absurdes). On ne peut comme *Exit*, reprocher à la loi de la valeur d'être genrée quand c'est la chose elle-même qui l'est. Le rapport de dépendance (la relation d'entretien dans laquelle se trouve la femme) est le produit même du salaire en tant que reproduction de la force de travail et non « paiement du travail ». Seule une théorie de la révolution comme abolition de toutes les classes, comme abolition du prolétariat et du salariat peut prendre en compte l'antagonisme *interne* inclus dans le salaire comme reproduction de la force de travail et même plus, considérer que cet antagonisme interne est et devra être un élément déterminant de l'abolition du salariat. Tant que le combat demeure celui du travailleur salarié ou même le combat pour la libération du travail il contient en lui-même, dans le travail salarié, l'appropriation des femmes.

La lutte de classe ne sera l'abolition du prolétariat dans l'abolition du capital que dans la confrontation révolutionnaire avec la lutte féminine dans sa spécificité. Tant que la révolution demeure l'émancipation du travail, elle conserve la proclamation de la population comme principale force productive. La production de cette force productive doit alors être elle-même émancipée, rationalisée, libérée, sans être, en tant que telle, remise en cause, ce qui ne peut pourtant être évité de par ce qui est contenu dans cette « émancipation », cette « rationalisation » : l'apparition *publique* des femmes. Périodes révolutionnaires antérieures dont un des principaux soucis a toujours été de « remettre les femmes à leur place ».

¹. Nous considérons actuellement cette formulation comme erronée (cf., dans ce numéro de TC, *Réponses aux Américaines et Tel Quel*) – note ajoutée au texte dans sa publication présente.

UNE LETTRE

LE TEXTE QUI SUIT EST UNE LETTRE ADRESSÉE PAR L'UN D'ENTRE NOUS EN RÉPONSE AU TEXTE D'ANDRÉ DRÉAN « RÉFLEXIONS SUR LA COMMUNISATION – À L'OCCASION DE LA

SORTIE DE LA REVUE SIC ». LE TEXTE DE DRÉAN SE TROUVE SUR LE SITE *DES NOUVELLES DU FRONT*, AINSI QUE CETTE RÉPONSE DANS SON INTÉGRALITÉ. NOUS LA PUBLIONS ICI POUR SON CONTENU THÉORIQUE CONSISTANT ENTRE AUTRES À RÉPONDRE DE FAÇON NON NORMATIVE À LA QUESTION DE « L'INVARIANCE DU CONTENU DU COMMUNISME ».

SIGNALONS QUE ANDRÉ DRÉAN (PETER VENER) AVAIT ÉCRIT DE TRÈS UTILES ANALYSES DES GRÈVES/BLOCAGES DES RAFFINERIES À L'AUTOMNE 2010 ET AVEC LE TEXTE « LA FORME D'ABORD », UNE PRÉSENTATION INCISIVE DES FORMES SYNDICALES ACTUELLES DE LUTTES.

MALGRÉ CELA, IL N'EST JAMAIS INUTILE DE RAPPELER QU'ÉCRIRE N'IMPORTE QUOI NE PASSE PAS TOUJOURS INAPERÇU.

Salut,

Comme annoncé, j'ai pris le temps de lire plus en détail tes *Réflexions sur la communisation*. Je pense décidément que tu n'as pas pris le temps de te pencher réellement sur ce que tu voudrais critiquer. Je te répondrai donc sur la base de ce que sont les positions les plus générales et les plus partagées sur la communisation, notamment au travers de ce qui est dit dans Sic, sans trop prendre en compte les divergences et les questionnements en cours de cette (ces) théorie(s).

Et comme il faut bien commencer quelque part, je te cite :

« *L'auteur de Qu'est-ce que la communisation ? pousse le bouchon très loin en affirmant sans rire que l'idée de période de transition fut commune à toutes les tendances issues de la dissolution de l'Internationale, à partir des années 1870, à l'exception de poignées de francs-tireurs. Même Trop Loin rappelle que des anarcho-communistes comme Kropotkine, dans « La conquête du pain », étaient hostiles à la notion de transition, en particulier aux mesures du même nom telles que les bons de travail, puisqu'elle impliquait le maintien du pouvoir d'État nécessaire pour qu'elles soient réalisées.* »

Tu fais sans doute référence à ce passage :

« *Il faut noter cependant que cette idée de période intermédiaire est plus large que celle, strictement marxiste, de « dictature du prolétariat » car à divers titres les réformistes (qui comptaient sur une prise de pouvoir par les urnes) et même les anarcho-syndicalistes (qui pensaient à une prise de pouvoir par les structures syndicales) ne se situaient pas en dehors de ce cadre de pensée. Pour eux aussi c'était la victoire du prolétariat, soit démocratiquement, avec les organes de l'État, pour les réformistes, soit par la lutte, avec ses organes propres (les syndicats), pour les anarcho-syndicalistes, qui donnait à celui-ci le temps pour que sa domination nouvelle transforme la société.* »

Le problème, en réalité, pour les « communisateurs », est moins celui de l'appropriation ou de la destruction de l'État, dans l'ancien cycle de luttes, que celui de cette appropriation ou destruction par la classe prolétarienne, sur la base de sa propre existence de classe dans le MPC : le prolétariat dans son action ne pouvant s'appuyer que sur ce qu'il est dans le capital, il a besoin de « temps », dit LdM, (de « temps », c'est-à-dire d'une quelconque transition, montée en puissance de la classe dans le capital ou prise du

pouvoir politique) pour devenir autre chose, pour s'abolir en tant que classe, en réalité en devenant classe dominante (ou « classe unique », chose inconcevable dans la définition marxiste des classes n'existant que par leurs antagonismes), comme *classe du travail*. Ce qui caractérise la période programmatique (et aussi en réalité *l'impossibilité* de ce programme à se réaliser), où sa situation dans le MPC permettait au prolétariat (et à ses représentants, sociaux-démocrates mais aussi révolutionnaires) de concevoir son pouvoir et son unité en tant que « classe des producteurs ». Cette conception, « transition » mise à part, était aussi bien celle de Marx que de Bakounine et de l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est toute la question du programmatisme, comme période de la relation de classe. Cette conception programmatique est en effet théoriquement attribuée à (et caractérise historiquement) l'ensemble du mouvement ouvrier, de la première Internationale aux conseillistes, jusqu'à la restructuration des années 1970, de façon différente voire antagonique et conflictuelle, mais en tout cas ne se résume pas à la seule question de l'État, mais découle de ce qu'est la classe dans le capital, qui permettait de la penser comme « sujet révolutionnaire », dans cette période de la lutte de classe. Après, historiquement et dans les textes, on peut trouver toutes sortes d'inflexions et de problématiques, bien sûr. On pourrait prétendre par exemple que les « milieux libres » et autres phalanstériens étaient pour une sorte d'immédiateté du communisme, en voulant le vivre ici et maintenant. On appellerait plutôt ça de l'alternative, mais bon, le mouvement ouvrier n'a jamais été une masse uniforme, et les conseillistes ne sont pas les bolcheviks. Ce qu'indique d'ailleurs LdM dans la suite immédiate de la citation qui précède, que tu n'as manifestement pas eu envie de lire :

« Ce sont des dissidents des deux camps, dissidents chez les anarchistes et dissidents chez les marxistes, qui ont progressivement élaboré une théorie de la révolution et du communisme qui soient immédiats. C'est à partir de leurs explorations théoriques d'alors que l'on peut, dans la période actuelle et avec le recul que nous donne la transformation récente du capitalisme, comprendre que le communisme ne peut être que la disparition simultanée des classes sociales et non la victoire, même transitoire, d'une classe sur une autre. »

Mais là n'est pas vraiment le problème, il ne s'agit pas simplement d'une querelle historique.

Le problème est que tu bloques, comme l'amusant Guillon, sur cette question de la transition, parce que tu n'abordes pas la question du programmatisme, ni celle de la restructuration (le mot n'apparaît même pas dans ton texte...) qui ouvre le cycle de luttes dans lequel nous sommes, propositions théoriques dont découlent les positions « communisatrices », et que donc, d'emblée, tu passes à côté de ce que tu voudrais critiquer. En tout cas, je ne vois pas dans ton texte que soit comprise cette articulation entre périodisation de la relation de classe et production du communisme dans la période actuelle. On a plutôt l'impression que selon toi les « communisateurs » seraient idéologiquement « contre » toute phase de transition, comme les anarchistes que tu cites,

auquel cas il est certain qu'on n'aurait rien « inventé » d'autre que lesdits anarchistes. Sauf qu'il ne s'agit pas d'« inventer » un nouveau programme garantissant la réussite du « projet révolutionnaire », mais bien de caractériser la période dans laquelle nous sommes, et de définir, dans cette période, ce qu'est la contradiction capital/prolétariat. Et cela, tu sembles ne pas le saisir. Incompréhension qui donne des formules comme :

« Selon Sic (Les prolétaires) ne devraient plus tenter de s'ériger en classe dominante, mais entamer leur propre dissolution, sous peine de recréer des instances de représentation qui finiraient, comme toujours, par exercer leur pouvoir sur eux, donc à reformer l'État. »

Les prolétaires ne « doivent » rien du tout « sous peine » de que dalle. On ne prescrit ni n'interdit rien au prolétariat. On n'a pas comme slogan « Prolétaires de tous les pays auto-abolissez-vous ! » Ce qui ne veut pas dire que l'on n'ait pas à *faire* la révolution et qu'elle découle d'elle-même de la Très Sainte Contradiction prolétariat /capital, mais ne veut pas dire non plus qu'elle résulte d'un quelconque projet idéologique qui pourrait être formulé en laboratoire, hors du moment de sa réalisation. La révolution ne survient pas n'importe quand, n'importe comment, mais dans un moment de crise du rapport d'exploitation, et c'est en cela que ce n'est pas un projet, mais il n'existe pas un seuil qui serait ce moment (des conditions objectives), et encore moins un niveau de conscience ou d'organisation préalable de la classe qui permettrait de le franchir (des conditions subjectives). Cette formulation montre en tout cas que tu n'as pas saisi ce qui constitue le noyau de la théorie de la communisation, et que tu en restes aux anciennes catégories « marxistes » héritées de l'ultra-gauche, catégories sur lesquelles tu tentes tout au long du texte de rabattre la théorie de la communisation. Mais encore une fois, comprendre ceci pour éventuellement le critiquer implique de *prendre au sérieux* les notions de programmatisation, de restructuration, etc., sans lesquelles ces idées peuvent facilement apparaître comme de simples affirmations doctrinaires, notamment dans le texte de LdM (parce que ce sont des *conclusions* qui y sont présentées, et pas la théorie elle-même dans son développement), ce qui implique de se pencher un peu sur les textes originaux, et notamment d'avoir si ce n'est l'« héroïsme », mais plus simplement l'honnêteté intellectuelle de « supporter la logomachie et le verbiage de *Théorie communiste* », simplement pour se donner les moyens de la critique. Mais bien sûr, puisque ce n'est que de la logomachie et du verbiage, à quoi bon... On s'en passera donc, puisqu'on a la version *digest* avec *Qu'est-ce que la communisation*, ce qui est bien pratique, puisqu'avec ce texte (qu'on lit quand même un peu à moitié aussi) on peut tout critiquer sans avoir rien lu. Puisque de toute façon, c'est illisible. Et qu'au fond, ça ne veut sans doute rien dire.

Ce qui, je te l'avoue, commence à passablement me gonfler comme attitude.

(...)

Mais ce qui me fatigue aujourd'hui dans le rapport de certains avec cette théorie, c'est non seulement le rabâchage idéologique de thèses mal comprises et mal digérées de la part de certains « partisans de la communisation », mais également et surtout le dénigrement

systématique de la part de gens qui ne se sont pas vraiment donné la peine de se pencher réellement sur la production théorique en question.

Je le répète, tu passes à côté de ce que tu tentes de critiquer, ne serait-ce qu'en ne prenant pas en considération la périodisation de la relation de classe capitaliste, élaboration théorique sur laquelle repose en grande partie la théorie de la communisation, sans laquelle on ne peut comprendre réellement ce qu'implique l'absence de nature révolutionnaire du prolétariat, ni l'immédiateté du communisme, etc. C'est cela que tu aurais dû critiquer, pour attaquer la théorie en son cœur, au lieu d'inventer une théorie qui n'existe nulle part pour qu'elle corresponde aux critiques que tu as envie d'en faire. C'est simplement cette incompréhension qui rend « impensable », comme dit l'impensable Guillon, la théorie de la communisation, qui n'est « impensable » que pour ceux qui n'y ont pas du tout pensé, et refusent de toute façon de le faire, soit par indifférence, soit par pure flemme. Mais dans ce cas-là, à mon humble avis, il vaudrait mieux soit se mettre au boulot et faire à fond cette critique, si on trouve ça nécessaire pour une raison ou une autre, soit fermer sa gueule et laisser les autres bosser.

On continue...

« Mais la question des forces productives elles-mêmes, prétendue base indispensable à la réalisation du communisme intégral, reste en suspens. Elle est occultée par celle de la gratuité, dont la généralisation est présentée dans l'éditorial de Sic comme « unification de l'activité humaine ». Or, dans l'optique communiste, la gratuité fut et reste, en règle générale, le synonyme de la satisfaction des besoins sans passer par la médiation du marché. Y compris le marché du travail. Elle ne préjuge donc pas du sens donné aux activités et aux relations que les êtres humains réalisent et tissent, à la fois entre eux et avec le monde qu'ils n'ont pas créé, mais dans lequel ils évoluent et qu'ils transforment. »

Ce qui fait allusion au passage suivant :

« Dans le cours de la lutte révolutionnaire, l'abolition de l'État, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, l'extension de la gratuité comme unification de l'activité humaine, c'est-à-dire l'abolition des classes, des sphères privée et publique, sont des « mesures » abolissant le capital, imposées par les nécessités mêmes de la lutte contre la classe capitaliste. La révolution est communisation, elle n'a pas le communisme comme projet et résultat. » (Edito de Sic 1)

La question n'est pas celle des « forces productives ». La communisation ne se fait pas « sur la base des moyens de production existants », c'est-à-dire encore une fois n'est pas réappropriation des moyens de production par le prolétariat, n'est pas la victoire du travail sur le capital, mais l'abolition des deux, parce qu'elle est l'abolition du rapport social qui constitue ces deux pôles. La « gratuité » n'est qu'un moment de l'abolition de ce rapport social, c'est une nécessité parmi d'autres dans la lutte révolutionnaire (nécessité pas au sens

« inéluctable », mais au sens « survie »). S'il y a finalement communisme la notion même de gratuité n'a évidemment plus aucun sens, elle l'aura perdu en chemin. La gratuité n'est pas un « projet communiste » qui serait défendu par les « partisans de la communisation ». Elle n'est en aucun cas le contenu d'un quelconque projet communisateur, comme tu sembles le croire. Elle n'existe à un moment de la lutte révolutionnaire que parce qu'on arrête de payer et de faire payer, et qu'on le sait et qu'on le défend, et elle n'a de sens que parmi toutes les autres « mesures » qui devront bien être prises, car ici « prendre des mesures » signifie simplement *faire la révolution*, c'est-à-dire faire ce qu'on peut faire quand la valeur ne circule plus *et qu'on ne veut plus qu'elle circule*.

Quant à l'« extension » de ces « mesures communisatrices », elle signifie d'une part la lutte des révolutionnaires contre leur propre écrasement, et d'autre part la mise en résonance de ces « mesures » non pas seulement avec les « nécessités matérielles » mais également avec les nouveaux rapports qui se créent dans le cours de la lutte, donc l'extension de ces rapports, simplement pour pouvoir continuer la lutte, et ces deux aspects sont identiques. Cela ne présume en rien du succès ni du caractère « inéluctable » de la chose. L'écrasement est toujours possible, ou simplement le rétablissement des vieux rapports d'échange, ce qui est une autre forme d'écrasement. L'exemple des bons de travail que tu cites, et qui rétablissent un système d'équivalence travail / consommation, c'est-à-dire non seulement nécessitent une domination étatique ou bureaucratique mais rétablissent la valeur, montre que des problèmes se posent, et bien concrètement pour le coup, et que les révolutionnaires ne sont pas une masse uniforme et consensuelle : il y a toujours lutte dans la lutte. À moins de croire en l'union des « subjectivités » enfin réconciliées, par-delà les appartenances de classe et toutes les contradictions qu'impliquent la segmentation de la classe, l'existence de classes « intermédiaires », etc., et de penser que lorsque le vent de la révolte souffle sur les étendards de la subversion, toutes les contradictions sont balayées, et qu'on n'a plus affaire qu'au « libre jeu des passions humaines »...

Et encore...

« Pour les uns, la communisation est synonyme de l'expropriation des expropriateurs à la mode du Capital et la liquidation de l'État est réduite à celle de l'institution de coercition du même nom. Avec, par voie de conséquence, des positions, plus ou moins assumées selon les individus, concernant la planification de la production et de la consommation. En effet, dans la tradition marxiste, le travail, même réduit à la portion congrue par l'automation et l'extension démesurée du machinisme, reste le domaine de la nécessité compressible, mais incontournable, au-delà duquel commence celui de la liberté, grosso modo celui des loisirs et d'activités plus enrichissantes que le labeur, d'autant plus extensible que les forces productives en pleine extension libèrent du temps. »

Pour l'« expropriation », je me contenterai de citer *Le pas suspendu de la communisation* :

« La différence radicale avec la socialisation, c'est qu'il ne s'agit pas d'un changement du statut de la propriété des moyens matériels. Il n'y a pas, dans la communisation, appropriation des biens par une quelconque instance : État, commune, voire conseil, qui représente, qui domine les prolétaires en action d'expropriation du capital et qui en fasse ainsi une appropriation. Un changement de régime de propriété est la constitution d'une nouvelle forme d'économie, nommément le socialisme, même s'il prenait le nom d'économie solidaire. »

Il ne s'agit donc pas d'une expropriation « des expropriateurs », il ne s'agit pas de se « réapproprier » ce qui nous appartiendrait de droit comme classe des producteurs (« Tout est à nous, rien n'est à eux »). Là encore, tu critiques la communisation avec des schémas et des concepts issus de l'ancien cycle de lutte, de l'anarcho-syndicalisme en l'occurrence.

Pour le « machinisme », j'ai l'impression que tu nous parles des situs, derniers représentants du programmisme (les conseils d'ouvriers comme base de la société), pour lesquels la libération de la créativité humaine (le « temps libre ») passait effectivement par l'automation. On n'en est plus à la « libération des forces productives ». Du point de vue de la communisation, encore une fois, plus rien n'est réappropriable par le prolétariat, car tout ce qu'il pourrait se « réapproprier » ne ferait que le replacer dans la situation de classe qu'il occupe face au capital (à savoir produire de la valeur, et la produire en produisant de la merde, et en étant traité comme de la merde), et que dans le cours de la révolution c'est ce rapport de classe qui entre en crise. De plus, d'un simple point de vue matériel, se réapproprier telle quelle la production capitaliste sans passer par les catégories d'échange et de valeur serait simplement impossible, au vu de l'éclatement de la production (péréquation des taux de profit à l'échelle mondiale, autre caractéristique de la restructuration que tu ignores superbement) et de tout ce qu'elle implique comme flux de capitaux et de marchandises pour simplement fonctionner. Je ne sais pas par contre où tu as entendu parler de « planification de la production et de la consommation ». L'opposition de ces catégories et leur simple existence est une aberration dans un monde communiste, la séparation de la production et de la consommation dans les catégories du capital ne servant qu'à définir la valeur de la force de travail, la séparation public/privé, etc. Et théoriquement, dans le cours de la révolution, ce sont bien ces catégories qui sont posées comme étant abolies par l'activité des révolutionnaires.

La question que pose le point de vue de la communisation, *c'est-à-dire la période actuelle*, n'est plus seulement celle de la production matérielle, encore moins celle des « forces productives » et de leur éventuel « meilleur emploi », mais bien celle de l'abolition du rapport social capitaliste, et avec lui *de toute société*. C'est-à-dire que la communisation pose le dépassement de toute idée d'une nature anthropologique de l'homme. Et ceci

parce que la principale « production » du capital est bien le rapport social capitaliste (son autoprésupposition, pour le dire en « verbiage logomachique »), rapport qui origine et subsume tous les autres et devient totalité sociale, ensemble unifié des rapports sociaux. C'est-à-dire que cette totalité produit non seulement les « rapports de production », mais les *sujets* eux-mêmes, ces fameux « individus » dont tu parles sans cesse sans jamais spécifier ce qu'ils seraient hors des relations concrètes qu'ils établissent entre eux, et qui sont pour l'heure déterminées par les relations de classe et de genre dans le MPC, mais aussi par toutes les identités et communautés ethniques, religieuses, nationales ou régionales, etc. Là tu peux me traiter de mystique ou de métaphysicien si tu veux, mais cela signifie qu'au-delà de (ou en même temps que) la production des conditions matérielles de sa survie (obsession capitaliste, bourgeoise, prolétarienne, mais aussi *utopique* – toutes les utopies ont passé leur temps à « rêver » l'*organisation* et la *production* sociales, c'est-à-dire à quadriller le monde – et en un mot obsession *sociale*), ce que « produira » essentiellement le communisme, c'est une infinité de rapports, d'interactions entre individus en devenir, et que ce sera sa principale activité, qui n'a rien à voir avec « l'organisation de la production et de la consommation », sur un mode planificateur ou « scientifique ».

Mais revenons à ton texte...

Lorsque tu évoques les « *Problèmes impossibles à évacuer à moins de croire que la liberté humaine soit envisageable dans le monde ravagé auquel seront confrontés des insurgés et qu'ils ne pourront pas faire disparaître par la magie de « mesures de communisation », à Fukushima et ailleurs.* », que veux-tu dire au juste ? Que le communisme, ou l'anarchie, enfin ce que tu appelle « la liberté humaine » sont impossibles parce que le merdier qu'a créé le capital est ingérable en dehors des catégories du capital ? Parce que si c'est le cas, il n'y a plus qu'à ressortir les gaules et à aller à la pêche (il reste de la truite en Cévennes et ailleurs, à ce qu'il paraît) en attendant la fin. Et si ce n'est pas le cas, qui pourrait prétendre que ça n'est pas un problème ? Mais aussi, qui pourrait en donner la solution ? Pas toi, manifestement, ni personne, je pense. À quoi sert donc cette interrogation, d'un point de vue théorique, je veux dire ? J'aimerais bien savoir... Parce que j'entends souvent cette soucieuse interrogation, mais je n'ai jamais pu comprendre à quoi elle menait, à part à se donner la frousse, ou à la filer aux autres aux fins de propagande « anti-industrielle ». Tout ce qu'il y a à répondre à ça, c'est en toute honnêteté : on ne sait pas ce qu'on fera, mais il faudra bien faire quelque chose, c'est tout.

De façon générale, je t'adresserai là les mêmes critiques que je faisais aux Nuisances et autres « anti-industriels » à la B. Louart il y a déjà un bout de temps : caractériser le capitalisme seulement comme « société industrielle », où, pour moderniser le terme comme société « technoscientiste » dans laquelle les « forces productives » (ou le *general intellect* enfin débarrassé de la moindre parcelle de travail vivant) seraient devenues folles (c'est-à-dire en réalité auraient échappé au contrôle de la classe des producteurs, c'est là le reste conseiller – programmatiste – des Nuisances et autres anti-industriels, reste devenu

aujourd'hui tout à fait inconscient, et donc a-théorique), revient à nier le capital comme rapport de classe, c'est-à-dire spécifiquement comme rapport d'exploitation, et nous prive de toute capacité à comprendre sa dynamique propre, y compris comme accumulation technique, en ne le considérant que comme l'emballage d'une machine autonomisée. Et comme l'exploitation a disparu en tant que rapport dynamique (donc en tant que contradiction), la « critique » se résume à l'énumération obsessionnelle et interminable des dispositifs technico-sociaux mis en place par cette société technoscientiste, sans que soit plus discernable d'autre fin à cette société que l'apocalypse écologique, l'assujettissement intégral de l'humanité, ou l'éventuel surgissement d'« oppositions » sempiternellement introuvables. Et tu sais bien que malgré ce point de vue, je ne suis pas du tout insensible à ce que le capitalisme produit comme ravages (en tous genres, d'ailleurs...). Mais il s'agit moins ici des ravages en question que des prises de position auxquels ils donnent lieu.

Bref, je poursuis...

Et j'en arrive à la tirade délirante sur les bolcheviks, et au fait que tu ne veuilles voir dans les dites « mesures communisatrices », qui ne sont que la révolution en train de se faire, que des mesures de « coercition », ce qui me ramène à mon premier énervement. Que tu ressortes les bolcheviks de leur poubelle historique est d'une mauvaise foi énorme. Je n'ai pas les œuvres de Bakounine sous la main, mais je pourrais t'en trouver mille, des « mesures de coercition » que le bon père de l'anarchie (pour ne parler que de lui) trouvait tout à fait salutaires et indispensables, et tu le sais bien. Sans même parler de son élitisme révolutionnaire, etc. Et je pourrais aussi parler des sources anarchistes du terrorisme révolutionnaire, et ainsi de suite. Tu sais aussi parfaitement que nombre d'anarchistes avaient ceci de commun avec Lénine qu'ils pensaient que le prolétariat était « spontanément réactionnaire », et que tous les moyens étaient bons pour le jeter dans l'action révolutionnaire. Bref, on peut caricaturer l'« anarchisme » comme le « communisme », ça n'est pas trop difficile. En tout cas, l'assimilation du terme « communiste » à celui d'« autoritaire », je pensais qu'on avait dépassé ça depuis un petit moment, sauf parmi les lecteurs du *Figaro*. Et l'opposition de l'anarchie et du communisme avec. Je le répète, outre l'injure que je trouve insupportable (c'est comme si je te disais que les Nazis avaient aussi le souci de l'environnement et de la survie de l'espèce, comme toi : tu le prendrais comment, dis-moi ?) c'est même pas un coup bas, c'est une connerie difficilement pardonnable. Je sais qu'on peut s'emporter, notamment à l'écrit et quand on a comme toi des facilités de plume, mais on peut aussi se relire et réfléchir un peu avant de balancer des trucs pareils.

Je te cite tout de même :

« Enfin, là où il y a encore des mesures à prendre en fonction de situations données, sans plus, il y a encore coercition à exercer pour qu'elles soient réalisées, ce que Fourier et d'autres utopistes inclassables comme Morris avaient entrevu. Les rédacteurs de la revue peuvent toujours dire

qu'il n'y aura pas d'institutions de coercition, nous restons malgré tout dans le monde de la contrainte, où le libre jeu des passions et des rêves n'aura pas sa place. Ou alors il sera relégué à quelque place annexe, toléré peut-être, mais dans quelle mesure et pour combien de temps ? Ce qui est d'ailleurs arrivé au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks, lorsque leur dictature était en gestation. Mais, ensuite, faudra-t-il inculquer à de tels rêveurs quelque dose de réalisme pour les ramener dans le bon chemin de la communisation ? Les traiter d'adeptes du subjectivisme en cas de refus, les isoler, les bannir, voire les contraindre ? »

C'est quoi, « le libre jeu des passions et des rêves », dans une période insurrectionnelle ? De quoi tu parles ? Tu peux spécifier un peu précisément ce que tu entends par là ? Si on se trouve dans une situation à la syrienne, par exemple, ou simplement dans une crise comme en Argentine ou en Grèce, et ce à l'échelle mondiale, qu'est-ce qu'on va faire, *qu'est-ce qui va se passer* ? Comment on va réagir ? En laissant jouer librement nos passions et nos rêves ? D'accord, mais de quelle manière ? Je trouve ça un peu affligeant, si tu veux savoir, que face à ce qui est mis ici en question tu n'aies que ces jolies valeurs humanistes à agiter, et seulement pour les mettre en situation d'être potentiellement persécutées par les méchants marxistes, les pauvres mignonnes... Je pense surtout que cette prétendue « coercition » n'apparaît que pour te permettre de remettre ces thèses que tu ne parviens pas à critiquer dans la boîte d'un autoritarisme marxiste (marxiste-léniniste ?) que tu présupposes gratuitement.

Et je ne résiste pas au plaisir de la citation : « *Les rédacteurs de la revue peuvent toujours dire qu'il n'y aura pas d'institutions de coercition, nous restons malgré tout dans le monde de la contrainte, où le libre jeu des passions et des rêves n'aura pas sa place.* » En somme, on peut bien dire ce qu'on veut, tu sais, toi, qu'on lui veut du mal, à la « liberté humaine », nous autres marxistes, « malgré tout »... Si ce n'est pas de la mauvaise foi, c'est de l'autisme. Ou un peu de paranoïa, peut-être ? Aussi bien, et selon la même méthode, on pourrait dire que « le libre jeu des passions et des rêves » n'est au fond et « malgré tout » que le déferlement de la barbarie la plus sauvage, et en particulier la domination des plus forts sur les plus faibles...

Pour revenir aux mesures de « coercition » dans le cours de l'activité révolutionnaire, bien sûr qu'il y en aura, si on entend par là que la révolution devra se défendre en devenant consciente de ce qu'elle fait, c'est-à-dire en produisant sa propre théorie, et en faisant en sorte de maintenir et d'étendre son action. La moindre grève a ses jaunes, et ne se laisse pas casser au nom de la « liberté humaine » de retourner au boulot, ce qui est bien le seul « rêve » de pas mal de « subjectivités », dans le monde du capital. Mais il n'est nulle part question de « tribunaux populaires » ou de quoi que ce soit du genre, ce qui ne signifie pas l'absence de violence, bien sûr, mais ne se résume pas à la violence. Ce sera sans doute un long conflit contre toute tentative de reconduire les catégories de l'échange, de la valeur, de la production, etc., et ces tentatives viendront de ce qui restera de la société du capital, ou voudra la reconstituer, et pas seulement de la part des capitalistes, de

leur police et leur armée, mais aussi de la part de segments de classe qu'il faudra « intégrer » au procès révolutionnaire, en défaisant toute appartenance de classe. Ce procès n'est pas posé comme l'enrégimentement de la classe *autour* d'une activité productive considérée comme centrale, mais bien comme la création de nouveaux rapports entre individus, non médiés par les catégories de l'échange et de la production. Ce qui implique de mettre en œuvre la fin de la division du travail, la séparation entre producteurs et consommateurs, etc., en s'emparant des moyens de production, effectivement, mais pour les démolir comme lieux de création de valeur, comme lieux de la division de la société en classes, pour décrystalliser les rapports sociaux qui se sont construits autour de la production par la diffusion d'une activité fluide et non plus découpée en production/consommation, travail/loisir, public/privé etc. Cet emparement ne place pas la production au centre d'une socialisation sur la base du travail, il est d'emblée une lutte au sein de la classe contre toute forme « autogestionnaire » ou contre toute « réappropriation », c'est-à-dire contre la réassignation du prolétariat à sa place de classe du travail, que ce soit par lui-même dans ses conflits internes ou par les forces répressives. Lutte dont rien ne garantit la victoire, et dont le cours risque plutôt de ressembler à une longue suite de conflits.

Il ne s'agira pas en tout cas de prendre des « mesures » contre « le libre jeu des passions et des rêves », mais contre toute tentative de vendre ou d'acheter, de rétablir l'échange ne serait-ce que par le troc qui postule des équivalences marchandes, etc., mais aussi contre l'assignation des femmes à leur rôle social, contre le monopole des armes ou contre les freins mis au procès révolutionnaire au nom de la défense supposée de celui-ci, notamment sur le mode militaire. Toutes questions qui se sont constamment posées à toutes les tentatives révolutionnaires, et ceci justement parce qu'il y a aussi de la liberté, du choix et du projet dans le procès révolutionnaire, qu'il n'est pas mû et unifié par le mécanisme déterministe de la Contradiction qui viendrait se *résoudre* par la victoire d'un de ses termes, mais qu'il est *l'éclatement* de cette contradiction, *et de tous les déterminismes qui la constituent*. Mais ces problématiques seront vécues de façon complètement nouvelle dans la communisation, telle qu'elle est posée dans la spécificité des rapports de classe actuels.

Faire l'impasse sur ces questions en se contentant de l'association stupide et injurieuse des termes communisation et « bolchévisation », c'est tout simplement refuser de parler de révolution. Et c'est au fond considérer de façon platement réactionnaire que toute tentative révolutionnaire, c'est-à-dire tout ce qui dépasse la simple révolte ou la « subversion » pour tenter de créer un monde nouveau, ne peut conduire qu'à une oppression plus grande encore. On connaît la chanson.

Le problème, au fond, c'est que comme tu penses avoir réglé la question en rangeant, il y a longtemps et à mon sens un peu à la va-vite, le « marxisme », et la révolution avec, au magasin des « antiquités doctrinaires », tout ce que tu peux utiliser comme arguments

pour critiquer ce qui se fait aujourd'hui en ce sens sort du même magasin. Vieilles querelles et vieux arguments contre un vieux « marxisme ». Et même ce terme, « le » marxisme, c'est quoi au juste ? et le marxisme « traditionnel » (roulé à la main sous les aisselles, ou quoi) ? Tu parles de la diversité du mouvement ouvrier quand ça t'arrange, mais lorsqu'il s'agit de brocarder les « marxistes », on a tout à coup affaire à une espèce de bloc dogmatique unifié sous la barbe autoritaire du « maître », avec une nette dominante marxiste-léniniste, tout de même... Les anars contre les cocos, la liberté humaine contre le déterminisme, l'économisme et la dictature du prolétariat, etc. Caricatures. Et il ne reste plus de positif que le « rêve », l'« utopie » et « le côté subjectif de l'humain » (il a donc un « côté objectif » ? lequel ? le gauche, le droit ?), c'est-à-dire, à mon humble avis, du vent. Que tu ne sentes pas le besoin de construire un point de vue théorique qui permette de saisir la possibilité révolutionnaire, que même tu ne « croies » plus à la possibilité révolutionnaire (mais est-ce qu'il s'agit bien de « croire » ?) ou ne veuilles plus poser cette question, c'est ton affaire, ça t'appartient, je n'ai rien à dire là-dessus. Je n'ai jamais eu la fibre missionnaire : ce n'est pas ma position favorite. La théorie, on aime ou on n'aime pas, et quant à moi je ne suis pas plus « révolutionnaire » qu'un autre. Chaque chose en son heure : il viendra bien assez tôt, le temps de mourir pour la cause. Mais qu'au nom de cette non-théorie tu te permettes de cracher *de cette manière* sur un travail fait par d'autres, qui vaut ce qu'il vaut mais on fait ce qu'on peut, en usant d'injures qu'on n'emploierait même pas pour nos pires ennemis, et qui plus est sans même tenter de comprendre *honnêtement* ce qui est dit, là je trouve ça insupportable.

Il y a des critiques à faire parmi tout ce qui se produit comme théorie autour de la communisation, je ne le nie pas. La question du déterminisme, entre autres, se pose réellement et en permanence, mais pour en parler, il faut un tant soit peu entrer dans cette théorie, même si on n'est pas d'accord avec, et pas se contenter de dire : c'est déterministe. Penser pouvoir régler la question par-dessus la jambe, à la manière de l'hilarant Guillon, c'est une chose, mais de ta part j'aurais attendu autre chose, de moins léger. Après, il n'est pas interdit de s'en foutre, de la communisation, comme l'impayable Guillon et bien d'autres. Tu peux très bien ne pas ou plus être « marxiste » ou « communiste » ou ce que tu voudras, et considérer que la révolte ou l'utopie ou la subversion ou la subjectivité sont désormais tout ce qui t'intéresse. Tu peux aussi te passer de la théorie au nom d'une « éthique », par exemple. Ça ne me pose pas de problème, chacun fait ce qu'il veut et ce qu'il considère avoir du sens pour lui. Encore que j'aimerais que tout ça soit un peu mieux développé et spécifié, d'un point de vue sinon théorique, du moins critique. Tu peux très bien n'en avoir rien à foutre de la lutte des classes et de la révolution, et considérer que ça n'existe pas plus que la baisse du taux de profit. Le père Camatte a déjà fait cette démarche en son temps, de façon plutôt brillante d'ailleurs. Mais le vrai problème que j'ai, avec ta critique et la *manière* dont elle se présente, c'est qu'on ne sait pas où tu veux en venir, et au nom de quoi elle se fait, hormis la pure détestation. On

ne sait pas quel *souci* elle manifeste, ce qu'elle entendrait faire advenir ou préserver, ni à quoi elle pourrait bien *inviter*. Et ce manque de souci et d'« invitance » m'évoque moins la « liberté humaine » qu'une espèce de hargne dont je ne comprends pas le sens.

A.

SENONEVERO

LIGNE ÉDITORIALE

Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société .

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne – ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Association pour la recherche en histoire sociale

8, rue Chateaubaudon

13001, Marseille

France

<http://www.senonevero.net>

senonevero@communisation.net

OUVRAGES PARUS

Le Démocratisme radical

Roland SIMON

Le Travail et son Dépassement

Bruno ASTARIAN

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME I

Fondements critiques d'une théorie de la révolution

Au-delà de l'affirmation du prolétariat

Roland SIMON

Moyen-Orient 1945-2002 :

histoire d'une lutte de classes

Théo COSME

Rupture dans la théorie de la révolution

Textes 1965-1975 présentés par François Danel

Collectif

À l'assaut du ciel

*Composition de classe et lutte de classe
dans le marxisme autonome italien*

Steve WRIGHT

Les Émeutes en Grèce

Théo COSME

Histoire critique de l'ultragauche

Trajectoire d'une balle dans le pied

Collectif – édition préparée par les Chemins Non Tracés

Ouvriers contre le travail

Michael SEIDMAN – mai 2010

De la Politique en Iran

Théo COSME – novembre 2010

« Je lutte des classes »

le mouvement contre la réforme des retraites en france, automne
2010

Louis MARTIN – *juin 2012*

À PARAÎTRE

Caliban et la sorcière

Femmes, corps et accumulation primitive

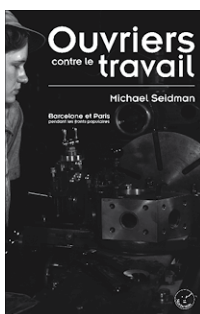
Silvia FEDERICI – *mars 2013*

HISTOIRE CRITIQUE DE L'ULTRAGAUCHE

Trajectoire d'une balle dans le prêt



Tito Cocone LES ÉMEUTES EN GRÈCE





DÉJÀ PARUS

Théorie Communiste 1 (avril 1977) Le prolétariat.

Théorie Communiste 2 (janvier 1979) La production du communisme.

Théorie Communiste 3 (mars 1980) Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle. Les luttes de classes de 1967 à 1975. Le développement économique de la crise (1967-1975).

Théorie Communiste 4 (décembre 1981) Des luttes actuelles à la révolution. Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste 5 (mai 1983) La production de la théorie communiste.

Théorie Communiste 6 (mai 1985) Théorie Communiste : synthèse.

Théorie Communiste 7 (juillet 1986) Le nouveau cycle de luttes.

Théorie Communiste 8 (novembre 1987) La notion de cycle de luttes.

Théorie Communiste 9 (mai 1989) Le prolétariat et le contenu du communisme.

Théorie Communiste 10 (décembre 1990) La grève des cheminots de l'hiver 1986-1987.

Théorie Communiste 11 (juin 1993) Moyen-Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.

Théorie Communiste 12 (février 1995) La révolution prolétarienne 1848-1914. Sur la restructuration

Le journal d'un gréviste (avril 1996) Sur la grève de novembre-décembre 95

Théorie Communiste 13 (février 1997) Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. État, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.

Théorie Communiste 14 (décembre 1997) L'Ultra-gauche. « Théorie communiste »

Théorie Communiste 15 (février 1999) L'objectivisme/La lutte des chômeurs et précaires. « L'alternative ».

Théorie Communiste 16 (mai 2000) La communisation.

Théorie Communiste 17 (septembre 2001) Le démocratisme radical et ses critiques.

Théorie Communiste 18 (février 2003) Après Gênes. La seconde Intifada

A fair amount of killing Tract (en collaboration avec Alcuni fautori della comunizzazione).

Théorie Communiste 19 (juin 2004) Sur la restructuration.

Théorie Communiste 20 (novembre 2005) Théorie de l'écart.

L'auto-organisation est le premier acte... Brochure bilingue anglais/français.

Théorie Communiste 21 (février 2007) La lutte anti-CPE. TC brûle-t-il ? Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande

Théorie Communiste 22 (février 2009) Du capital restructuré à sa crise. La perspective communisatrice. Revendiquer pour le salaire.

Théorie Communiste 23 (mai 2010) Franchir le pas.